Paul Anthony Taylor, Aleksandra Niedzwiecki
Matthias Rath et August Kowalczyk

LES RACINES NAZIES DE 'L'UNION EUROPEENNE DE BRUXELLES'

Ce que vous aviez toujours voulu savoir concernant "l'Union européenne de Bruxelles" –

Mais que personne n'osait vous dire !

Ceux qui ignorent l'histoire sont condamnés à la revivre.

George Santayana

Paul Anthony Taylor, Aleksandra Niedzwiecki, Matthias Rath et August Kowalczyk

LES RACINES NAZIES DE ‘L’UNION EUROPEENNE DE BRUXELLES’

Dr. Rath Health Foundation

Ce que vous aviez toujours voulu savoir sur
“l’Union Européenne de Bruxelles”–
Mais que personne n’osait vous dire !

ISBN 978-90-76332-67-3

1re édition

© 2011 Dr. Rath Health Foundation

Publié par la Dr. Rath Health Foundation

Distribution:
Dr. Rath Education Services B.V.
Postbus 656
NL-6400 AR Heerlen

Tel.: 0031-457-111 225
Fax: 0031-457-111 229
E-Mail: info@rath-eduserv.com
Internet: www.rath-eduserv.com

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être transmise sous quelque forme ni par quelque moyen que soit, en ligne, hors ligne, de façon électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement, ou par tout système de stockage et de récupération de l'information, sans l'autorisation écrite des auteurs.

Sommaire

Préface par August Kowalzcyk **5**

Introduction **9**

Chapitre 1 ..... **15**
Résumé des preuves

Chapitre 2 ..... **75**
Walter Hallstein: éminent juriste nazi – et architecte principal de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Chapitre 3 ..... **159**
La sphère élargie du Cartel – Das Großraum-Kartell – et son cadre organisationnel

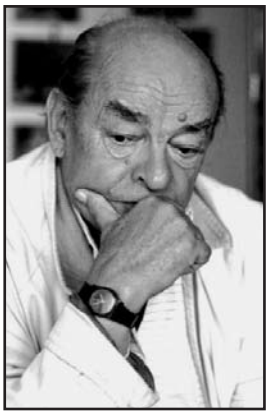
Chapitre 4 ..... **171**
'L'Union Européenne de Bruxelles' aujourd'hui: ce que le Cartel du pétrole et des médicaments, ainsi que ses acteurs politiques, ne veulent pas que vous sachiez

Chapitre 5 ..... **203**
Le règne de l'UE de Bruxelles mettrait fin à des siècles de liberté et d'indépendance en Grande-Bretagne

Chapitre 6 ..... **217**
Le who's who de "l'Union Européenne de Bruxelles"

Chapitre 7 ..... **259**
Relay Of Life (le Relais de Vie)

Appendice **277**
Sites web principaux pour des informations supplémentaires



Préface

Par August Kowalczyk

Nous pouvons trouver l'amitié de différentes manières.

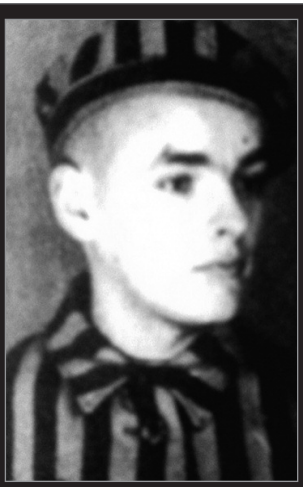
Heureux celui qui trouve l'amitié de la VERITE.

Heureux, parce qu'au-dessus de la foi, de l'espoir et de l'amour, il y a la valeur de JUSTICE - qui est la VERITE. Elle apparaît souvent au milieu des décombres de notre naïveté et de notre ignorance – mais elle devient la force motrice de notre « nouvelle » façon de penser, et une nécessité d'agir.

Et ensuite, dans l'univers de l'humanité, apparaît quelqu'un, ou ceux qui savent.

En fait, soit ils savent, soit ils font seulement semblant de savoir. Si nos vies et notre univers sont remplis avec l'histoire inscrite dans nos vies, dans notre existence, alors il y a une chance que nous puissions rapidement reconnaître ceux qui se contentent de parler.

Pour une fois, nous pouvons reconnaître les voix entendues il y a quelque temps, les voix de ceux qui ont déjà trompé la VERITE. Qui ont menti, triché, interprété. Parfois, ce sont les voix de ceux qui ont tué, parfois ce sont celles de ceux qui ont donné les ordres – pour tuer ! Et après cette dissimulation couronnée de succès, ils lè-



August Kowalczyk
KZ Auschwitz
Prisonnier No. 6804

vent leurs doigts vers le ciel et crient « ne tuez pas. »

Et parfois, provenant de derrière les rideaux affichant l'inscription « Commission européenne »1, émergent des visages que je connais personnellement, mais pas par leur nom de famille ni par leur prénom.

Il s'agit du banc des accusés et de ceux qui ont été condamnés au tribunal de Nuremberg ; ce sont les directeurs, les conseillers juridiques et les ingénieurs du chantier de construction d'Oswiecim – l'usine chimique d'IG Farben, à Auschwitz.

Ils ont tous vu la mort et l'agonie de ceux qui étaient en train de mourir, mais ils ont détourné les yeux vers un horizon lointain.

Ils ont entendu les cris perçants des bandits de surveillants, leurs jurons et leurs coups sourds, souvent mortels; de façon étrange, cependant, ils étaient sourds aux appels à l'aide ou qui demandaient pitié.

Ils surveillaient tranquillement leurs résultats industriels et gardaient leurs profits. Leur seule préoccupation était la contre-performance de cette entreprise maléfique.

Le 14 juin 2003 – le jour du 63e anniversaire du premier transport de Polonais tatoués des numéros 31 à 728 à KL Auschwitz – à La Haye, la capitale de la Hollande, j'entendis des mots simples et profondément édifiants en raison de leur simplicité et de leur réalité historique.

Ces mots avaient été prononcés par le Dr. Matthias Rath, le président de la Health Foundation (Fondation pour la Santé). Cette réunion à La Haye réunissait des gens du monde entier qui étaient venus afin de témoigner des paroles qu'il exprimait.

Cette réunion se termina par un dépôt de plainte introduit auprès de la Cour Pénale Internationale de La Haye.

Cette plainte, comme n'importe quelle autre plainte, contenait de nombreux arguments, mais elle enseignait aussi. Et alors, il sembla que les rideaux qui cachaient la VERITE étaient tombés ; ou peut-être, qu'ils n'étaient pas encore tombés, mais qu'ils s'étaient simplement ouverts, révélant les faits à propos de l'argent, des cartels, de l'industrie pharmaceutique, et à propos de mon débiteur personnel, le Cartel d'IG Farben.

A ce jour, je n'ai pas reçu la compensation à laquelle j'ai droit pour le travail d'esclave que j'ai effectué d'avril 1941 à mai 1942 au chantier de construction d'IG Farben, à Auschwitz.

IG Auschwitz était une filiale appartenant à 100% au Cartel IG Farben (BAYER, BASF, HOECHST). C'était le plus grand site industriel de la seconde guerre mondiale en Europe, et il fut construit afin de produire du carburant synthétique et du caoutchouc pour la conquête du continent eurasien, par la Wehrmacht, au nom de ce Cartel du pétrole et des médicaments.

Ce complexe industriel de 24 kilomètres carrés fut construit à l'aide des travailleurs esclaves du camp de concentration d'Auschwitz. August Kowalczyk était l'un d'eux. Il est le témoin oculaire d'une Europe placée sous le règne brutal du Cartel – et un 'gardien du souvenir'.

Les structures, qui sont presque toujours l'opposé de la liberté, se sont à nouveau rangées du côté du bourreau, et non de la victime.

J'ai soutenu cette plainte, introduite auprès du Tribunal International de La Haye, de ma signature – August Kowalczyk, ancien prisonnier du camp nazi de concentration et d'extermination d'Auschwitz, mon numéro de prisonnier étant le 6804.

A partir de 2003, nos actions communes ont mené au programme 'Une Europe pour le Peuple et par le Peuple', lequel constitue la base pour le 'Projet du Peuple pour une Constitution européenne.'

Ce livre est une description de la façon dont la réalité, la compréhension et avant tout la connaissance et la confiance concernant la VERITE, se cherchent mutuellement.

Il est également une description de la façon dont, à partir d'expériences personnelles, même les expériences les plus subjectives, via un 'relais du souvenir et de la santé', nous pouvons atteindre l'ouverture sociale et entreprendre des efforts politiques visant à abandonner la rhétorique, surtout la rhétorique électorale, efforts qui, en tant que tels, sont libérateurs, au nom de la VERITE.

Et alors seulement pourrons-nous devenir des amis de la VERITE.

August Kowalczyk

August Kowakczyk a résumé ses expériences à Auschwitz dans le livre 'A Barbed Wire Refrain' (titre français : « Le Refrain des Barbelés »).

Introduction

Ce livre relate une histoire que de nombreux lecteurs pourraient, pour des raisons évidentes, rejeter au départ. En faisant cela, ils pourraient dire que si l'information de portée historique capitale documentée ici était vraie, ils en auraient certainement entendu parler auparavant.

Conscients de cela, nous, en tant qu'auteurs, considérons qu'il est de notre responsabilité d'encourager nos lecteurs non seulement à lire ce livre, mais aussi de les encourager à visiter et étudier la source des documents repris en bas de page.

Pendant presque de trois-quarts de siècle, on a dit au monde que la seconde guerre mondiale avait été provoquée par un psychopathe, Adolf Hitler, et son entourage de voyous racistes, les Nazis. Toutefois, les faits sont que la seconde guerre mondiale fut une guerre de conquête menée au nom du Cartel des produits chimiques, du pétrole et des médicaments, dans le but de contrôler les marchés mondiaux, qui pèsent de nombreux milliards de dollars, dans les domaines émergents des produits chimiques brevetés.

Des documents officiels provenant du Congrès des Etats-Unis et des tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg, démontrent de façon non équivoque que la seconde guerre mondiale ne fut pas seulement préparée, mais également facilitée, logistiquement et techniquement, par le plus grand et le plus tristement célèbre cartel du pétrole et des médicaments de cette époque, à savoir, le cartel allemand IG Farben, constitué de Bayer, BASF, Hoechst et d'autres entreprises de produits chimiques. Le résumé de l'acte d'accusation de Nuremberg prouve que sans IG Farben, la deuxième guerre mondiale n'aurait pas eu lieu.

Vous apprendrez également dans ce livre que la deuxième guerre mondiale, qui constitue la seconde plus grande tragédie du vingtième siècle, était en fait la première tentative de conquête mondiale menée par ces intérêts industriels. De plus, après que ces deux tentatives militaires (les deux guerres mondiales) visant à dominer l'Europe et le monde aient échoué, le Cartel du pétrole et des médicaments investit dans un troisième essai: la conquête économique et politique de l'Europe par le biais de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Et donc, sans grande surprise, les architectes principaux de l'Union Européenne de Bruxelles furent recrutés parmi les technocrates qui avaient déjà conçu les projets d'une Europe d'après-guerre placée sous le contrôle de la coalition des Nazis et du Cartel. Ce livre vous présentera ces acteurs du Cartel – habillés non pas en uniforme militaire, mais en costume gris – dont le plus célèbre fut Walter Hallstein, le premier président de la soi-disant Commission européenne.

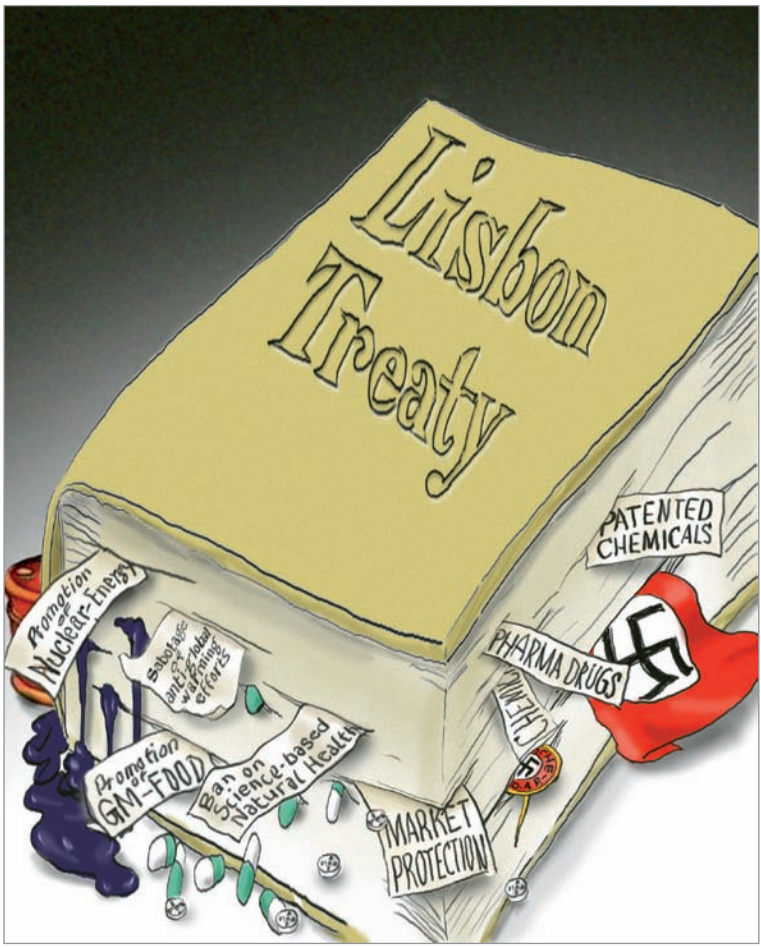
La réponse à la question de savoir pourquoi vous n'avez probablement pas entendu parler de ces faits étonnants auparavant, est simple. Après 1945, le Cartel investit des centaines de milliards de dollars dans un seul but: récrire l'histoire et couvrir son passé criminel. Cette dissimulation concernant les origines industrielles des deux guerres mondiales, constituait évidemment la condition préalable à la troisième tentative du Cartel – cette fois, via l'Union Européenne de Bruxelles – pour la conquête et le contrôle de l'Europe.

Evidemment, les intérêts du Cartel avaient espéré consolider leur contrôle de l'Europe via l'Union Européenne de Bruxelles, sans que ces sombres racines soient jamais découvertes. Toutefois, ce plan a échoué. La publication de ce livre et des dizaines de milliers de documents authentiques qu'il référence, signifient que l'expérience « UE de Bruxelles » est terminée. Aucune personne, organisation ou parti démocrate, ne peut à présent soutenir cette troisième tentative de conquête de l'Europe.

Ce livre constitue également une occasion unique pour tous les politiciens et partis politiques qui ont été leurrés afin de soutenir l'UE de Bruxelles sans en connaître le fond ou sans en comprendre le véritable but. Ceci inclut les 27 chefs d'Etat qui ont signé le 'traité de Lisbonne', et dont la majorité n'a pas compris que leurs signatures constituaient une 'loi d'habilitation' ou 'loi des pleins pouvoirs' pour que le Cartel et ses acteurs prennent le contrôle de l'Europe. Ces politiciens et ces partis politiques ont à présent la chance de faire demi-tour et de révoquer publiquement leur appui à un modèle européen qui a été construit sur des décennies de mensonges et de tromperies.

Pour les citoyens du Royaume-Uni, la dénonciation des racines historiques de l'UE de Bruxelles est une provocation toute particulière. Ayant joué à deux reprises auparavant – durant les première et seconde guerres mondiales - un rôle vital dans le sauvetage de l'Europe vis-à-vis de la prise de pouvoir planifiée par le Cartel et ses acteurs politiques, ils font face à présent à la possibilité selon laquelle les grands sacrifices humains de leurs compatriotes furent vains. Grâce à leur asservissement dans le cadre du traité de Lisbonne et de l'Union Européenne de Bruxelles, les vies de soixante millions de Britanniques vivant aujourd'hui, et de beaucoup d'autres qui doivent encore naître, tomberaient sous le joug des mêmes intérêts que ceux qui ont essayé de conquérir et de prendre le contrôle du Royaume-Uni par deux fois auparavant.

Nous vous encourageons donc, vous qui lisez ce livre, à nous aider à disséminer ces informations importantes parmi votre famille, vos amis, vos collègues de travail, et au sein de votre communauté. De plus, nous vous encourageons à mettre vos représentants politiques – aux niveaux local, régional, national et européen – face aux informations contenues dans ce livre. En faisant cela, vous devez exhorter ces politiciens à effectuer un choix: ils peuvent soit fermer les yeux sur la vérité et, partant, soutenir de façon imprudente la prise de pouvoir de l'Europe par une dictature d'intérêts industriels, ou ils peuvent agir pour protéger la démocratie et les intérêts sanitaires et vitaux de millions de personnes. Le choix que ces politiciens feront en ce qui concerne leur position concernant l'UE de Bruxelles, sera la décision la plus importante de leur carrière politique.



**La 'loi d'habilitation de Lisbonne' –
Une plate-forme pour la tentative du Cartel du pétrole et des médicaments visant à prendre le contrôle de l'Europe**

Après que la dernière tentative du Cartel visant à contrôler l'Europe ait échoué en 1945, l'une des excuses les plus largement utilisées par les acteurs politiques du Cartel fut qu'ils "ne savaient pas". Cependant, après la publication de ce livre, aucun politicien ne pourra aujourd'hui effectuer une telle déclaration en tant que défense de son soutien continu apporté à 'l'UE de Bruxelles'.

D'un point de vue historique, ce dont nous avons besoin de façon la plus urgente aujourd'hui est un mouvement du peuple. Ceci est particulièrement important, parce que les politiciens, dans de nombreux pays d'Europe, se sont laissés influencer par les intérêts industriels du Cartel du pétrole et des médicaments; donc, ils ne sont plus les défenseurs indépendants des intérêts du peuple. Un mouvement populaire sera donc le seul garant de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance pour les populations de Grande-Bretagne et d'Europe.

Afin d'étudier les références (en bas de page), veuillez insérer le numéro respectif dans le moteur de recherche présent sur la gauche de la page web dédiée à notre livre, et cliquez sur 'Go'

http://www.reject-the-eu.co.uk/nazi-roots/introduction/index.html

Chapitre 1

Résumé des preuves

La démocratie se transforme en dictature

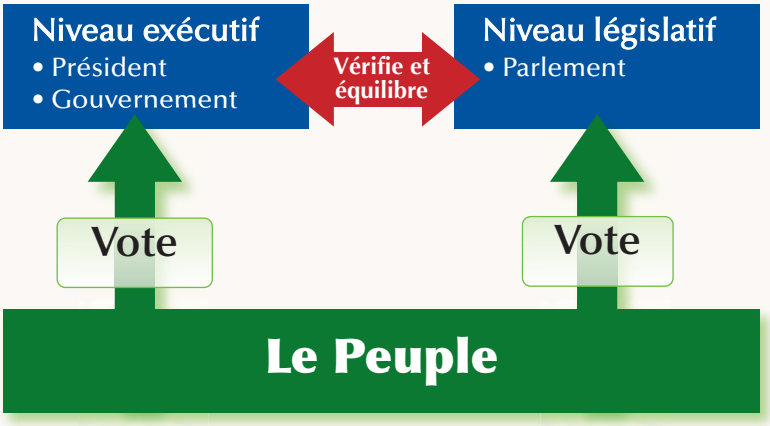
La façon dont l'Union Européenne est contrôlée par les intérêts industriels

L'UE de Bruxelles se présente au monde comme un brillant exemple de démocratie du 21e siècle. En réalité, cependant, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Dans une démocratie véritable, tout le pouvoir appartient au peuple. Le principe de séparation des pouvoirs` entre les trois niveaux du gouvernement – exécutif, législatif et judiciaire – établit, vérifie et équilibre afin de protéger contre les excès. Ce principe a été universellement accepté après que l'humanité se soit battue pendant des milliers d'années en faveur de cette valeur. En revanche, l'UE de Bruxelles ne possède pas ce principe fondamental de ´séparation des pouvoirs`. De plus, les populations de l'Europe n'exercent

DEMOCRATIE VERITABLE

Dans une vraie démocratie, tout le pouvoir appartient au peuple.

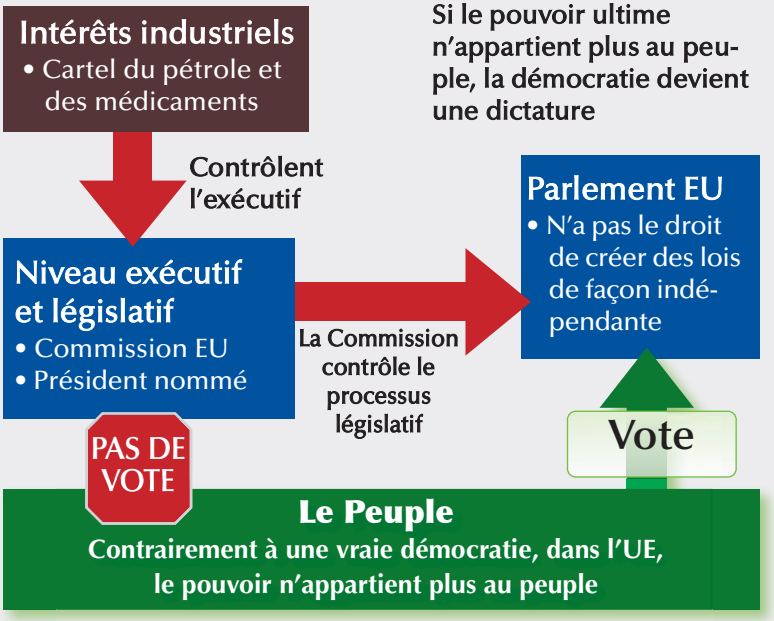


de contrôle ni sur le pouvoir exécutif, ni sur le processus législatif. Pire : le parlement qu'elles élisent ne possède pas, lui non plus, les moyens de contrôler efficacement ces branches du pouvoir.

Afin de cacher cette impuissance, l'article 225 – surnommé ´l'article feuille de vigne` – fut inséré dans le ´traité de Lisbonne`. Cette clause offre une possibilité pour que le Parlement européen "demande à la Commission de soumettre une proposition" pour la législation. La Commission, bien sûr, peut simplement refuser de le faire. *(See: http://europa.eu/lisbon_treaty/index_en.htm)*.

Œuvrant en dehors des principes démocratiques élementaires, l'UE de Bruxelles – par définition – est une dictature. Le pouvoir que le peuple possédait afin de choisir son gouvernement a été transféré à des intérêts industriels.

LA DICTATURE DE ´L'U.E. DE BRUXELLES`



Pour davantage d'informations: GB1BD122

La façon dont le Cartel du pétrole et des médicaments essaie de contrôler l'Europe

L'UE de Bruxelles se présente à la face du monde comme une démocratie parlementaire, avec le Parlement européen qui joue un rôle décisif. Cependant, les décisions éxécutives et l'élaboration de toutes les lois sont effectuées par la Commission Européenne et son personnel de plus de 54.000 personnes.

Depuis leurs bureaux situés dans le quartier général de la Commission – le bâtiment du Berlaymont – et dans d'autres endroits, cette armée de bureaucrates carriéristes et bien payés, élabore les lois Européennes au nom des intérêts industriels.

Commission Européenne: 54.000 employés
Les employés de la Commission travaillent en dehors de tout contrôle démocratique, et mettent en application les lois de l'Europe au nom des intérêts industriels.

En revanche, les 754 membres du Parlement européen se composent de politiciens provenant de 27 pays et qui ne possèdent aucun pouvoir de contrôle sur cette armée de bureaucrates. Le Parlement n'est à peine plus qu'une vitrine, dont le but est de présenter l'UE de Bruxelles aux peuples de l'Europe sous le masque d'une 'démocratie parlementaire'.

CARTEL DU PETROLE ET DES MEDICAMENTS

Donne des instructions

COMMISSION EU

Donne des instructions

La Commission européenne et sa bureaucratie géante sont à la fois le corps exécutif et législatif de l'UE de Bruxelles.

Dans l'Union Européenne, aucune loi ne peut être rédigée ni adoptée sans l'approbation de la Commission Européenne, qui est nommée au nom des intérêts industriels.

Bureaucratie EU:

- Plus de 42.000 bureaucrates non élus et autres membres du personnel directement employés par la Commission EU.
- Plus de 12.000 membres du personnel "hors de la feuille d'équilibre".

=

Un total de plus de 54.000 personnes !

Les membres élus du Parlement européen n'ont aucun droit de créer des lois de façon indépendante !

Vote

Règne sur

L'ensemble des 500 millions de citoyens européens

Pour davantage d'informations: **GB1CE843**

Les parties prenantes du Cartel du pétrole et des médicaments

Dans les pages précédentes, nous avons mis l'accent sur le fait que le pouvoir qui choisit le gouvernement de l'Europe est passé du peuple aux intérêts industriels, à savoir le Cartel du pétrole et des médicaments. Ce Cartel est bien caractérisé. Il comprend les intérêts de placement, qui valent plusieurs milliards de dollars, des produits chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques. Ce Cartel est de loin le plus grand groupe industriel d'investissement du monde.

Au cours du 20e siècle, ce Cartel est devenu non seulement la force économique dominante, mais il a également placé ses acteurs politiques au sein des gouvernements des grandes nations industrielles du monde. Les éminents représentants provenant des cercles financiers qui contrôlent ce Cartel sont:

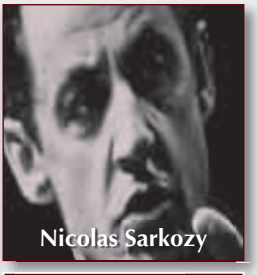
- **Le groupe Rockefeller,** qui représente les intérêts pétroliers et pharmaceutique américains. Il s'agit du plus grand de ces groupes d'intérêts financiers. Construit à partir du monopole de la Standard Oil corporation au 19e siècle, il contrôle à présent des dizaines de multinationales des produits chimiques, pharmaceutiques et pétroliers, tout autour du monde. L'un de ses ambassadeurs les plus en vue durant les dernières décennies a été Henry Kissinger.

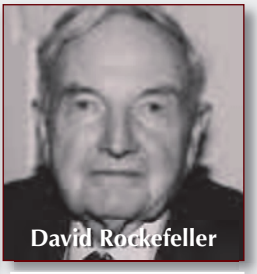
- **L'Allemagne et la France,** les premiers pays exportateurs de produits chimiques et pharmaceutiques d'Europe. Ce groupe trouve ses racines à la fin du 19e siècle et comprenait Bayer, BASF, Hoechst et, plus tard, leur infâme cartel, IG Farben. Ses successeurs d'aujourd'hui constituent les entreprises d'investissement de premier plan en Europe, et ont joué un rôle vital dans l'édification de l'UE de Bruxelles.

Comme cela fut largement couvert par les médias à l'époque, quelques jours seulement avant sa nomination, l'actuel président de l'UE, Van Rompuy, fut invité pour son « entretien d'embauche » présidentiel par le groupe Bilderberg – un cercle de l'élite des intérêts industriels américains et européens, placé sous le contrôle de David Rockefeller et présidé par l'ex-commissaire européen et lobbyiste du secteur des médicaments, Etienne Davignon.

Et la façon dont ils ont choisi le président de l'Europe

Angela Merkel


Nicolas Sarkozy


David Rockefeller

Allemagne:
- Premier exportateur mondial en produits chimiques
- L'un des principaux exportateurs de médicaments

France:
- L'un des principaux exportateurs de médicaments
- L'un des principaux négociants mondiaux de pétrole

Groupe Rockefeller:
- Le plus grand groupe d'investissement au monde
- Investissements de base: produits chimiques, pétroliers et médicamenteux

'Groupe Bilderberg'
Acteurs financiers et politiques du Cartel des produits chimiques, pétroliers et pharmaceutique, comprenant:
- **Henry Kissinger**, ancien secrétaire du fonds des frères Rockefeller,
- **Etienne Davignon**, ancien commissaire européen, membre du conseil d'administration du fabricant de Gi-

Le 19 novembre 2009: le président de l'UE, van Rompuy, pose devant les appareils photographiques avec un des hommes qui l'a amené au pouvoir.

PAS DE VOTE

Les peuples d'Europe n'eurent pas la possibilité de voter, ni leur mot à dire !

Pour davantage d'informations: GB1ST321

Mettre fin à la démocratie et revenir aux temps médiévaux

Pour le lecteur incrédule, il pourrait être utile à ce stade de résumer le processus de sélection du premier président et de la première ministre des Affaires étrangères de l'UE de Bruxelles:

1. Les peuples d'Europe furent exclus de la prise de décision.
2. Ces nouveaux 'monarques' d'Europe furent sélectionnés par un cercle de l'élite des intérêts industriels.
3. La cérémonie de sélection eut lieu dans un cadre somptueux et aristocratique au palais de Val Duchesse, situé à la périphérie de Bruxelles.
4. Le président français, Sarkozy (Nicolas Paul Stéphane Sarközy de Nagy-Bocsa), le descendant d'un petit aristocrate, fut le 'maître de cérémonie'.
5. La 'couronne de reine' fut remise à la baronne Catherine Ashton.
6. La 'couronne de roi' fut remise à une autre personne dont le nom reflète une descendance aristocratique, Herman van Rompuy. Van Rompuy agira comme un 'monarque' intérimaire jusqu'à ce que – suite peut-être à une crise internationale – le petit aristocrate lui-même monte sur le trône.

En fait, le système de gouvernance de l'Union Européenne renverse tous les acquis démocratiques de la civilisation Européenne au cours des mille dernières années, et replonge le continent tout entier dans la période médiévale, où des monarques autocratiques régnaient sur l'Europe en dehors de tout contrôle démocratique.

Le Palais de Val Duchesse`,
site localisé à la périphérie de Bruxelles et
où la cérémonie de sélection du Président de l'Union Européenne
eut lieu, le 12 novembre 2009.

L'Union Européenne se présente à la face du monde comme un modèle de démocratie pour le 21e siècle. Toutefois, la cérémonie de couronnement de l'Union Européenne de Bruxelles devrait convaincre même le lecteur le plus sceptique que la construction de l'UE de Bruxelles est tout sauf une démocratie.

Plus d'informations: GB1MT165

Inverser la lutte séculaire des nations Européennes pour la démocratie

Naissance de la démocratie

Magna Carta

1648 : indépendance des Pays-Bas

1707 : le Parlement de la Grande-Bretagne est formé

1789 : Constitution française

Des millions de personnes sont-elles mortes en vain en combattant pour la démocratie durant les 1re et 2e guerres mondiales ?

Bombardement de Londres

Destruction de Coventry

Destruction de Rotterdam

Plus de 100 millions de victimes provenant des deux guerres mondiales: le cimetière des soldats en Normandie

Les populations de l'Europe ont-elles abandonné volontairement des siècles de démocratie ?

Pour le Cartel du pétrole et des médicaments, 'l'UE de Bruxelles' est simplement une base de manœuvre à partir de laquelle il projette de conquérir le monde en utilisant la force politique, économique, et – si cela s'avère nécessaire – la force militaire. A cette fin, le Cartel est actuellement en train d'essayer d'exporter le concept antidémocratique de 'l'UE de Bruxelles' vers d'autres régions du monde. L'Union africaine (UA) est déjà modelée d'après 'l'UE de Bruxelles' – avec, y compris, une 'Commission de l'UA'!

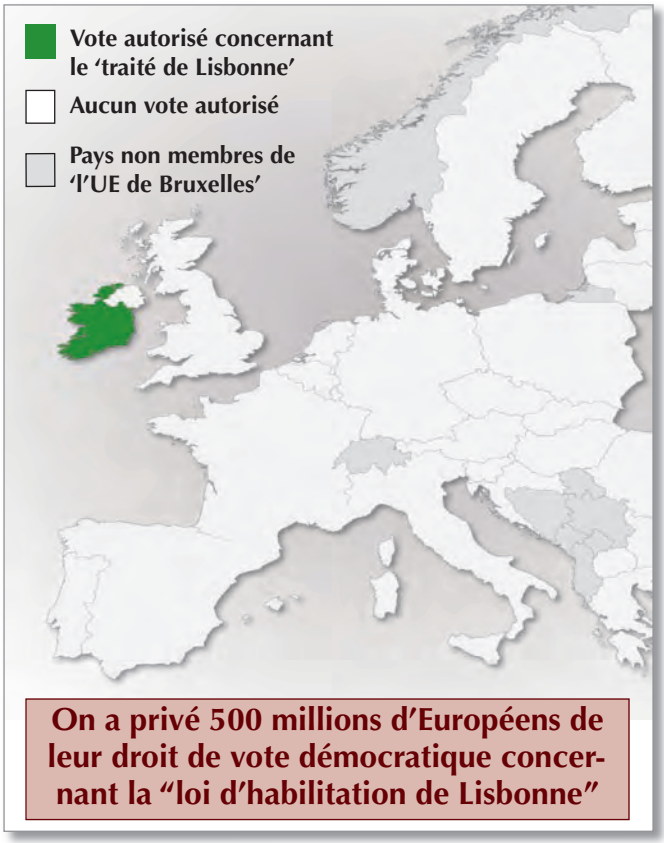
Les acteurs politiques du Cartel, de façon trompeuse, font étalage de 'l'UE de Bruxelles' comme d'un modèle de démocratie et de paix pour le 21e siècle. En partant de la simple portée de cette campagne de promotion mondiale, les populations du monde pourraient avoir l'impression que 'l'UE de Bruxelles' fut approuvée par les peuples d'Europe au cours d'une élection démocratique, et que son corps politique reflète leur volonté.

Mais rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Les faits réels jettent une lumière révélatrice sur la nature fondamentalement antidémocratique de 'l'UE de Bruxelles' – ce qui constitue un signe d'avertissement pour le monde:

- Le seul pays où les citoyens furent autorisés à voter concernant le 'traité de Lisbonne' – la loi d'habilitation pour 'l'UE de Bruxelles – fut l'Irlande, dont la population constitue moins d'1% (!) de la population totale de l'Europe. Et même ce vote fut le résultat d'un mépris pour la démocratie: en juin 2008, les citoyens d'Irlande avaient rejeté le concept de 'l'UE de Bruxelles' par un 'Non' retentissant. Mais les acteurs politiques du Cartel, à Bruxelles, décidèrent d'ignorer ce vote. Ils soudoyèrent le gouvernement irlandais, afin qu'il tienne un second référendum et qu'il force le vote du 'Oui', avec une quantité d'argent phénoménale canalisée depuis les acteurs du Cartel vers Dublin.

- Plus de 99% des populations d'Europe – qui comptent plus de 500 millions de personnes – ont été privés du droit démocratique de voter par référendum concernant le 'traité de Lisbonne'.

Les parties prenantes du Cartel ont privé les populations de leurs droits démocratiques !



Cette violation de tous les principes démocratiques par le Cartel n'est pas un hasard. Les sondages d'opinion menés à travers l'Europe démontraient un rejet du concept de 'l'UE de Bruxelles' par une large majorité des électeurs. La nature fourbe de 'l'UE de Bruxelles' est la mieux décrite par le fait que, tandis qu'elle est saluée par les acteurs du Cartel comme une marque de démocratie, les droits démocratiques les plus élémentaires sont refusés – par peur des populations.

Plus d'informations: GB1SC834

Les buts stratégiques du Cartel

Dans les pages précédentes, nous avons résumé **quels** sont les projets du Cartel du pétrole et des médicaments pour la construction de l'UE de Bruxelles. Evidemment, cette manoeuvre audacieuse n'est pas un exercice aléatoire, mais possède de profondes motivations économiques. Cette page explique le **pourquoi** qui se cache derrière l'UE de Bruxelles.

Les groupes financiers qui se trouvent derrière le Cartel du pétrole et des médicaments sont intéressés par le contrôle des marchés mondiaux gigantesques qui affectent littéralement chaque vie humaine. Les exemples marquants de ceci touchent les secteurs de la nourriture, de la santé et de l'énergie. Au cours du siècle passé, le Cartel du pétrole et pharmaceutique a étendu ses marchés dans ces trois secteurs via des entreprises d'investissement pesant de nombreux milliards de dollars. La construction de ces marchés mondiaux géants fut axée sur deux outils stratégiques: premièrement, l'utilisation de brevets en tant qu'outils pour monopoliser les marchés. Deuxièmement, la désinformation du public, dans le but de garder les gens ignorants sur des alternatives. En conséquence, chaque personne vivant dans les régions industrialisées du monde aujourd'hui paie environ un tiers de son revenu disponible sous forme de "tribut" à ce Cartel.

Avec le début du 21e siècle, le Cartel fait face à un défi totalement nouveau: tous ses marchés principaux – le pétrole, les médicaments, les produits chimiques agricoles et les OGM – sont menacés par de nouvelles technologies qui remplaceront finalement les marchés existants monopolisés et basés sur les brevets.

Dans cette situation, les intérêts financiers qui se cachent derrière le Cartel savent que leurs affaires, qui valent de nombreux milliards de dollars, ne peuvent plus survivre au sein d'une démocratie. Donc, le concept antidémocratique de l'UE de Bruxelles est une étape stratégique vers la mise en place d'une dictature mondiale au nom de ces intérêts industriels.

En ce début de 21e siècle, l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Nous devons décider si nous voulons permettre aux intérêts du Cartel du pétrole et des médicaments de continuer leur domination sur nos vies – par l'imposition de technologies largement obsolètes – ou si nous sommes prêts à nous libérer de ce joug en tirant parti de technologies nouvelles, indépendantes et durables telles que les énergies renouvelables, la santé naturelle basée sur la science, et l'agriculture organique.

Les marchés mondiaux – qui valent de nombreux milliards de dollars – du Cartel des produits chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques

Pourcentage moyen des dépenses par personne	Marchés mondiaux du Cartel	Mécanismes de contrôle mondial du Cartel	Technologies durables qui rendent les peuples du monde indépendants du Cartel
Nourriture[1] **15%**	• OGM • Produits chimiques agricoles • Additifs alimentaires synthétiques	• Ignorance sanitaire • Brevets	Nourriture organique
Soins de santé[2] **10%**	Médicaments pharmaceutiques synthétiques	• Ignorance sanitaire • Brevets	Thérapies naturelles basées sur la science
Energie[3] **10%**	Pétrole, gaz, carburants synthétiques et autres produits pétrochimiques	• Ignorance scientifique • Brevets	Energies renouvelables • Eau (hydrogène) • Soleil • Vent • Autres

1 Pourcentage du revenu moyen disponible pour la nourriture et les boissons non alcoolisées. Source: Eurostat
2 Pourcentage du revenu moyen disponible pour la santé, plus les taxes liées à la santé. Source: Eurostat
3 Pourcentage du revenu moyen disponible pour les carburants pour le transport, les véhicules utilitaires, etc. Source: Eurostat

Les buts stratégiques du Cartel:

- **Transformer les vies et les corps de milliards d'habitants de notre planète en marché pour leurs produits brevetés.**
- **Amener leurs bénéfices pesant de nombreux milliards de dollars et provenant des technologies des siècles passés – y compris les produits pétrochimiques qui détruisent l'environnement et les produits pharmaceutiques toxiques – dans le 21e siècle.**

Plus d'informations: GB1BD733

Aujourd'hui, l'Europe – Demain, le monde

Deux mois avant que le traité de Lisbonne n'entre en vigueur, les acteurs politiques du Cartel du pétrole et des médicaments ne laissaient planer aucun doute sur leurs ambitions mondiales. Le 7 octobre 2009, le journal Daily Telegraph publia au Royaume-Uni un article intitulé: **L'UE élabore des projets afin de s'établir en tant que 'puissance mondiale'.** Si le Cartel obtient ce qu'il veut, l'UE de Bruxelles ne sera qu'un simple tremplin vers la consolidation de la conquête mondiale, économique et politique du Cartel.

Selon l'article du Telegraph, les premières ambassades de cette construction antidémocratique furent planifiées dans des endroits stratégiques, à savoir: New York (le siège des Nations-Unies), Addis Abeba (le siège de l'Union Africaine) et Kaboul (une zone d'intérêt en raison de la guerre qui se déroule en Afghanistan) – avant même que le traité de Lisbonne soit entré en vigueur.

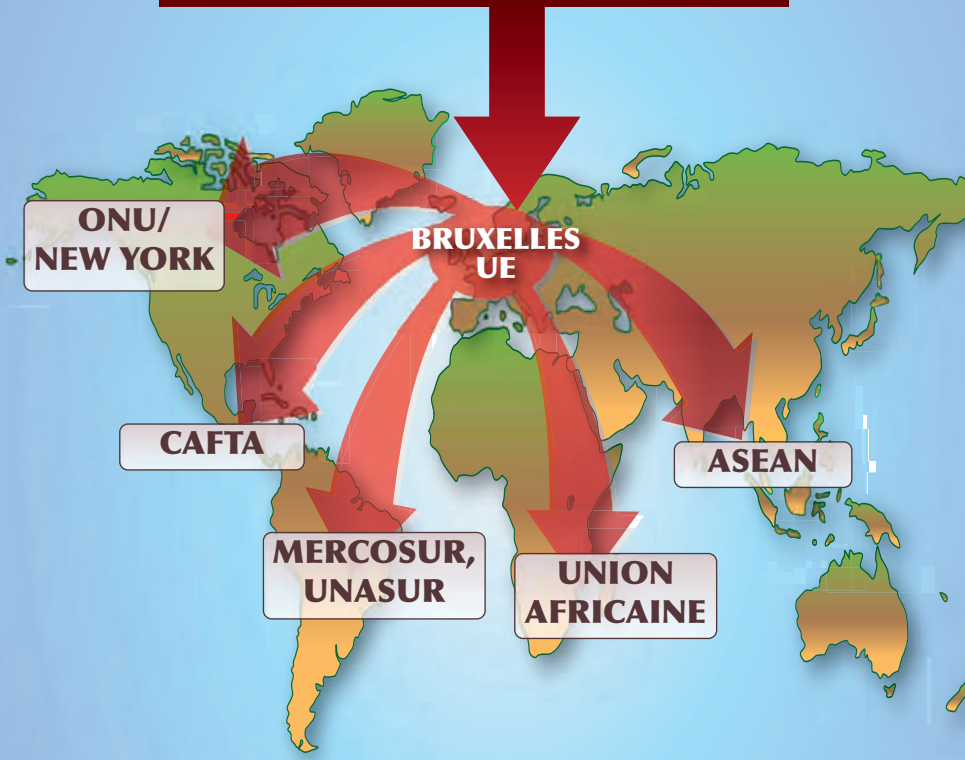
Mais bien avant que le traité de Lisbonne ait même été rédigé, le Cartel essayait d'exporter le concept politique de l'UE de Bruxelles comme un modèle afin d'étendre son contrôle sur les autres continents:

• **L'Union Africaine.** Les architectes de l'Union africaine (UA) n'ont pas caché le fait que l'UA fut modelée sur l'Union Européenne – avec des structures institutionnelles presque identiques, comprenant une soi-disant "Commission de l'Union Africaine". Le siège permanent de cette commission se trouve à Addis Abeba, en Ethiopie, qui constitue, apparemment, ce qui a été prévu comme étant le "Bruxelles de l'Afrique".

• **L'ASEAN.** En 2009, les dirigeants des pays d'Asie orientale annoncèrent qu'ils avaient jeté les bases pour un bloc de style Union Européenne et qui couvrirait la moitié de la population mondiale. Leurs projets faisaient écho à des projets semblables, exposés par le Premier ministre australien, Kevin Rudd, en 2008.

CARTEL DU PETROLE ET DES MEDICAMENTS

Produits chimiques, produits pétrochimiques et produits pharmaceutiques brevetés



Depuis son nouveau politburo Bruxelles, Cartel du pétrole et des médicaments tente présent de prendre le contrôle du monde entier.

Plus d'informations: **GB1TW421**

Imposer les brevets sur les médicaments en tant qu'élément principal de contrôle économique mondial

Historiquement parlant, les guerres mondiales ont été menées en utilisant des fusils et des bombes, dans le but de conquérir et de contrôler d'autres pays. Aujourd'hui, cependant, les outils principaux pour obtenir le contrôle mondial sont des instruments économiques et juridiques, qui sont utilisés comme un moyen de conquérir non seulement des gouvernements et des économies, mais aussi, en définitive, des sociétés et des peuples.

Les outils économiques principaux de l'UE de Bruxelles sont les brevets; en particulier, les brevets sur les produits chimiques, les médicaments, les semences génétiquement modifiées et d'autres produits de haute technologie. Parmi ceux-ci, les plus lucratifs de tous sont les brevets sur les médicaments . En 2008, par exemple, les ventes mondiales totales de produits pharmaceutiques s'élevaient à 773 milliards de dollars – un montant qui dépasse le produit intérieur brut (PIB) combiné des cent pays les plus pauvres du monde.

En tant que tel, il est évident que, s'il devait choisir le premier ministre des Affaires étrangères de l'UE, le Cartel choisirait quelqu'un qui a de l'expérience dans ce domaine.

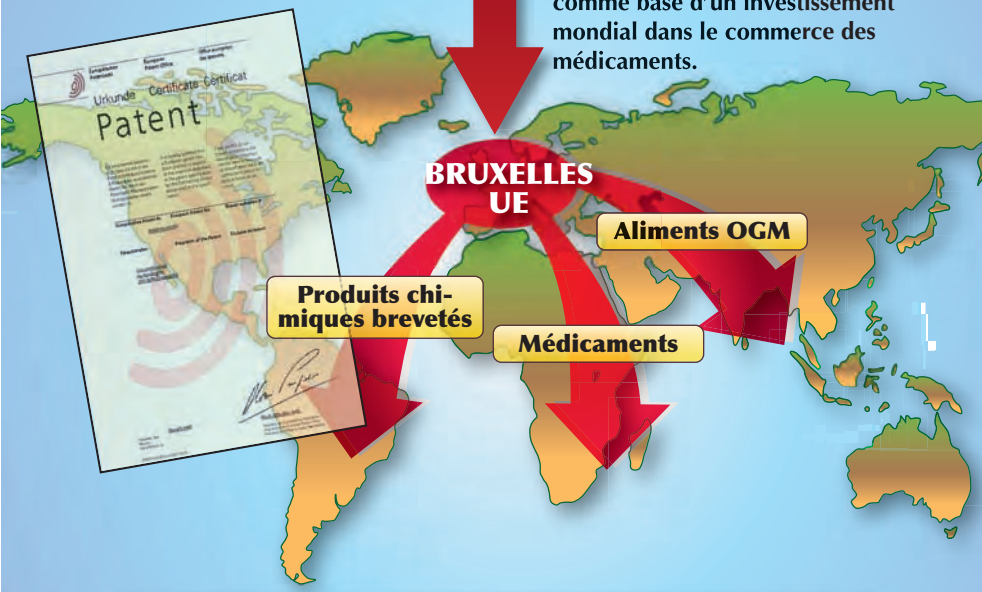
Catherine Ashton, dans son précédent rôle de Commissaire Européenne, jouait un rôle central dans les saisies répétées, effectuées dans les ports européens, de produits pharmaceutiques expédiés depuis l'Inde vers les pays africains et latino-américains.1 La seule raison pour ces saisies : les médicaments étaient produits par des entreprises en Inde qui se spécialisent dans la production de médicaments génériques (non brevetés). Ces médicaments génériques – les seuls que les pays pauvres en voie de développement puissent se permettre financièrement – menacent les profits provenant des médicaments brevetés fabriqués par les entreprises pharmaceutiques Européennes.

[1] Economic Times, Inde, le 6 septembre 2009.

CARTEL DU PETROLE ET DES MEDICAMENTS

Produits chimiques, produits pétrochimiques et produits pharmaceutiques brevetés

Impose des brevets mondiaux comme base d'un investissement mondial dans le commerce des médicaments.



Catherine Ashton fut nommée en tant que Commissaire Européenne du commerce en 2008. A ce poste, l'une de ses principales fonctions fut d'assurer un rôle de gendarme du commerce international et de faire respecter les brevets sur les médicaments en tant que moyen de contrôle économique et politique mondial – assurant ainsi la dépendance des pays en voie de développement par rapport aux médicaments brevetés des exportateurs européens.

Sa nouvelle nomination en tant que ministre des Affaires étrangères de l'UE et vice-présidente de la Commission, lui permettra de remplir son rôle avec un impact encore plus important sur le monde.

Plus d'informations: **GB1PT937**

Brevets: des outils essentiels pour contrôler le monde

L'importance des brevets dans la planification stratégique de l'UE de Bruxelles en vue du contrôle mondial, mérite une attention particulière. En général, les brevets sont:

- des documents **juridiques** – délivrés dans un pays par l'organisme gouvernemental concerné – qui définissent le droit de propriété d'un produit ou d'un processus technique;

- des outils **économiques** – visant à contrôler les marchés nationaux et internationaux;

- des instruments **politiques** – via leur rôle dans le secteur vital de la santé, les brevets sur les produits pharmaceutiques sont également utilisés comme des outils stratégiques afin de contrôler des pays entiers.

Un aspect particulièrement malveillant des brevets est qu'ils sont utilisés pour former des cartels industriels mondiaux au-delà de tout contrôle législatif national ou international. Les grandes entreprises multinationales n'ont pas besoin de s'unir de façon formelle pour contrôler le marché d'un produit donné sur un continent ou dans le monde entier - elles ont simplement besoin de délimiter leurs revendications territoriales concernant les brevets.

Les brevets permettent aux multinationales de contrôler des secteurs entiers des sociétés sur tous les continents, sans être sujettes à des restrictions telles que les frontières nationales. Dans certaines industries, des profits qui s'élèvent à des milliards de dollars sont canalisés vers les multinationales sans que le public soit capable d'identifier les bénéficiaires industriels.

L'effet des brevets à l'égard de la santé humaine a été spécialement dévastateur, en ce sens que les multinationales pharmaceutiques ont cherché à monopoliser ce qui est sans doute le secteur le plus critique dans toute société. Par conséquent, pendant des décennies, on a empêché l'humanité d'avoir accès à des médicaments non brevetables qui sont plus efficaces, plus sûrs et plus abordables dans la lutte contre les maladies les plus courantes aujourd'hui.

Afin de coordonner leurs revendications mondiales, ces multinationales ont établi un "bureau central du Cartel": l'UE de Bruxelles.

CARTEL DU PETROLE ET DES MEDICAMENTS

Produits chimiques, produits pétrochimiques et produits pharmaceutiques brevetés

BREVETS

Les brevets constituent les outils principaux qui contrôlent le monde !

L'UE de Bruxelles essaie d'étendre sa stratégie des Brevets sur d'autres continents – permettant ainsi au Cartel de contrôler le monder entier.

Plus d'informations: **GB1PC887**

Les principaux bénéficiaires de l'UE de Bruxelles

Un coup d'œil sur les graphiques qui se trouvent sur la page suivante devrait être suffisant pour n'importe quel lecteur afin de comprendre quels sont les bénéficiaires principaux de la construction politique de l'UE de Bruxelles.

Dès sa création, l'Union Européenne de Bruxelles fut construite par les acteurs économiques du Cartel de l'industrie chimique/pharmaceutique. L'illustration en haut de la page suivante appuie ce fait. Elle montre les contributions financières relatives concernant l'argent des contribuables, et versées par chacun des 27 états-membres de l'UE de Bruxelles en 2006. Compte tenu du fait que la majorité des plus petits états-membres n'ont rejoint l'UE de Bruxelles que récemment, les « investissements » totaux provenant des Etats fondateurs sur une période d'un demi-siècle font paraître toutes petites les contributions financières des « nouveaux arrivants ».

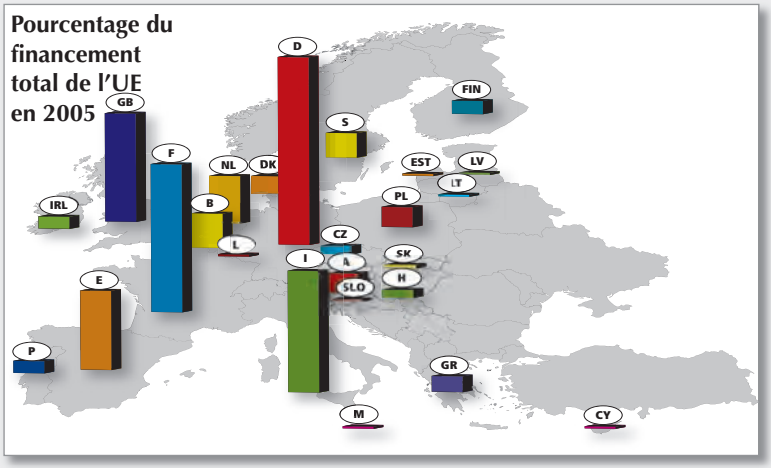
Le graphique en bas de la page suivante montre le nombre relatif de brevets introduits annuellement par chacun des 27 pays membres de l'UE. Le plus grand nombre de brevets est introduit par un groupe de pays qui se compose de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et des Pays-Bas. Collectivement, le nombre de brevets introduits par ces quatre pays s'élève à plus de 70% de l'ensemble des demandes de brevets introduites dans l'UE – c'est-à-dire, plus du double du nombre de brevets provenant des 23 autres pays mis ensemble. [1] Ce n'est donc pas un hasard que:

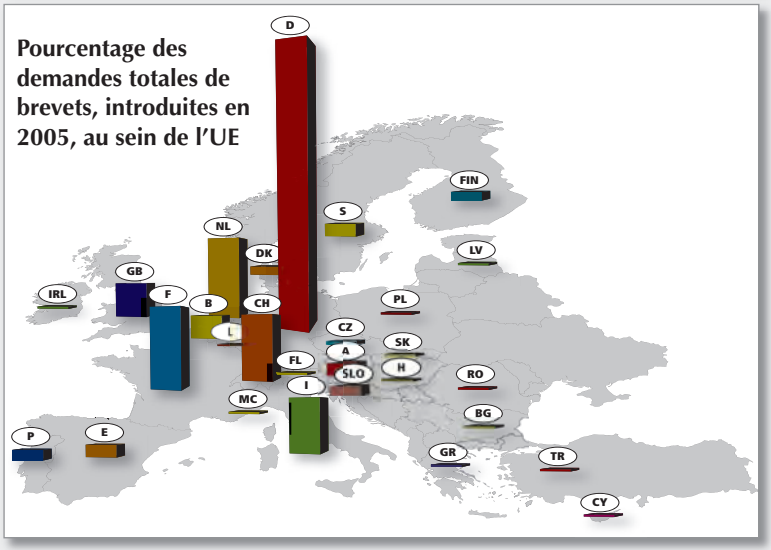
- L'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas constituent quatre des six membres fondateurs de l'UE de Bruxelles.
- Les six membres fondateurs – avec la Grande-Bretagne, un autre pays leader dans l'exportation de médicaments – détiennent la majorité des votes, aussi bien au 'Conseil de l'Europe' qu'au 'Parlement européen'.

Après la signature du Traité de Lisbonne, les 'investisseurs' dans l'UE de Bruxelles sont prêts à récupérer le 'retour' sur leurs investissements.

[1] Source EUROSTAT 2005.

Acheter l'Europe pour les brevets





Il y a une similitude remarquable entre le classement des contributeurs financiers à l'UE de Bruxelles, et le nombre de demandes de brevets introduites par ces mêmes Etats-membres. Puisque les brevets sont valables dans toute l'Europe, cette image montre quels pays contrôlent les marchés de la haute technologie – et, en fin de compte, la vie – en Europe.

Plus d'informations: GB1KB632

L'architecte maître de l'UE de Bruxelles

Des questions qui méritent de toute urgence des réponses sont : comment les architectes de l'UE de Bruxelles ont-ils pu construire une édification si antidémocratique depuis l'intérieur même des pays européens démocratiques – et qui étaient ces hommes ? En fait, l'architecte principal de l'UE de Bruxelles fut Walter Hallstein (1901-1982), un éminent juriste de l'Allemagne nazie.

Au mois de juin 1938, Hallstein participa aux négociations d'Etat officielles entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, dans le but de faire de ces idéologies agressives la base de l'Europe future. En janvier 1939, quelques mois seulement avant le lancement de la seconde guerre mondiale par la coalition mortelle entre IG Farben – le plus grand cartel pétrolier et des médicaments de l'époque – et les Nazis, Hallstein donna un discours historique décrivant en détail la structure juridique de l'Europe placée sous le contrôle des Nazis et d'IG Farben.

En 1941, Hallstein devint le doyen de la faculté de droit et d'économie à l'université de Francfort, en Allemagne. Ce n'était pas par coïncidence que Francfort était également le quartier général d'IG Farben. Quelques années plus tard, les Tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg révélèrent que c'était depuis ce quartier général d'IG Farben que la conquête économique de l'Europe avait été planifiée et mise en application – les brevets constituant l'outil juridique majeur pour le contrôle économique.

En 1950, après avoir menti aux Alliés concernant son passé de nazi, Hallstein devint conseiller du chancelier d'Allemagne de l'Ouest, Adenauer, et le principal coordinateur de sa politique étrangère. En raison de sa vaste expérience précédente concernant la planification d'une Europe placée sous la domination du Cartel et des Nazis, il devint l'architecte principal de l'UE de Bruxelles.

Le 25 mars 1957, Hallstein fut l'un des 12 signataires du traité de Rome – le document fondateur de l'UE de Bruxelles. En 1958, il fut nommé premier président de la Commission Européenne – un poste qu'il avait détenu pendant une décennie entière.

Walter Hallstein

Badge officiel de l'association nazie des « Protceteurs de la Loi », à laquelle appartenait Hallstein, et contenant un swastika.

1936 - 1945

Hallstein fut membre de l'infâme association des « Protecteurs de la Loi » nazis, organisation construite afin de devenir le pilier juridique d'une Europe placée sous le contrôle de la coalition des Nazis et du Cartel.

1941 - 1945

Hallstein fut professeur de droit et d'économie à Francfort, le quartier général du plus grand cartel chimique au monde et principal financeur des Nazis, IG Farben.

Quartier général du Cartel d' IG Farben à Francfort, en Allemagne

1950 - 1957

Hallstein fut le cerveau politique des négociations qui menèrent au 'traité de Rome'.

Le 25 mars 1957, Hallstein fut l'un des douze signataires de ce traité qui fonda 'l'UE de Bruxelles'.

1958 -1967

Hallstein fut nommé président de la soi-disant 'Commission Européenne'. Il construisit l'UE de Bruxelles et régna sur l'Europe pendant dix années décisives, depuis ce bâtiment gigantesque, avec l'aide de milliers de bureaucrates non élus – au nom des intérêts du Cartel.

Le nouveau quartier général du Cartel du pétrole et des médicaments, à Bruxelles

Plus d'informations: GB1WH799

Les architectes du Cartel qui ont construit l'UE de Bruxelles

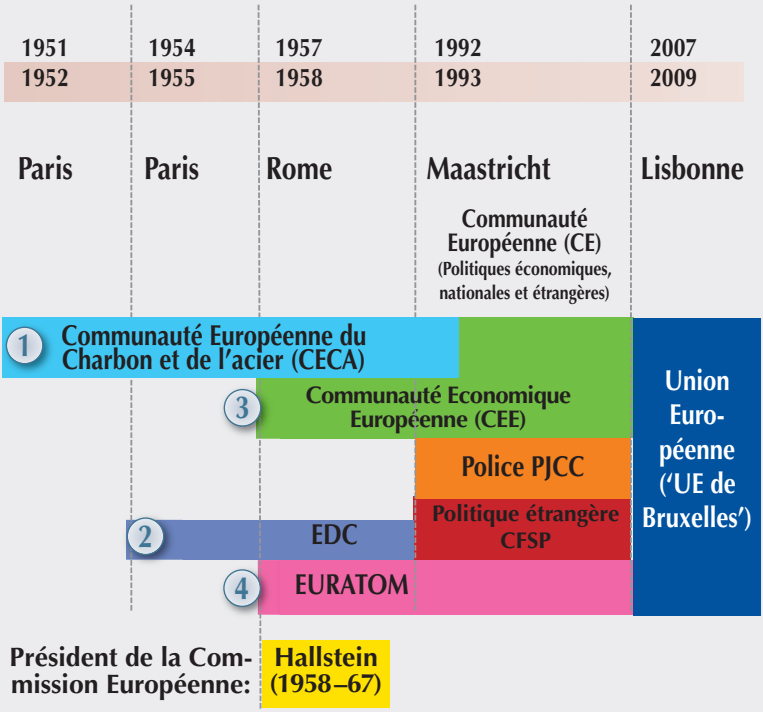
Meneur de l'équipe des juristes

1. **Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)** — **Hallstein**
2. **Union de l'Europe Occidentale (UEO)** — **Hallstein**
3. **Communauté Economique Européenne (CEE)** — **Hallstein**
4. **Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM)** — **Hallstein**

L' actuelle UE de Bruxelles est construite sur une série d'organisations précédentes qui ont mené progressivement au concept actuel. Le premier cycle de ces organisations fut complété dans les années 1950 et incluait la **Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)** en 1951, the **European Defense Community (la Communauté de défense européenne ou EDC)** (un projet qui fut rejeté par le Parlement français en 1954), la **Communauté Economique Européenne (CEE)** et la **Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM)**, en 1957.

Toutes ces organisations avaient plusieurs éléments importants en commun:

Construction des Traités de 'l'UE de Bruxelles'



1. Ils furent menés par le Cartel allemand du pétrole et des médicaments – après la défaite de la coalition des Nazis et du Cartel en 1945 – dans un effort visant à organiser sa tentative suivante de conquête de l'Europe.

2. Les textes des traités furent préparés par les acteurs juridiques du Cartel du pétrole et des médicaments, notamment par Walter Hallstein, afin de garantir la structure dictatoriale nécessaire pour ce projet de conquête.

3. Cinq autres pays européens, la France, l'Italie et les pays du Benelux, furent attirés à l'aide de promesses trompeuses de paix, de sécurité et de prospérité économique, dans le but de rejoindre ces 'Communautés'.

Plus d'informations: **GB1CA582**

Les 'Six Siciliens' –

Du 1er au 3 juin 1955, les réunions préparatoires décisives pour la « Communauté économique européenne » eurent lieu à Messine, en Sicile. Les participants à cette réunion devraient être connus sous le nom des "Six Siciliens".

Gaetano Martino, MD, Italie. Hôte de la conférence.

Education juridique formelle: aucune.

Avant et pendant la seconde guerre mondiale: membre du mouvement fasciste italien sous Mussolini. Après la guerre, carrière en tant que membre des 'Six Siciliens'

Antoine Pinay, France.

Education juridique formelle: aucune.

Durant la seconde guerre mondiale: membre du 'Conseil National de Vichy' – le régime français de pantins établi par la coalition des Nazis et du Cartel dans la France occupée.

Joseph Bech, Luxembourg.

Etudes: école de droit

Profession: Durant l'année de son admission comme avocat, en 1914, il devint député d'un parti de droite. Exerça diverses fonctions politiques au cours de sa vie.

Johan Willem Beyen, Pays-Bas.

Etudes: école de droit

Profession: dirigeant d'entreprise (Phillips, Unilever), banquier, diverses fonctions politiques.

Paul-Henri Spaak, Belgique.

Etudes: école de droit

Profession: quelques années de pratique privée du droit. A partir de 1925, diverses fonctions politiques.

Et le professeur de droit des Nazis et du Cartel

A gauche:
Hallstein signe le 'traité de Rome'

Ci-dessous:
Sa signature en tant que 'père fondateur'

L'expérience juridique limitée de ces cinq 'membres fondateurs' de 'l'UE de Bruxelles', contraste avec celle du sixième membre, Walter Hallstein.

Au moment du 'traité de Rome', Hallstein avait presque trois décennies d'expérience dans les secteurs des études, de l'enseignement et de la recherche au sein d'écoles et d'instituts de droit allemands, avec une spécialisation en droit et en économie internationaux comparés:

- Etudes au sein des écoles de droit de Bonn, Munich ; promu au titre de 'docteur en droit' à l'université de Berlin
- Formation d'élite en 'droit comparatif international' au 'Kaiser Wilhelm Institute' à Berlin, financée par le Cartel d'IG Farben
- Presque 20 ans d'expérience en tant que doyen des facultés de droit et d'économie dans les universités de Rostock et de Francfort.

Un coup d'œil sur le curriculum vitae d'Hallstein nous montre qui tirait réellement les ficelles dans l'élaboration de la base juridique de 'l'UE de Bruxelles'.

Hallstein et le projet “terre brûlée”

Comment Hallstein a-t-il pu – avec son passé ténébreux lié à l’histoire des Nazis et du Cartel – devenir l’architecte en chef de « l’UE de Bruxelles », et le premier président de la Commission européenne ?

La réponse à cette question est étonnamment simple: d’abord, Hallstein, dans l’Allemagne d’après-guerre, a dû mentir au haut commandement des Alliés concernant son appartenance à diverses organisations nazies. Deuxièmement, il a dû s’assurer que ses nombreuses publications et présentations en tant que croisé de la conquête européenne des Nazis et du Cartel, étaient détruites.

La page suivante reprend une impression provenant de la Bibliothèque nationale allemande après avoir utilisé, pour une recherche, les mots-clés ‘Walter Hallstein’. Cette bibliothèque – qui est la bibliothèque en ligne la plus complète de toute l’Allemagne – énumère les publications suivantes rédigées par celui-ci:

- Avant 1933 (l’année où la coalition des Nazis et du Cartel s’est emparée du pouvoir en Allemagne), on ne trouve qu’une seule publication.
- Après 1945 et la défaite de la coalition des Nazis et du Cartel, on peut trouver plus de 100 livres et publications rédigés par Hallstein.
- De façon étonnante, entre 1933 et 1945, durant le régime de terreur de la coalition des Nazis et du Cartel, on ne peut trouver qu’une seule publication rédigée par Hallstein. Cette liste ridiculement courte d’une publication en 12 (!) ans mérite une explication – en particulier si l’on tient compte du fait que, durant cette période, Hallstein était le doyen de la faculté de droit de deux grandes universités allemandes.

Il n’y a qu’une explication à ce fait: Hallstein et ses complices du Cartel ont essayé de s’assurer qu’aucun de ses discours et publications en tant que défenseur de la coalition des Nazis/du Cartel et de sa prise de pouvoir de l’Europe, n’avaient survécu. Cette ‘politique de la terre brûlée’ constituait une condition préalable pour l’ascension politique d’Hallstein, afin qu’il devienne le père fondateur de ‘l’UE de Bruxelles’.

Afin de répondre à la question ‘Qui est vraiment Hallstein ?’, nous avons inclus, pour les populations d’Europe, un chapitre spécial à son sujet.

DEUTSCHE NATIONAL BIBLIOTHEK

KATALOG DER DEUTSCHEN NATIONALBIBLIOTHEK

Ergebnis der Suche nach: ***per=hallstein and jhr=1925-1951***
im Bestand: Gesamter Bestand

1	Der Schumann-Plan Sahm, Ulrich. - Frankfurt, M. : Kommentator, 1951	
2	Der Schuman-Plan Hallstein, Walter. - Frankfurt a.M. : Klostermann, 1951	
3	Probleme des Schuman-Plans Hallstein, Walter. - Kiel : Institut f. Weltwirtschaft, 1951, Als Ms. gedr.	
4	Bericht bei der Rektoratsübergabe am 24. September 1948 Hallstein, Walter. - Frankfurt a.M. : Klostermann, 1950	
5	Burg Breuberg im Odenwald und ihre nähere Umgebung Hallstein, Karl. - Sandbach i. Odenwald : Selbstverl., 1950	
6	Wissenschaft und Politik Frankfurt a.M. : Klostermann, 1949	
7	Wiederherstellung des Privatrechts Hallstein, Walter. - Heidelberg : L. Schneider, 1946	
8	Die Berichtigung des Gesellschaftskapitals Kalveram, Wilhelm. - Frankfurt a. M. : Breidenstein Verlagsges., 1942	**Régime nazi 1933-1945**
9	Die Aktienrechte der Gegenwart Hallstein, Walter. - Berlin : Vahlen, 1931	
10	Der Lebensversicherungsvertrag im Versailler Vertrag Hallstein, Walter. - Marburg : N. G. Elwert's Verl., 1926	

Impression provenant du service de recherche en ligne de la Bibliothèque nationale allemande. Les mots-clés 'Walter Hallstein' ne donnent pour résultat qu'un seul document durant les 12 années qu'Hallstein a passées en tant que promoteur de la tentative de conquête mondiale des Nazis et du Cartel.

Plus d'informations: GB1WH733

L'expert en brevets du Cartel, C.F. Ophüls

Evidemment, Hallstein ne fut pas seul dans sa fonction d'architecte en chef de « l'UE de Bruxelles ». Il s'entoura de technocrates juridiques qui avaient déjà été des acteurs utiles de la coalition des Nazis et du Cartel avant 1945.

Puisque les outils principaux du Cartel visant à s'assurer de son futur contrôle sur l'Europe étaient **les brevets**, ce n'est pas une surprise qu'Hallstein ait choisi – comme bras droit – un expert en droit des brevets:

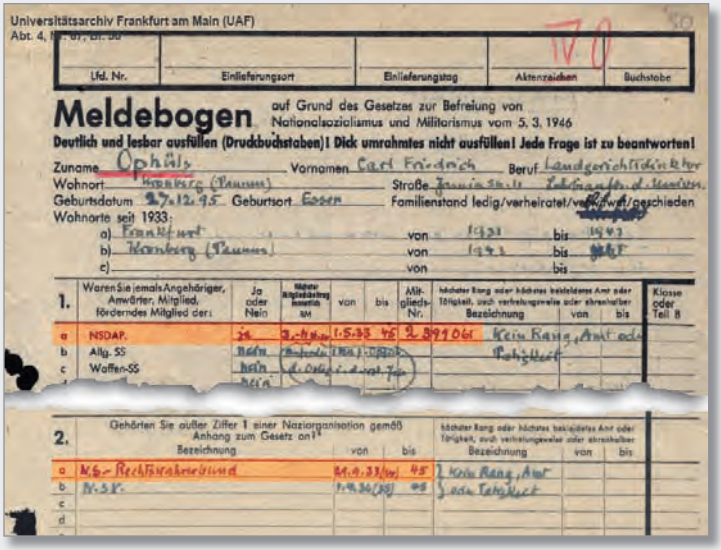
Sous le régime nazi, **Carl Friedrich Ophüls** avait été l'expert principal de l'importante Cour des Brevets à Francfort (Allemagne), la ville du quartier général d'IG Farben. Dans cette fonction, Ophüls était familier avec tous les litiges liés aux brevets et relatifs à la spoliation, par le Cartel d'IG Farben, des industries chimiques dans les pays conquis d'Europe. Ce fait le qualifiait, bien sûr, comme complice de la tentative suivante de conquête européenne du Cartel.

Le questionnaire de dénazification des Alliés datant de 1946 révèle qu'Ophüls était membre du parti nazi, le NSDAP, et portait le numéro de membre 2 399061 (document **A**). En raison de son passé nazi, le bureau de la sécurité des Alliés, en 1947, classifia Ophüls comme suit: *"Cet individu avait auparavant été trouvé au chômage par le gouvernement militaire (et postulait) pour n'importe quelle position au-dessus du travail ordinaire"* (document **B**).

Cependant, le jugement qu'avait Hallstein concernant Ophüls était en contradiction directe avec le bureau des Alliés. Avec Gerhard Schiedermair – un membre du tristement célèbre clan d'avocats Nazis des Schiedermair – Hallstein promut Ophüls en un an (1949) au rang de 'docteur' et de 'professeur' de droit à l'Université de Francfort. Un an plus tard, en 1950, Hallstein nomma Ophüls au poste « d'ambassadeur à Bruxelles », et en fit son bras droit personnel pour la construction de 'l'UE de Bruxelles'.

est “l’Homme de Bruxelles” nommé par Hallstein

A



Universitätsarchiv Frankfurt am Main (UAF)
Abt. 4, [illegible]

Lfd. Nr.	Einlieferungsort	Einlieferungstag	Aktenzeichen	Buchstabe
			170	

Meldebogen auf Grund des Gesetzes zur Befreiung von Nationalsozialismus und Militarismus vom 5. 3. 1946

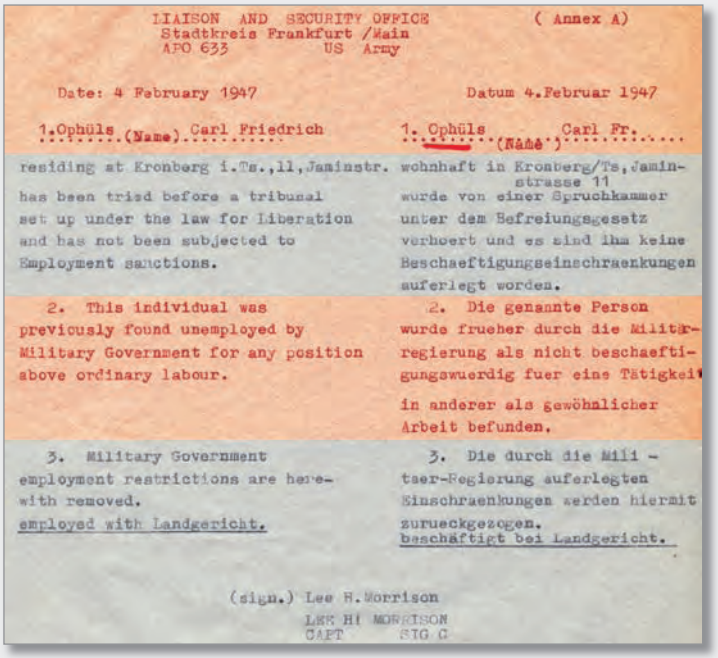
Deutlich und lesbar ausfüllen (Druckbuchstaben)! Dick umrahmtes nicht ausfüllen! Jede Frage ist zu beantworten!

Zuname Ophüls Vornamen Carl Friedrich Beruf Landgerichtsdirektor
Wohnort Kronberg (Taunus) Straße Jaminstr. 11 Fernsprecher d. Wohnung
Geburtsdatum 27.12.95 Geburtsort Essen Familienstand ledig/verheiratet/verwitwet/geschieden
Wohnorte seit 1933:
a) Frankfurt von 1933 bis 1943
b) Kronberg (Taunus) von 1943 bis [illegible]
c) von bis

1. Waren Sie jemals Angehöriger, Anwärter, Mitglied, förderndes Mitglied der:	Ja oder Nein	Mitglied seit (Monat, Jahr)	von	bis	Mitglieds-Nr.	höchster Rang oder höchstes bekleidetes Amt oder Tätigkeit, auch vertretungsweise oder ehrenhalber Bezeichnung	von	bis	Klasse oder Teil B
a NSDAP.	ja	1.5.33	1.5.33	45	2 891 061	Kein Rang, Amt oder Tätigkeit			
b Allg. SS	nein								
c Waffen-SS	nein								

2. Gehörten Sie außer Ziffer 1 einer Naziorganisation gemäß Anhang zum Gesetz an? Bezeichnung	von	bis	höchster Rang oder höchstes bekleidetes Amt oder Tätigkeit, auch vertretungsweise oder ehrenhalber Bezeichnung	von	bis
a NS-Rechtswahrerbund	1.9.33(ca)	45	Kein Rang, Amt oder Tätigkeit		
b N.S.V.	1.9.36(ca)	45			
c					
d					

B



LIAISON AND SECURITY OFFICE (Annex A)
Stadtkreis Frankfurt /Main
APO 633 US Army

Date: 4 February 1947 Datum 4.Februar 1947

1.Ophüls (Name) Carl Friedrich 1. Ophüls (Name) Carl Fr.

residing at Kronberg i.Ts.,11,Jaminstr. has been tried before a tribunal set up under the law for Liberation and has not been subjected to Employment sanctions.

wohnhaft in Kronberg/Ts,Jaminstrasse 11 wurde von einer Spruchkammer unter dem Befreiungsgesetz verhoert und es sind ihm keine Beschaeftigungseinschraenkungen auferlegt worden.

2. This individual was previously found unemployed by Military Government for any position above ordinary labour.

2. Die genannte Person wurde frueher durch die Militaerregierung als nicht beschaeftigungswuerdig fuer eine Taetigkeit in anderer als gewöhnlicher Arbeit befunden.

3. Military Government employment restrictions are herewith removed.
employed with Landgericht.

3. Die durch die Militaer-Regierung auferlegten Einschraenkungen werden hiermit zurueckgezogen.
beschäftigt bei Landgericht.

(sign.) Lee H. Morrison
LEE H. MORRISON
CAPT SIG C

Plus d’informations: GB1CO266

Le Cartel nazi ‘politiquement fiable’ devient

Universitätsarchiv Frankfurt am Main (UAF)
Abt. 4, Nr. 67, Bl. 8

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Gauleitung Hessen-Nassau

Frankfurt am Main, Adolf Hitler-Haus
Fernsprecher: Nr. 50011
Schließfach 615

Bankkonto: Nassauische Landesbank
Frankfurt am Main Nr. 6221
Postscheckkonto: Frankfurt am Main Nr. 53063

NSD.-Dozentenbund
Der Gaudozentenbundsführer

Frankfurt am Main, den 31. Juli 1943.

Universität Frankfurt a. M.

An

Seine Magnifizenz
den Herrn Rektor
der Universität
F r a n k f u r t a. M.

Unbesoldeten Lehrauftrag für Landgerichtsdirektor Carl-Friedrich O p h ü l s .

Dem Antrag der Rechtswissenschaftlichen Fakultät, dem Landgerichtsdirektor Carl-Friedrich O p h ü l s einen unbesoldeten Lehrauftrag für »Patentrecht, ausländisches und internationales Recht, Wettbewerbs- und Konkurrenzrecht« zu übertragen, stimmt die Dozentenschaft nach Einholung entsprechender Gutachten durchaus zu.

.....

Er ist politisch zuverlässig.

Dozentenführer.

Le 17 décembre 1941, le siège du parti nazi à Francfort, dans une lettre officielle adressée au recteur de l’université de Francfort, atteste que C.F. Ophüls est un nazi “politiquement fiable” [“politisch versläßlicher”]. Seulement 16 ans plus tard, ce pilier consacré de la coalition des Nazis et du Cartel signe les ‘Statuts de la Cour européenne de Justice’, en tant que son architecte principal.

Nous, les peuples de l’Europe, devons réaliser que la fondation de la Cour européenne de Justice – l’organe le plus élevé de ‘l’UE de Bruxelles’ aujourd’hui – a été élaborée et est entrée en vigueur via des acteurs de la coalition des Nazis et du Cartel, y compris par des membres affiliés au parti nazi.

Pendant un demi-siècle, le Cartel fut capable de dissimuler la tromperie effroyable de ses acteurs politiques. A présent que la vérité est finalement connue, cependant, la légitimité démocratique de ‘l’UE de Bruxelles’ a disparu. Aucune organisation démocratique – et aucun électeur – ne peut ignorer ce passé criminel.

le père fondateur de la Cour européenne

Protocol on the Statute of the Court of Justice
Of the European Economic Community
17.4.1957

THE HIGH CONTRACTING PARTIES TO THE TREATY ESTABLISHING THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY,

HAVE DESIGNATED as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

Baron J. Ch. SNOY et d'0PPÛERS, Secretary-General of the Ministry of Economic Affairs, Head of the Belgian delegation to the Intergovernmental Conference;

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

Professor Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassador of the Federal Republic of Germany, Head of the German delegation to the Intergovernmental Conference;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

Mr. Robert MARJOLIN, Professor of Faculties of Law, Deputy Head of the French delegation to the Intergovernmental Conference;

....

Le 17 avril 1957, C.F. Ophüls – membre du parti nazi no. 2 399061 depuis le 1er mai 1933 jusqu'en 1945 (durant le règne tout entier des Nazis, donc) – devint le principal 'père fondateur' de la plus haute cour d'Europe.

Plus d'informations: **GB1PR598**

IG Farben et l'histoire criminelle du Cartel allemand des produits chimiques

Quels étaient les intérêts du Cartel que Hallstein, Ophuels et leurs complices en 'costumes gris' servaient ? Le Cartel IG Farben fut formé en 1925 par Bayer, BASF, Hoechst et quelques entreprises allemandes plus petites et du secteur de la chimie. C'était la plus grande entreprise du monde dans le domaine émergent des colorants ["Farben", en allemand], des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, des plastiques et d'autres produits synthétiques brevetés.

Avec ses dizaines de milliers de brevets, IG Farben était le détenteur de brevets le plus important à l'époque. La seule étape qui manquait pour le contrôle mondial était l'extension de ses brevets, afin de monopoliser les marchés gigantesques émergents des produits brevetés synthétiques à travers le reste du monde. Dès 1904, le président de Bayer, Carl Duisberg, avait déjà lancé un appel pour la constitution d'un tel cartel, fixant l'objectif explicite de l'industrie chimique allemande : "régner sur le monde".

A cette fin, Bayer, BASF et d'autres entreprises allemandes du secteur chimique jouèrent un rôle capital dans la fourniture des explosifs et des gaz toxiques à l'armée impériale allemande afin de lancer la première guerre mondiale. En 1918, dû aux efforts héroïques de la communauté mondiale, l'armée allemande fut vaincue, et la première tentative du Cartel allemand des produits chimiques, visant à parvenir à la conquête mondiale, échoua. Mais le Cartel n'abandonna pas.

BAYER, BASF, HOECHST – qui travaillent depuis 1925 en tant que le Cartel IG Farben – financèrent la montée du parti nazi, et le préparèrent techniquement et logistiquement pour la tentative suivante de conquête mondiale: la seconde guerre mondiale. A partir de 1942, les industries chimiques de la moitié de l'Europe étaient sous le contrôle du Cartel IG Farben. En 1945, la seconde tentative de conquête mondiale échoua, elle aussi. En 1948, plusieurs directeurs d'IG Farben furent condamnés durant les procès du Tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg pour génocide, esclavage, pillage, et pour d'autres crimes commis contre l'humanité.

Les forces économiques motrices entre les 2 guerres mondiales

BAYER **BASF** **HOECHST**

1914/18

1re GUERRE MONDIALE

Première tentative du Cartel du pétrole et des médicaments de conquérir le monde. En 1914, ces 3 compagnies contrôlaient plus de mille brevets, ce qui constituait de loin le plus grand nombre de brevets au monde contrôlé par un groupe industriel à cette époque.

1925

FORMATION DU CARTEL 'IG FARBEN'

Le plus grand cartel chimique/pharmaceutique du monde finance la montée des Nazis et les prépare pour la guerre

1939/45

2e GUERRE MONDIALE

La seconde tentative du Cartel du pétrole et des médicaments visant à conquérir le monde, échoue.

1947/48

Tribunal des crimes de guerre de Nuremberg

Les directeurs d'IG Farben sont jugés et condamnés pour génocide, pour esclavage, pour le pillage de l'Europe, ainsi que pour d'autres crimes contre l'humanité – y compris la construction du camp de concentration d'Auschwitz.

Plus d'informations: **GB1DF377**

Le Cartel d'IG Farben a construit le plus grand camp d'extermination du monde

Pour avoir financé la montée des Nazis et pour les avoir équipés pour la deuxième guerre mondiale, le Cartel IG Farben fut le bénéficiaire économique principal de la conquête de l'Europe. Un exemple de l'étroite collaboration entre Farben et les Nazis est le camp de concentration d'Auschwitz. Financé par un crédit d'1 milliard de Reichsmark, provenant de la Deutsche Bank et de la Dresdner Bank, IG Farben construisit le plus grand complexe industriel du monde de cette époque, dans la ville polonaise d'Auschwitz.

L'usine "IG Auschwitz" devait produire du caoutchouc synthétique, de l'essence et d'autres produits chimiques pour la conquête de la Russie et de l'Asie par les Nazis et IG Farben. Pour la construction de cette usine géante, le camp de concentration tout proche d'Auschwitz fut agrandi et devint le plus grand camp de travail d'esclaves et, plus tard, d'extermination.

Ces crimes et de nombreux autres, commis par le Cartel IG Farben, à Auschwitz et ailleurs, sont documentés dans les registres du procès du Tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg contre les principaux directeurs de ce cartel. Les plus choquants de ces documents concernent les expériences médicales mortelles – dont la majorité était menée à l'aide de médicaments pharmaceutiques provenant de chez BAYER, HOECHST ainsi que d'autres entreprises d'IG Farben. Le Tribunal de Nuremberg révéla également que certains des médecins qui menaient ces expériences mortelles, et notamment le Dr. Vetter, étaient – à cette époque – des employés payés par BAYER.

Pour plus d'informations à propos du rôle du Cartel du pétrole et des médicaments qui se trouve derrière la seconde guerre mondiale, Auschwitz et autres crimes de guerre:

www.profit-over-life.org

Plus de 50.000 archives authentiques provenant du tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg contre le Cartel d'IG Farben.

BAYER, BASF, HOECHST (le Cartel IG Farben) Les architectes d'Auschwitz

IG Auschwitz *s'étendait sur plus de 24 km2 (6000 acres). C'était une filiale possédée à 100% par IG Farben (BAYER, BASF, HOECHST).*

IG Auschwitz fut construite à l'aide de dizaines de milliers de travailleurs esclaves provenant du camp de concentration d'Auschwitz.

BAYER et HOECHST testèrent leurs médicaments brevetés sur des milliers de détenus, dont la majeure partie fut tuée.

Le Dr. en médecine Helmut Vetter, employé chez BAYER, et docteur SS à Auschwitz

Les employés de chez BAYER menaient des tests à l'aide des médicaments brevetés par BAYER dans le camp de concentration d'Auschwitz.

Entre 1 et 3 millions de personnes furent assassinées à Auschwitz avec le Zyklon B – un gaz fabriqué par la filiale de BASF / IG Farben, Degesch.

En 1948, les directeurs du Cartel IG Farben furent poursuivis en justice, à Nuremberg. Le président C. Krauch, ainsi que d'autres, furent condamnés pour génocide, pour esclavage, et pour d'autres crimes.

Plus d'informations: GB1AU388

Avec le 'coup d'Etat' visant à imposer 'l'UE de Bruxelles', le Cartel expose son propre passé criminel

Durant les 50 dernières années, le Cartel du pétrole et des médicaments a fait tout ce qui était possible afin de cacher la vérité concernant son passé criminel et sans scrupule d'instigateur des deux guerres mondiales.

Pendant plus de 6 décennies à présent, les acteurs du Cartel ont:

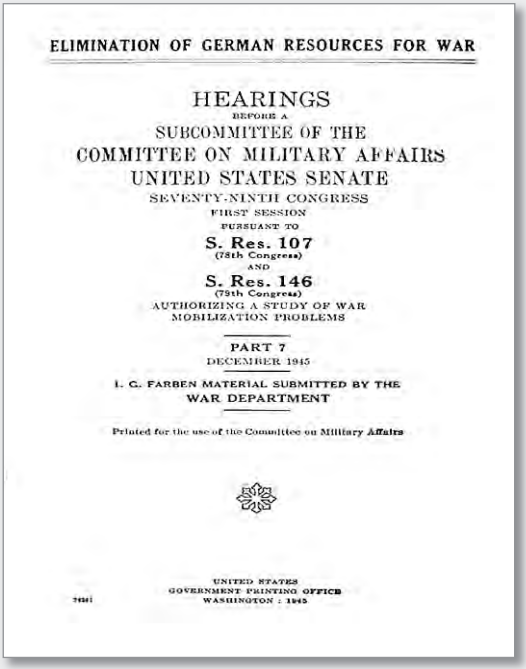
- payé des centaines de milliards de dollars pour cette dissimulation,
- construit des empires médiatiques afin de manipuler l'opinion publique,
- fait récrire les livres d'histoire et fait censurer les actualités mondiales,
- financé et élevé des générations de politiciens – de gauche et de droite – dans des dizaines de pays,
- placé des 'gardiens' dans les disciplines universitaires importantes, comprenant les sciences, la médecine, l'histoire, les sciences politiques et sociales, ainsi que dans d'autres domaines clé de la société tels que les églises, les syndicats etc.,
- et ont pourchassé impitoyablement ceux qui osaient briser le silence.

Tout ceci s'est produit pour une raison seulement: afin de cacher le passé criminel du Cartel jusqu'à ce qu'il ait complété avec succès sa troisième tentative de conquête européenne qu'il a l'intention, cette fois, d'atteindre via 'l'UE de Bruxelles'. La dissimulation du plus grand crime de l'histoire – le rôle du Cartel durant la seconde guerre mondiale – a coûté au cartel des centaines de milliards de dollars durant la dernière moitié du siècle.

Cette énorme quantité d'argent, dépensée par les acteurs du Cartel afin de dissimuler leur passé criminel, peut seulement s'expliquer par un fait: le Cartel est pleinement conscient du fait que la dénonciation de son passé détruirait les projets relatifs à sa tentative suivante de conquête et de contrôle de l'Europe.

La signature de la 'loi d'habilitation de Lisbonne', ainsi que la coercition des peuples d'Europe sous 'l'UE de Bruxelles', font de la publication des documents et faits historiques contenus dans ce livre, un événement nécessaire et qui tombe à pic. La diffusion de ces informations dans toute l'Europe et dans le monde, dévoilera le rôle du Cartel qui se trouve derrière 'l'UE de Bruxelles', et empêchera ce Cartel de lancer une autre tentative de conquête mondiale.

La seconde guerre mondiale: guerre de conquête effectuée au nom du Cartel du pétrole et des médicaments



ELIMINATION OF GERMAN RESOURCES FOR WAR

HEARINGS
BEFORE A
SUBCOMMITTEE OF THE
COMMITTEE ON MILITARY AFFAIRS
UNITED STATES SENATE
SEVENTY-NINTH CONGRESS
FIRST SESSION
PURSUANT TO
S. Res. 107
(78th Congress)
AND
S. Res. 146
(79th Congress)
AUTHORIZING A STUDY OF WAR
MOBILIZATION PROBLEMS

PART 7
DECEMBER 1945

I. G. FARBEN MATERIAL SUBMITTED BY THE
WAR DEPARTMENT

Printed for the use of the Committee on Military Affairs

UNITED STATES
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON : 1945

Voici la page de titre du rapport officiel de 1945 qui suivit les audiences du Congrès américain concernant les causes de la seconde guerre mondiale. Il fait plus d'une centaine de pages, et prouve de façon non équivoque que la seconde guerre mondiale était une 'guerre de conquête' menée au nom du Cartel du pétrole et des médicaments. Le but de la seconde guerre mondiale était le même que celui de la première guerre mondiale: contrôler les marchés mondiaux émergents des produits chimiques, pétrochimiques et des médicaments pharmaceutiques, marchés qui pesaient des milliards de dollars.

Ces documents officiels du gouvernement furent cachés dans les archives pendant plus de six décennies. Malgré le fait qu'ils étaient des documents essentiels concernant le plus grand crime de l'histoire de l'humanité, ils ne furent même pas publiés sur le site web du gouvernement américain. **A présent, vous pouvez enfin les étudier par vous-même sur www.relay-of-life.org.**

Plus d'informations: GB1SR299

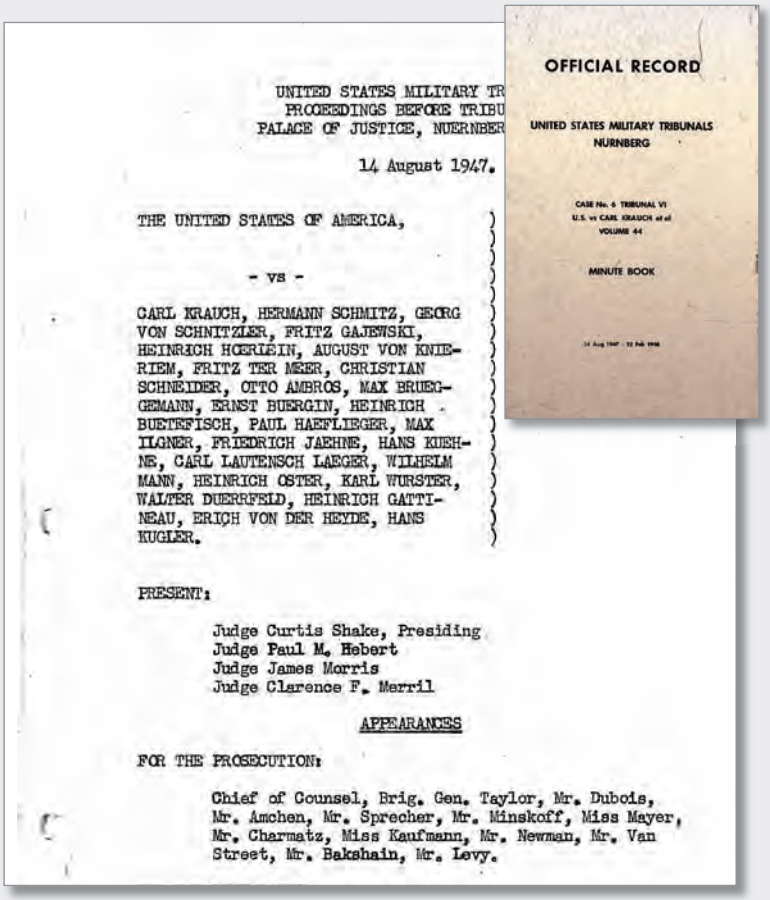
Rendues publiques après 7 décennies de silence les archives des crimes de guerre du Cartel

Nous avons obtenu plus de 50.000 pages provenant des archives officielles du procès du Tribunal des crimes de guerre de Nuremberg contre le Cartel IG Farben. Pour la première fois depuis plus de soixante-dix ans, les documents authentiques (et comprenant les passages horribles) de ce procès de 1947/1948 contre les directeurs de BAYER, BASF, HOECHST et d'autres entreprises d'IG Farben, ont été rendus publics et sont accessibles en ligne dans le monde entier.

Lorsque vous étudierez ces documents historiques, vous réaliserez que vous avez été systématiquement trompé à propos de la véritable cause de la seconde guerre mondiale, le plus grand crime de l'histoire de notre planète. Par exemple, vous apprendrez que:

- La deuxième guerre mondiale n'aurait pu avoir eu lieu sans le soutien financier et logistique de BAYER, BASF, HOECHST et d'autres entreprises d'IG Farben, qui constituaient le cartel chimique et pharmaceutique le plus important du monde à cette époque.
- La deuxième guerre mondiale ne fut pas menée pour des raisons nationales ou raciales, mais au nom du Cartel d'IG Farben et de sa tentative de conquérir et de contrôler les lucratifs marchés chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques émergents en Europe et dans le monde entier.
- La seconde guerre mondiale ne fut pas le résultat d'un psychopathe pervers nommé Adolf Hitler. En revanche, Hitler et les voyous nazis étaient les pantins politiques et militaires du Cartel IG Farben. Selon les accusations du Tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg, la seconde guerre mondiale fut le résultat d'un effort coordonné aux niveaux technologique, logistique, financier, politique et militaire, par ce que l'accusation a appelé le "mariage" entre IG Farben et les Nazis.
- Le camp de concentration d'Auschwitz ne fut pas le 'produit' de quelques SS fous, mais un camp de travail pour l'usine industrielle gigantesque d'IG Farben, qui devait produire le carburant synthétique et le caoutchouc pour la conquête de l'Europe de l'Est, de la Russie et de l'Asie.

Le Tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg contre le Cartel du pétrole et des médicaments



UNITED STATES MILITARY TR
PROCEEDINGS BEFORE TRIBU
PALACE OF JUSTICE, NUERNBER

14 August 1947.

THE UNITED STATES OF AMERICA,

- vs -

CARL KRAUCH, HERMANN SCHMITZ, GEORG VON SCHNITZLER, FRITZ GAJEWSKI, HEINRICH HOERLEIN, AUGUST VON KNIERIEM, FRITZ TER MEER, CHRISTIAN SCHNEIDER, OTTO AMBROS, MAX BRUEGGEMANN, ERNST BUERGIN, HEINRICH BUETEFISCH, PAUL HAEFLIEGER, MAX ILGNER, FRIEDRICH JAEHNE, HANS KUEHNE, CARL LAUTENSCH LAEGER, WILHELM MANN, HEINRICH OSTER, KARL WURSTER, WALTER DUERRFELD, HEINRICH GATTINEAU, ERICH VON DER HEYDE, HANS KUGLER.

PRESENT:

Judge Curtis Shake, Presiding
Judge Paul M. Hebert
Judge James Morris
Judge Clarence F. Merril

APPEARANCES

FOR THE PROSECUTION:

Chief of Counsel, Brig. Gen. Taylor, Mr. Dubois, Mr. Amchen, Mr. Sprecher, Mr. Minskoff, Miss Mayer, Mr. Charmatz, Miss Kaufmann, Mr. Newman, Mr. Van Street, Mr. Bakshain, Mr. Levy.

OFFICIAL RECORD

UNITED STATES MILITARY TRIBUNALS
NÜRNBERG

CASE No. 6 TRIBUNAL VI
U.S. vs CARL KRAUCH et al
VOLUME 44

MINUTE BOOK

Page de titre de l'affaire n°6 du Tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg, "Les Etats-Unis d'Amérique contre Carl Krauch et d'autres directeurs d'IG Farben", qui dura du 27 août 1947 au 30 juillet 1948.

Plus d'informations: GB1NT954

Dévoiler un demi-siècle de tromperie

Si le rôle capital du Cartel qui se trouve derrière la première et la seconde guerre mondiale avait été dénoncé par le passé, ces intérêts industriels n'auraient jamais eu la chance de lancer une autre tentative de conquête de l'Europe et du monde.

En tant que telle, la dissimulation du passé criminel du Cartel fut une condition préalable pour la construction de son 'UE de Bruxelles'.

Dans les pages précédentes de ce livre, nous avons dévoilé la stratégie perfide du Cartel. La page suivante résume les faits essentiels: alors que les acteurs politiques et militaires du Cartel étaient condamnés à Nuremberg, ses acteurs juridiques et économiques étaient chargés de préparer et de mettre en application la troisième tentative de conquête européenne et mondiale de ce Cartel.

LE CARTEL DU PETROLE ET DES MEDICAMENTS

IG Farben / BAYER / BASF / HOECHST

PARTIES PRENANTES

En uniforme

Condamnés à de la prison à long terme et à mort comme étant les 'principaux criminels de guerre' devant les tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg.

Au-dessus: Hermann Göring,
En-dessous: Joachim von Ribbentrop

En costume gris

Dépêchés par le Cartel afin de préparer la tentative suivante de conquête mondiale via "l'UE de Bruxelles".

Walter Hallstein

Carl F. Ophüls

Construction de "l'armée européenne" - comprenant des armes nucléaires – sous le contrôle du politburo de "l'UE de Bruxelles" du Cartel.

"L'UE de Bruxelles" reconstruit le "bras en uniforme" du Cartel – bras qu'elle avait sacrifié après l'échec de sa dernière tentative de conquête mondiale.

Troisième tentative du Cartel du pétrole et des médicaments afin de conquérir et de contrôler le monde

En lisant ce livre, vous pourriez penser que les informations saisissantes qui sont présentées ne peuvent pas être vraies, car si elles l'étaient, vous en auriez sûrement entendu parler auparavant. Il y a cependant une raison très simple pour laquelle vous ne pouvez pas avoir été conscients de ces faits jusqu'à présent.

Depuis que leurs deux tentatives précédentes de conquête mondiale – les première et deuxième guerres mondiales – avaient échoué, les acteurs du Cartel savaient que la seule façon dont une troisième tentative pourrait réussir, consisterait à ce que son implication dans les deux tentatives précédentes puisse être fondamentalement éliminée de la mémoire de l'humanité. Sinon, comment expliquez-vous que plus de soixante mille pages provenant du Tribunal de Nuremberg contre le Cartel d'IG Farben aient été dissimulées pendant plus de six décennies dans des archives internationales ? Pourquoi a-t-il fallu que les auteurs de ce livre aident à libérer ces informations et les publient en ligne sur www.profit-over-life.org?

Alors que les acteurs militaires et politiques du Cartel durant la seconde guerre mondiale furent reconnus comme responsables de la mort et de la destruction qu'ils avaient causées, leurs maîtres économiques poursuivirent leurs efforts inlassables afin d'atteindre leur objectif ultime. Dans ce but, ils financèrent tout simplement la montée d'une nouvelle génération d'acteurs politiques dans les pays principaux.

Helmut Kohl, un ancien employé de chez BASF, fut promu afin de devenir chancelier d'Allemagne – un poste qu'il détint pendant 16 ans. Pendant cette période, il dépensa des milliards de dollars provenant de l'argent des contribuables afin de financer la construction de l'UE de Bruxelles. Angela Merkel, sa protégée politique, détient ce poste aujourd'hui. En parallèle, en France, les 'héritiers des architectes d'Auschwitz' amenèrent Nicolas Sarkozy au pouvoir. Après le rejet de l'UE de Bruxelles par les populations de France et des Pays-Bas en 2005, ces deux exécutants politiques du Cartel forcèrent les dirigeants du reste de l'Europe à signer la 'loi d'habilitation' de Lisbonne.

Les héritiers des architectes d'Auschwitz sont devenus les promoteurs principaux de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Le tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg

Reconnaissant le Cartel d'IG Farben comme étant la force industrielle qui se trouvait derrière la seconde guerre mondiale, le tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg en ordonna le démantèlement entre les principales sociétés qui le composaient.

BAYER

Fritz Ter Meer

Directeur d'IG Farben, condamné à Nuremberg pour esclavage, pour pillage, et pour d'autres crimes. Après la 2e guerre mondiale: président de l'entreprise BAYER de 1956 à 1967

BASF

Carl Wurster

Membre du conseil d'administration de la filiale d'IG Farben qui produisait le gaz pour Auschwitz. Après la 2e guerre mondiale: CEO, PDG, et plus tard vice-président du conseil de BASF.

HOECHST → AVENTIS → SANOFI

2005: Avec l'aide de Nicolas Sarkozy, qui était alors ministre français de l'Intérieur, le nain des médicaments, Sanofi, 'avala' le géant des médicaments, 'Aventis'.

Helmut Kohl

- Ancien employé de chez BASF, protégé de Wurster
- Fut chancelier d'Allemagne de 1982 à 1998

Angela Merkel en 1992, et en 2009. Son mentor, Helmut Kohl, présenta la jeune Merkel comme étant "sa fille"

Angela Merkel

- Exécutante politique du Cartel allemand
- Chancelière d'Allemagne depuis 2005

Nicolas Sarkozy

- Exécutant politique du Cartel français
- Président français depuis 2007

Sarkozy et Merkel sont devenus les éxécutants politiques de la 'loi d'habilitation de Lisbonne' ainsi que de la tentative suivante du Cartel du pétrole et des médica ments pour conquérir et contrôler l'Europe – et, à partir de là, le reste du mondee.

La planète est au bord d'une dictature globale, et de la troisième guerre mondiale

L'histoire nous montre qu'il y a eu deux conditions préalables aux tentatives de conquête mondiale menées par le Cartel:

1. L'établissement d'une dictature dans le territoire à partir duquel cette conquête mondiale est lancée. Le traité de Lisbonne fournit la base juridique pour ceci.
2. La planification systématique d'actions militaires, comprenant une nouvelle guerre mondiale. La constitution d'une armée européenne, lorsqu'elle est combinée à des menaces ouvertes effectuées par les principaux acteurs politiques du Cartel afin d'utiliser des armes nucléaires, est une étape indubitable vers ceci.

Ainsi, le parallèle historique de la saisie du pouvoir par le Cartel du pétrole et des médicaments via l'UE de Bruxelles, est la prise de pouvoir du gouvernement allemand par les mêmes groupes d'intérêt il y a 75 ans. L'année 1933 est le parallèle de l'année 2009, où le Cartel du pétrole et des médicaments imposa sa 'loi d'habilitation'. L'année 1934 est le parallèle de l'année 2010, où la dictature montrera son véritable visage en soumettant les secteurs importants à sa domination. Le projet soutenu par Sarkozy pour un contrôle central de l'économie européenne n'est que le début.

A la lumière de ces faits, les populations d'Europe et du monde doivent réagir. Le succès de leurs efforts dépendra des conditions préalables suivantes:

1. La bonne analyse politique. Ce livre a été écrit pour la fournir.
2. La dissémination efficace de ces informations aux populations du monde.
3. L'organisation d'un mouvement de personnes qui se sont engagées à protéger la démocratie et la paix en Europe et dans le reste du monde.

Parallèles entre 1933 et aujourd'hui

Lois d'habilitation du Cartel	1933 Allemagne	2007/09 Europe -Traité de Lisbonne-
Bénéficiaires et financiers	Cartel des produits chimiques, pétroliers et médicamenteu	Idem
But ultime	Contrôle économique et politique	Idem
Revendications territoriales et de marché	L'Europe, puis le reste du monde	Idem
Pays meneur(s)	Allemagne	Allemagne, France
Tactiques trompeuses pour s'emparer du pouvoir	Fausses promesses de "loi, d'ordre et de paix"	Idem
Loi d'habilitation	Loi d'habilitation allemande d'avril 1933	Traité de Lisbonne
Evénement déclencheur	Crise économique de la fin des années 1920	Crise économique mondiale actuelle
Préparatifs à la dictature	Abolition des droits civils Militarisation	Idem
Médias contrôlés par le Cartel	Contrôle de l'opinion publique	Idem

Les politiciens qui ont livré le continent

Le 13 décembre 2007, ces politiciens européens signèrent la 'loi d'habilitation' de Lisbonne. En faisant cela, ils livrèrent le continent européen tout entier entre les mains du Cartel. Tout comme le Parlement allemand en 1933, ces hommes politiques ouvrirent la voie à la dictature et à la conquête mondiale, au nom d'intérêts industriels. Et exactement comme en 1933, ils donnèrent à cette prise de pouvoir une apparence pseudo-démocratique.

Exécutants politiques principaux du Cartel

Sarkozy
France

Merkel
Germany

Verhofstadt
Belgium

Stanishev
Bulgaria

Rasmussen
Denmark

Andrus
Estonia

Vanhannen
Finland

Karamanlis
Greece

Brown
United Kingdom

Ahern
Ireland

Prodi
Italy

Zatlers
Latvia

européen entre les mains du Cartel

Adamkus
Lithuania

Junkers
Luxemburg

Gonzi
Malta

Balkenende
Netherlands

Gusenbauer
Austria

Tusk
Poland

Socrates
Portugal

Basescu
Romania

Reinfeldt
Sweden

Fico
Slovakia

Rumsfeld
Slovenia

Zapatero
Spain

Topolanek
Czech Republic

Ferenc
Hungary

Papadopulos
Cyprus

Source des images: Wikipedia

Eviter que l'histoire ne se répète

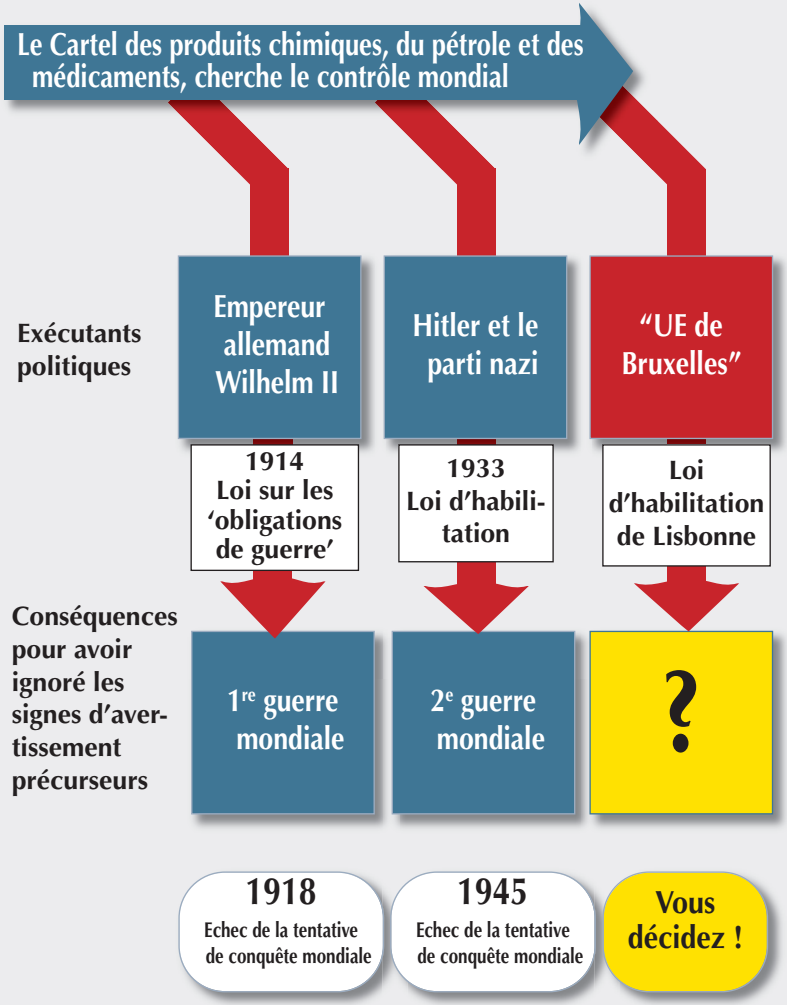
Puisqu'il est évident que les représentants politiques d'un continent entier, l'Europe, n'ont pas réussi à protéger la démocratie, nous, les peuples du monde, devons prendre nos responsabilités et agir. Afin d'être capable de faire cela, nous avons besoin de comprendre l'histoire. La page suivante résume, sous forme graphique l'expérience de l'humanité durant le siècle passé.

A deux reprises par le passé, le Cartel du pétrole et des médicaments a entraîné l'Europe et le monde vers l'abysse. Plus de cent millions de personnes ont payé de leur vie la quête de contrôle mondial provenant de ces intérêts industriels. Le vingtième siècle rejoindra les annales de l'histoire comme le 'siècle de la mort et de la destruction effectuées au nom du Cartel du pétrole et des médicaments'. A présent, au début du 21e siècle, nous faisons face à la situation suivante : les mêmes groupes d'intérêts industriels sont en train d'entreprendre une troisième tentative afin de placer le monde sous leur contrôle.

Cette troisième tentative aujourd'hui est particulièrement malveillante, parce que le Cartel cache ses motifs évidents de contrôle mondial derrière une propagande sournoise de paix. Les acteurs politiques du Cartel sont en train d'essayer de convaincre les gens que l'UE de Bruxelles est nécessaire afin d'éviter que l'Europe ne répète les horribles expériences de la première guerre mondiale et de la deuxième guerre mondiale.

Nous devons effectuer un choix maintenant: soit nous fermons les yeux et ignorons ces faits historiques, ou nous prenons nos responsabilités afin d'éviter que l'histoire ne se répète, et nous agissons. Clairement, la seule façon d'avancer est d'agir. La première étape pour mettre fin à des siècles de tromperie – tromperie qui a gardé des millions de personnes ignorantes des véritables coupables qui se trouvent derrière les plus grands crimes de l'histoire – est de partager ces informations avec d'autres.

Un siècle de mort et de destruction: le Cartel et sa poursuite de la conquête mondiale



“Ceux qui ignorent l’Histoire sont condamnés à la revivre.” Georg Santayana

Dans ce premier chapitre du livre, nous vous avons confronté à des faits historiques et à des informations dont vous n'aviez peut-être jamais entendu parler.

Nous sommes conscients du fait que certaines de ces informations choquantes sont difficiles à accepter, et nous vous encourageons à effectuer vos propres recherches complémentaires.

Puisque tous les faits présentés ici sont axés sur des archives historiques, nous sommes convaincus que tout ce que vous trouverez dans ce livre vous sera confirmé.

Une fois que vous aurez réalisé à quel point vous avez - ainsi que votre famille, vos amis et des générations entières – maintenu dans l'ignorance complète concernant ces faits essentiels de l'histoire, vous pourrez vous poser une question capitale:

‘Combien de temps encore allons-nous permettre aux intérêts du Cartel de déterminer le futur de notre continent ?’

Les pages suivantes vous donneront quelques idées à propos de ce que vous pouvez faire ; cela sera développé encore davantage dans le dernier chapitre de ce livre.

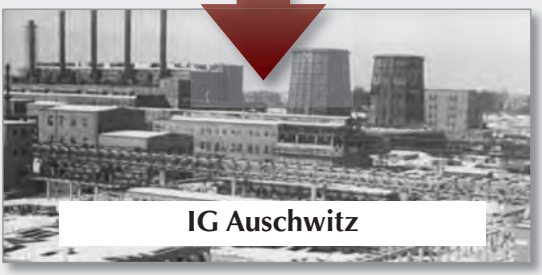
HIER

Quartier général d'IG Farben à Francfort Planification d'Auschwitz

Le sacrifice de millions de vies ...

Camp de concentration d'Auschwitz

Pour des milliards de profits



IG Auschwitz

AU-JOURD'HUI

BAYER | **BASF** | **HOECHST** Aujourd'hui **SANOFI**

Cartel International du pétrole et des médicaments

Croyez-vous qu'au 21e siècle, ces corporations vont arrêter de risquer des millions de vies, et de faire des milliards de bénéfices ?

Plus d'informations: **GB1TA748**

Le défi historique de notre époque

Afin d'évaluer correctement la situation géopolitique actuelle, nous devons mettre en évidence une différence importante entre les deux tentatives précédentes de conquête mondiale par le Cartel, et sa tentative actuelle. La première et la seconde guerre mondiale furent des tentatives du Cartel du pétrole et des médicaments provenant d'un pays (l'Allemagne) afin d'éliminer la compétition provenant d'autres nations et multinationales, en vue de dominer le marché émergent des produits chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques.

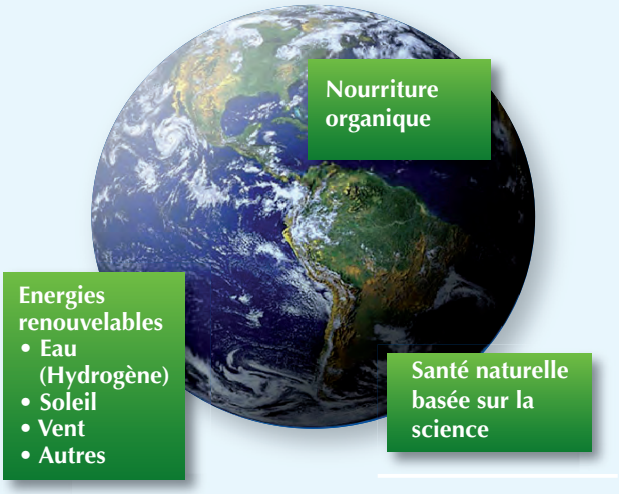
En revanche, la tentative actuelle de conquête mondiale via l'UE de Bruxelles se poursuit avec beaucoup de vigueur, mais pour une raison différente. Durant les décennies passées, l'humanité a développé des technologies qui menacent tout à fait le monopole des produits synthétiques brevetés. Les produits qui sont actuellement menacés constituent la fondation même du pouvoir économique du Cartel:

- **Le pétrole.** Le monopole du pétrole, en tant que source principale du monde en énergie, est en train d'être menacé par des formes d'énergie renouvelables, comprenant l'eau (hydrogène), le vent, le soleil, l'énergie provenant des marées, l'énergie géothermique, et d'autres. Aussi différentes que soient toutes ces technologies, elles possèdent un aspect commun – elles délivrent l'humanité de la dépendance du pétrole.

- **Les médicaments brevetés.** Le monopole sur les médicaments pharmaceutiques brevetés, utilisés comme réponse principale aux problèmes de santé mondiaux, est en train d'être menacé par des approches de santé naturelle qui sont basées sur la science, efficaces, sûres et financièrement abordables.

- **La nourriture brevetée (OGM).** La tentative visant à monopoliser et à contrôler l'alimentation mondiale en nourriture - tentative basée sur les fruits, légumes et animaux brevetés et génétiquement modifiés - est menacée par l'exigence populaire croissante de sources alimentaires organiques, saines et exemptes d'engrais et de pesticides.

L'effondrement de chacun de ces marchés mondiaux signifie une perte de l'ordre de centaines de milliards de dollars.



De plus, les intérêts qui se cachent derrière le Cartel ont réalisé que les peuples du monde sont déterminés à défendre ces nouvelles technologies 'libératrices', rendant impossible pour eux la défense de leurs marchés mondiaux, basés sur les brevets, dans un système démocratique. Dans cette situation, la seule option pour le Cartel afin de protéger ses privilèges économiques, est une escalade dans les crises internationales et l'instigation de conflits militaires, dans le but d'établir son règne dictatorial sur la planète.

Les peuples du monde doivent prendre conscience du fait que la tentative actuelle de conquête mondiale par le Cartel du pétrole et des médicaments, n'est pas le combat d'une nation contre le reste du monde, comme ce fut le cas pour la première et la seconde guerre mondiale. Les lignes de bataille, aujourd'hui, sont établies entre les intérêts financiers d'une poignée d'acteurs industriels, et les intérêts sanitaires et vitaux de milliards de personnes qui vivent aujourd'hui, et d'innombrables autres personnes qui ne sont pas encore nées.

C'est le défi de notre époque. Mais dans ce défi historique, se trouve également une opportunité à couper le souffle.

Un monde pour le Peuple et par le Peuple

Puisqu'il est évident que les représentants politiques d'un continent entier, l'Europe, ont échoué à protéger la démocratie, nous, les peuples du monde, devons prendre conscience de nos responsabilités et agir. Ce dont nous avons besoin à présent, c'est d'un mouvement mondial qui protègera les habitants de cette planète, aujourd'hui et à l'avenir, d'être sacrifiés sur l'autel des intérêts du Cartel du pétrole et des médicaments. L'essence même de ce mouvement consiste à protéger la santé et la vie de millions de personnes; par conséquent, ce sera un 'mouvement de vie'.

Ce livre fournit l'analyse historique expliquant la nécessité et l'urgence d'un tel mouvement. Les leçons d'histoire documentées dans ce livre mettront fin aux décennies de tromperie qui ont constitué la base du règne du Cartel du pétrole et des médicaments jusqu'à présent.

Ce livre montre que les efforts désespérés, effectués par le Cartel afin de consolider l'UE de Bruxelles et afin d'étendre son influence autour du globe, ne relèvent pas du hasard. Ils reflètent la peur des défenseurs du statu quo, peur selon laquelle ils pourraient perdre le contrôle politique et économique de notre planète. Des formes alternatives d'énergie menacent de mettre fin à la "tyrannie du pétrole". De façon similaire, des approches efficaces de santé naturelle sont sur le point de mettre fin à la dépendance de l'humanité aux médicaments brevetés, chimiques et toxiques.

Les parties prenantes du statu quo ont pris conscience qu'elles ne peuvent plus préserver leurs intérêts économiques en démocratie. La seule façon dont leurs marchés - qui pèsent des milliards de dollars et qui comportent des technologies largement obsolètes - peuvent se maintenir, consiste à avoir recours à des formes totalitaires de gouvernement. Donc, les tentatives du Cartel visant à prendre le pouvoir en Europe et dans le monde, comme cela est documenté dans ce livre, ne sont pas un signe de force, mais de désespoir.

La naissance du 'Mouvement de la Vie'

Pourquoi le Mouvement de la Vie réussira

La compréhension de cette analyse historique – concernant la situation de plus en plus désespérée des forces qui ont contrôlé le monde par le passé – constitue une condition préalable à la création d'un nouveau monde "pour le Peuple et par le Peuple." Le "Mouvement de la Vie" ("Movement of Life"), qui doit entreprendre cette mission historique, possède deux buts primordiaux:

1. Faire progresser les nouvelles technologies dans les domaines de l'énergie, de la santé et d'autres secteurs principaux de la société qui démantèlent le monopole du statu quo dans ces marchés.
2. Combiner la démocratisation de ces technologies et la promotion de la démocratie politique, aux niveaux local, national et international.

En travaillant pour atteindre ces deux objectifs, le "Mouvement de la Vie" protègera la démocratie, préservera la paix et, partant, vaincra inévitablement les projets du Cartel de tentative de conquête mondiale.

Vous pourrez en savoir plus sur l'urgence du "Mouvement de la Vie" dans le dernier chapitre de ce livre.

Chapitre 2

WALTER HALLSTEIN:
Eminent juriste nazi – Et architecte principal de l'Union Européenne de Bruxelles

Walter Hallstein (1901-1982)

Walter Hallstein fut un éminent juriste impliqué dans la planification légale et administrative d'une Europe d'après-guerre placée sous le contrôle des Nazis et de leurs alliés de l'industrie, le cartel du pétrole et des médicaments IG Farben.

Hallstein représentait la nouvelle génération des membres de la coalition nazie et du cartel. Il avait été formé par des professeurs en droit, dont le but principal était de saboter le 'Traité de Versailles' définissant les paiements pour réparation imposés à l'Allemagne après que celle-ci ait perdu la première guerre mondiale. Au début de sa carrière, Hallstein reçut une formation spéciale au 'Kaiser Wilhelm Institute', à Berlin. Cet institut privé était largement financé par le cartel d'IG Farben afin d'augmenter ses cadres scientifiques et légaux, dans l'objectif de servir les tentatives ultérieures du Cartel visant à conquérir et à contrôler l'Europe et le monde.

Alors que le règne des Nazis avait pris fin en 1945, le règne de leurs complices, le Cartel IG Farben et ses successeurs, BAYER, BASF, et HOECHST, venait seulement de commencer. Dans le cadre stratégique de leur projet visant à lancer la troisième tentative pour conquérir l'Europe, ils placèrent – une décennie à peine après que leur tentative précédente eut échoué – un des leurs à la tête du nouveau 'politburo' du Cartel, à Bruxelles: Walter Hallstein.

Ce chapitre documente le fait que la construction fondamentalement non-démocratique de 'l'Union Européenne de Bruxelles' n'est pas une coïncidence. Hallstein, un éminent juriste nazi – et expert des affaires d'IG Farben – avait été choisi par ces intérêts industriels afin de devenir le premier président de la Commission de l'Union Européenne, tout en ayant une mission spécifique: modeler 'l'Union Européenne de Bruxelles' d'après les plans originels de la coalition des Nazis et d'IG Farben afin de régner sur l'Europe via un « Bureau Central du Cartel ».

L'objectif des intérêts pétroliers et de l'industrie des médicaments, aussi bien alors qu'aujourd'hui, était la création d'un 'Bureau Européen du Cartel' [c'est-à-dire, 'l'Union Européenne de Bruxelles'] avec une junte de bureaucrates non élus du cartel [c'est-à-dire, la

Un maître dans l'art de la tromperie

'Commission Européenne'] pour régner sur les populations Européennes au nom des intérêts mondiaux de l'industrie, à savoir, le cartel de l'industrie des produits chimiques, pétrolière et pharmaceutique.

Personne n'eut davantage d'influence qu'Hallstein sur la forme actuelle que possède 'l'Union Européenne de Bruxelles' et, partant, sur la vision du Cartel pour le futur de l'Europe. Les faits concernant Walter Hallstein et documentés dans ce livre, mettront fin à des décennies d'ignorance par rapport à ce 'père fondateur' de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

En apprenant le passé de cet homme, les populations d'Europe et du monde entier seront capables d'identifier les véritables intérêts et motifs qui se cachent derrière la construction de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

L'architecte principal de 'l'Union Européenne de Bruxelles' d'aujourd'hui

Le 25 mars 1957, Hallstein devint l'un des douze 'pères fondateurs' – les signataires d'origine – du 'Traité de Rome', le document qui a fondé 'l'Union Européenne de Bruxelles', et qu'il avait co-écrit.

Le 7 janvier 1958, Hallstein fut nommé par les acteurs politiques du Cartel du pétrole et des médicaments en tant que le premier Président de la soi-disant 'Commission Européenne', la plus haute fonction de la Communauté Economique Européenne (CEE), précurseur de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

En 1963 Hallstein fut nommé pour un second mandat de 5 ans en tant que président de la 'Commission Européenne'. Afin de consolider son emprise sur l'Europe, le cartel et ses acteurs politiques fournirent à Hallstein – le premier 'roi' de l'Europe moderne – un 'château' bien approprié, le bâtiment géant et colossal du 'Berlaymont', qui se trouve en plein cœur de Bruxelles (cf. l'image ci-dessous).

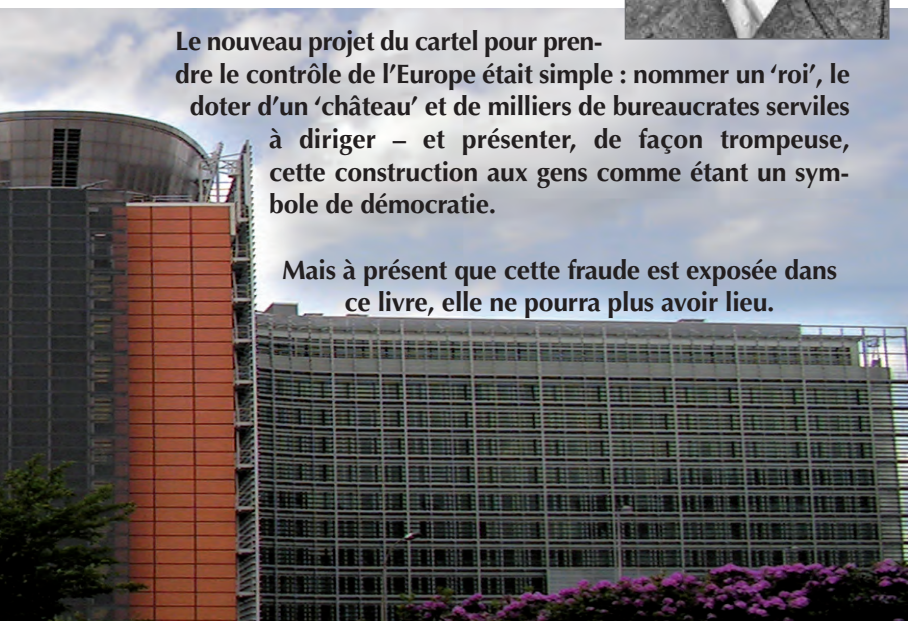
Pendant 10 années complètes, de 1958 à 1967, Hallstein commanda une armée composée de milliers de bureaucrates – et ce, en dehors de tout contrôle démocratique. Avec l'aide de ses serviteurs

dociles, payés avec largesse par le cartel et ses acteurs politiques, Hallstein modela 'l'Union Européenne de Bruxelles' d'après les programmes conçus deux décennies plus tôt par lui-même et ses complices – pour une Europe sous le contrôle des Nazis et d'IG Farben.

51 ans plus tard, le 1er décembre 2009, le soi-disant 'Traité de Lisbonne' imposa les éléments clé de l'idée d'Hallstein de 'l'Union Européenne de Bruxelles' – et donc, les éléments centraux du projet principal des Nazis et du cartel – aux populations de l'Europe.

C'est ainsi qu'au début du 21e siècle, en tant que conséquence directe d'une ignorance historique:

- **27 chefs d'Etat, en signant ce prétendu 'Traité de Lisbonne', signèrent une 'Enabling Act' (loi d'habilitation).**
- **De façon similaire à ce qui s'était passé en 1933, ils sacrifièrent la démocratie et ouvrirent les portes pour que règnent sur l'Europe les mêmes intérêts industriels du cartel qui n'avaient pas réussi à atteindre ce but durant la seconde guerre mondiale.**



Le nouveau projet du cartel pour prendre le contrôle de l'Europe était simple : nommer un 'roi', le doter d'un 'château' et de milliers de bureaucrates serviles à diriger – et présenter, de façon trompeuse, cette construction aux gens comme étant un symbole de démocratie.

Mais à présent que cette fraude est exposée dans ce livre, elle ne pourra plus avoir lieu.

Avant et pendant la seconde guerre mondiale, Hallstein fut membre d'organisations officielles nazies

Professor Dr.iur.W.Hallstein

Rostock, den 30.September 1935
Stephanstr.15

An den Herrn Regierungsbevollmächtigten
an der Universität

Rostock

Unter Bezugnahme auf meinen Diensteid erkläre ich:
Ich habe in der Nachkriegszeit angehört
während meiner Referendarzeit dem Reichsbund
deutscher Referendare,
als Professor dem Reichsverband deutscher Hochschulen.
Ich gehöre jetzt an dem BNSDJ, dem NSLB, der Dozentenschaft.

Dans le cadre de la construction de leur dictature et des préparatifs pour la seconde guerre mondiale, la coalition des Nazis et d'IG Farben prit soin de l'alignement idéologique de tous les secteurs clé de la société étant sous leur domination. L'un des secteurs les plus importants était la profession juridique, qui fut utilisée pour fournir à la dictature une 'feuille de vigne' légale. En 1933, immédiatement après que (la coalition des Nazis et du Cartel) se soit emparée du pouvoir, les BNSDJ [Bund Nationalsozialistischer Deutscher Juristen, c'est-à-dire l'Association des Juristes Allemands Nationaux-Socialistes] fut fondée. En 1936, cet organisme fut converti en l'Association nazie des 'Protecteurs de la Loi' [Rechtswahrer] de sinistre réputation. 'Protecteur de la Loi' était le langage codé nazi pour la destruction systématique du système juridique démocratique et

L'insigne officiel de l'organisme nazi des 'Rechtswahrer' ['protecteurs de la loi'], avec le swastika des Nazis au centre.

pour le remplacer par la loi dictatoriale nazie/fasciste.
Hallstein fut membre à la fois des BNSDJ et de l'infâme organisme nazi des **'Rechtswahrer'**.
La carte de membre de cet organisme était réservée aux individus démontrant un soutien indéfectible, ainsi que la participation à, la mise en application de l'idéologie nazie et à la planification de la conquête du monde par la coalition des Nazis et d'IG Farben.

Professeur de Dr. jur. Walter Hallstein — Rostock, le 30 septembre, 1935
Stephan Str. 15

Au représentant du gouvernement [nazi] à l'Université

Rostock

En référence à mon serment d'entrée en fonction, je déclare:

Dans la période de l'après-guerre [1re guerre mondiale, c'est-à-dire après 1918], je fus membre des organismes suivants:

Pendant la période que j'ai passée en tant qu'assistant d'avocat [Referendar], j'appartenais à l'Association des Assistants d'Avocat [Referendar] du Reich [nazi],

En tant que professeur, j'appartenais à l'Association des Universités Allemandes du Reich [nazi].

Aujourd'hui, je suis membre de 'l'Association des Juristes Allemands Nationaux-socialistes' ['Bund Nationalsozialistischer Deutscher Juristen', les BNSDJ], de 'l'Association nationale-socialiste des Enseignants' ['Nationalsozialistischer Lehrerbund', la NSLB] et des maîtres de conférence.

Hallstein – 'Protecteur' des lois nazies

L'association des 'Protecteurs de la Loi' nazis était l'un des piliers du régime de terreur des Nazis. Les fonctions et responsabilités des membres des 'Protecteurs de la Loi' nazis étaient définies dans les très officielles 'Procédures de l'Association des Protecteurs de la Loi nationaux-socialistes' [Schriftenreihe des NS-Rechtswahrerbunds] volume 5, 1938, tel que cela est documenté ici:

L'Alliance Nationale-Socialiste des Protecteurs de la Loi

"L'Alliance Nationale-Socialiste des Protecteurs de la Loi (NSRB) est responsable de l'organisation professionnelle de la profession juridique allemande [nazie]. Elle est chapeautée par le Ministre Dr. Frank[1], leader ['Reichsleiter'] du Bureau Juridique du Reich ['Reichsrechtsamt', c'est-à-dire, le terreau des lois de terreur nazies], du Parti des Travailleurs Allemands Nationaux-Socialistes (NSDAP) [c'est-à-dire, le « parti nazi » officiel) ...

Grâce à ses positions de leader, la NSRB est reliée aux bureaux centraux du Bureau Juridique du Reich du NSDAP. De cette façon, elle est assurée que la direction politique de l'activité professionnelle est identique à la volonté du NSDAP [parti nazi] – et, partant, au leadership de l'Etat [nazi]. Ainsi, l'association de la NSRB avec le NSDAP [parti nazi] possède de solides fondations."

[1] Frank, le juriste le plus haut gradé des Nazis, fut condamné à mort le 17 octobre 1946 pour crimes de guerre et pour crimes contre l'humanité au tribunal des crimes de guerre de Nuremberg.

Der Rektor
der Universität Rostock
Fernsprecher Nr. 7081 (Nebenstelle 240)

Rostock, den 18. Mai 1936.

Auf Grund der mir von dem Herrn Reichserziehungsminister erteilten Ermächtigung berufe ich Sie hierdurch zum Dekan der rechts- und wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät. Ich ersuche um Mitteilung, wen Sie zu Ihrem Vertreter bestellt haben.

Heil Hitler!
Der Rektor.

Herrn
Prof. Dr. H a l l s t e i n
H i e r

Le Chancellier
de l'Université Rostock

Rostock, le 18 mai 1936

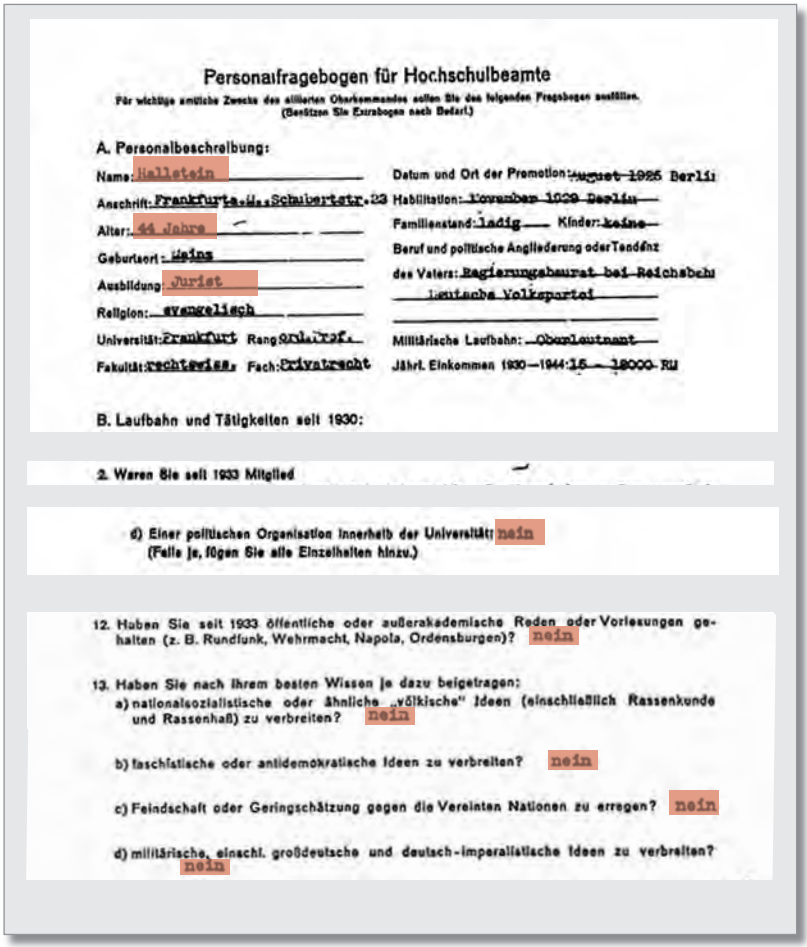
Sur base de l'autorité qui m'est conférée par le ministère de l'Education du Reich, je suis au plaisir de vous nommer au poste de Doyen de la Faculté de Droit et d'Economie. Je vous demande de m'informer de la personne que vous avez nommée en tant que votre adjoint.

Heil Hitler!
Le Chancellier

Herrn
Prof. Dr. H a l l s t e i n
Ici [Rostock]

Après la défaite des Nazis en 1945, Hallstein souffrit d'amnésie aiguë

Après l'échec de la tentative des Nazis et d'IG Farben de conquérir le monde, l'une des premières tâches de l'humanité fut de s'assurer que les criminels responsables soient punis et ne puissent plus jamais commettre de tels crimes contre l'humanité. Entre autres choses, les Alliés interrogèrent les porteurs de responsabilités publiques allemandes – y compris le personnel universitaire – concernant leur passé nazi. Ci-dessous se trouve un facsimile de la feuille officielle d'interrogatoire de Walter Hallstein, en 1945 (extraits).



Personalfragebogen für Hochschulbeamte

Für wichtige amtliche Zwecke des alliierten Oberkommandos sollen Sie das folgende Fragebogen ausfüllen. (Benützen Sie Extrabogen nach Bedarf.)

A. Personalbeschreibung:

Name: Hallstein

Anschrift: Frankfurt a.M., Schubertstr. 23

Alter: 44 Jahre

Geburtsort: Mainz

Ausbildung: Jurist

Religion: evangelisch

Universität: Frankfurt Rang: Ordinarius

Fakultät: rechtswiss. Fach: Privatrecht

Datum und Ort der Promotion: August 1925 Berlin

Habilitation: November 1929 Berlin

Familienstand: ledig Kinder: keine

Beruf und politische Angliederung oder Tendenz des Vaters: Regierungsbaurat bei Reichsbahn Deutsche Volkspartei

Militärische Laufbahn: Oberleutnant

Jährl. Einkommen 1930–1944: 15 – 18000 RM

B. Laufbahn und Tätigkeiten seit 1930:

2. Waren Sie seit 1933 Mitglied

d) Einer politischen Organisation innerhalb der Universität: nein
(Falls ja, fügen Sie alle Einzelheiten hinzu.)

12. Haben Sie seit 1933 öffentliche oder außerakademische Reden oder Vorlesungen gehalten (z. B. Rundfunk, Wehrmacht, Napola, Ordensburgen)? nein

13. Haben Sie nach Ihrem besten Wissen je dazu beigetragen:
a) nationalsozialistische oder ähnliche „völkische" Ideen (einschließlich Rassenkunde und Rassenhaß) zu verbreiten? nein

b) faschistische oder antidemokratische Ideen zu verbreiten? nein

c) Feindschaft oder Geringschätzung gegen die Vereinten Nationen zu erregen? nein

d) militärische, einschl. großdeutsche und deutsch-imperialistische Ideen zu verbreiten? nein

Ce document, intitulé 'Questionnaire Personnel pour les Responsables des Universités', fur rempli personnellement par Hallstein, et de sa propre écriture. Dans ce questionnaire officiel, Hallstein nia de façon flagrante avoir eu quelque implication que ce soit avec le régime nazi – si ce n'est que d'avoir été un simple spectateur. En contradiction avec son dossier public – comportant son allégeance aux Nazis prêtée sous serment en 1936 – il nia avoir jamais été membre de quelque organisme nazie que ce soit, ou le promoteur de leur idéologie.

Les mensonges éhontés d'Hallstein concernant son passé nazi documenté dans les registres officiels, constitue un parjure. Pendant quelques décennies, semble-t-il, il s'en est tiré de cette façon.

En 1957, le 'soldat du front juridique' des Nazis [l'autoportrait d'Hallstein en 1939], fut nommé afin de coordonner la tentative suivante du Cartel de conquérir l'Europe par le biais d'un nouveau Bureau Central du Cartel: 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Maintenant, un demi-siècle plus tard, le conte de fée d'Hallstein en tant que fondateur d'une Europe démocratique s'écroule et, avec lui, la pierre angulaire de l'ensemble de la construction 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Traduction du témoignage officiel de l'interrogatoire d'Hallstein de 1945, prêté sous serment en tant que partie du 'Programme de dénazification' des Alliés

Nom: Hallstein
Age: 44
Profession: Juriste

2. A partir de 1933, avez-vous été membre de:

d). Un organisme politique au sein de l'Université? **Non.**
(Si oui, veuillez fournir tous les détails.)

12. Depuis 1933, avez-vous donné des discours, publiquement ou en dehors de votre travail universitaire (par exemple, pour la radio, l'armée ou des institutions de formation des Nazis)? **Non.**
13. Selon votre meilleur jugement, avez-vous jamais contribué à:
a) répandre le nazisme ou des idées 'raciales' semblables (y compris l'enseignement racial et la haine raciale ? **Non.**
b) répandre des idées fascistes et antidémocratiques? **Non.**
c) inciter à l'hostilité ou au mépris contre les nations unies du monde ? **Non.**
d) répandre des idées militaristes, y compris des idées d'Allemagne élargie et germano-impérialistes ? **Non.**

Souligné avec emphase

Hallstein – Négociateur Officiel de l'Etat Nazi

Le 9 mai 1938 le « Duce » Mussolini souhaite la bienvenue à Hitler à la gare de Rome.

En mai 1938, la puissance des Nazis étant fermement consolidée en Allemagne, Hitler se rend en visite d'Etat officielle en Italie, l'autre pays fasciste de l'Europe. Un peu plus d'un an avant que la coalition des Nazis et d'IG Farben ne lance la seconde guerre mondiale, Hitler et Mussolini initient la planification d'une Europe placée sous leur contrôle.

Cette visite d'Etat officielle des Nazis marque le début des préparations pour la seconde guerre mondiale dans des domaines clés- y compris la mise en application -des lois dictatoriales à travers l'Europe entre les gouvernements fascistes d'Allemagne et d'Italie. A cet effet, une commission binationale fut établie sous le nom de 'Groupe de Travail des Relations Juridiques germano-italiennes' ['Arbeitsgemeinschaft für deutsch-Italienische Rechstbeziehungen].

Le but principal de ce groupe était de créer la base juridique nécessaire pour le règne de la coalition des fascistes et d'IG Farben sur l'Europe, afin que celui-ci prenne effet une fois que l'Allemagne et l'Italie aient subjugué le reste du continent. Les thèmes prioritaires qui furent discutés étaient 'la protection de la propriété intellectuelle' [à savoir, l'extension des brevets, et tout particulièrement ceux du cartel d'IG Farben à travers toute l'Europe] et 'la protection de la race' [le mot de code pour fixer la race aryenne en tant que la maîtresse du monde].

Du 21au 25 juin 1938, Hallstein représenta le gouvernement nazi pendant les négociations d'Etat avec l'Italie fasciste concernant la mise en place d'un cadre juridique pour une dictature Européenne placée sous le contrôle de la coalition.

Quelques semaines seulement après la visite d'Hitler de 1938, la première réunion de ce groupe de juristes fascistes et nazis eut lieu à Rome. Un des experts juridiques qui représentait l'Allemagne nazie durant ces négociations officielles dont le but était de savoir comment les Nazis et les fascistes conquerraient et règneraient sur l'Europe, était Walter Hallstein.

Les juristes des Nazis et du Cartel planifient le futur de l'Europe

Après la seconde réunion de ces négociations officielles, durant le printemps 1939, certains des résultats furent rendus publics :

Le 'Groupe de Travail des Relations Juridiques Germano-Italiennes', lors de sa réunion à Vienne, du 6 au 11 mars 1939, avait adopté les principes [Thesen] suivants:

- **Chaque peuple** [Volk]**en tant que communauté vivante, doit résoudre le problème de la race** [Rassenfrage] **conformément à ses caractéristiques spirituelles et raciales** [geistig und rassischen Eigenart]. **Sur cette base, le national-socialisme et le fascisme réclament à la fois le droit de défendre la culture Européenne, et de la perfectionner**.

- **L'ordre juridique de l'Etat dictatorial** [Führerstaat] **a la tâche de protéger l'intégrité, la santé et la santé raciale** [Erbgesundheit] **de son peuple.... C'st la tâche du national-socialisme et du fascisme de renforcer de façon continue la conscience raciale par une profonde éducation spirituelle et morale** [geistige und sittliche Erziehung]**.**

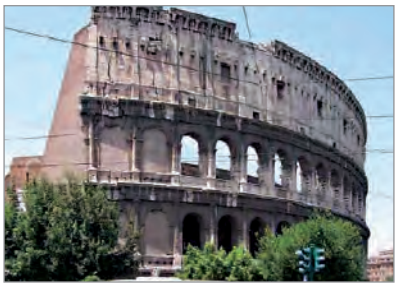
- **La race** [suprême] **doit être particulièrement protégée de la race juive** [Judentum] **en l'éliminant de la société** [Volksgemeinschaft] **une fois pour toutes afin d'éviter que la race juive exerce quelque influence que ce soit sur la vie des deux pays** [l'Allemagne et l'Italie]**.**

- **On fait opposition aux idéologies universelles et cosmopolites de conquête du monde** [Weltherrschaftsplänen] **de la race juive par les principes non équivoques des peuples allemand et italien tel que cela est déterminé dans les Lois de Nuremberg du 15 septembre 1935** [Allemagne] **et par les décisions prises par le Grand Conseil Fasciste du 6 octobre 1938** [Italie]**.**

Emphase et explications [entre crochets] ajoutées.

Ainsi, à partir de l'été1938, Walter Hallstein n'était pas seulement devenu un fonctionnaire du régime et qui participait à des négociations internationales de haut niveau entre les deux Etats fascistes, l'Allemagne et l'Italie. En réalité, il était devenu un stratège juridique et politique central pour les projets de la coalition des Nazis et du Cartel afin d'établir le cadre dictatorial pour une Europe placée sous le contrôle de ce Cartel.

Hallstein – L'architecte d'une Europe nouvelle



La ville de Rome joua un rôle spécifique dans l'histoire Européenne du 20e siècle. Au mois de juin 1938, cette ville accueillit une conférence internationale des acteurs juridiques et politiques du Cartel. Sous la couverture trompeuse d'un 'groupe de travail juridique', ils se réunirent afin de jeter les bases du cadre dictatorial de l'Europe sous le contrôle du Cartel. L'importance de ce 'groupe de travail' fut soulignée par les résolutions adoptées, ainsi que par la liste des personnes présentes. Le groupe de technocrates du Cartel d'Hallstein fut rejoint par certains de plus hauts responsables de l'Etat – y compris le ministre nazi Hans Frank (condamné à mort en 1947 pour ses crimes de guerre) – et encouragé par des salutations transmises par Hitler et par Mussolini.

En 1945, le Cartel planifiant la conquête de l'Europe réalisa que ses pantins militaires nazis et fascistes avaient perdu la guerre. Mais pour les intérêts du Cartel, cette défaite n'était rien de plus qu'un hoquet. Aux tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg, les pantins militaires du Cartel furent présentés à la face du monde comme les seuls responsables. En revanche, Hallstein et les autres experts juridiques et politiques au niveau des projets de conquête du Cartel furent perfidement présentés à un public ignorant comme étant les 'pères fondateurs' démocratiques d'une Europe nouvelle – avec son quartier général situé à Bruxelles.

Lorsqu'Hallstein quitta Rome après la fin de la 'Conférence de Conquête' de 1938, le 25 juin de cette année-là, il ne pouvait pas savoir qu'il retournerait dans cette ville seulement 19 ans plus tard pour la même mission. Le 25 mai 1957, il signa les 'Traités de Rome' qu'il avait préparés en tant qu'architecte juridique principal. Avec sa signature au bas de ces 'traités', Hallstein compléta la mission qu'il avait reçue en 1938: la subjugation de l'Europe sous le contrôle du Cartel du pétrole et des médicaments via 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Mais revenons-en à 1938. A la fin de cette année-là, quelque chose se produisit et qui amènerait à portée de main le but ultime de la coalition des Nazis et du Cartel afin de contrôler non seulement l'Europe – mais aussi le monde entier.

Sous le contrôle de la coalition des Nazis et du Cartel

IG FARBEN (BAYER, BASF, HOECHST)

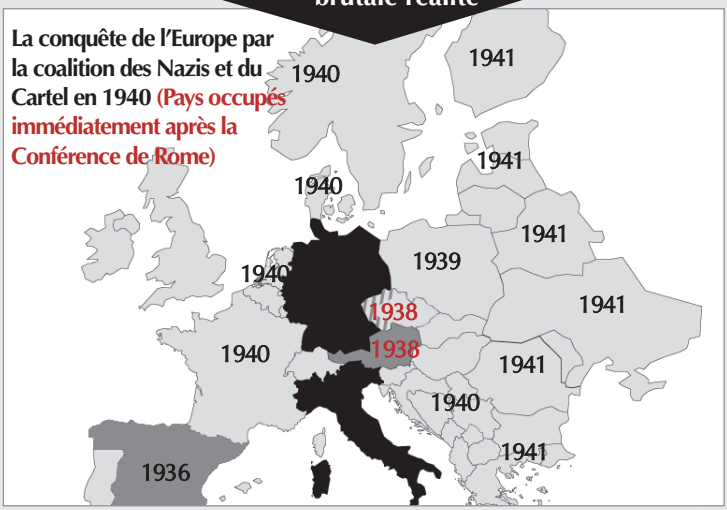
Les projets de 1938 de conquête et de contrôle de l'Europe par le cartel du pétrole et des médicaments

Projets de conquête militaire

Projets de conquête politique

De la planification à la brutale réalité

La conquête de l'Europe par la coalition des Nazis et du Cartel en 1940 (Pays occupés immédiatement après la Conférence de Rome)



L'aube de l'Age nucléaire

Le passage de l'année 1938 à l'année 1939 constitua un tournant dans l'histoire de l'humanité. Depuis quelque temps, la course scientifique avait été lancée afin d'élucider la structure des atomes et afin de libérer leurs gigantesques forces énergétiques. Des laboratoires en France, au Royaume-Uni, aux USA, en Allemagne et dans d'autres pays avaient été en compétition pendant des années afin de gagner cette course, et afin de soumettre l'énergie nucléaire à des utilisations commerciales et militaires.

Le **10 décembre 1938**, le physicien italien Enrico Fermi avait reçu le prix Nobel de physique en reconnaissance de son travail de pionnier dans ce nouveau champ scientifique vital – alimentant encore davantage les activités de recherche en physique nucléaire et en chimie.

Seulement une semaine plus tard, **le 17 décembre 1938**, le chimiste allemand Otto Hahn et son associé Fritz Strassmann menaient des expériences au Kaiser Wilhelm Institute à Berlin, en Allemagne. Ce jour-là, ils découvrirent que le bombardement d'atomes d'uranium avec de petites particules (les neutrons) provoquaient la scission du grand atome d'uranium en deux atomes plus petits – libérant une grande quantité d'énergie. La fission nucléaire venait d'être découverte.

La troisième scientifique terriblement impliquée dans ces recherché depuis de nombreuses années, la physicienne Lise Meitner, n'avait pu être présente ce jour-là. Six mois plus tôt, elle avait été forcé de quitter l'Allemagne et d'émigrer à Stockholm en raison de son héritage juif et des lois raciales nazies « de sang et d'honneur ». Hahn et Strassmann soumirent leur découverte révolutionnaire **le 22 décembre 1938** à la principale revue scientifique allemande, 'Naturwissenschaften' [Sciences Naturelles], dans laquelle elle fut immédiatement publiée, **le 6 janvier 1939**.

Durant les premiers jours de janvier 1939, la communauté scientifique en Allemagne, en Europe et au-delà apprit que le monde ne serait plus jamais le même. La découverte de la fission nucléaire, la libération de quantités d'énergie nucléaire sans précédent et leur utilisation dans des buts militaires, remodèleraient la face géopolitique de la Terre : les pays contrôlant la fission nucléaire contrôleraient le monde.

8 semaines qui ont changé le cours de l'Histoire

Naturwissenschaften Heft 1 · 6. Jan. 1939

Über den Nachweis und das Verhalten der bei der Bestrahlung des Urans mittels Neutronen entstehenden Erdalkalimetalle[1].

Von O. Hahn und F. Strassmann, Berlin-Dahlem.

[1] Aus dem Kaiser Wilhelm-Institut für Chemie in Berlin-Dahlem. Eingegangen 22. Dezember 1938.

In einer vor kurzem an dieser Stelle erschienenen vorläufigen Mitteilung[2] wurde angegeben, daß bei der Bestrahlung des Urans mittels Neutronen außer den von Meitner, Hahn und Strassmann im einzelnen beschriebenen Trans-Uranen — den Elementen 93 bis 96 — noch eine ganze Anzahl anderer Umwandlungsprodukte entstehen, die ihre Bildung offensichtlich einem sukzessiven zweimaligen α-Strahlenzerfall des vorübergehend entstandenen Urans 239 verdanken. Durch einen solchen Zerfall muß aus dem Element mit der Kernladung 92 ein solches mit der Kernladung 88 entstehen, also ein Radium. In der gesamten Mitteilung wurden in einem noch als vorläufig bezeichneten Zerfallschema 3 derartiger isomerer Radiumisotope mit ungefähr geschätzten Halbwertszeiten und ihren Umwandlungsprodukten, nämlich drei isomeren Actiniumisotopen, angegeben, die ihrerseits offensichtlich in Thorisotope übergehen.

Zugleich wurde auf die zunächst unerwartete Beobachtung hingewiesen, daß diese unter α-Strahlenabspaltung über ein Thorium sich bildenden Radiumisotope nicht nur mit schnellen, sondern auch mit verlangsamten Neutronen entstehen.

Der Schluß, daß es sich bei den Anfangsgliedern dieser drei neuen isomeren Reihen um Radiumisotope handelt, wurde darauf begründet, daß diese Substanzen sich mit Bariumsalzen abscheiden lassen und alle Reaktionen zeigen, die dem Element Barium eigen sind. Alle anderen bekannten Elemente, angefangen von den Trans-Uranen über das Uran, Protactinium, Thorium bis zum Actinium haben andere chemische Eigenschaften als das Barium und lassen sich leicht von ihm trennen. Dasselbe trifft zu für die Elemente unterhalb Radium, also etwa Wismut, Blei, Polonium, Eka-Cäsium. Es bleibt also, wenn man das Barium selbst außer Betracht läßt, nur das Radium übrig.

Ci-dessus: Otto Hahn et Lise Meitner dans le laboratoire du Kaiser-Wilhelm-Institute.
A droite : la publication scientifique du 6 janvier 1939 signalant la fission nucléaire.

Le début de l'Age nucléaire fut reconnu dans le monde entier

A partir du début du mois de janvier 1939, le monde scientifique était au courant de l'aube de l'âge nucléaire. Mais qu'en était-il des politiciens, des législateurs, des medias et du grand public ? Avaient-ils pris conscience des conséquences dramatiques que la scission de l'atome d'uranium aurait sur les affaires du monde ?

Oui, ils en avaient pris conscience. Rien n'illustre mieux ce fait que l'article détaillé concernant cette découverte publié le 30 janvier 1939 dans le 'New York Times'. A dater de ce jour-là, à peine 4 semaines après la première publication dans une revue scientifique, les résultats expérimentaux de l'équipe de Hahn's avaient déjà été confirmés par la Columbia University, à New York, et par d'autres instituts de recherche. Le 'New York Times' – un journal qui n'est généralement pas connu pour ses exagérations – décrivait ces découvertes sous le terme de "Epoch Making" (littéralement, « qui créent une nouvelle ère »)

L'article ne laisse aucun doute quant à l'importance militaire potentielle de cette découverte: "La scission de l'atome d'uranium en deux parties, composées chacune d'un gigantesque 'boulet de canon atomique' d'une énergie colossale de 100.000.000 d'électrons-volts, [constitue] la plus grande quantité d'énergie atomique libérée jusqu'à présent par l'homme sur Terre". La description détaillée de la génération de deux neutrons 'boulets de canon' provenant de chaque scission d'atome d'uranium, impliqua immédiatement l'idée du principe d'une réaction en chaîne, même pour le grand lectorat du New York Times.

L'article décrit correctement le fait que les étapes critiques de cette recherche avaient été menées par Otto Hahn et Liese Meitner au Kaiser Wilhelm Institute de Berlin. Ce que cet article ne mentionna pas, cependant, était le fait que la recherche menée au sein de cet institut privé était largement financée par le cartel d'IG Farben, le même cartel industriel qui avait financé la montée des Nazis au pouvoir et qui préparait activement la coalition des Nazis et d'IG Farben pour la conquête militaire du monde.

Mais le cartel d'IG Farben Cartel n'avait pas uniquement investi dans le développement des technologies principales d'armement durant leur quête pour contrôler le monde.

The New York Times

Le 31 janvier

VAST ENERGY FREED BY URANIUM ATOM

Split, It Produces 2 'Cannonballs,' Each of 100,000,000 Electron Volts

HAILED AS EPOCH MAKING

New Process, Announced at Columbia, Uses Only 1-30 Volt to Liberate Big Force

The splitting of a uranium atom into two parts, each consisting of a gigantic atomic "cannonball" of the tremendous energy of 100,000,000 electron-volts, the greatest amount of atomic energy so far liberated by man on earth, was announced here yesterday by the Columbia University Department of Physics in a statement by Dean George P. Pegram of the Columbia Graduate Faculties.

The splitting of the uranium atom, it was said, constitutes an entirely new atomic process, the possibility of which did not even occur to any of the world's atom smashers. This new process, it was added, "yields the largest conversion of mass into energy that has yet been obtained by terrestrial methods."

Small Force Used for Splitting

One of the most startling phenomena in this newly discovered atomic process is the relatively small amount of energy necessary to liberate the enormous amounts developed through the splitting of the uranium atom. The uranium atom is split by means of neutrons, that is, neutral atomic particles carrying no electrical charge. These neutron bullets travel with energies of only one-thirtieth of a volt. Yet they produce two atomic "cannonballs" of a total of 200,000,000 electron-volts, representing an energy 6,000,000,000 times greater. . . .

It was Professor Fermi who first fired neutron bullets into uranium, the heaviest element found in nature. Professor Fermi believed he had succeeded in creating an element heavier than uranium, which, being unstable, disintegrated into an isotope (twin of an element) of radium.

The work was continued at the Kaiser Wilhelm Research Institute for Chemistry at Berlin-Dahlem, Germany, by Dr. Lise Meitner and Professor Otto Hahn, who had been working together for many years. Dr. Meitner was discharged last year for racial reasons and she went to Stockholm, Sweden. . . .

Extraits tirés de l'article du New York Times du 31 janvier 1939

Les préparations stratégiques, militaires et politiques du Cartel pour le contrôle mondial

En 1918, le Cartel avait perdu dans sa première tentative de conquête mondiale – la première guerre mondiale – et son pantin militaire, l'Empereur Wilhelm II, fut forcé d'abdiquer. Non pas, cependant les bailleurs de fonds industriels de la première guerre mondiale, c'est-à-dire BAYER, BASF et HOECHST, dont les marchandises – les explosifs et gaz toxiques – avaient propulsé cette guerre dévastatrice. Ces intérêts industriels, qui ont œuvré après 1925 sous le nom du Cartel « IG Farben », rassemblèrent leurs forces pour la tentative suivante de conquête mondiale.

Le Cartel transforma une institution universitaire privée – nommée, de façon étonnante, d'après l'empereur Wilhelm qui avait abdiqué – en un site de formation pour ses cadres pour les futures tentatives de conquête mondiale. IG Farben ne finança pas seulement les recherches d'Otto Hahn's au Kaiser Wilhelm Institute (KWI) de Chimie, mais aussi l'accumulation d'une élite de technocrates juridiques au KWI de Droit International et Comparatif. Derrière ce nom de code, le Cartel finança le développement stratégique du cadre juridique nécessaire pour contrôler et dominer un monde subjugué. Un de ces technocrates, qui fut spécialement formé dans cet institut entre 1927 et 1929, fut Walter Hallstein.

Ci-dessus: le Kaiser Wilhelm Institute de Chimie à Berlin, où la fission nucléaire fut découverte. A droite: Carl Bosch, le directeur d'IG Farben, qui devint président de la Kaiser Wilhelm Society en 1937. IG Farben finança le Kaiser Wilhelm Institute pour la chimie et le droit international – en préparation de la tentative suivante du Cartel afin de conquérir le monde.

Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel :
un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »

La formation des Elites à la conquête mondiale suivante

Cartel chimique allemand
BAYER / BASF/ HOECHST

Construit sur le plus important nombre de brevets déposés par tout groupe industriel au monde, le Cartel allemand projette de conquérir les marchés mondiaux des produits chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques.

La première guerre mondiale de 1914 - 1918

L'Empereur 'Kaiser Wilhelm' et l'armée allemande reçoivent pour 'mission' de mettre en application ces projets de conquête mondiale. BAYER/BASF produit les explosifs et les armes chimiques. Le plan échoue. Le Kaiser doit abdiquer – le Cartel continue.

Kaiser Wilhelm Institutes (KWI)

BAYER, BASF, HOECHST – Après 1925 cet institut a agi comme bailleur de fonds au nom du Cartel IG/Farben ainsi que centre de formation de cadres , prêts pour les deux prochaines tentatives de conquête du monde..

KWI pour la Chimie
Otto Hahn

KWI pour le Droit International
Walter Hallstein

Technologie des armes nucléaires pour la conquête du monde

Le 'Reich' mondial

Le Cartel règne sur l'Europe et le monde via :

- Un Etat supranational
- Le Bureau Central du Cartel
- Une dictature industrielle
- La menace nucléaire

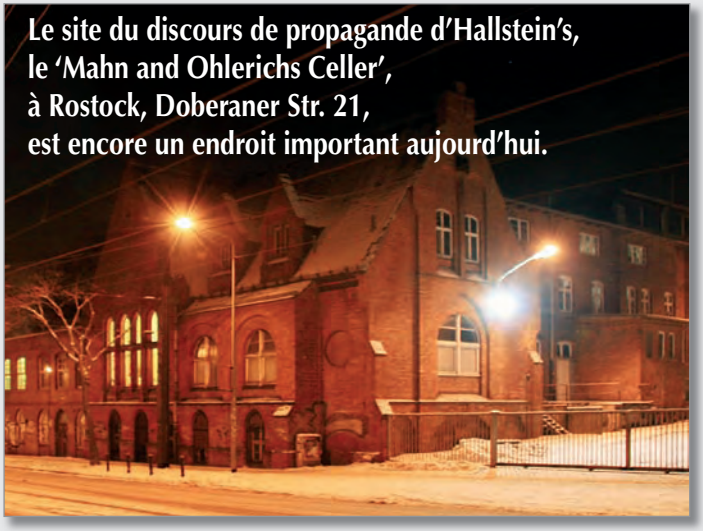
Le 'Discours de conquête' d'Hallstein: l'Europe du futur sous le contrôle des Nazis et d'IG Farben

Le 23 janvier 1939, Hallstein, qui était alors Doyen de la Faculté de Droit et d'Economies à l'Université de Rostock, en Allemagne, donna un discours de propagande concernant la restructuration juridique de l'Europe. Sa présentation, qui pourrait mieux être décrite comme le 'Discours de conquête', faisait partie de la mobilisation de guerre effectuée par le régime nazi et ses partenaires industriels, le Cartel pétrolier et des médicaments, IG Farben.

Le moment où ce discours eut lieu était hautement significatif. Seulement **dix mois** auparavant, le 12 mars 1938, les Nazis avaient annexé l'Autriche. Le 10 octobre 1938, – seulement 3 mois avant le discours d'Hallstein – les Nazis avaient également annexé le territoire tchèque du Sudetenland (Bohème, Moravie) en le menaçant de guerre si leur revendication territoriale n'était pas respectée. Lors d'une conférence internationale à Munich, les 29 et 30 septembre1938, Hitler avait assuré le monde qu'avec l'annexion du Sudetenland, ses revendications territoriales seraient satisfaites. Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité.

De façon plus importante encore, l'aube de l'âge nucléaire et la sensation de monopole qu'ils avaient de cette technologie encouragèrent les Nazis à accélérer leurs projets de conquête mondiale. Le 'Discours de conquête' d'Hallstein ne laisse aucun doute quant au fait qu'il était au courant et soutenait totalement l'asservissement de l'Europe – et plus tard, du monde entier – sous le contrôle total, économique, politique et juridique, de la coalition des Nazis et d'IG Farben. Dans son discours, il décrit spécifiquement la conquête planifiée de l'Europe par la Wehrmacht et l'asservissement de l'Europe en tant qu'un « **événement économique aux conséquences** tout simplement inimaginables. »

Ce discours, bien entendu, reflète le dilemme auquel les Nazis ont fait face en janvier 1939 – seulement sept mois avant le lancement de la seconde guerre mondiale. Alors qu'Hallstein et les autres propagandistes nazis devaient préparer – et motiver – l'élite à une guerre mondiale à grande échelle, ils ne pouvaient pas encore parler ouvertement de leurs projets de guerre en public.



**Le site du discours de propagande d'Hallstein's,
le 'Mahn and Ohlerichs Celler',
à Rostock, Doberaner Str. 21,
est encore un endroit important aujourd'hui.**

Imaginez que vous fassiez partie de ce paysage étrange, il y a plus de 80 ans. Une froide nuit hivernale de janvier 1939, les températures givrantes ont pris possession de la ville portuaire allemande de Rostock, au bord de la mer Baltique. La neige et la glace recouvrent les routes, et les ténèbres ont rempli l'air.

Soudain, le silence est rompu. Les routes principales du centre ville de Rostock semblent bouger, les pavés résonnent sous les bottes cloutées des soldats, des chemises brunes et des responsables de l'Etat nazi. Ils se mêlaient de façon fluide aux politiciens locaux, aux professeurs d'université et aux étudiants, tous habillés en habits de cérémonie, ce qui reflète l'importance de l'événement. L'élite nazie se dirige vers l'un des plus grands centres de réunion en ville: le 'Mahn & Ohlerichs Keller', la salle des fêtes de la brasserie locale.

L'orateur principal de ce soir est un professeur de droit de l'Université de Rostock âgé de 38 ans: Walter Hallstein. Son discours, que vous allez lire dans les pages qui suivent, changera pour toujours votre perspective de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Großdeutschland als Rechtseinheit

Vortragsabend der Rostocker Universität — Professor Hallstein sprach

Seestadt Rostock, 24. Januar.

Gestern abend fand in Mahn & Ohlerichs Keller ein Vortragsabend statt, zu dem der Rektor der Universität, Prof. Dr. Nickoldt, eingeladen hatte. In seiner Begrüßungsansprache konnte er Staatsminister Dr. Scharf, die Vertreter der Partei und ihrer Gliederungen, der Wehrmacht, des Reichsarbeitsdienstes, der Stadt, der Wirtschaft und der Studentenschaft begrüßen. Er sprach die Hoffnung aus, daß dieser Abend dazu beitragen werde, daß die Hochschule in der Oeffentlichkeit Vertrauen und Verständnis finden möge, denn sie stehe nicht fern dem alltäglichen Geschehen, wenn sie auch als alte Einrichtung auf eine lange Geschichte und alte Tradition zurückschauen kann. Wie sehr der Führer die deutschen Hochschulen als Träger wertvoller Tradition achte, gehe daraus hervor, daß an der großen Kulturtagung auf dem Reichsparteitag 1938 die Rektoren in ihren historischen Amtstrachten teilgenommen hätten.

Der Redner des Abends, der Ordinarius der Rechtswissenschaft, Professor Dr. Hallstein, der durch seine vergleichende Forschung in den europäischen rechtspolitischen Verhältnissen reichste Erfahrungen gesammelt hat, behandelte darauf die überaus aktuelle Frage der rechtspolitischen Eingliederung der Ostmark und des Sudetenlandes.

Die tiefschürfenden Ausführungen von Professor Dr. Hallstein wurden mit lebhaftem Beifall belohnt. Ein geselliges Beisammensein schloß den Abend. Unter den Ehrengästen befanden sich außer dem Staatsminister u. a.: Oberbürgermeister Bolgmann, der Standortälteste Oberst Lieb, Generalarbeitsführer Schroeder, ein Vertreter des Kreisleiters, Kreisorganisationsleiter Degner, SA-Oberführer Behnert, Polizeipräsident Dr. Sommer, Ministerialdirektor Dr. Bergholter, Oberstleutnant von Blessingh, Warnemünde.

Facsimilé de l'article de journal d'origine concernant la présentation d'Hallstein intitulée 'L'Allemagne élargie en tant qu'entité juridique'. Cet article, témoin de cet événement de propagande nazie, fut publié dans 'L'Observateur de Basse-Allemagne' ['Niederdeutscher Beobachter'] le jour suivant, le 24 janvier 1939.

Le fait que la conférence d'Hallstein n'était pas simplement un rassemblement de l'université, mais un événement officiel de l'Etat nazi, est souligné par la présence du ministre d'Etat nazi, le Dr. Scharf – représentant d'Hitler au gouvernement d'Etat de Mecklenburg, dont Rostock était la capitale – ainsi que de l'élite entière de l'Etat nazi de cette région.

L'article ci-dessus, publié dans le journal officiel nazi, le 'Niederdeutscher Beobachter' ['L'Observateur de Basse-Allemagne'], publié le jour suivant, le 24 janvier 1939, documente la conférence donnée par Hallstein, ainsi que l'événement d'Etat qui l'entourait.

La traduction de cet article de journal est reprise à la page suivante. Des explications entre crochets et des éléments mis en évidence ont été ajoutés.

L'Allemagne élargie en tant qu'entité juridique

Soirée de conférence de l'Université de Rostock – Le professeur Hallstein a donné un discours

Rostock, le 24 Janvier

Hier soir, une soirée conférence a eu lieu au "Mahn & Ohlerichs Keller." Le professeur et docteur Ruickholdt, doyen de l'université, avait émis les invitations. Dans son discours d'ouverture, il a souhaité la bienvenue au ministre de l'Etat [nazi], le Dr Scharf, aux représentants du parti [nazi] et de ses organisations, de la Wehrmacht [forces armées nazies], du «Reichsarbeitsdienst» [service travailliste du Reich, le syndicat nazi], à la ville [de Rostock], ainsi qu'aux représentants du secteur des entreprises et qu'aux étudiants.

Ruickholdt a exprimé l'espoir de l'université que cette soirée pourrait contribuer à la confiance et à la compréhension du public en l'université car, bien qu'elle soit un vieil établissement d'une longue histoire et une vieille tradition, elle n'est pas éloignée de la vie quotidienne. La grande appréciation du Führer [Hitler] pour les universités allemandes en tant que tenants d'une tradition précieuse, pourrait être illustrée par le fait que, pendant la "Kulturtagung" [conférence de la culture], les directeurs assistèrent au Congrès de Nuremberg ["Reichsparteitag"] en 1938, dans leurs vêtements historiques, a déclaré Ruickholdt.

L'orateur de la soirée était le Dr Hallstein, professeur de droit, qui a acquis une expérience considérable dans les politiques juridiques Européennes avec ses travaux de recherche comparative. Il a discuté de la question du lien juridique de «l'Ostmark» et du Sudetenland [c'est-à-dire, de l'annexion par les Nazis de l'Autriche et de grandes parties de la Tchécoslovaquie d'alors].

Les déclarations profondes du Professeur Hallstein furent reçues avec beaucoup d'applaudissements. Une rencontre conviviale a clôturé la soirée. Outre le ministre d'Etat, les invités d'honneur incluaient, entre autres: le maire Volgmann, le colonel Lieb, commandant de la garnison [nazie], le «Generalarbeitsführer" [troisième rang le plus élevé au sein du service travailliste du Reich nazi] Schroeder, un représentant du « Kreisleiter » [chef de district nazi], le « Kreisorganisationsleiter » [chef de l'organisation de district nazie] Degner, le « SA-Oberführer "[brigadier des chemises brunes] Behnert, le chef de la police [nazie] Dr Sommer, le Directeur ministériel [nazi] Dr. Bergholter, le lieutenant-colonel von Bleffingh [de la Wehrmacht nazie], et le Warnemuende [district de Rostock].

Hallstein et la 'novlangue' nazie

Tout au long de ce chapitre, le terme 'coalition des Nazis et du Cartel' sera utilisé afin de décrire l'horrible 'mariage' qui eut lieu entre le Cartel du pétrole et des médicaments IG Farben et leurs sbires nazis, qui, ensemble, eurent pour objectif de conquérir et de contrôler le monde. Le terme 'coalition', et même le terme 'mariage', furent utilisés durant les procès devant les Tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg afin de décrire la relation entre le Cartel du pétrole et des médicaments et les Nazis, durant la préparation et le lancement de la seconde guerre mondiale.

Le 'Discours de conquête' de Walter Hallstein, donné le 23 janvier 1939, faisait partie de la campagne de mobilisation globale du Cartel et des Nazis menant à la seconde guerre mondiale.

Pour cacher leur projets de guerre agressifs – et afin de conserver l'élément de surprise – la coalition des Nazis et du Cartel perfectionna la stratégie de la tromperie. Walter Hallstein fut l'un des 'Maîtres de la tromperie' dans la campagne de propagande des Nazis et du Cartel qui aboutit à la seconde guerre mondiale.

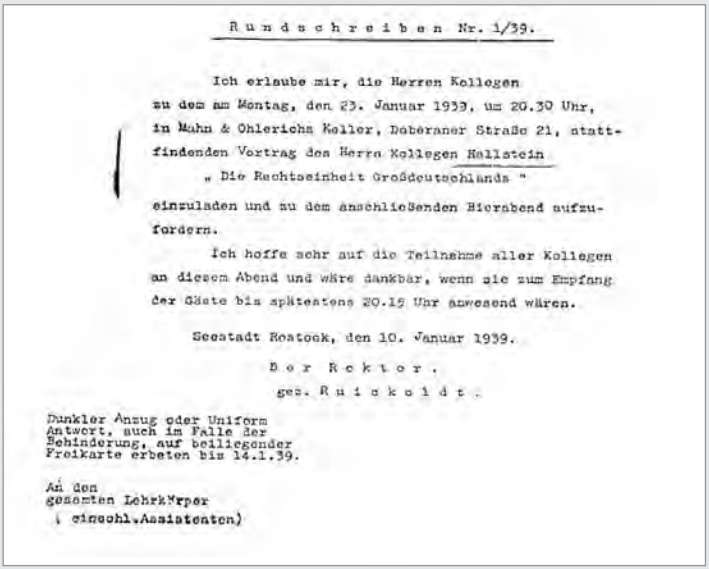
A présent que ceci a été rendu public, le discours d'Hallstein deviendra un exemple classique de la façon dont les propagandistes des Nazis et du Cartel trompèrent le monde entier quant à leurs véritables intentions. Le 'Discours de conquête' d'Hallstein sera étudié par des générations d'étudiants en histoire, en politique, en droit et dans d'autres disciplines.

La publication que nous donnons de ce discours ne sert pas seulement à exposer les intérêts qu'Hallstein, en tant qu'architecte principal de 'l'Union Européenne de Bruxelles', a servis, elle servira également d'avertissement pour les générations futures, afin qu'elles restent vigilantes par rapport aux actions de leurs propres représentants politiques – et qu'elles ne deviennent pas les victimes de leurs paroles fourbes.

Dans le cadre de leur mobilisation camouflée pour la seconde guerre mondiale, Hallstein et les autres propagandistes de la coalition des Nazis et du Cartel redéfinissaient systématiquement la signification de certains mots.

"Costume de couleur sombre ou uniforme [nazi]"

Même plusieurs semaines avant la conférence d'Hallstein, le Chancelier de l'Université de Rostock n'avait laissé planer aucun doute quant au fait que la 'conférence d'Hallstein' était un événement officiel organisé par l'université pour l'Etat nazi.



Rundschreiben Nr. 1/39.

Ich erlaube mir, die Herren Kollegen zu dem am Montag, den 23. Januar 1939, um 20.30 Uhr, in Mahn & Ohlerichs Keller, Doberaner Straße 21, stattfindenden Vortrag des Herrn Kollegen Hallstein

„ Die Rechtseinheit Großdeutschlands "

einzuladen und zu dem anschließenden Bierabend aufzufordern.

Ich hoffe sehr auf die Teilnahme aller Kollegen an diesem Abend und wäre dankbar, wenn sie zum Empfang der Gäste bis spätestens 20.15 Uhr anwesend wären.

Seestadt Rostock, den 10. Januar 1939.

Der Rektor.
ges. Ruickoldt.

Dunkler Anzug oder Uniform
Antwort, auch im Falle der Behinderung, auf beiliegender Freikarte erbeten bis 14.1.39.

An den
gesamten Lehrkörper
(einschl.Assistenten)

Circulaire N°.1/39

J'invite les 'Herren Kollegen' [tous les professeurs et les assistants des professeurs de l'université] au Mahn & Ohlerichs Keller, Doberaner Str. 21, le lundi 23 janvier 1939, à 20:30, pour la conférence du 'Herr Kollege Hallstein' sur le thème de

"L'Entité juridique de l'Allemagne élargie", avec demande de rester pour la « soirée bière » qui suivra.

Je m'attends à ce que tous les collègues soient présents à cette soirée, et je vous serais reconnaissant d'arriver à 20:15 au plus tard afin de souhaiter la bienvenue aux invités [de l'élite nazie].

Cité balnéaire de Rostock, le 10 janvier 1939.

Le Chancelier – Ruickoldt

Costume de couleur sombre ou uniforme [exigé]
Une réponse – même en cas d'absence –
est demandée via la carte ci-jointe avant le 14/01/1939

Le 'Discours de conquête' d'Hallstein de 1939

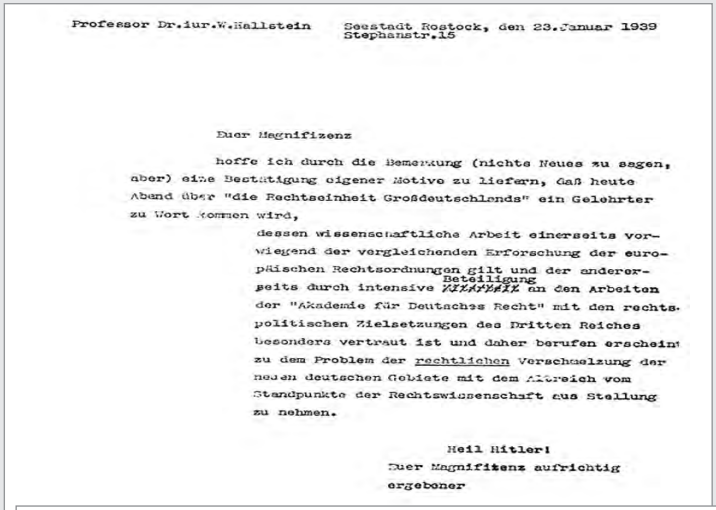
Ce qui suit décrit quelques exemples de la terminologie de propagande des Nazis et du Cartel utilisée par Hallstein – un 'Maître dans l'art de la tromperie' – dans son 'Discours de conquête':

- **'L'Allemagne élargie' ou « grande Allemagne » ['Grossdeutschland', le nom de code pour 'une Europe placée sous le contrôle de la coalition des Nazis et du Cartel'].** Même avec le titre de son discours – 'L'entité juridique de l'Allemagne élargie' – Hallstein crée la sensation trompeuse de décrire simplement les changements légaux au sein du territoire allemand. Le terme 'Allemagne élargie' était le nom de code des Nazis et du Cartel pour placer 'l'entièreté de l'Europe – et, par la suite, du reste du monde –sous leur contrôle.'

- **'Ostmark' ['le territoire de l'Est', le nom de code des Nazis et du Cartel pour 'l'Autriche occupée'].** Pour l'Autriche annexée, Hallstein utilise la terminologie de propagande des Nazis et du Cartel 'Ostmark' afin de donner l'impression que l'occupation de la nation autrichienne par les Nazis était simplement l'extension naturelle du Reich allemand vers l'Est.

- **'Anschluss' ['lien', le nom de code des Nazis et du Cartel pour 'la soumission d'un pays par tous les moyens'].** Pour l'annexion de l'Autriche et des territoires tchèques du Sudetenland (la Bohème et la Moravie), la coalition des Nazis et du Cartel avait inventé le terme 'Anschluss' ['lien'] afin de sous-entendre que l'annexion de ces territoires n'était simplement qu'un 'lien' administratif. Hallstein utilise abondamment cette terminologie des Nazis et du Cartel pendant son discours, dissimulant délibérément les projets de la coalition des Nazis et du Cartel de conquérir et d'annexer par la force militaire toute l'Europe, et plus tard le reste du monde.

- **'Rechtswahrer' ['les Protecteurs de la Loi', le nom de code des Nazis et du Cartel pour les 'troupes d'assaut juridiques' attachées à la construction d'un monde totalitaire sous leur contrôle].** 1936 – trois ans après la prise de pouvoir en Allemagne – fut l'année des Lois Raciales de Nuremberg, l'année où Hallstein devint le doyen de la Faculté de Droit et d'Economie à l'Université de Rostock.



Professor Dr.iur.W.Hallstein Seestadt Rostock, den 23.Januar 1939
Stephanstr.15

Euer Magnifizenz

hoffe ich durch die Bemerkung (nichts Neues zu sagen, aber) eine Bestätigung eigener Motive zu liefern, daß heute Abend über "die Rechtseinheit Großdeutschlands" ein Gelehrter zu Wort kommen wird,

dessen wissenschaftliche Arbeit einerseits vorwiegend der vergleichenden Erforschung der europäischen Rechtsordnungen gilt und der andererseits durch intensive Beteiligung an den Arbeiten der "Akademie für Deutsches Recht" mit den rechtspolitischen Zielsetzungen des Dritten Reiches besonders vertraut ist und daher berufen erscheint zu dem Problem der rechtlichen Verschmelzung der neuen deutschen Gebiete mit dem Altreich vom Standpunkte der Rechtswissenschaft aus Stellung zu nehmen.

Heil Hitler!
Euer Magnifizenz aufrichtig
ergebener

Prof. Dr. jur. Walter Hallstein Cité balnéaire de Rostock, le 23 janvier 1939
Stephan Str. 15

Cher Chancelier ['Magnifizenz' ou "magnificence" était le titre utilisé à cette époque]

[Hallstein parle de lui-même à la troisième personne, comme un roi du Moyen-Age:]... Ce soir, un érudit prendra la parole sur le thème de "L'unité juridique de l'Allemagne élargie", érudit dont le travail scientifique, d'un côté, était axé sur la recherche comparative des systèmes juridiques européens.

De l'autre côté, il est, via sa participation intensive à "l'Académie de droit allemand" [l'institution nazie pour assurer la dictature nazie sur l'Europe conquise avec l'aide de lois et de décrets barbares], particulièrement familiarisé avec les objectifs juridico-politiques du Troisième Reich [nazi].

Ainsi, il [Hallstein parle toujours de lui-même !] semble être appelé à effectuer une déclaration à partir de la position de la science juridique [c'est-à-dire, le cadre des lois dictatoriales nazies] au sujet de la fonte des nouveaux territoires allemands avec la 'vieille Allemagne' [Altreich, c'est-à-dire l'Allemagne qui existait alors].

Heil Hitler!
Sincèrement dévoué à
votre Magnificence

Dans cette lettre officielle au Chancelier (directeur) de l'Université, Hallstein se décrit comme un expert en 'ordre juridique européen', et particulièrement familiarisé avec les 'buts duTroisième Reich':

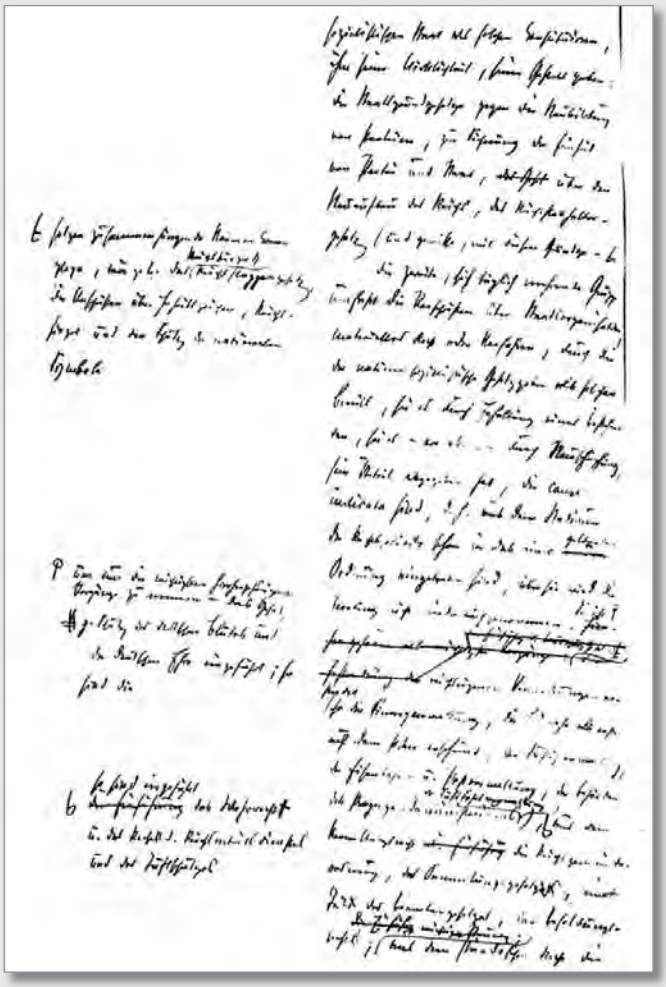
1936 fut aussi l'année où la coalition des Nazis et du Cartel commença son "projet de 4 ans" afin de se préparer à la seconde guerre mondiale et à la conquête militaire du monde. Les juristes allemands faisaient partie de cette préparation. 'L'Association des juristes allemands nazis' ['Bund Nationalsozialistischer Deutscher Juristen (BNSDJ)'] fut réorganisée en 'Rechtswahrer Bund (NSRB)' des Nazis – l'organisation officielle nazie des 'Protecteurs de la Loi'.

La décision d'organiser de grandes parties de la profession juridique, en Allemagne nazie, sous le terme de propagande de 'Protecteurs de la Loi', reflète l'importance placée par la coalition des Nazis et d'IG Farben sur cette profession. Ces 'troupes d'assaut juridiques' furent essentielles pour solidifier la dictature en Allemagne – et, plus tard, pour étendre cette dictature au reste de l'Europe.

En marquant l'ensemble de la profession juridique par le terme de 'Protecteurs de la Loi [des Nazis et du Cartel]', les Nazis créèrent l'un des exemples les plus impressionnants de leur propagande perfide. Ces 'Protecteurs de la Loi [des Nazis et du Cartel]', bien entendu, ne 'protégeraient' pas les lois démocratiques. Bien au contraire, ils étaient destinés à les détruire de façon systématique. Ces ''Protecteurs de la Loi [des Nazis et du Cartel]' furent les architectes fanatiques d'un monde sous contrôle de la coalition des Nazis et d'IG Farben. Les seules lois qu'ils avaient prêté serment de 'protéger' étaient les lois dictatoriales bétonnant la domination de la coalition des Nazis et du Cartel sur le monde, en un 'Reich d'un millier d'années.'

Walter Hallstein fut membre de cette tristement célèbre organisation des 'Protecteurs de la Loi [des Nazis et du Cartel]'.

Ces exemples ne sont que quelques illustrations, tirées d'une longue liste de mots trompeurs utilisés par Hallstein, et par d'autres propagandistes des Nazis et du Cartel, dans leur quête visant à prendre le contrôle de l'Europe et du monde.



Facsimilé provenant du manuscrit d'Hallstein, et utilisé pour son discours de propagande nazie, donné à Rostock le 23 janvier 1939. L'entièreté de ce manuscrit peut être consultée sur notre site web.

Plus d'informations: GB2HS241

Cette technique de propagande des Nazis et du Cartel consistant à inverser les faits et à utiliser un langage trompeur dans des buts de propagande – et dont on a un parfait exemple avec le "Discours de conquête" d'Hallstein – serait décrite 15 ans plus tard comme étant de la "Novlangue" par George Orwell dans son roman "1984."

La traduction suivante du "Discours de conquête" d'Hallstein est basée sur son manuscrit original. Compte tenu de la nature fanatique du discours d'Hallstein, certains lecteurs de ce livre pourraient, sans aucun doute, mettre en question l'authenticité de ce texte. Afin de supprimer tout doute possible, nous avons publié en ligne (dans l'allemand d'origine) l'entièreté du "Discours de conquête".

De plus, nous avons également pu obtenir une copie manuscrite du discours d'Hallstein; un échantillon provenant de celui-ci a été documenté sur la page précédente. Les explications concernant la terminologie de propagande des Nazis et du Cartel utilisée par Hallstein tout au long de ce discours extrémiste sont données entre crochets à l'intérieur du texte, ou comme notes de bas de page.

Certaines séquences du texte d'Hallstein, qui servaient simplement à masquer la nature militante de son discours, n'ont pas été inclues dans ce livre. Elles peuvent toutefois être étudiées en ligne dans le manuscrit original, en allemand.

Afin de souligner la pertinence pour l'Europe actuelle du "Discours de conquête" nazi/du cartel prononcé par Hallstein 1939, des cadres rouges ont été introduits dans le texte. Ces cadres rouges accentuent les parties essentielles du discours qui, par la suite, devinrent des parties officielles de "l'Union Européenne de Bruxelles" avec la signature de la "Loi d'habilitation de Lisbonne", en 2009 – exactement 70 ans après qu'Hallstein, parlant brièvement avant le lancement de la seconde guerre mondiale, ait donné ce discours.

Le "Discours de Conquête" d'Hallstein constitue un parfait exemple de la façon dont le Cartel du pétrole et des médicaments échange ses acteurs politiques, mais – sur des décennies – continue à poursuivre ses objectifs à long terme aux niveaux économique et politique.

Les Nazis étant partis, et Hallstein étant décédé, le même Cartel du pétrole et des médicaments qui était responsable des deux guerres mondiales durant le 20e siècle a nommé de nouveaux acteurs politiques pour le 21e siècle.

Ces marionnettes politiques – provenant essentiellement des 'empires d'export' du Cartel en Allemagne et en France – sont choisies afin de sacrifier les populations de notre planète dans la troisième tentative de conquête mondiale du Cartel.

La plupart de ces documents pourrait avoir été obtenue par quiconque étant intéressé par le fait d'apprendre la vérité concernant les origines de "l'Union Européenne de Bruxelles" et les rôles de ses "pères fondateurs" auto-désignés. Le fait que le "Discours de conquête" d'Hallstein était inconnu jusqu'à la publication de ce livre est tout simplement inexcusable.

Cette omission essentielle vous dit, à vous lecteur; que soit vos dirigeants politiques ne se sont pas informés sur Hallstein et les sombres racines de "l'Union Européenne de Bruxelles" liées à IG Farben – ou, s'ils étaient au courant, qu'ils n'ont pas osé vous informer de ces faits.

Suite à la publication de ce livre, les dirigeants politiques de l'Europe ne peuvent plus se cacher derrière l'excuse qu'ils ne "savaient pas". A présent, il dépendra de vous, lecteur, de confronter vos représentants politiques – grands et petits – aux faits historiques.

Nous devons tirer les leçons des erreurs du passé, éviter que l'histoire se répète, et aider à construire une nouvelle Europe démocratique.

« L'entité juridique de 'l'Allemagne élargie'*»

Ce qui suit est le texte du 'Discours de conquête' d'Hallstein :

"Le Protecteur de la Loi[1] [des Nazis et du Cartel] possède trois tâches : il doit connaître la loi, l'appliquer et la développer davantage. La plus importante parmi ces tâches est la troisième, parce que tout ce que nous faisons est soumis à la Loi du développement [totalitaire].[2]

"Nous devons non seulement prêter attention à la législation en vigueur, mais tout particulièrement au processus législatif pour le futur [des Nazis et du Cartel]. Notre tâche de politique juridique consiste non seulement à maintenir l'ordre existant, mais aussi à en créer un meilleur [!][3].

"Je devrais expliquer la raison pour laquelle c'est le Protecteur de la Loi[1] [des Nazis et du Cartel] qui possède la vocation particulière de faire face à cette tâche.

"Le Leadership de l'Etat [européen des Nazis et du Cartel] [4] possède le pouvoir inconditionnel et définitif dans toutes les décisions relatives à l'architecture de cette Communauté du Peuple.[5]

* **Aujourd'hui**, la **'Commission Européenne'** est devenue ce **"Leadership de l'Etat [européen], avec un pouvoir inconditionnel et définitif pour toute décision".**

* ***"La Grande Allemagne'*** (Allemagne élargie), est une analogie renvoyant à la 'Grande- Bretagne' et à son contrôle sur de grandes parties du monde via le Commonwealth à cette époque ; la coalition des Nazis et du Cartel utilisait les termes de 'Grande Allemagne' ou 'd'Allemagne élargie' afin de marquer leurs prétentions à la domination mondiale. Le terme 'Allemagne élargie' était utilisé comme un nom de code pour l'Europe et, plus tard, de grandes parties du monde sous le contrôle des Nazis et du Cartel.

1 ***'Rechtswahrer'***, c'est-à-dire le mot de la 'novlangue' nazie pour ces juristes fanatiques des Nazis et du Cartel qui étaient choisis afin de détruire le système juridique démocratique et le remplacer par le cadre de la loi totalitaire qui formait la base de la dictature des Nazis et du Cartel.

2 ***'Gesetz des Werdens'***, c'est-à-dire le mot de "novlangue" utilisé par Hallstein pour décrire le besoin d'étendre le système juridique totalitaire des Nazis et du Cartel dans toute l'Europe et dans le monde.

3 ***'Eine bessere Ordnung'***, c'est-à-dire qu'avec cet 'ordre meilleur', Hallstein décrit la base juridique pour le contrôle dictatorial, par le régime des Nazis et du Cartel, de l'Europe et du monde.

Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel : un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »

En 1957 (voir ci-dessus), à peine 18 ans après son 'Discours de conquête', Hallstein incorpora ce **'principe du Leadership'** dans les 'Traités de Rome', les documents fondateurs de **'l'Union Européenne de Bruxelles'**.

La 'Commission Européenne' – des bureaucrates engagés au nom du Cartel – devint le nouveau « Leadership dictatorial de l'Etat [du Cartel européen], et possédant un pouvoir inconditionnel et définitif dans toutes les décisions s'apparentant à l'architecture de cette communauté [Européenne] » !

En 2009 (voir ci-dessous), 27 dirigeants politiques européens adoptèrent la **'Loi d'habilitation de Lisbonne'**, complétant ainsi les 'projets de conquête' d'Hallstein – 70 ans après son discours de 1939 – et faisant avancer la troisième tentative de conquête Européenne du Cartel.

[4] ***'Führung des Staates'***, c'est-à-dire, la terminologie nazie utilisée pour évoquer le 'principe du Führer', la subordination totale sous les objectifs de la coalition des Nazis et du Cartel.

[5] ***'Volksgemeinschaft'***, à savoir, la terminologie nazie raciale et souillée utilisée pour décrire le peuple 'supérieur' (Aryen) en tant que race dominante et seul peuple 'digne' des mots 'communauté de personnes'.

"Le Leadership de l'Etat [nazi et du Cartel] a-t-il besoin de juristes pour remplir sa tâche politique ? Le juriste individuel pourrait souhaiter voir cela de cette façon d'un point de vue professionnel et psychologique, ce qui est compréhensible. Les juristes sont généralement occupés pendant leur vie entière, réglementant et contrôlant le trafic de la Communauté à l'intérieur d'une réserve hermétiquement close par des milliers de paragraphes légaux, occupés par des soucis quotidiens tels que 'réparer les clôtures' et 'nettoyer les tranchées'.

"Donc, les juristes ressentiront fortement la tentation qui découle de l'acte libérateur de l'élaboration de la Loi[6] [des Nazis et du Cartel], ce défi masculin [!] qui caractérise chaque avancée dans des territoires inconnus. Ils accueilleront avec reconnaissance l'opportunité de soit devenir une partie d'un énorme effort [7] (des Nazis et du Cartel) de planification à grande échelle – ou simplement d'entretenir un modeste jardin (juridique) laissé à leurs bons soins.

"Cependant, la motivation qui justifie la responsabilité du Protecteur de la loi[1] [des Nazis et du Cartel] pour ce rôle architectural[8] provient des 'nécessités et des besoins' de la Communauté[9] [aryenne].

"Créer cette nouvelle politique juridique exige le soutien de ces juristes qui dirigent le domaine de la loi [des Nazis et du Cartel], qui connaissent la législation [des Nazis et du Cartel] et les règles qui régissent la création des lois [des Nazis et du Cartel], car il est évident que l'on a besoin de connaître ce qui est 'Bon' afin d'être capable de trouver ce qui est 'Mieux' [!][10].

"Toutefois, je suis convaincu que la justification de cette vocation à élaborer la législation nouvelle [des Nazis et du Cartel] doit avoir des fondations plus profondes. Je pense qu'elle doit provenir de la nature même de l'ordre qui a été conféré par le peuple[11] [aryen] au Protecteur de la loi1 [des Nazis et du Cartel] :

[6] ***'Befreienden rechtsschöpferischen Tat'***, c'est-à-dire la terminologie utilisée pour imposer les lois des Nazis et du Cartel aux populations des pays européens conquis.

[7] ***'Großartigen Gesamtplanung'***, à savoir, la terminologie des Nazis et du Cartel utilisée pour conquérir et restructurer le continent européen.

[8] ***'Mitgestalter'***, c'est-à-dire l'appel d'Hallstein à la profession juridique afin que celle-ci aide à construire une Europe contrôlée par les Nazis et le Cartel.

Questions brûlantes concernant Walter Hallstein :

1946 : le Tribunal des crimes de guerre de Nuremberg. Au premier rang, de gauche à droite : Göring, avec le directeur du Cartel IG Farben, Krauch – responsable des 'Plans de 4 années' de conquête de l'Europe par la coalition des Nazis et du Cartel), Hess (l'adjoint d'Hitler), Ribbentrop (ministre des Affaires étrangères de la coalition des Nazis et du Cartel), Keitel (chef de la 'Wehrmacht'), et d'autres criminels de guerre.

Question : Comment Hallstein réussit-il à échapper à la 'Dénazification' des Alliés, et pourquoi ne fut-il pas jugé aux tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg comme d'autres juristes des Nazis et du Cartel* ?

réponse : Hallstein mentit aux Alliés concernant son affiliation aux organisations nazies. Son 'Discours de conquête' ainsi que d'autres pièces à conviction furent délibérément omis par Hallstein dans son rapport officiel remis aux Alliés. Afin de les tromper, il alla même jusqu'à se présenter comme un simple 'spectateur' ou même comme une 'victime' du régime nazi.

* **Pour davantage d'informations concernant le Tribunal pour crimes de guerre de Nuremberg contre les juristes des Nazis et du Cartel (Affaire N° III des procès), voyez: http://www.mazal.org/archive/nmt/03/NMT03-C001.htm**

[9] ***'Gemeinschaft'*** , à savoir, le terme utilisé pour la société de base aryenne dans l'Europe contrôlée par les Nazis et le Cartel - voir ci-dessus.

[10] Hallstein répand évidemment le régime totalitaire des Nazis et du Cartel comme étant le système d'un 'mieux' lorsqu'on le compare à la démocratie.

[11] ***'Volk'***, c'est-à-dire le terme nazi utilisé pour le peuple aryen.

Le 'Discours de conquête' d'Hallstein de 1939

"Selon une loi de la Nature qui est innée dans la profession du 'Protecteur de la loi' [des Nazis et du Cartel], ce dernier doit finalement être l'architecte responsable de la loi[12] *[des Nazis et du Cartel].*

"La relation entre le 'Protecteur de la loi' [des Nazis et du Cartel] et la loi [des Nazis et du Cartel] aujourd'hui est différente du 'Positivisme juridique' de la fin du 19e siècle, qui fut l'opinion majoritaire jusqu'au tournant du [20e] siècle:

"La création de la loi nouvelle [des Nazis et du Cartel] est seulement la tâche des législateurs [des Nazis et du Cartel de la dictature], et le rôle du juge se limite à l'intégration – le fait de 'présenter' – des 'faits de la vie' en vertu des faits qui ont été déterminés par la loi [des Nazis et du Cartel].

"Il tente de libérer la loi des éventualités et expose le cadre de renforcement d'une loi qui lie les conséquences juridiques à un événement aléatoire.

En 1957, Hallstein incorpora précisément ce principe – le droit exclusif pour la **'création de la loi nouvelle [du Cartel] '** – comme étant un monopole des **'nouveaux législateurs [du Cartel]', la Commission Européenne**, dans le 'Traité de Rome'.

En 2009, 27 politiciens européens souscrivirent au **'Traité de Lisbonne' – et, partant, aux éléments clé d'une** 'loi d'habilitation' menant à l'autonomisation dictatoriale des intérêts du Cartel sur l'Europe. De leurs signatures, ces politiciens – délibérément ou par imprudence – tournèrent en dérision des siècles de démocratie Européenne.

"Toutes les branches de l'activité juridique font partie de la Purification [!]:[13] *la théorie scientifique de la loi [des Nazis et du Cartel], dont les résultats sont condensés en des conseils juridiques pour la pratique du droit, et les efforts quotidiens effectués par les officiers du front [!] de la loi [des Nazis et du Cartel]*[14].

[12] C'est-à-dire, du cadre des lois nazies qui soumettent les peuples d'Europe.

[13] ***'Läuterungsarbeit'***, le mot qui décrit la suppression, effectuée par les Nazis et le Cartel, de tous les éléments démocratiques du Nouvel Ordre concocté par la coalition des Nazis et du Cartel pour l'Europe et le monde entier.

"L'équipe de soutien" interne à Hallstein pour la conquête de l'Europe via 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Konrad Adenauer, Chancelier de l'Allemagne de l'Ouest (à gauche), et Herman Josef Abs, PDG de la Deutsche Bank et qui fit l'objet d'une enquête pour crimes de guerre.

Hans Globke, chef de la chancellerie d'Adenauer, et n° 101 sur la liste des criminels de guerre les "plus recherché" des Alliés.

Fritz Ter Meer, Directeur de BAYER/IG Farben, condamné à Nuremberg à une peine de prison pour ses crimes de guerre, rétabli à partir de 1956 en tant que président de BAYER.

Plus d'informations: **GB2WW351**

qui deviennent les défenseurs de la Conscience Insultée [!] pour le droit[15] [des Nazis et du Cartel], ainsi que le juge qui – avec un verdict – apporte la validité finale aux instructions de la loi [des Nazis et du Cartel].

Tous ces éléments développent le droit [des Nazis et du Cartel] en un effort méticuleux et continu qui requiert la présence d'esprit quotidienne de la conscience des peuples face au droit [des Nazis et du Cartel][16].

"La véritable nature de la Constitution juridique d'un peuple[11] peut seulement être reconnue par les observateurs qui ne se contentent pas de regarder longuement les lois, mais qui prennent en considération la synergie vive de toutes ces forces[16a] mises ensemble. Cet 'art largement pratiqué' doit être utilisé lorsqu'un remaniement général de systèmes juridiques entiers[17] est prévu, et qu'il dépasse les possibilités des corrections quotidiennes.

"Ceci est encore plus vrai lorsqu'un renversement complet d'un système juridique de proportions révolutionnaires[18] [!] demande l'utilisation de toutes les forces disponibles.

En 1957, Hallstein incorpora les "outils" juridiques stratégiques pour le **'renversement complet des systèmes juridiques dans des proportions révolutionnaires'** – à travers toute l'Europe – dans le **'Traité de Rome'**, les documents qui ont fondé 'l'Union Européenne de Bruxelles'**.**

En 2009, 27 dirigeants politiques européens adoptèrent ce **'renversement complet des systèmes juridiques'** des pays d'Europe au nom du Cartel, en signant la 'loi **d'habilitation de Lisbonne'.**

[14] ***'Frontoffiziere des Rechts'***, une terminologie qui reflète le principe d'Hallstein de la soumission de la profession juridique à la mobilisation générale pour la guerre. Hallstein introduisit cette terminologie militaire dans la profession juridique sept mois avant que la coalition des Nazis et du Cartel ne lance la seconde guerre mondiale.

[15] ***'Rechtsbewusstsein'***, le terme des Nazis et du Cartel utilisé pour 'l'insulte' que le système juridique des nations démocratiques pose à la perception qu'en ont Hallstein et les autres supporters fanatiques de l'idéologie des Nazis et du Cartel.

[16] ***'Völkisches Rechtsbewusstsein'***, c'est-à-dire l'expression nazie pour la soumission de la loi au système dictatorial des Nazis et à leur idéologie raciale d'un 'Volk' (peuple) aryen supérieur.

"L'équipe de soutien" externe à Hallstein pour la conquête de l'Europe via 'l'Union Européenne de Bruxelles'

LES AGENTS D'HALLSTEIN PROVENANT DU 'MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES' DE L'ALLEMAGNE

De nombreux responsables et ambassadeurs du 'ministère des Affaires étrangères' de l'Allemagne de l'Ouest de l'après-guerre avaient été membres du 'ministère nazi des Affaires étrangères' sous Ribbentrop. Ils étaient les agents décorés des coalitions de conquête de l'Europe des Nazis et du Cartel durant la seconde guerre mondiale.

Durant les années 1950 – les années de la fondation de 'l'Union Européenne de Bruxelles' – ces taupes juridiques et politiques devinrent les agents secrets du Cartel dans les pays d'Europe. Ils furent chargés de préparer le projet de la prochaine prise de pouvoir du Cartel via 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

LE BRAS DROIT D'HALLSTEIN À BRUXELLES

Carl F. Ophuels, membre du parti Nazi de 1933 à 1945, numéro de membre 2399061. Pendant la seconde guerre mondiale, Ophuels opéra comme expert juridique en chef des brevets en Allemagne, ce qui incluait des milliers de brevets d'IG Farben. Après la seconde guerre mondiale, il fut nommé en tant que bras droit d'Hallstein et en tant 'qu'ambassadeur de l'Allemagne à Bruxelles'.

[16a] **'Zusammenwirken der Kräfte'**, c'est-à-dire la 'synergie des forces', un terme nazi utilisé pour désigner le processus de l'alignement ['Gleichschaltung'] de tous les secteurs de la société sous le principe dictatorial du 'Führer' et de l'idéologie de suprématie et de domination mondiale prônée par les Nazis et par IG Farben.

[17] ***'Generalüberholung ganzer Rechtsgebiete'***, c'est-à-dire le mot utilisé afin d'imposer les lois nazies aux pays de l'Europe occupée.

[18] **'Rechtsumwälzung'**, à savoir, le terme utilisé pour le remplacement complet des lois démocratiques par les lois dictatoriales des Nazis.

Le 'Discours de conquête' d'Hallstein de 1939

"Aujourd'hui, nous voyons l'entièreté des 'Protecteurs de la loi [des Nazis et du Cartel] ' – la profession juridique tout entière, si vous voulez – participer à la tâche gigantesque de la Rénovation du droit du peuple [!][19].

.....

"La vérité est qu'aucune loi ne comprend la dimension complète de la vie, et que chaque formulation de faits juridiques ne peut être qu'une tentative visant à mettre en évidence les éléments typiques d'une décision. Ainsi, comme cela est connu depuis des temps immémoriaux, la logique du juriste est nécessairement analogue.

"La caractéristique la plus remarquable de l'Etat du droit d'aujourd'hui sera éternellement [!] la politique totale [dictatoriale] de la loi [des Nazis et du Cartel].[20] *Ceci signifie une révolution d'une taille et d'une profondeur sans précédent des systèmes juridiques [démocratiques] archaïques, et ce jusque dans leurs moindres recoins.*

"Le résultat de ce renouvellement [!][21] *[des Nazis et du Cartel] caractérisera le visage culturel de la nouvelle ère* [21a] *[sous le contrôle des Nazis et du Cartel].*

En 1957, Hallstein jeta les bases juridiques nécessaires pour l'établissement **'d'une révolution d'une taille et d'une profondeur sans précédent des systèmes juridiques [démocratiques et nationaux] archaïques'** dans le **'Traité de Rome'**, la fondation de **'l'Union Européenne de Bruxelles'**, soumettant par ce moyen les peuples de l'Europe – **"jusque dans leurs moindres recoins"** – à la domination du Cartel.

En 2009, par la signature de la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, 27 politiciens européens ont adopté cette **"Politique totale de droit [du Cartel]"** qui menace d'asservissement les populations d'Europe sous le règne du Cartel pendant des générations.

[19] ***'Völkische Rechtserneuerung'***, c'est-à-dire le terme utilisé pour la prise de pouvoir du système juridique par les Nazis.

[20] ***'Totale Rechtspolitik'***, c'est-à-dire que le mot 'total' est utilisé par les Nazis afin de faire référence de façon continue à leur système politique, un Etat 'totalitaire'.

[21] ***'Erneuerung'***, à savoir, le mot en 'Novlangue' nazie utilisé pour la mise en application de l'idéologie nazie dans tous les secteurs de la société.

[21a] **New Era,** c'est-à-dire la terminologie nazie décrivant le contrôle par le Cartel des Nazis et d'IG Farben sur notre planète pour un 'Reich qui durera mille ans.'

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier de 1951: construction de la Dictature du Cartel par petites étapes

Le 18 avril 1951: avec la signature du Traité de Paris, Hallstein devient l'envoyé d'Adenauer's pour le charbon et l'acier.

Le 18 avril 1951, le premier traité 'précurseur' de 'l'Union Européenne de Bruxelles' fut signé. Sur papier, ce traité créait un marché commun pour le charbon et l'acier en Europe centrale. En réalité, il s'agissait du premier pas du Cartel effectué vers sa nouvelle tentative de prise de pouvoir sur l'Europe.

Bien que la cérémonie de la signature se déroula en territoire français, le traité lui-même fut largement influencé par Hallstein et son équipe juridique, et il comportait le jargon spécifique du Cartel.

L'article 9 (ci-dessous) du traité de 'la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier' crée le 'précurseur' de la 'Commission Européenne', avec toutes ses caractéristiques dictatoriales. Il crée un corps qui œuvre de façon 'supranationale' et de façon explicitement 'indépendante' des gouvernements élus démocratiquement – des spécificités qui sont toutes caractéristiques d'un régime dictatorial.

(Article 9 contd.)

The members of the High Authority shall, in the general interest of the Community, be completely independent in the performance of their duties. In the performance of these duties, they shall neither seek nor take instructions from any Government or from any other body. They shall refrain from any action incompatible with the supranational character of their duties.

Each Member State undertakes to respect this supranational character and not to seek to influence the members of the High Authority in the performance of their tasks.

"Dans le passé, ce processus était un événement à l'intérieur des frontières conventionnelles – une type d'affaire interne typique d'une Allemagne de petite taille. Les Evénements de notre Epoque [22], cependant, dépeignent ce processus sous un jour entièrement nouveau.

En 1957, 18 ans après qu'Hallstein ait publiquement annoncé les projets de la coalition des Nazis et du Cartel pour une Europe de l'après-guerre sous leur contrôle, cet acteur politique du Cartel reçut une seconde chance pour le "Renouvellement" de l'Europe qui changerait le "visage culturel" du continent. Avec le **'Traité de Rome'**, Hallstein jeta les fondations de **'l'Union Européenne de Bruxelles'** sous domination du Cartel.

En 2009, sept décennies après le 'Discours de conquête' d'Hallstein, 27 hommes politiques européens inaugurèrent cette **"Nouvelle Ere", placée sous le contrôle du Cartel du pétrole et des médicaments**, pour des millions d'Européens, en signant la **'loi d'habilitation de Lisbonne'.**

"Tous les problèmes internes, toutes les tâches internes, sont éclipsés par le grand impact du Lien [des autres Nations envers le Reich nazi][23], ils sont dépassés par les impulsions magnifiques que le travail de politique juridique [des Nazis et du Cartel] obtient à partir du retour à la maison [!] de l'Autriche et du Sudetenland.[24]

[22] ***'Welthistorischen Ereignisse'***, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique en Allemagne par la coalition des Nazis et d'IG Farben, l'annexion de l'Autriche, de la République Tchèque, et les préparatifs en vue de la seconde guerre mondiale.

[23] ***'Anschluss'***, c'est-à-dire le terme de la 'novlangue' nazie utilisé pour désigner l'annexion.

[24] ***'Heimkehr der Ostmark und des Sudentenlandes'***, à savoir, la terminologie nazie utilisée pour désigner l'annexion de l'Autriche et de grandes parties de la République Tchèque.

Hallstein: l'architecte principal qui se trouve derrière la Communauté Européenne Occidentale de Défense

Hallstein contribua également à l'organisation du 'coup d'Etat' suivant du Cartel. Sept ans à peine après la fin de la seconde guerre mondiale et la défaite militaire de la Wehrmacht nazie, le Cartel fit des projets pour la commande des prochaines troupes militaires – cette fois, sous le nom de code 'European Defence Community' (EDC, ou Communauté Européenne de la Défense).

Hallstein fut l'architecte principal du traité de l'EDC établissant une 'armée Européenne' placée sous le contrôle de la 'Haute Autorité' nouvellement formée – et, partant, du Cartel. Le traité fut signé le 27 mai 1952 et ratifié par l'Italie et par les pays du Benelux.

Le 30 août 1954, le parlement français fit dérailler ce projet en rejetant le traité de l'EDC. Une raison importante pour cela était le fait que les plus hauts conseillers militaires de l'Allemagne de l'après-guerre incluaient des généraux nazis de haut rang, dont le général Hans Speidel (**ci-dessus:** avec Hitler à Paris, en 1940; **à gauche:** sa nomination en tant que général de l'armée d'Allemagne de l'Ouest nouvellement fondée, en 1955.

Avec le 'Traité de Lisbonne' de 2009, 'l'Union Européenne de Bruxelles' est autorisée à construire une armée Européenne placée sous le contrôle du Cartel. 55 ans après que le parlement français ait rejeté un tel projet, le Cartel a atteint son objectif de lancer une armée Européenne placée sous son commandement.

Le 'Discours de conquête' d'Hallstein de 1939

"La création du Reich de l'Allemagne élargie[25] *[c'est-à-dire, un Reich européen sous contrôle des Nazis et du Cartel] est*

- *un fait politique, une 'loi du Führer' [des Nazis et du Cartel] de dimension historique;* [26]

En 1957, dans le **'Traité de Rome'**, Hallstein jeta les fondations de **'l'Union Européenne de Bruxelles'** et de la **"création d'un Reich élargi"** placés sous le contrôle du Cartel.

En 2009, 27 politiciens européens complétèrent cette "création d'un Reich européen" en signant la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, et en sacrifiant la santé et les intérêts vitaux de millions de personnes au profit des intérêts financiers du **Cartel des produits chimiques, du pétrole et des médicaments**.

- *Une de ces lois [historiques] qui changent le paysage de l'Histoire et comblent un vieux désir du peuple [aryen];* [27]

- *un événement économique aux conséquences tout simplement inimaginables;* [28]

En 1957, Hallstein devint l'architecte du **'Traité de Rome'** – et, partant, de la **'Communauté Economique Européenne' (CEE)**. Son **'Discours de conquête' de 1939** ne laisse planer aucun doute quant au fait qu'il servît les mêmes intérêts du Cartel avant et après la seconde guerre mondiale.

En 2009, avec la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, 27 hommes politiques d'Europe prirent une décision aux **"conséquences économiques tout simplement inimaginables"**, et livrèrent le continent européen tout entier à une poignée d'industries multinationales du Cartel - incluant BAYER, BASF et HOECHST (aujourd'hui devenue Sanofi) – qui avaient autorisé auparavant la destruction du continent européen durant les deux guerres mondiales.

[25] ***'Grossdeutsches Reich'***, c'est-à-dire le terme nazi utilisé pour désigner for l'Europe tout entière placée sous le contrôle de ce Reich.

[26] ***'Eine Führertat von weltgeschichtlichem Rang'***, c'est-à-dire la glorification d'Hitler par Hallstein comme étant un agent divin de l'histoire.

[27] ***'Eine alte völkische Sehnsucht erfüllen'***, à savoir, la représentation effectuée par Hallstein de la conquête militaire imminente de l'Europe par les Nazis, la seconde guerre mondiale, comme étant un acte d'une destinée déterminée par la race.

[28] ***'Wirtschaftliches Geschehnis von kaum noch absehbaren Folgen'***, i.e. Hallstein's reference to the economic control of Europe by the oil and drug cartel IG Farben and other German multinationals.

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

L'élaboration du 'Traité de Rome'

Du 1er au 3 juin 1955, la réunion préparatoire décisive pour la 'Communauté Economique Européenne' se déroula à Messine, en Sicile, avec des participants provenant de France, d'Italie, d'Allemagne et des pays du Benelux.

Ayant 3 décennies d'expérience juridique en 'Droit et en Economie Comparatifs et Internationaux', et étant un serviteur dévoué du Cartel, Hallstein fut le cerveau d'une réunion préparatoire au 'Traité de Rome'.

Gaetano Martino
Italy

Antoine Pinay
France

Joseph Bech
Luxembourg

Johan Willem Beyen
Netherlands

Paul-Henri Spaak
Belgium

- *un événement d'une importance exceptionnelle du point de vue de l'histoire du droit ;* [29]

"La tâche ne consiste plus simplement à rénover une vieille maison délabrée,[30] *mais de construire un nouveau bâtiment pour une famille élargie sur un territoire agrandi [de nations conquises].*[31]

"La grande question sera: est-il réellement nécessaire de ne construire qu'un bâtiment ?

En 1957, avec le **'Traité de Rome'**, Hallstein devint l'architecte en chef pour ce **"nouveau bâtiment"**, c'est-à-dire, pour le **'Bureau Central du Cartel' de 'l'Union Européenne de Bruxelles' "pour une famille élargie"**, c'est-à-dire, pour des milliards d'Européens vivant aujourd'hui et dans les générations futures, **"sur un territoire agrandi"**, c'est-à-dire, plus de 2 douzaines de nations Européennes.

En 2009, avec la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, 27 hommes politiques européens devinrent la proie de la rhétorique trompeuse des acteurs du Cartel, rhétorique selon laquelle leurs peuples feraient mieux d'abandonner leur **"vieilles maisons [nationales] délabrées"** parce que celles-ci étaient construites sur des bases démocratiques, et de déménager dans un **"nouveau bâtiment" – 'l'Union Européenne de Bruxelles'** – placé sous le joug centralisé et dictatorial du Cartel du pétrole et des médicaments.

"Ceci nous amène tout droit au premier problème de politique juridique qui est provoqué par les annexions de territoires: pourquoi un seul système juridique devrait-il former la base d'une Allemagne élargie [des Nazis et du Cartel, et aux dimensions de l'Europe] ?[32]

[29] ***'Ein rechtsgeschichtliches Ereignis von außerordentlicher Bedeutung'***, c'est-à-dire la description qu'effectue Hallstein de son propre rôle en tant que juriste dans une Europe du futur placée sous le contrôle des Nazis et d'IG Farben.

[30] ***'Das baufällig gewordene alte Haus'***, c'est-à-dire la façon dont Hallstein et les Nazis représentent l'Europe démocratique.

[31] ***'Auf erweitertem Grunde ein neues Gebäude für die größer gewordene Familie zu errichten'***, à savoir, le portrait remarquable que dépeint Hallstein de la mort imminente de 60 millions de personnes, de la dévastation de l'Europe durant la seconde guerre mondiale, et d'une Europe future placée sous le contrôle de la coalition des Nazis et d'IG Farben.

[32] **'Warum soll ein Recht in Großdeutschland gelten'**, c'est-à-dire qu'Hallstein pose cette question de façon rhétorique afin de légitimer l'extension des lois allemandes nazies pour tous les pays futurs occupés par la Wehrmacht.

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

La création 'd'EURATOM'

La raison militaire la plus importante pour laquelle la tentative de conquête Européenne du Cartel échoua, fut le fait que la coalition des Nazis et du Cartel perdit la course à la bombe nucléaire, bien qu'ils avaient mené les développements des composantes principales de la bombe, c'est-à-dire la fission nucléaire (**en haut, à gauche:** Hahn) et la technologie des fusées (**en haut, à droite:** Von Braun avec des officiers nazis), et qu'ils avaient mis au point des missiles de portée moyenne (**à droite:** des fusées V1 découvertes en Allemagne par l'armée américaine).

Avec la fondation de la 'Commission Européenne de l'Energie Atomique' (EURATOM), faisant partie du 'Traité de Rome', le Cartel 'corrigea' ce déficit. Hallstein et son bras droit, Ophuels, orchestrèrent ce coup d'état via une prétendue 'conférence intergouvernementale' (**à gauche:** la session du 28 janvier 1957, avec Hallstein au centre).

Avec EURATOM et la signature du 'Traité de Rome', les complices industriels de l'ancienne coalition des Nazis et du Cartel avaient gagné l'accès direct à la technologie nucléaire via son politburo, la 'Commission Européenne' de Bruxelles. En 1957, le Cartel était prêt à lancer sa tentative suivante de conquête mondiale.

. . .
"Il ne peut y avoir aucun doute aujourd'hui quant à la nécessité d'avoir un système juridique unifié.[33]

En 1957, avec le **'Traité de Rome'**, Hallstein jeta les bases de ce **"système juridique unifié"** – 'l'Union Européenne de Bruxelles' – avec son pouvoir exécutif politique, la soi-disant 'Commission Européenne', qui œuvre au-delà et en dehors de tout contrôle démocratique.

En 2009, avec la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, 27 politiciens européens posèrent leurs signatures sur un projet qui tirait ses origines des planches à dessin de la coalition des Nazis et du Cartel. Le discours de 1939 d'Hallstein, qui est documenté ici, ne laisse planer aucun doute et constitue un témoignage qui donne à réfléchir.

"L'échec de mettre ce droit en action est l'une des tâches non achevées et des échecs du second Reich allemand.[34]

"Cette affirmation ne surgit pas seulement d'une commodité matérielle. Cette Allemagne élargie [c'est-à-dire, le continent européen] est en train de devenir, de plus en plus, une seule entité économique.[35]

[33] ***'Notwendigkeit der Rechtseinheit'***, c'est-à-dire que les lois nazies allemandes doivent être étendues à tous les pays conquis de l'Europe, et au monde.

[34] L'expression ***'Second Reich'***, ('Zweites Reich') – opposé au troisième Reich ('Drittes Reich') des Nazis – décrit l'époque des Kaisers (empereurs) allemands Wilhelm I, Frederick III et Wilhelm II (la période allant de 1871 jusqu'à 1918), période qui culmina avec la première guerre mondiale, la première tentative germanique de conquête de l'Europe et du reste du monde. Hallstein défend l'idée selon laquelle les Nazis et les intérêts industriels qu'ils représentent devraient terminer, avec la seconde guerre mondiale, ce qu'ils n'avaient pu acquérir durant la première guerre mondiale!

[35] Puisque l'Allemagne était déjà une entité économique, cette phrase reflète encore une fois la nature haineuse du discours de propagande d'Hallstein. **Le terme de 'Grande Allemagne' ('Grossdeutschland' ou Allemagne élargie) est le nom de code du langage nazi utilisé pour 'l'entièreté de l'Europe – et, plus tard, le monde – placée sous le contrôle des Nazis et du Cartel du pétrole et des médicaments'.**

Les architectes d'Auschwitz soutiennent 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Un criminel de guerre comme président de BAYER

1956 fut l'année où la 'conférence intergouvernementale' préparant le 'Traité de Rome' fut lancée. La même année, Fritz Ter Meer, l'ancien directeur de BAYER/IG Farben qui avait été condamné à Nuremberg à neuf ans de prison pour l'asservissement des citoyens européens et pour le vol des entreprises Européennes, fut nommé président de BAYER – à nouveau.

Les motifs du soutien massif apporté à 'l'Union Européenne de Bruxelles' par BAYER et par les autres entreprises d'IG Farben étaient évidents: en tant que le plus grand groupe au monde titulaire de brevets dans le domaine des produits chimiques et pharmaceutiques, ils contrôleraient en grande partie l'Europe via leur nouveau politburo, 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

17 ans après le 'Discours de conquête' effectué par Hallstein au nom du Cartel – et 8 ans après que son patron du Cartel, Ter Meer, ait été envoyé en prison pour ses crimes de guerre – 'l'équipe Hallstein/Ter Meer' fut réunie à nouveau derrière la tentative suivante du Cartel pour la conquête de l'Europe.

"Par conséquent, il n'est évidemment pas acceptable que le système juridique [dictatorial des Nazis et du Cartel] – qui représente la circulation sanguine de ce corps[36] – soit étranglé [!] par la diversité des système juridiques [démocratiques] dans ses différentes parties. . . . . .

En 1957, avec le **'Traité de Rome'**, Hallstein jeta la fondation visant à mettre fin à **"l'effet d'étranglement"** des systèmes juridiques démocratiques en Europe et qui entravaient le projet de conquête Européenne et mondiale du Cartel. En concevant un système juridique dictatorial – sans aucune séparation réelle des pouvoirs constitutionnels – Hallstein s'assura que la "circulation sanguine juridique" de la domination du Cartel sur l'Europe ne puisse plus être bloquée par la volonté démocratique du peuple.

En 2009, avec la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, 27 hommes politiques européens éliminèrent les derniers blocages faisant obstruction à la "circulation sanguine" du Cartel vers la prise de pouvoir dictatoriale de l'Europe.

"Un peuple[11] n'est pas seulement formé par des conditions physiques communes, c'est-à-dire par des facteurs hérités et externes. Il ne se compose pas uniquement non plus d'un destin historique commun. Un peuple est essentiellement formé par des convictions et des valeurs communes.

"Ainsi, le leadership [des Nazis et du Cartel] d'un Etat des peuples [aryens][37], en particulier le national-socialisme, ne peut se passer des outils du droit pour sécuriser ce terrain commun.

[36] C'est-à-dire, l'Europe sous le contrôle des Nazis.

[37] ***'Völkischer Staat'***, à savoir, le terme racial utilisé par Hallstein afin de désigner la supériorité de l'état aryen.

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

La signature du 'Traité de Rome', en 1957

La 25 mars 1957, Hallstein compléta la première étape de la mission du Cartel : cet ancien croisé de la conquête militaire de l'Europe par la coalition des Nazis et du Cartel fit partie des douze seuls signataires du 'Traité de Rome', traité qui créa la 'Communauté Economique Européenne' et EURATOM.

En signant ce traité, Hallstein (avec le chancelier allemand Adenauer, voir la photo à gauche) avait créé la rampe de lancement pour la tentative suivante de conquête de l'Europe par le Cartel, via la pression politique, la corruption économique – et via EURATOM. **Dès le début, le projet du Cartel avait consisté à créer la base politique – et, en fin de course, militaire – pour son contrôle mondial du 21e siècle.**

"La loi est le moyen éducatif le plus remarquable[38] qui soit mis à la disposition d'une communauté, car il y a peu de choses qui, par leur nature autoritaire, soient aussi profondément ancrées dans le cœur humain que la croyance en la Loi et la Vérité [!].[39]

"Puisque nous avons maintenant répondu à la question de savoir "si" un système juridique uniforme est nécessaire, nous pouvons à présent nous tourner vers la question de "ce à quoi" un tel système doit ressembler, ce qui est encore plus difficile.

"Le Lien[23] [l'annexion de l'Autriche] est, au départ, un processus de la loi d'Etat [des Nazis et du Cartel]. Ce processus intègre le territoire et les populations de l'état nouvellement lié [annexé], créant une nouvelle nationalité [!] pour ces populations.

En 1957, avec le **'Traité de Rome'**, Hallstein jeta les fondations pour la tentative suivante de conquête Européenne du Cartel. Dans son discours de 1939, Hallstein décrivait les mécanismes de l'annexion dictatoriale de l'Autriche au nom de la coalition des Nazis et du Cartel. Avec le 'Traité de Rome', l'annexion de l'Autriche en 1938 ne constituait plus un exemple tiré de l'histoire. Avec ce 'traité', la prise de pouvoir de sociétés entières ne serait pas une exception, mais la règle pour tous les pays de l'Europe. Les populations de l'Europe seraient forcées d'accepter une **"nouvelle nationalité"** – celle de sujets serviles de 'l'Europe dominée par le Cartel'.

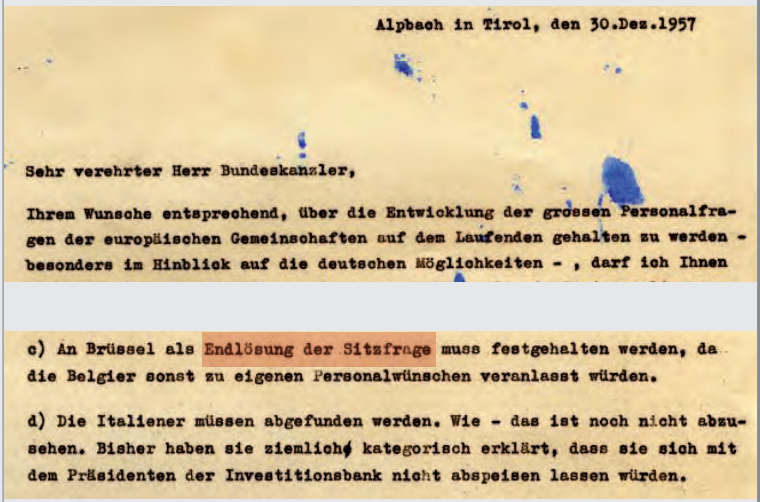
En 2009, avec la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, 27 politiciens européens imposèrent cette **"nouvelle nationalité"** à des centaines de millions de gens de leur peuple – sans même avoir permis de référendum afin de demander leur approbation.

[38] ***'Erziehungsmittel'***, c'est-à-dire que le mot 'éducation', en allemand, inclut également la signification de 'discipline.' Donc, le mot utilisé ici par Hallstein est choisi à dessein, afin de camoufler la fonction disciplinaire du droit dans l'Etat nazi totalitaire.

[39] ***'Glaube an Recht und Wahrheit'***, c'est-à-dire qu'une fois encore, la terminologie de propagande nazie d'Hallstein camoufle de façon perfide l'horreur de la réalité: la loi et la vérité sont les premières valeurs à avoir été sacrifiées par le régime totalitaire nazi.

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Le choix de Bruxelles comme siège du Politburo du Cartel



Alpbach in Tirol, den 30.Dez.1957

Sehr verehrter Herr Bundeskanzler,

Ihrem Wunsche entsprechend, über die Entwicklung der grossen Personalfragen der europäischen Gemeinschaften auf dem Laufenden gehalten zu werden - besonders im Hinblick auf die deutschen Möglichkeiten - , darf ich Ihnen

c) An Brüssel als Endlösung der Sitzfrage muss festgehalten werden, da die Belgier sonst zu eigenen Personalwünschen veranlasst würden.

d) Die Italiener müssen abgefunden werden. Wie - das ist noch nicht abzusehen. Bisher haben sie ziemlich kategorisch erklärt, dass sie sich mit dem Präsidenten der Investitionsbank nicht abspeisen lassen würden.

Après l'élaboration du 'Traité de Rome', la mission suivante confiée par le Cartel à Hallstein fut de faire appliquer ce traité depuis son poste de 'chef' du nouveau 'Bureau Central du Cartel'.

Le 30 décembre 1957 – depuis la station de vacances d'Alpbach, dans les Alpes tyroliennes – Hallstein écrivit un dossier de trois pages au chancelier allemand Adenauer.

Cette lettre – qui devrait être connue sous le nom de 'la solution finale de Bruxelles' – décrit en détail les projets de 'marchandage' du Cartel afin d'assurer le plus haut poste de la 'nouvelle Europe' pour Hallstein lui-même : le rôle en tant que premier président de la 'Commission Européenne', en tant que 'chef' du politburo du Cartel. Les faits saillants de cette « lettre de la solution finale de Bruxelles » sont:

- « Nous devons insister sur 'Bruxelles' en tant que 'solution finale au problème de la localisation' » [remarquez l'analogie que fait Hallstein à la propagande nazie de la 'solution finale au problème juif'].
- « Les Italiens doivent être compensés [parce que le siège de l'UE ne se trouve pas à Rome]. Comment, ça, nous devons encore le voir ».
- « La pensée d'avoir le siège à Paris a émergé – mais fut abandonnée après notre intervention féroce [d'Hallstein] ».
- « Les tâches à effectuer [en tant que chef de la « Commission Européenne »] sont taillées sur mesure pour un Allemand [!] ».
- « Après 7 ans d'attente, [une direction allemande] fait défaut ».

Le 'Discours de conquête' d'Hallstein de 1939

"De plus, ce processus soumet les peuples et les territoires [des Etats conquis/annexés] à la souveraineté de l'Etat mère [des Nazis et du Cartel] avec ses pouvoirs constitutionnels législatif et exécutif bien définis.[40]

En 2009, avec la **'loi d'habilitation de Lisbonne'**, les **"peuples et les territoires"** de 27 pays européens furent soumis à la **"souveraineté de l'Etat mère"** – 'l'Union Européenne de Bruxelles' – avec ses **"pouvoirs constitutionnels législatif et exécutif" définis** par Hallstein dans le **'Traité de Rome'** de 1957 – et qui avaient déjà été claironnés publiquement par la camarilla juridique des Nazis et du Cartel dans ce discours de 1939.

"Dans d'autres zones juridiques, le lien[23] *laisse l'ordre juridique existant intact. Dans tous les territoires unifiés [européens]* [41]*, le vieux système juridique se poursuit – excepté, bien sûr, là où ceci contredit la Constitution de l'Etat unifié [européen]..*[42] *. . . . .*

Dans son 'Discours de conquête' de 1939, Hallstein utilise le même **jargon trompeur par lequel la plupart des pays européens ont été corrompus et forcés par les acteurs politiques** du Cartel à Bruxelles – et les pantins de ce Cartel à l'intérieur des pays européens – de rejoindre 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Avec **la fausse promesse** selon laquelle 'l'Union Européenne de Bruxelles' serait simplement une **association détendue d'Etats européens** visant à promouvoir la croissance économique, la démocratie et la paix, la pieuvre de **'l'Union Européenne de Bruxelles' avala, pays après pays**, toute l'Europe.

Des millions de gens de par l'Europe trouveront à présent confirmés leurs soupçons croissants contre 'l'Union Européenne de Bruxelles'. Les faits documentés dans ce livre les aideront à se libérer de la 'pieuvre de Bruxelles' afin de protéger et de préserver la liberté et la démocratie pour les générations futures.

[40] ***'Gesetzgebende wie vollziehende Gewalt (die) sich aus dessen Verfassung ergibt'***, c'est-à-dire qu'Hallstein crée l'illusion de l'état nazi comme étant une constitution démocratique avec des pouvoirs législatif et exécutif séparés. Ici aussi, le contraire parfait était vrai: la 'loi d'habilitation de 1933' des Nazis et les 6 années suivantes de construction systématique d'un système juridique totalitaire, avaient délibérément aboli toute séparation entre les pouvoirs législatif et exécutif. Hallstein fut l'un des architectes de ce système juridique totalitaire. Sa nature sans scrupule de propagandiste nazi est soulignée en ce que, dans ce discours, il se réfère à des pouvoirs exécutif et législatif séparés, et même à des droits constitutionnels au sein de la 'patrie' nazie – tout en sachant très bien que ceux-ci n'existent pas.

Hallstein – Le cerveau de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Nommé chef de la première 'Commission Européenne'

Huit jours seulement après sa convaincante auto-promotion, le 'marchandage' d'Hallstein fut payant: le 7 janvier 1958, il fut nommé chef de la première 'Commission Européenne' au sein d'un cercle proche de six ministres des Affaires étrangères.

Ce jour-là, Hallstein parvint à compléter avec succès la seconde mission du Cartel: coordonner la prochaine tentative de conquête Européenne à partir de son poste de chef du politburo nouvellement formé du Cartel.

[41] ***'Vereinigte Gebiete'***, c'est-à-dire qu'avec cette terminologie remarquable, Hallstein décrit le monde placé sous le contrôle des Nazis comme un 'territoire uni' – unifié par les tanks et par la loi des Nazis.

[42] ***'Soweit sie der Verfassung des Gesamtstaates zuwiderlaufen'***, à savoir, un autre exemple de la nature fourbe du discours d'Hallstein. Cette formulation implique que le système juridique du territoire occupé se poursuit, sauf s'il contredit le système juridique de l'Allemagne nazie.

"Ainsi, pour le Reich[25] de l'Allemagne élargie, un système juridique commun n'est pas un fait qui résulte automatiquement de la création de ce (futur) Reich[43], mais c'est une tâche.

"Un observateur naïf de cette situation pourrait penser que rien n'est plus facile à accomplir que cette tâche. Une telle personne pourrait penser qu'on a seulement besoin d'une instruction ['Vorschrift'], c'est-à-dire que toutes les lois du Vieux Reich [l'Allemagne nazie] seraient immédiatement applicables à l'Autriche [Ostmark] et au Sudetenland.[44] Mais la tâche à accomplir n'est pas si simple. . . . . .

"Il est impossible d'imposer immédiatement à un tel territoire la totalité de nos lois écrites [des Nazis et du Cartel]. Une telle stratégie échouerait déjà en raison des simples limitations de capacité mentale[45] des gens qui doivent appliquer ces lois.

Ce qu'**Hallstein** amène ici est l'élément de **tromperie stratégique** dans la poursuite des objectifs de conquête Européenne et mondiale du Cartel. La principale raison de sa prudence n'est pas les **"limitations de capacité mentale"** [remarquez le langage arrogant d'Hallstein] des professionnels juridiques des pays annexés. Le véritable danger pour le succès de la stratégie du Cartel réside dans la **"personnalité des populations"** des pays soumis – c'est-à-dire, leur opposition à succomber à la domination dictatoriale du Cartel.

Le fait que les parties prenantes de **'l'Union Européenne de Bruxelles'** au 21e siècle devaient refuser, à plus de 99% des populations de l'Europe, le droit de voter sur le soi-disant 'Traité de Lisbonne', parle de lui-même. Cela démontre que **les craintes d'Hallstein concernant l'intelligence et la "personnalité démocratique des populations" est encore pertinente aujourd'hui.**

Hallstein savait que rien ne serait laissé des constitutions démocratiques, où que ce soit de par le monde, une fois que les Nazis les auraient soumis à leur domination totalitaire. Dans cette phrase, Hallstein utilise également un autre terme qui révèle les projets des Nazis pour une Europe conquise, ainsi que le projet d'un nouvel ordre mondial: 'Gesamtstaat', c'est-à-dire le mot utilisé pour désigner 'l'Etat européen unifié' – l'Union Européenne de Bruxelles actuelle – et, plus tard, le Nouvel Ordre Mondial placé sous le contrôle des mêmes intérêts.

[43] ***'Schaffung dieses Reiches'***, à savoir, l'établissement d'un Reich nazi à travers toute l'Europe.

Hallstein – Le cerveau de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

'L'Atomium', à Bruxelles : une revendication du contrôle mondial

Arrivant à point nommé pour l'avènement de cette construction politique – 'l'Union Européenne de Bruxelles' – 'l'Exposition universelle' de 1958 eut lieu précisément dans cette ville.

Le symbole de cette 'Exposition universelle' – et la marque de fabrique de Bruxelles depuis lors – devint l'Atomium. La construction de ce grossissement géant d'un atome était censée symboliser la fierté de l'humanité à avoir 'dompté' l'énergie nucléaire à des fins pacifiques – et en tant que revendication à la puissance mondiale.

La 'loi d'habilitation de Lisbonne' appelle à la construction d'une armée Européenne – comprenant des armes nucléaires – placée sous le contrôle du politburo du Cartel, la 'Commission Européenne'. Avec cette loi de 2009, le symbole de l'Atomium a visiblement gagné une autre signification: la revendication au contrôle mondial par 'l'Union Européenne de Bruxelles'. Avec ses projets actuels de construire de nouveaux bâtiments pour la 'Commission Européenne' "avec vue sur l'Atomium", le Cartel ne laisse planer aucun doute sur ses intentions.

[44] Hallstein oublie prudemment, ici, d'inclure tous les autres pays qui doivent encore être conquis.

[45] ***'Grenzen der Geisteskraft'***, c'est-à-dire, la formulation ambiguë d'Hallstein selon laquelle les juristes dans les pays occupés possèdent des capacités mentales limitées – comparés aux juristes 'aryens' comme Hallstein; cette partie du texte d'Hallstein révèle son soutien à l'idéologie fanatique nazie des 'Übermenschen' (surhommes) et des 'Untermenschen' (sous-hommes) dans les pays occupés.

"Une telle tentative échouerait également en raison de la complexité de la structure ['Verwickeltheit des Gefüges'] d'un Ordre Social Moderne.[46] On ne peut pas simplement changer de système juridique comme on change une robe qui est devenue démodée, parce chaque changement fondamental touche aussi – pour ainsi dire - la personnalité ['Persönlichkeit'] d'une population.

"J'en arrive à présent aux questions concrètes de l'ajustement à la loi [des Nazis et du Cartel].[47] Il faut établir une distinction entre certaines normes, dont l'introduction ne peut pas être retardée; elles représentent un certain programme d'urgence ['Sofortprogramm'] au sein du processus d'unification juridique.[48]

En 1957, dans le **'Traité de Rome'**, Hallstein enchâssa ces **"programmes d'urgence au sein du processus d'unification juridique"** en tant que la base de 'l'Union Européenne de Bruxelles' – notamment par la création de la soi-disant 'Commission Européenne' en tant 'qu'organe exécutif de **l'Union Européenne de Bruxelles.'**

La 'Commission Européenne', cette construction unique – qui est sans précédent dans l'histoire des constitutions démocratiques – fut copiée à partir des plans de la coalition des Nazis et du Cartel, coalition qui planifiait de diriger l'Europe de l'après-guerre sous un **"bureau central dictatorial du Cartel".**

En 2009, 27 hommes politiques européens – sans avoir demandé l'approbation de leurs électeurs – signèrent la **'loi d'habilitation de Lisbonne'** et approuvèrent les **"programmes d'urgence au sein du processus d'unification juridique"** du Cartel, y compris un "bureau central du Cartel" non éligible qui – comme dans les régimes féodaux des temps médiévaux – détient le monopole de l'élaboration des lois pour l'Europe, et ce en dehors de tout contrôle démocratique.

[46] ***'Moderne soziale Ordnung'***, c'est-à-dire qu'Hallstein n'hésite pas à décrire le régime totalitaire nazi comme un 'ordre social moderne'.

[47] ***'Rechtsangleichung'***, à savoir, la 'novlangue' nazie utilisée pour désigner le renversement du système juridique existant, et pour imposer les lois totalitaires nazies.

[48] ***'Rechtsvereinheitlichung'***, c'est-à-dire, un autre mot nazi conçu pour dissimuler l'imposition du droit totalitaire nazi.

Hallstein – Le cerveau de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Le Cartel allemand accède à la technologie nucléaire

**Le 1er janvier 1959,
la 'Commission Européenne' établit
officiellement un "marché commun pour les
matériaux nucléaires", à travers EURATOM.**

**Donc, un an seulement après que le croisé
des Nazis et du Cartel, Hallstein,
ait été nommé chef du politburo du Cartel
– et 14 ans après 1945 –
il avait accompli sa troisième mission:
l'accès des intérêts allemands du Cartel
à la technologie des armes nucléaires.**

"D'un autre côté, il y a ces (lois) qui doivent être conçues en premier lieu, puisque dans le domaine juridique, il n'y a pas d'inventions, mais seulement des découvertes. Ces lois doivent être conçues avec la participation des 'Protecteurs de la loi' [des Nazis et du Cartel] dans les territoires de l'Est,[49] qui peuvent effectuer certaines [!] contributions se dirigeant vers la purification ['läutern'] de notre système juridique, afin d'en faire un véritable droit [des Nazis et du Cartel] du peuple allemand.

"Le 'programme juridique d'urgence', les objectifs immédiats, constituent en fait l'introduction des lois déjà en usage dans le vieux Reich.[50]

"Le processus juridique pour introduire ces lois [des Nazis et du Cartel] est la Directive.[51] La compétence [pour émettre ces directives] réside auprès des responsables du Reich ['Reichsminister'] (des Nazis et du Cartel) et auprès du ministère de l'Intérieur [nazi].

Hallstein incorpora tous ces éléments dans le 'Traité de Rome, en tant que principes fondateurs de la domination de 'l'Union Européenne de Bruxelles' sur l'Europe d'aujourd'hui:

- **Les "responsables du Reich [du Cartel européen]"** cités dans le 'Discours de conquête' d'Hallstein, devinrent les 'commissaires européens', qui **dirigent l'Europe** au nom du Cartel et au-delà de tout contrôle démocratique.
- **Les "directives" provenant des plans des Nazis et du Cartel devinrent les "directives de l'Union Européenne" d'aujourd'hui. Ces "directives de l'Union Européenne"**, avec les prétendues **"réglementations Européennes"**, devinrent les ordres dictatoriaux par lesquels le politburo du Cartel, la 'Commission Européenne', décide des lois pour les 500 millions de personnes de l'Europe – essentiellement en dehors de tout processus démocratique.

[49] ***"Ostmarken"***, c'est-à-dire qu'Hallstein utilise ici le pluriel du mot 'Ostmark', sous-entendant qu'après l'annexion de l'Autriche, il prévoit que de nombreux nouveaux territoires de l'Est seront conquis; avec l'attaque de la Pologne et de l'Europe de l'Est un peu plus de 6 mois plus tard, l'aperçu que donne Hallstein ici deviendrait une réalité sanglante.

[50] ***'Altreich'***, c'est-à-dire, l'Allemagne nazie.

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

La tradition des symboles

En tant que récompense pour avoir complété les missions du Cartel durant son premier mandat de 5 ans comme chef du politburo, les acteurs du Cartel commandèrent, pour le **«nouveau roi de l'Europe »**, un **« château »** approprié et un **« personnel royal »** se composant de plusieurs milliers de bureaucrates serviles.

La construction du bâtiment du Berlaymont – qui, encore aujourd'hui, reste le quartier général de la « Commission Européenne », commença en 1963 et marqua le début du second mandat de 5 ans d'Hallstein en tant que son chef. Lorsque l'on regarde les plans de son futur château, Hallstein doit avoir été fou de joie : la forme du quartier général de la « Commission Européenne » ressemble de façon frappante à l'emblème situé sur le badge qu'il porta avec fierté pendant de nombreuses années, et seulement deux décennies auparavant.

[51] ***'Verordnung'***, c'est-à-dire l'exécution dictatoriale des lois nazies dans les pays occupés; c'est une étrange ironie de l'histoire que, moins de deux décennies après que le propagandiste nazi Hallstein ait présenté ces mécanismes non démocratiques comme un outil conçu pour contrôler l'Europe sous la coalition des Nazis et d'IG Farben, il ait introduit – en tant que président de la Commission Européenne – les mêmes 'directives' et 'règlements' exacts en tant qu'outils via lesquels les successeurs d'IG Farben pourraient dominer l'Europe via 'l'Union Européenne de Bruxelles'. Le 'Traité de Lisbonne', qui entra en vigueur le 1er décembre 2009, fit des visions principales d'Hallstein une réalité.

"Parmi les sujets de cet alignement rapide [à la loi des Nazis et du Cartel], nous pouvons différencier deux groupes: le premier groupe comprend les directives concernant le droit constitutionnel, qui constituent l'Etat national-socialiste et définissent sa forme et sa réalité.

"Ces directives furent déjà introduites en Autriche quelques jours après la loi d'unification[52] [des Nazis et du Cartel].

"Parmi celles-ci, on trouve:

- *Les lois constitutionnelles d'Etat contre la mise en place de nouveaux partis politiques [dans une Europe placée sous le contrôle des Nazis et du Cartel][53]*
- *Les lois constitutionnelles d'Etat visant à assurer l'unité entre l'Etat [européen, des Nazis et du Cartel] et le parti[54] [des Nazis et du Cartel.*
- *Les lois constitutionnelles d'Etat pour la construction du Reich[55] [européen, des Nazis et du Cartel].*
- *Les lois constitutionnelles d'Etat concernant les gouverneurs du Reich[56] [européen, des Nazis et du Cartel].*

- *Certains complexes juridiques connectés à ces lois constitutionnelles, y compris la loi des citoyens (droit civil) du Reich [Reichsbürgergesetz] la loi sur le drapeau du Reich [Reichsflaggengesetz], les directives concernant les marques nationales [Hoheitszeichen], le sceau national [Reichssiegel] et les symboles nationaux [à savoir, le swastika nazi]*

[52] ***'Vereinigungsgesetz'***, c'est-à-dire la loi nazie imposée qui devrait donner l'annexion de l'Autriche sur une base pseudo-juridique.

[53] ***'Staatsgrundgesetze gegen die Neubildung von Parteien'***, c'est-à-dire qu'en tant qu'une des premières lois imposées après avoir pris le pouvoir en Allemagne, les Nazis interdirent la mise en place de nouveaux partis politiques; cette loi était considérée comme étant si importante par Hallstein, qu'elle devait être introduite dès que possible dans tout pays envahi par les Nazis – et il s'agit du même homme qui façonna, plus tard, 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel : un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

La tradition de la promotion des dictatures du Cartel

De 1933 à 1945, au nom de la coalition des Nazis et du Cartel

De 1958 à 1967, en tant que le premier président de la 'Commission Européenne'. Nommé par le Cartel

En 1939, Hallstein défendit publiquement la construction de la dictature des Nazis et du Cartel à travers l'Europe – y compris l'interdiction de créer d'autres partis politiques, ainsi que d'autres caractéristiques d'un régime totalitaire.

Moins de deux décennies plus tard, ce croisé oeuvrant pour une dictature industrielle Européenne devint l'architecte en chef de 'l'Union Européenne de Bruxelles.'

En 1957, ce même homme fut nommé par le Cartel en tant que le premier président de son nouveau politburo, la 'Commission Européenne'.

Afin de tromper le public, les acteurs militaires du Cartel avaient été échangés après 1945, mais le Cartel du pétrole et des médicaments positionna ses technocrates principaux, dans les domaines de la politique et du droit, aux premiers rangs, pour sa tentative suivante de conquête de l'Europe.

[54] Loi vitale pour établir la dictature nazie dans n'importe quel pays.

[55] ***'Neuaufbau'***, à savoir, la transformation de la démocratie en dictature.

[56] ***'Reichstatthaltergesetz'***, le 1er paragraphe de cette loi stipule: 'Le gouverneur du Reich est le représentant du gouvernement du Reich sur son territoire. Sa tâche est de s'assurer que les ordres politiques publiés par le Führer et Chancelier du Reich (Hitler) soient suivis' ('Er hat die Aufgabe, für die Beobachtung der vom Führer und Reichskanzler aufgestellten Richtlinien der Politik zu sorgen').

En 1957, Hallstein conçut ces **"lois constitutionnelles d'Etat pour la nouvelle construction du Reich [européen et du Cartel]"** dans le 'Traité de Rome.'

Plus de 5 décennies plus tard, 27 dirigeants politiques de l'Europe – sans avoir exposé l'origine historique malfaisante de 'l'Union Européenne de Bruxelles' à leurs électeurs – signèrent la 'loi d'habilitation de Lisbonne' et, partant, la **" loi constitutionnelle d'Etat pour la nouvelle construction du Reich [européen et du Cartel]."**

"Le second groupe de lois immédiates, qui se développe tous les jours, comprend les directives concernant la construction des organisations d'Etat [des Nazis et du Cartel], les droits ou procédures matériels à propos desquels le législateur national-socialiste[57] a déjà rendu son verdict [remarquez le langage suprémaciste!] – soit en maintenant les conditions juridiques existantes [des Nazis et du Cartel], soit en en créant de nouvelles.

"Ces directives sont des 'Causa Iudicata' ['lois adoptées'], c'est-à-dire qu'elles sont entrées depuis l'état de politique juridique ['Rechtspolitik'] dans l'état d'ordre existant ['geltenden Ordnung'] (des Nazis et du Cartel].

"Ces lois n'ont pas besoin de délibérations supplémentaires [!].

"Les lois les plus importantes [des Nazis et du Cartel] de cette catégorie et qui furent immédiatement introduites [dans l'Autriche annexée et dans les autres pays occupés] étaient:

[57] ***'Nationalsozialistische Gesetzgeber'***, c'est-à-dire le gouvernement d'Hitler.

Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel : un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

L'architecte de la dictature du Cartel au 21e siècle

Dictature
1939
'Discours de conquête'

Dictature
1957
'Traité de Rome'

Lorsqu'on lit les paragraphes adjacents, d'évidentes questions surgissent:

- **Comment les dirigeants politiques** de 27 pays européens ont-ils pu signer la 'loi d'habilitation de Lisbonne' et approuver une plate-forme politique dont l'architecte principal avait été – sous serment public – un ardent défenseur de la dictature politique et industrielle?
- **Comment des millions de personnes intelligentes, sur tout le continent** européen – un continent qui prétend être le berceau de la démocratie – peuvent-elles faire cadeau du contrôle de la destinée de leur continent à une clique de politiciens qui ont été incapables ou peu disposés à protéger les acquis démocratiques séculaires pour lesquels tant de personnes ont sacrifié leur vie?

- *La loi pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemandr;*[58]

- *La mise en place des organisations administratives du Reich [européen, des Nazis et du Cartel] ['reichseigene Verwaltungen'] ;*

  a) *L'administration financière ['Finanzverwaltung'] en tant qu'une des premières mesures ;*

  b) *L'administration juridique ['Justizverwaltung'] ;*

  c) *L'administration des chemins de fer et des services postaux ['Eisenbahn- und Postverwaltung'] ;*

  d) *L'administration du trafic aérien ['Luftfahrtverwaltung'] ;*

  e) *Les bureaux du ministère de la Propagande ['die Behörden des Propaganda Ministeriums'] ;*

- *"Les lois militaires ['Wehrrecht'] et les lois concernant le service du travail pour le Reich*[59] *[européen, des Nazis et du Cartel], ainsi que le droit concernant la défense aérienne ;*

[58] ***'Gesetz zum Schutze des deutschen Blutes'***, il ne s'agit pas d'un défaut d'impression; Hallstein, qui deviendrait plus tard le père fondateur de 'l'Union Européenne de Bruxelles' défend comme priorité supérieure l'imposition des lois raciales de Nuremberg dans les pays occupés.

[59] ***'Reichsarbeitsdienst'***, à partir de 1935, les Nazis introduisirent un service obligatoire de six mois avant le service militaire qui servait de préparation idéologique et physique de chaque individu allemand mâle à la guerre.

Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel : un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

L'architecte de la dictature du Cartel au 21e siècle

Dictature Industrielle 1939

Dictature Industrielle 1957

Les supporters politiques de la 'loi d'habilitation de Lisbonne' pour la dictature industrielle de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

En 1957, le raciste aryen Walter Hallstein, un ardent défenseur de la soumission militaire de l'Europe à une domination dictatoriale de la coalition des Nazis et du Cartel, fut autorisé à devenir l'architecte principal et le premier 'président' de l'Europe. On empêcha les populations d'Europe – à cette époque – d'apprendre qui était cet architecte principal de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Suite à la publication de ce livre, aucun politicien ayant signé la 'loi d'habilitation de Lisbonne', aucun parti politique siégeant au soi-disant 'Parlement européen' – une feuille de vigne pour cacher la dictature industrielle de 'l'Union Européenne de Bruxelles' – personne à travers l'Europe ne pourra plus dire: 'Nous ne savions pas.'

Il ne peut y avoir qu'une conclusion: les politiciens européens et les partis politiques qui continuent de soutenir la construction dictatoriale de 'l'Union Européenne de Bruxelles' – en dépit de cette preuve historique dévastatrice – doivent être démis de leurs fonctions par des millions de personnes et remplacés par des représentants qui sont déterminés à protéger la démocratie.

- *Tirées des lois administratives ['Verwaltungsrecht']: la loi de la communauté administrative du Reich ['Reichsgemeindeordnung'], la loi liée aux réunions[60], une partie du droit concernant les employés des services publics[61] et une partie du droit lié aux réglementations des salaires de la fonction publique ['Besoldungsrecht'] ;*

- *Les taxes importantes ;*

- *Tirés à partir des lois réglementant les organisations professionnelles ['ständisches Recht'] : la loi réglementant la Chambre de la culture ['Kulturkammergesetzgebung'], le droit vétérinaire ['Tierärzte- Ordnung'] ;*

- *Tirés du droit agricole ['Bauernrecht']: le droit de succession des propriétés agricoles ['Erbhofgesetz'], la loi sur les disponibilités alimentaires ['Nährstandsgesetz'], les règlements pour la commercialisation des produits agricoles ['landwirtschaftliche Marktordnung'] ;*

- *Tirés du droit social ['Sozialrecht']: les règlements [des Nazis et du Cartel] d'assurance du Reich ['Reichsversicherungs-Ordnung'] et les règlements de sécurité sociale ;*

- *Tirée des lois concernant l'emploi ['Arbeitsrecht'] : petit à petit, la loi réglementant le service national du travail .*

[60] ***'Sammlungsgesetz'***, une loi nazie précoce de 1934 qui élimine, en substance, le droit à toute réunion publique indépendante en exigeant une autorisation officielle par les autorités nazies pour toute réunion de ce genre.

[61] **'Beamtengesetz'**, l'une des premières lois nazies datant du 7 avril 1933 – deux semaines seulement après l'infâme 'loi d'habilitation' (Ermächtigungsgesetz) des Nazis – et qui exclut du service public toute personne de descendance juive, toutes les personnes opposées au régime nazi, ainsi que toutes les personnes 'qui ne sont pas prêtes, à tout moment et sans ménagement, à défendre l'état national' ('Personen, die nicht jederzeit rückhaltlos für den nationalen Staat eintreten'.

Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel :
un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »

Hallstein – Le cerveau derrière 'l'Union Européenne de Bruxelles'

L'architecte de la dictature du Cartel au 21e siècle

Economie | Niveau social | Niveau Juridique | Police | Autres domaines

Contrôle total des sociétés dans tous les pays européens

Déjà avant l'adoption de la 'loi d'habilitation de Lisbonne', 'l'Union Européenne de Bruxelles' déterminait environ 80% de tous les actes juridiques au sein des pays membres de 'l'Union Européenne de Bruxelles'. Le monopole pour l'élaboration de ces lois repose entre les mains du politburo du Cartel, la 'Commission Européenne' – et non entre les mains du 'Parlement européen'.

Ceci est le résultat du soi-disant 'Traité de Rome', élaboré il y a un demi-siècle par l'équipe d'Hallstein au nom du Cartel. Après la 'loi d'habilitation de Lisbonne', ce pourcentage atteindra presque les 100% – c'est-à-dire, le contrôle total sur les nations, les sociétés et les populations Européennes par le Cartel.

La plupart des lois énumérées par Hallstein dans son 'discours de conquête' de 1939 (page de gauche) seront mises en application à travers toutes l'Europe par 'l'Union Européenne de Bruxelles'. Le 'discours de conquête' de 1939 d'Hallstein n'est pas seulement un document historique unique, mais aussi extrêmement actuel: il fournit au lecteur de ce livre – et en fait, à chaque personne résidant en Europe aujourd'hui – un aperçu précis de l'avenir de ce continent sous le règne de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

- "Tiré des lois liées à l'économie, **'le décret visant à faire respecter le plan de quatre ans'** [62]

Le "Plan de quatre ans" de la coalition des Nazis et du Cartel constituait le 'projet économique central' de la dictature des Nazis et du Cartel pour parvenir à la conquête de l'Europe.

- "En plus, **les règles concernant le secteur de l'économie lié à la production** *['gewerblichen Wirtschaft']*,

Les **"règles concernant le secteur de l'économie lié à la production"** faisaient partie de la gouvernance économique totalitaire et centralisée de la dictature des Nazis et du Cartel, avec comme objectif d'assurer le contrôle économique du Cartel sur toute l'Europe.

"Concernant les lois du **Cartel ['Kartellrecht']** , concernant la publicité des entreprises [**'Wirtschafts-Werbung']** , concernant la formation des prix **['Preisbildung']** , et en particulier à propos des règlements gouvernementaux visant à fixer les prix *['Preisstopverordnung']* ;

- Tirée du droit civil [**'Zivilprozessrecht'] , la loi pour éviter les excès des pouvoirs exécutifs** *['Verhütung missbräuchlicher Ausnutzung von Vollstreckungsmöglichkeiten']* ;

- Tirée du **droit criminel**, tout particulièrement les **lois concernant la trahison et la haute trahison** ['Hoch- und Landesverrat'];

[62] ***'Verordnung zur Durchführung des Vierjahresplans'***, c'est-à-dire que le bureau du 'Plan de quatre ans' constituait l'agence centrale pour la coordination des activités criminelles entre le Cartel IG Farben du pétrole et des médicaments et le gouvernement nazi, en ce qui concernait la préparation à la seconde guerre mondiale. Les deux personnages clés étaient le Dr. Carl Krauch, PDG du cartel IG Farben (BAYER, BASF, HOECHST et d'autres multinationales des produits chimiques) et Hermann Goering. Comme les tribunaux des crimes de guerre de Nuremberg le documentèrent plus tard, ce 'Bureau du Plan de quatre ans' remplissait plusieurs fonctions principales, et parmi celles-ci :

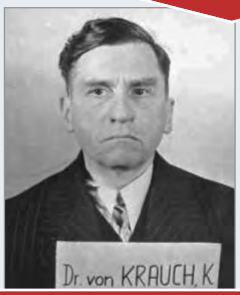
**Le projet principal de la coalition des Nazis et du Cartel :
un plan directeur pour mener à « l'Union Européenne de Bruxelles »**

Le 'Bureau du plan de quatre ans' des Nazis et d'IG Farben: Le plan du Cartel pour la 'Commission Européenne'

Le quartier général du Cartel IG Farben à Francfort (Allemagne)

Le "Bureau de planification économique" d'IG Farben, nommé le NW7, à Berlin

Carl Krauch: condamné à 6 ans de prison pour asservissement, torture, meurtre et autres crimes de guerre



H. Goering : anticipa la peine de mort à Nuremberg en se suicidant

Le "Bureau du plan de quatre ans" du Cartel des Nazis et d'IG Farben

– également connu sous le nom de "bureau Krauch" (tribunal de Nuremberg) –

- Préparait les Nazis techniquement et logistiquement à la seconde guerre mondiale
- Coordonnait le pillage de l'Europe conquise
- Etait dirigé par le directeur 'plénipotentiaire' d'IG Farben, Karl Krauch, qui commandait des milliers de technocrates
- Etait le 'gouvernement économique' de l'Europe conquise
- Devint le plan et le modèle pour la "Commission Européenne" du Cartel – et d'Hallstein

a) Préparer l'Allemagne nazie techniquement et logistiquement à la guerre ;

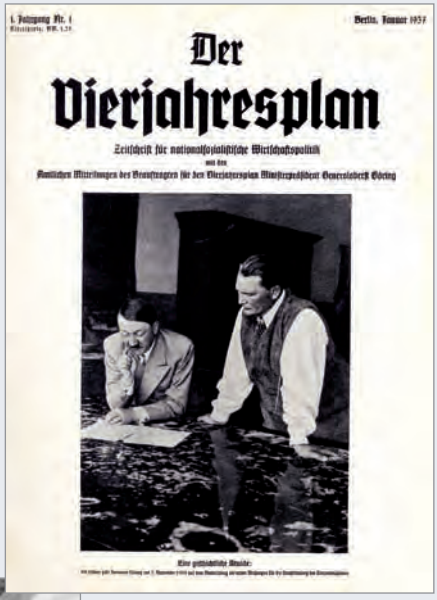
b) Coordonner l'immense production et le stock d'explosifs et d'autres matériaux essentiels à la Wehrmacht ;

c) Coordonner les renseignements rassemblés par BAYER, BASF et d'autres filiales d'IG Farben depuis des dizaines de pays, et les utiliser pour la planification stratégique de la guerre ;

Plus d'informations: GB2FY461

Le 'gouvernement économique' du Cartel 1936 à 1945: le 'Bureau du plan de quatre ans'

Le "Bureau du plan de quatre ans" – le **'gouvernement économique' du Cartel pour la conquête de l'Europe** – publiait une revue mensuelle intitulée "Le plan de quatre ans – Revue de politique économique nationale-socialiste" [Der Vierjahresplan, Zeitschrift fuer Nationalsozial-istische Wirtschaftspolitik].


Der
Vierjahresplan
Zeitschrift für nationalsozialistische Wirtschaftspolitik

Le premier "Plan de quatre ans" fut lancé en 1936 et avait pour objectif de préparer l'Allemagne à la seconde guerre mondiale – sous la guidance technologique et économique du Cartel d'IG Farben.

De nombreux numéros de ces "Plan de quatre ans" ont été préservés. Ci-dessus : première page de l'édition de janvier 1937, avec Hitler et Goering en couverture. A gauche: une première page durant la guerre, reflétant la conquête économique comme étant le véritable but de la seconde guerre mondiale.

La vaste 'section publicitaire' de cette publication par le « gouvernement économique » des Nazis et du Cartel, se lit comme un 'Who's who' de l'Allemagne industrielle. Ces revues raconteront – de façon plus claire que la plupart des livres d'histoire – au nom de qui la seconde guerre mondiale a été déclenchée.

Le 'Gouvernement économique' du Cartel aujourd'hui: 'l'Union Européenne de Bruxelles'

Mail

Wednesday, Mar 31 2010

Britain faces losing power over its own Budget under new plans for an 'economic Government of the EU'

By JASON GROVES

Britain could be forced to have its Budget signed off by European leaders under plans to impose an 'economic government of the EU', it emerged yesterday.

German Chancellor Angela Merkel is pressing for 'oversight' of national economies to be included in controversial arrangements that were agreed by EU leaders yesterday.

65 ans après que la dernière édition de la gazette du 'gouvernement économique' de la coalition des Nazis et du Cartel, le "Plan de quatre ans", ait été publiée, le Cartel est en train de préparer la 'résurrection' de la même construction totalitaire: à travers les acteurs politiques du Cartel aujourd'hui et les chefs de ses pays exportateurs leaders, ces groupes d'intérêt sont en train de proposer un 'gouvernement économique' dictatorial placé sous le contrôle de 'l'Union Européenne de Bruxelles'. **L'humanité ne doit pas attendre une autre catastrophe et le prochain 'Tribunal de Nuremberg' pour arrêter ces projets !**

Plus d'informations : GB2EG298

- "Tirées du **droit privé ['Privatrecht'], la nouvelle loi concernant les actionnaires ['Aktienrecht']**, la loi liée aux **lettres de change et aux chèques ['Wechsel- und Scheckrecht']**, les lois liées au trafic ferroviaire **['Eisenbahnverkehrsordnung'] ainsi que d'autres lois** [63]*;*

"L'introduction de ces lois en grande urgence ne peut pas simplement être accomplie par une simple phrase qui ordonne que ces lois entrent en vigueur dans les nouveaux territoires [occupés par les Nazis et le Cartel].

Si la **'loi d'habilitation de Lisbonne'** est mise en application, le Cartel ne **"prendra pas simplement le pouvoir sur un Etat tout entier"**, mais il prendra le contrôle de **tous les pays d'Europe** – y compris leurs économies, leurs sociétés et les vies de tous leurs citoyens, pendant les générations à venir.

"Par ailleurs, ces lois n'ont pas été introduites au Sudetenland [une partie de l'actuelle République tchèque] à la même vitesse (qu'en Autriche), en raison du manque de temps[64]*, mais aussi parce que [dans le cas du Sudentenland],* ***nous ne pouvions pas prendre le pouvoir [!] d'un Etat tout entier avec un système juridique défini****. . . . .*
"La structure de l'organisation administrative de l'Autriche et du Sudetenland, qui est actuellement en train d'être formée, servira de modèle pour la future administration du Reich tout entier.[65] *Ceci a été souligné par le ministre (de l'Intérieur) du Reich, le ministre Frick, il y a quelques jours, durant un discours donné à 'l'Académie de l'Administration', à Hambourg (Allemagne):*

- *"Au niveau inférieur (de cette structure administrative dans les pays conquis), on trouvera les entités des villes et des comtés ['Stadt- und Landkreise']; les comtés constituent un mélange de circonscriptions administratives de l'Etat ['staatliche Verwaltungsbezirke'] et de corps auto-administrés ['Selbstverwaltungs-Körperschaften'], ils seront dirigés par un directeur administratif ['Landrat'];*

d) Coordonner le pillage des entreprises industrielles principales par le cartel d'IG Farben dans les pays conquis par la Wehrmacht nazie; ceci mena à la condamnation de plusieurs dirigeants d'IG Farben devant les tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg, non seulement pour génocide et esclavage, mais aussi pour pillage.

La vision d'Hallstein de 1939 est en train de devenir une réalité aujourd'hui

Fury as EU approves GM potato

Critics claim plant could spread antibiotic-resistant diseases to humans

By Martin Hickman and Genevieve Roberts

Thursday, 4 March 2010

The introduction of a genetically modified potato in Europe risks the development of human diseases that fail to respond to antibiotics, it was claimed last night.

German chemical giant BASF this week won approval from the European Commission for commercial growing of a starchy potato with a gene that could resist antibiotics – useful in the fight against illnesses such as tuberculosis.

Farms in Germany, Sweden, the Netherlands and the Czech Republic may plant the potato for industrial use, with part of the tuber fed to cattle, according to BASF, which fought a 13-year battle to win approval for Amflora. But other EU member states, including Italy and Austria and anti-GM campaigners angrily attacked the move, claiming it could result in a health disaster.

Avec le brevetage de notre nourriture, le Cartel ne cherche pas seulement à créer un marché mondial d'une valeur de plusieurs milliards. Il y a également une composante hautement politique: la dépendance ultime de millions de personnes aux nourritures génétiquement modifiées mettra des populations entières à la merci des entreprises qui possèdent les brevets en question.

Ce n'est pas un hasard que BASF – un membre du Cartel criminel d'IG Farben – soit le fer de lance de ce développement fatidique.

[63] Qu'Hallstein ait énuméré ici ces lois spécifiques sous une forme si explicite, n'était pas une coïncidence. Ces lois – apparemment non liées entre elles –, règlements et décrets, servaient tous un but commun: la mobilisation interne et externe pour la guerre.

[64] Depuis l'annexion en octobre 1938 et le discours d'Hallstein en janvier 1939.

[65] ***'künftigen Reichsverwaltung'***, c'est-à-dire que cela sera appliqué à d'autres pays conquis par la coalition des Nazis et d'IG Farben, en Europe et dans le reste du monde.

- *Au niveau moyen (de cette structure administrative), se trouveront les entités régionales du Reich [**'Reichsgaue'], également un mélange des circonscriptions** administratives de l'état des corps auto-administrés; ils seront dirigés par les **gouverneurs du Reich.**[66] . . . . .*

*"Ces quelques exemples peuvent vous donner une idée de la quantité de ce qui doit encore être effectué et exécuté après la germanisation politique et aussi la **germanisation juridique des nouveaux territoires**.*[67] *Une surabondance de grandes opportunités se trouve devant le **'Protecteur allemand de la loi' [des Nazis et du Cartel].***

"Il la saisira avec une profonde confiance dans le futur de notre peuple [le 'Volk (aryen)'] et avec la conscience que c'est un honneur pour lui que de partager une modeste partie du fardeau des travaux de construction menant vers l'achèvement de la grande tâche historique de l'Allemagne[68] *dont nous faisons tous partie."*

La mise en application de la 'loi d'habilitation de Lisbonne' de 2009 transformerait les derniers paragraphes culminants du 'Discours de conquête' d'Hallstein en une réalité qui donne à réfléchir, aujourd'hui – pour les peuples d'Europe et du monde.

[66] ***'Reichsstatthalter'***, ils étaient des membres fanatiques des SS, des soldats nazis ou des bureaucrates, qui avaient fait le serment d'appliquer impitoyablement les ordres du Cartel du pétrole et des médicaments et de ses pantins politiques (voir ci-dessus).

[67] **'Nach der politischen auch die rechtliche Eindeutschung'** c'est-à-dire que la soumission [militaire] et politique de l'Europe est scellée pour l'éternité par l'établissement d'un nouveau système juridique allemand [des Nazis et du Cartel] à travers l'Europe et le monde.

[68] **'Grosse geschichtliche Aufgabe Deutschlands'**, à savoir, la grande mission historique du Cartel allemand des produits chimiques, du pétrole et des médicaments visant à conquérir et à contrôler l'Europe et le monde.

La vision d'Hallstein de 1939 est en train de devenir une réalité aujourd'hui

UK economy News - Friday 26th March 2010

EU leaders make play for new European government

Friday 26th March 2010

European Union leaders from Germany and France are said to be behind a potentially controversial move which would see the introduction of "an economic government of the EU". In simple terms this would be an authority within the European Union which would oversee the economies of member countries and where "relevant" would have the power to implement fines if states continue with long term high budget deficits. So what would this mean for the UK?

Les héritiers politiques des 'architectes d'Auschwitz' sont les fers de lance de la tentative suivante du Cartel pour contrôler, finalement, les vies de millions de personnes.

Merkel (BAYER, BASF) et Sarkozy (HOECHST/aujourd'hui devenu SANOFI) sont les acteurs politiques des trois sœurs du Cartel qui sont, finalement, responsables de deux guerres mondiales.

L'exposition du passé criminel de ces entreprises du Cartel constitue un événement qui tombe à pic. La dissémination dans le monde entier des informations contenues dans ce livre permettra à l'humanité de tirer d'importantes leçons de l'histoire et de ne pas devenir la victime de ces intérêts du Cartel pour la troisième fois.

Personne ne pourra dire: "Je ne savais pas !"

Durant toute sa vie, Hallstein est resté un serviteur notoire du Cartel. De la même façon qu'un criminel récidiviste est conduit d'un lieu du crime à un autre, Hallstein ne se reposait jamais dans la quête visant à compléter sa mission: livrer l'Europe aux mains du Cartel.

Bien qu'Hallstein, ne pouvait évidemment pas révéler ouvertement les intérêts industriels qu'il servait, il écrivait de façon remarquablement franche concernant ses intentions lors de la construction de 'l'Union Européenne de Bruxelles.'

Dans son livre de 500 pages, 'Die Europäische Gemeinschaft' [la Communauté Européenne], qui, en 1979, en était déjà à sa 5e édition, il se vante même de la nature "originale" de la pièce maîtresse de sa construction, la 'Commission Européenne', comme n'ayant "aucun précédent direct dans l'histoire".

Propagation de la dictature du Cartel

Les organes constitutionnels

• La Commission

"Chaque action commence avec la Commission [Européenne].

"La Commission [Européenne] est l'élément le plus original de l'organisation de la Communauté [Européenne], et qui n'a aucun précédent direct dans l'histoire.

"Sa fonction est de représenter la Communauté [Européenne] à l'intérieur et à l'extérieur. …

"La Commission [Européenne] est indépendante des gouvernements des états-membres. Les instructions des états-membres ne doivent pas être données ni prises par la Commission [Européenne] ….

"La Commission possède le monopole de l'initiative législative …

Walter Hallstein
"La Communauté Européenne"
5e édition
Econ Verlag, Düsseldorf, 1979

Il est évident que peu de personnes parmi les dirigeants qui ont signé la « loi d'habilitation de Lisbonne » ont lu le livre d'Hallstein – et qu'encore moins de personnes l'ont pris au sérieux.

Enhardi par cette complaisance, le Cartel a progressé.

A présent, il est grand temps – pour les politiciens démocrates ainsi que pour des millions de gens – de se dresser pour défendre les droits fondamentaux de liberté et de démocratie. Si nous n'agissons pas maintenant, nous pourrions ne pas avoir d'autre chance de pouvoir le faire avant des générations.

Sept décennies après qu'Hallstein ait présenté sa vision de l'Europe dans ce discours, celle-ci est près de devenir réalité.

Sarkozy, Merkel, Berlusconi et d'autres politiciens exécutent impitoyablement les ordres du Cartel du pétrole et des médicaments.

Ce n'est pas par hasard que ces mêmes politiciens ont forcé d'autres leaders politiques à signer la loi d'habilitation pour la prise de pouvoir par le Cartel de l'Europe, le prétendu 'traité de Lisbonne'.

Puisque ces politiciens n'ont pas eu le courage de résister à la coercition des gens du Cartel, les populations de l'Europe doivent prendre une décision: accepter cette dictature industrielle dans toute l'Europe, ou protéger notre droit fondamental à la démocratie, pour cette génération d'Européens et pour toutes les générations à venir.

Chapitre 3

La ‘sphère élargie du Cartel‘ (‘Das Großraum-Kartell’) et son cadre organisationnel

Walter Hallstein ne fut pas le seul architecte d'un monde de l'après-guerre placé sous le contrôle de la coalition des Nazis et du Cartel. A partir de 1941, le régime nazi avait gardé plusieurs 'instituts' officiels dans un seul but: de préparer la future forme économique et politique du monde – qui serait établie après la victoire des Nazis et du Cartel durant la seconde guerre mondiale.

L'un de ces 'instituts de conquête'était "l'Institut Central de Recherches pour l'Ordre Economique National et l'Economie de la Sphère Elargie" situé à Dresden, en Allemagne. Le directeur de ce bureau de planification officiel des Nazis et du Cartel était Arno Soelter.

En 1941, Soelter résuma les projets des Nazis et du Cartel pour une Europe d'après-guerre placée sous leur contrôle dans son livre: "La sphère élargie du Cartel – Un instrument d'ordre du marché industriel dans une Europe nouvelle." [Le titre original en allemand était: "Das Großraum-Kartell – Ein Instrument der industriellen Marktordnung in einem neuen Europa"].

Le livre de Soelter devint un plan directeur pour 'l'Union européenne de Bruxelles'. Les parallèles sont à couper le souffle.

La 'sphère élargie du Cartel' des Nazis – Un plan directeur pour la structure et la fonction de 'l'Union Européenne de Bruxelles'

INTRODUCTION

Le mot allemand Großraum, ou "großer Raum," signifie littéralement « espace plus grand » ou « sphère élargie ».

En été 1941, la coalition du cartel pétrolier et des médicaments, I.G. Farben – Bayer, BASF, Hoechst (qui fait aujourd'hui partie de Sanofi-Aventis) – et leurs acteurs politiques et militaires, les Nazis, avaient occupé la France et avaient brutalement conquis de grandes parties de l'Europe.

Arno Sölter, de "Institut Central de Recherches pour L'Ordre Economique National et l'Economie de la Sphère Elargie" des Nazis, et auteur du livre „La Sphère élargie du Cartel."

("Das Großraum-Kartell")

Ce fut à ce moment que le cartel du pétrole et des médicaments, I.G. Farben, commença à révéler ses plans pour l'après-guerre. Après avoir financé la montée des Nazis et la construction de leurs machines de guerre (il fournissait pratiquement 100% des explosifs, de l'essence, du caoutchouc, ainsi que la plus grande partie des autres éléments essentiels pour faire la guerre), le cartel du pétrole et des médicaments était à la recherche d'un exorbitant retour sur son investissement.

Ces faits sont détaillés dans les audiences du Congrès américain de 1941 concernant I.G. Farben, ainsi que dans les archives des tribunaux des crimes de guerre de Nuremberg contre I.G. Farben.
(www.cartel-roots-www2.org)

Le cartel I.G. Farben reçut le retour sur l'investissement qu'il cherchait. Des quelque 20 pays qui furent brutalement conquis par les troupes nazies, I.G. Farben reçut principalement tous les produits chimiques, pharmaceutiques, pétrochimiques, minéraux et autres produits industriels – presque pour rien. Derrière chaque tank qui roulait à travers la Belgique, les Pays-Bas, la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie, le Danemark, la Norvège et tous les autres pays européens, les « hommes en costume gris » suivaient – à savoir, les représentant industriels d'I.G. Farben, qui cherchaient à saisir leur butin.

Ce pillage sans scrupules d'industries et de pays entiers devint le plan directeur pour les hold-up mondiaux ultérieurs – et ce, jusqu'à aujourd'hui : Halliburton, diverses multinationales du pétrole et des médicaments, ainsi que d'autres "investisseurs" industriels, durant la présidence de Bush, se sont assurés qu'ils obtenaient le retour sur leurs investissements pendant la guerre d'Irak.

Mais revenons-en à la seconde guerre mondiale : la terminologie d'I.G. Farben concernant un règne d'après-guerre sur une "sphère élargie" décrivait, au départ, le territoire de l'Europe, Russie comprise. Mais on gardait ce terme flexible délibérément, de sorte que – avec les victoires militaires qui étaient projetées sur l'Asie, l'Amérique et le reste du monde – le terme "sphère élargie" engloberait, finalement, le monde entier.

Ces projets de conquête militaire mondiale et la domination économique ultérieure par la coalition des Nazis et d'I.G. Farben sont détaillés dans les procès des tribunaux pour crimes de guerre de Nuremberg contre les directeurs du cartel I.G. Farben. Des copies de plus de 40.000 documents originaux de ce procès historique furent cachées du public dans les Archives Nationales aux Etats-Unis pendant 6 décennies. En 2007, elles furent finalement publiées en ligne sur *www.profit-over-life.org*

La description détaillée qui suit des projets d'I.G. Farben pour l'après-guerre fut publiée dans un livre datant de 1941, rédigé par Arno Sölter et intitulé "La sphère élargie du Cartel – Un instrument

d'ordre du marché industriel dans une Europe nouvelle." [Le titre original en allemand était: Das Großraum-Kartell – Ein Instrument der industriellen Marktordnung in einem neuen Europa].

La publication de ce livre ne fut pas l'acte d'un seul individu. Sölter était le directeur de l'officiel "l'Institut Central de Recherches pour l'Ordre Economique National et l'Economie de la Sphère Elargie" situé à Dresden, en Allemagne, à l'époque. Cet "institut" était l'un des bureaux officiels de planification économique de la coalition des Nazis et d'IG Farben. pour l'Europe de l'après-guerre.

Ce livre fournit le plan directeur de ce qui deviendrait plus tard la structure de l'Union Européenne – un corps d'intérêts du cartel, réclamant des "sphères élargies" comme étant leurs marchés – et fonctionnant au-delà de tout contrôle démocratique.

EXTRAITS DU LIVRE DE SOELTER DATANT DE 1941

TITRE DU CHAPITRE : « LA SPHERE ELARGIE DU CARTEL »

"Nous rappelons la hiérarchie de l'organisation du marché: Etat – Groupe économique – Cartel, que nous avons établie pour la sphère élargie. A cet égard, nous ne tenons pas compte des responsabilités de l'Etat dans le domaine de la politique commerciale et monétaire à l'intérieur de la Sphère élargie. Au lieu de cela, nous voulons examiner plus en détail le problème de l'organisation du marché européen du point de vue du cartel et, ensuite, examiner en détail les problèmes de la politique économique de l'Etat, qui sont le résultat inévitable dû à la réglementation de principe du marché de toute la zone du 'Großraum-Kartell'. En tant que responsable direct de ce "Großraum-Kartell", on trouve le Groupe économique, dont nous voulons voir les fonctions de régulation du marché, réunies au sein d'un 'bureau du Cartel.'

"A cette fin, le département existant du Cartel pour les Groupes Economiques devrait être étendu afin de prendre en charge les fonctions de ce nouveau bureau. Supérieur au bureau du Cartel, on trouverait le Bureau Central du Cartel qui, sur base de la mission qui lui serait assignée, correspondrait à l'actuel département de 'supervision du Cartel' du groupe de l'industrie allemande (Reichsgruppe Industrie), mais aussi le département du cartel ou les départements spécialisés du ministère allemand des Affaires économiques"[1].

La Commission Européenne d'aujourd'hui est une copie conforme de ce "Bureau Central du Cartel." Elle règne au nom des intérêts du Cartel et au-delà de tout contrôle démocratique.

"D'un point de vue pratique, les tâches devraient être divisées afin d'éviter la duplication des travaux. Il serait opportun de confier le contrôle de fait des bureaux du Cartel au ministère des Affaires économiques, tandis que les devoirs du Bureau Central du Cartel pour l'industrie seraient davantage liés au fait de traiter des questions de l'organisation fondamentale du marché, ainsi que des questions juridiques et entre les Etats. Afin de fonctionner efficacement, le Bureau de l'Industrie devrait être informé de tout problème qui survient. Si nous discutons ensuite des objectifs du "Bureau Central du Cartel", nous discuterons également des entreprises associées et des problèmes d'organisation, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas ventilés selon les autorités susmentionnées.

"Il s'ensuit naturellement que la méthode allemande de contrôle du Cartel sera également introduite dans les parties non germaniques de la sphère d'influence européenne. L'étendue et la nature de l'organisation dans les autres pays varieraient bien sûr selon leur degré d'industrialisation. Ci-dessous, nous débattons du mode de fonctionnement de l'organisation du Cartel en cartel en ce qui concerne les conditions qui prévalent en Allemagne."

[1] Pour des raisons de simplification organisationnelle, nous considérons que l'implication de la Chambre économique allemande (Reichswirtschaftskammer) est indésirable.

1. Le Bureau Central du Cartel

a) *Le Bureau Central du Cartel constitue la plus haute autorité de réglementation; en conséquence, elle est*

i) *responsable de la prise des décisions définitives sur les problèmes des domaines de responsabilité liés à la surveillance du Cartel;*

ii) *responsable de maintenir des contacts étroits avec les corps des plus éminents experts, c'est-à-dire les politiques économiques et commerciales, les politiques de tarification, les politiques concernant les marchandises, etc.), et de coordonner, en relation avec lesdits corps d'experts, ses décisions relatives au programme et instructions fondamentales, avec les institutions subordonnées.*

Le « Bureau Central du Cartel » de « l'Union européenne de Bruxelles »: le bâtiment du Berlaymont de la 'Commission européenne, à Bruxelles. En fait, ce bâtiment n'est qu'un parmi plusieurs dizaines de complexes de bureaux de la 'Commission européenne', à Bruxelles. Ces structures constituent les structures opérationnelles pour plus de 54,000 bureaucrates carriéristes non élus qui règnent sur l'Europe au nom du Cartel.

b) *Le Bureau Central du Cartel garde contact avec les potentiels bureaux centraux nationaux du Cartel dans les autres pays européens, à la fois en terme de traitement des problèmes fondamentalement importants, et concernant les décisions à propos des domaines de responsabilité sur lesquels le 'Großraum-Kartell' ou les cartels nationaux ne peuvent s'entendre.*

La 'Salle de la Couronne' du 'Bureau Central du Cartel' de l'Union Européenne de Bruxelles: la salle de réunion de la 'Commission Européenne', située au 13e étage de son siège à Bruxelles.

c) En conséquence, le Bureau Central du Cartel représente le département approprié des plaintes concernant les décisions prises par les bureaux du Cartel.

De plus, les plaintes concernant des sujets tels que les mesures prises et les infractions commises par les cartels étrangers devraient être effectuées via le Bureau Central du Cartel.

d) Le droit du Cartel, qui est actuellement très divers et mal organisé, devrait être réformé et standardisé autant que possible pour la sphère élargie tout entière.

Plus de 6 décennies plus tard, la Commission européenne met en application une copie presque exacte de ce plan dans le but d'établir "une loi standardisée du Cartel" afin de régner sur les vies de presque 500 millions d'Européens – sans aucun contrôle démocratique.

e) *Les principes généraux de régulation du marché pour la sphère élargie de l'Europe devraient être établis. En ce qui concerne le marché – et le règlement du Cartel, des règles similaires doivent être établies, tout comme ces décrets économiques qui ont été élaborés ou plutôt, sur lesquels ont travaillé, le ministère des Affaires économiques, pour le système de comptabilité.*

Quelques décennies plus tard, les "décrets du Cartel" des Nazis et d'I.G. Farben devinrent les "directives de l'Union Européenne" – dominant non seulement la santé et la vie des populations d'Europe, mais drainant également leurs économies.

f) *Dans l'économie des entreprises aussi, la coopération avec des pays non allemands doit être introduite afin d'être capable de préparer une saine réglementation du marché (y compris des comparaisons entre les entreprises).*

g) *Un projet de modèle organisationnel pour un "Großraum-Kartell" devrait être établi, ainsi qu'un modèle clair et simple des statuts. Afin d'assurer un contrôle efficace du Cartel, un accord du Cartel correctement rédigé est indispensable. En raison de développements historiques et, souvent, d'innombrables changements dans les dispositions contractuelles, de nombreux accords du Cartel finissent par devenir complètement impénétrables. C'est pourquoi, dans le futur, un accord-cadre convenablement formulé doit être finalisé, et qui régira les détails de tous les changements en cours ou accords supplémentaires.*

Cet "accord-cadre" devint par la suite le soi-disant "Traité de Lisbonne" de l'Union Européenne – une "loi d'habilitation" adoptée en 2009 qui accorde des pouvoirs quasi-dictatoriaux à la "Commission Européenne du Cartel". Ayant de bonnes raisons de craindre qu'il serait rejeté par les peuples d'Europe, le Cartel ne permit pas de référendum démocratique pan-européen sur cet "accord-cadre". De façon remarquable, donc, le peuple du seul pays qui vota sur ce traité, l'Irlande, envoya un "Non" retentissant au "bureau central du Cartel" – la Commission Européenne de Bruxelles – en juin 2008.

h)
Des systèmes appropriés de classification unifiée doivent également être conçus pour la production du Cartel et les statistiques de la distribution. Les statistiques de ventes doivent être disposées de telle façon qu'à n'importe quel moment, la distribution puisse être ajustée en fonction des besoins de consommation.

i)
Un registre central du Cartel doit être mis en place, incluant non seulement les participants allemands, mais aussi les participants internationaux, dans tous les domaines d'influence du "Großraum-Kartell". Ce registre du Cartel doit inclure à la fois la nature des accords conclus et les détails de l'achat des produits, les locaux commerciaux, les conditions de production, etc. Dans une certaine mesure, ce registre doit représenter une image miroir du "Großraum-Kartell" dans son ensemble.

j) Le Bureau Central du Cartel devrait organiser la publication d'un journal intitulé "Das Großraum-Kartell" ("La Sphère Elargie du Cartel"), lequel publierait toutes les décisions de la plus haute autorité concernant toutes les questions fondamentales de la régulation du marché européen, les directives [!] et autres sujets similaires.

Ce point aussi fut également adapté par l'Union Européenne de Bruxelles, qui publie le « Journal Officiel de l'Union Européenne » en tant que son "journal d'annonces juridiques." Aucune régulation ou directive ne peut devenir une loi dans l'Union Européenne jusqu'à ce qu'elle ait été publiée dans cette gazette.

Le texte en gras et les parenthèses sont des commentaires. Qui ont été ajoutés.

LA CARRIERE D'ARNO SÖLTER EN TANT QU'ARCHITECTE DE 'L'UNION EUROPEENNE DE BRUXELLES'

On pourrait être pardonné pour avoir pensé qu'Arno Sölter fut l'un des criminels Nazis qui disparut de la face de la Terre à la fin du "Reich d'un millier d'années", en 1945.

Cependant, une hypothèse si naïve serait très éloignée de la vérité. En réalité, les services de cet architecte (des Nazis et du Cartel) de la soumission de l'Europe aux intérêts du Cartel restèrent très demandés dans les années de l'après-guerre. En 1962, 5 ans après la création de la Communauté Economique Européenne, Sölter se fit à nouveau un nom en tant que stratège du Cartel au sein de la Communauté Economique Européenne (CEE).

Sous le titre "Vertriebsbindungen im gemeinsamen Markt unter wirtschaftlichem und EWG-kartellrechtlichen Aspekt," (Droits exclusifs de distribution dans un marché commun placé sous les aspects économiques et juridiques de la CEE et du Cartel), Sölter publia ses vieux et nouveaux concepts du Cartel dans l'édition d'avril 1962 de la revue "Kartellrundschau", de la maison d'édition Carl Heymanns.

Compte tenu de la transition sans heurts que nous décrivons dans ce livre entre les stratèges européens du Troisième Reich et les architectes de 'l'Union Européenne de Bruxelles', personne ne devrait plus jamais être surpris du caractère quasi-dictatorial de 'l'Union Européenne de Bruxelles'.

Plus d'informations: **GB3A5666**

Chapitre 4

‘L’UNION EUROPEENNE DE BRUXELLES’ AUJOURD’HUI : Ce que le Cartel du pétrole et des médicaments, ainsi que ses acteurs politiques, ne veulent pas que vous sachiez

Les traités de l'Union Européenne : les tentatives du Cartel du pétrole et des médicaments visant à consolider son pouvoir politique sur l'Europe

Dans l'arène politique, les années 1990 ainsi que la première décennie du 21e siècle virent le Cartel du pétrole et des médicaments prendre des mesures de plus en plus ambitieuses afin de consolider son pouvoir politique sur l'Europe – le but ultime étant la création d'un Politburo mondial afin de protéger le Cartel de la menace provenant des médecines naturelles, et afin d'assurer un monopole mondial de ce Cartel avec des médicaments brevetés. Les principales étapes de ce mouvement impliquèrent la signature du traité de Maastricht, en 1992; du traité d'Amsterdam, en 1997; du traité de Nice, en 2001; et du traité de Lisbonne, qui entra en vigueur en décembre 2009.

Il devrait être souligné que, pour chacun de ces traités, on ne donna aucune possibilité à la grande majorité des peuples d'Europe de rejeter les décisions de leurs gouvernements - décisions visant à supprimer les droits et libertés de ces peuples via les traités en question. Si l'Union Européenne de Bruxelles était une véritable démocratie, bien sûr, tous les citoyens européens auraient d'abord eu le droit d'exprimer leur volonté par des référendums publics et, selon toute vraisemblance, ces traités n'auraient jamais été signés.

Le traité de Maastricht :

- Restructura l'Union Européenne et ouvrit la voie menant à l'intégration politique, conférant ainsi au Cartel un plus grand contrôle politique sur les pays européens.

- Etablit une union économique et monétaire, donnant ainsi au Cartel un plus grand contrôle économique sur les pays européens.

La signature du traité de Maastricht, le 7 février 1992.

- Etablit une politique commune en matière d'affaires étrangères et de sécurité, conférant ainsi au Cartel un plus grand contrôle sur les activités des pays européens sur la scène internationale.

- Etablit des politiques de "protection du consommateur", permettant ainsi au Cartel de les utiliser comme couverture afin de faire respecter ses intérêts. La soi-disant Directive sur les compléments alimentaires, adoptée en 2002, en devint un exemple type, par lequel des restrictions dans toute l'Europe sur la vente de vitamines et de compléments en minéraux furent amenées, sous le motif qu'elles étaient nécessaires "afin d'assurer un haut niveau de protection des consommateurs". En réalité, bien entendu, ces restrictions visaient à protéger les ventes de médicaments synthétiques et brevetés de l'industrie pharmaceutique, ventes s'élevant à de nombreux milliards d'euros et qui, suite à la découverte de la connexion entre le scorbut et les maladies cardiaques, étaient menacées par l'utilisation de thérapies non brevetables telles que la prise de vitamines.

Plus d'informations: GB3MT347

Le traité d'Amsterdam :

- A amené les affaires liées à la libre circulation des personnes sous le cadre juridique de l'Union Européenne. Ceci rendit nécessaire la création de systèmes d'information à l'échelle Européenne, conférant de ce fait au Cartel de plus grandes capacités d'interférer dans la vie privée des citoyens européens.

- A développé davantage la politique de sécurité commune afin de permettre l'élaboration progressive d'une politique de défense commune, fournissant ainsi les moyens par lesquels le Cartel pourrait éventuellement atteindre un contrôle militaire au niveau mondial.

Les dirigeants européens rassemblés pour la signature du traité d'Amsterdam, le 2 octobre 1997.

Plus d'informations: GB3AT833

L'influence du Cartel du pétrole et des médicaments sur le contenu du traité d'Amsterdam, et le système d'évaluation des risques de l'Union Européenne

En janvier 2010, des universitaires à Bath et Edimbourg, au Royaume-Uni, ont publié des preuves selon lesquelles les fabricants de pétrole, de produits pharmaceutiques, de produits chimiques et de tabac, s'étaient conjointement engagés dans une stratégie de lobbying à long terme, au milieu des années 1990, afin de façonner l'élaboration des politiques de l'Union Européenne en leur faveur.

Selon cette étude, publiée dans la revue Public Library of Science Medicine, et rapportée sur le site web euobserver.com, de grandes multinationales incluant Shell, Bayer, Zeneca, SmithKline Beecham, Unilever, Tesco et British American Tobacco, avaient monté une campagne de lobbying pluriannuelle visant à façonner le système d'évaluation de l'impact de l'Union Européenne, afin de s'assurer que celui-ci mette l'accent sur les intérêts des entreprises, au détriment de la santé publique.

La forme d'évaluation de l'impact préconisée par ces multinationales a finalement été introduite par l'Union Européenne via l'adoption du traité d'Amsterdam.

Et donc, de façon révélatrice, la Directive sur les compléments alimentaires de l'Union Européenne, qui est entrée en vigueur en 2002, utilise l'évaluation des risques comme un moyen visant à amener, dans toute l'Europe, des restrictions sur la vente des vitamines et compléments en minéraux, et ce afin de protéger les ventes des médicaments synthétiques et brevetés de l'industrie pharmaceutique.

Le traité de Nice :

- A amené un système de vote à majorité qualifiée pour le Conseil européen, réduisant donc davantage la capacité de chacun des états-membres européens à s'opposer aux intérêts du Cartel. Le résultat de ce changement est que les trois principaux pays du Cartel – l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni – avec l'Italie, détiennent efficacement, à présent, l'équilibre du pouvoir au sein du Conseil.

Plus d'informations: GB3NT972

- A accru et redistribué le nombre de sièges du Parlement européen en faveur des trois principaux pays du Cartel – l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni – plus l'Italie.

La signature du traité de Nice, le 26 février 2001.

Le traité de Lisbonne

Le traité de Lisbonne, qui est entré en vigueur dans l'Union Européenne en décembre 2009, a élevé à un niveau tout neuf la tentative du Cartel du pétrole et des médicaments visant à consolider son pouvoir politique sur l'Europe. Conçu dans l'intention de légitimer la construction de "l'Union Européenne de Bruxelles", ce traité constitue la base d'une future Europe qui est fondamentalement antidémocratique. En tant qu'étape claire et sans équivoque, menant à la mise en application d'une dictature à l'échelle Européenne, le traité ne fournit :

- Aucune séparation des pouvoirs constitutionnels – éliminant donc un élément clé et qui est essentiel à toute démocratie.

- Aucune possibilité pour les populations Européennes d'élire démocratiquement leur président. Au lieu de cela, le président est choisi en secret par l'élite politique Européenne au nom des intérêts industriels.

- Aucune possibilité pour les peuples d'élire les 27 membres de la "Commission Européenne". Au contraire, l'organe exécutif ou cabinet du gouvernement européen est "nommé" par l'élite Européenne politique au nom des intérêts industriels.

- Aucune possibilité les électeurs de remplacer la Commission Européenne – même si ceux-ci considèrent massivement que la Commission a abusé et réduit les droits de l'homme.

- Aucune possibilité pour les populations Européennes d'éviter que leurs droits et libertés s'érodent davantage. Conçu comme une législation qui "s'auto-modifie", le traité de Lisbonne permet à "l'Union Européenne de Bruxelles" de décider comment et quand elle souhaite de nouveaux pouvoirs, et de prendre ces pouvoirs sans avoir à se soumettre à un référendum aux peuples.

L'histoire non démocratique du traité de Lisbonne

La "Convention sur le futur de l'Europe", un corps dirigé par l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, avait au départ commencé à travailler sur une prétendue "Constitution Européenne", en février 2002. Le brouillon du texte de cette Constitution fut soumis en juin 2003 lors d'un sommet de l'Union Européenne, et l'on parvint à un accord sur celui-ci en juin 2004.

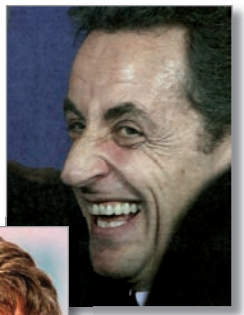
Cependant, en mai 2005, le peuple français vota 'Non' à la Constitution lors d'un référendum national. Le mois suivant, en juin 2005, le peuple néerlandais vota également 'Non'. La Constitution fut ensuite "gelée" pendant un temps de "réflexion", et, durant un court moment au moins, il parut possible qu'elle pourrait ne pas refaire surface.

En janvier 2007, l'Allemagne, sous Angela Merkel, prit la présidence de l'UE et déclara que le temps de la réflexion était terminé. A peine deux mois plus tard, en mars, la Déclaration de Berlin – indiquant l'intention de tous les états-membres de l'Union Européenne de s'entendre sur un nouveau traité européen pour les élections parlementaires de 2009 – fut adoptée par tous les états-membres de l'Union Européenne. Le texte de ce nouveau traité, qui à partir de ce moment fut connu sous le nom de traité de Lisbonne, fut ensuite publié le 4 juin 2007.

Cependant, au grand dam des Français et des Néerlandais – et aussi, d´innombrables millions de démocrates à travers l'Europe – on découvrit que 96% des articles du traité de Lisbonne avaient été copiés sur la Constitution Européenne qui avait été rejetée. A mesure que le choc se transformait en colère, même Valéry Giscard d'Estaing, le rédacteur principal de ce texte, fut forcé par la suite d'admettre que les différences entre le traité et la constitution "sont peu nombreuses, et plus cosmétiques que réelles".

La chancelière allemande Angela Merkel joua un rôle décisif pour ressusciter la Constitution Européenne qui avait été rejetée, et pour la renommer « traité de Lisbonne ».

En dépit de la tromperie ouverte qui avait eu lieu, le traité de Lisbonne fut signé par les dirigeants des 27 Etats-membres de l'Union Européenne à Lisbonne, au Portugal, le 13 décembre 2007. Le seul pays qui choisit par la suite de soumettre le traité à un référendum public et démocratique fut l'Irlande; dans tous les 26 autres états-membres – incluant la France et les Pays-Bas, qui avaient tous deux rejeté précédemment la "Constitution Européenne", pratiquement identique, lors de référendums publics – le traité fut adopté par les parlements nationaux de ces pays sans qu'aucun vote public ait été permis.



Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, et le président français, Nicolas Sarkozy, téléphonèrent à José Sócrates, le Premier ministre portugais, afin d'insister sur le fait qu'un référendum sur le traité de Lisbonne n'était pas nécessaire.

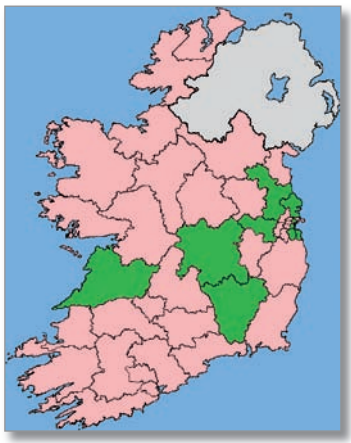
Au Portugal, un référendum sur le traité fut écarté après des pressions provenant du Premier ministre britannique, Gordon Brown, et du président français, Nicolas Sarkozy. Brown et Sarkozy téléphonèrent à José Sócrates, le Premier ministre portugais, et insistèrent sur le fait qu'un vote public n'était pas nécessaire. (Sarkozy lui-même avait privé le peuple français de référendum sur le traité malgré un sondage d'opinion démontrant que 58% des électeurs du pays en voulaient un).

En juin 2008, le peuple irlandais se rendit aux urnes concernant le référendum sur le traité et vota un 'Non' ferme, reflétant ainsi les voix des Français et des Néerlandais à propos de la Constitution Européenne en 2005. Dans une démonstration d'opposition claire et décisive à "l'Union Européenne de Bruxelles", le traité de Lisbonne fut rejeté par 33 des 43 circonscriptions électorales d'Irlande. Avec un taux de participation de plus de 53%, n'importe quelle démocratie véritable aurait écouté, à ce stade, la voix du peuple, et expédié le traité aux poubelles de l'histoire, où se trouve sa véritable place.

Au lieu de cela – et en dépit de sondages démontrant qu'à peu près les trois quarts des électeurs irlandais étaient contre le fait de tenir un second référendum concernant ce traité – "l'Union Européenne de Bruxelles" montra ses véritables couleurs en exigeant que l'Irlande vote encore afin de produire le "bon" résultat. Plutôt que de se plier à la volonté du peuple, comme cela se serait passé dans toute véritable démocratie, les dirigeants de l'Union Européenne répondirent à ce vote de refus en donnant à l'Irlande un ultimatum de quatre mois afin qu'elle explique comment elle pourrait gagner le soutien du public pour le traité. Nicolas Sarkozy, en particulier, insista sur le fait que: "Les Irlandais devront voter à nouveau".

Par la suite, après l'ingérence politique de la Commission Européenne; après des menaces généralisées et des mensonges à l'encontre de l'électorat irlandais – y compris une propagande selon laquelle un 'Non' condamnerait l'Irlande à l'isolement économique; après l'ingérence de compagnies telles que Ryanair (qui dépensa un demi million d'euros, faisant campagne pour le 'Oui'), Intel (qui dépensa plusieurs centaines de milliers d'euros) et la compagnie pharmaceutique Pfizer (qui mit ouvertement en garde contre une "fuite de capitaux" hors d'Irlande si celle-ci votait 'Non'); et, non le moindre, après l'élimination flagrante des lignes directrices de l'Irlande concernant l'impartialité des médias (s'assurant ainsi que les stations de radio commerciale et les chaînes de télévision ne donneraient pas un temps d'antenne égal aux deux côtés durant les débats concernant le traité), le peuple irlandais vota 'Oui' au cours d'un second vote au mois d'octobre 2009. Comme résultat, le traité fut adopté et entra en vigueur le 1er décembre 2009.

Référendum irlandais concernant le traité de Lisbonne, juin 2008



Durant le référendum en Irlande, en juin 2008, le traité de Lisbonne fut rejeté par 33 des 43 circonscriptions électorales irlandaises. Les circonscriptions qui rejetèrent le traité sont colorées en rose.
Remerciements pour l'image : Wikipedia.

Faits et fiction concernant le traité de Lisbonne

Fiction:
Le traité de Lisbonne n'altère pas la nature de base de l'Europe.

Les faits sont les suivants : l'article 1 des amendements au traité concernant l'Union Européenne et au traité établissant la Communauté Européenne, article contenu dans le traité de Lisbonne, stipule que "l'Union remplacera et succèdera à la Communauté Européenne". En plus de ceci, l'article 46 A stipule que "l'Union possèdera une personnalité juridique." Donc, il est absolument clair que l'Union de l'après traité de Lisbonne est une entité constitutionnelle et juridique tout à fait neuve, et que la Communauté Européenne, dont les 27 états-membres faisaient partie auparavant, a cessé d'exister.

Sous le traité de Lisbonne, Herman van Rompuy fut nommé président de l'Union Européenne, tandis que Catherine Ashton fut installée en tant que ministre des Affaires étrangères de l'Union Européenne. Dans les deux cas, on ne donna aucune possibilité aux citoyens de l'Europe de voter concernant ces nominations.

De plus, selon l'article 24 des amendements au traité concernant l'Union Européenne et au traité établissant la Communauté Européenne, l'Union Européenne peut à présent signer des traités avec d'autres pays ou organismes internationaux, au nom de ses Etats-membres, dans tous les domaines de sa compétence.

Et, bien sûr, n'oublions pas que le traité a également créé le poste de président de l'Union Européenne (auquel Herman van Rompuy fut nommé sans aucun vote public) ; le poste de ministre des Affaires étrangères (auquel Catherine Ashton fut nommée sans aucun vote public); ainsi qu'un corps diplomatique européen.

Donc, en réalité, on peut voir que la “nature de base” de l’Europe a en fait été changée de façon substantielle.

Fiction:
Le Traité facilite un contrôle démocratique accru des parlements nationaux.

Les faits sont les suivants: pour toutes fins utiles, l’article 7 du protocole du traité concernant l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité ne donne aux parlements nationaux que le pouvoir de se plaindre sur les aspects avec lesquelles ils sont en désaccord. En effet, il fournit simplement un mécanisme par lequel une objection peut être exprimée si une plainte est soutenue par un tiers de tous les parlements nationaux. Cependant, l’Union Européenne de Bruxelles n’est pas obligée de changer ni d’annuler une de ses actions, et peut simplement choisir d’ignorer une telle plainte si elle le désire.

De plus, même si la majorité des parlements nationaux devait exprimer une objection concernant une proposition législative introduite par la Commission Européenne, il n’existe toujours pas d’obligation pour que la Commission modifie ou annule ses actions. Dans pareil cas, elle peut simplement choisir d’ignorer la plainte et de la soumettre au Conseil de l’Europe et au Parlement européen afin que celle-ci soit résolue. En tant que tel, plutôt que d’accroître le contrôle démocratique des parlements nationaux, on peut voir que, en pratique, le caractère bureaucratique de ces cerceaux à travers lesquels ont doit sauter rend extrêmement peu probable le fait que la nature dictatoriale de l’Union Européenne de Bruxelles puisse être retenue via ces mécanismes.

Fiction: Le traité de Lisbonne rend le processus de prise de décision de l'Union Européenne de Bruxelles plus démocratique.

Les faits sont les suivants : De toutes les déceptions accumulées par l'UE de Bruxelles, celle ci le rapport est certainement la moins sincère de toutes un des plus insincère de tous. Premièrement et à la différence d'une vraie démocratie, le Parlement européen demeure incapable de lancer librement et décréter la législation dans tous les secteurs de son choix et accords. Deuxièmement, et comme décrit ci-dessus, le Traité de Lisbonne a créé les postes du président et de ministre des affaires étrangères de l'UE et a exigé que tous les deux devaient être nommés sans vote. De plus et bien évidemment les 27 membres de la Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE, continueront à être nommés sans aucun vote publique.

Le traité de Lisbonne, par essence, s'auto-modifie, et il peut être modifié sans que l'on ait consulté les citoyens européens via des référendums.

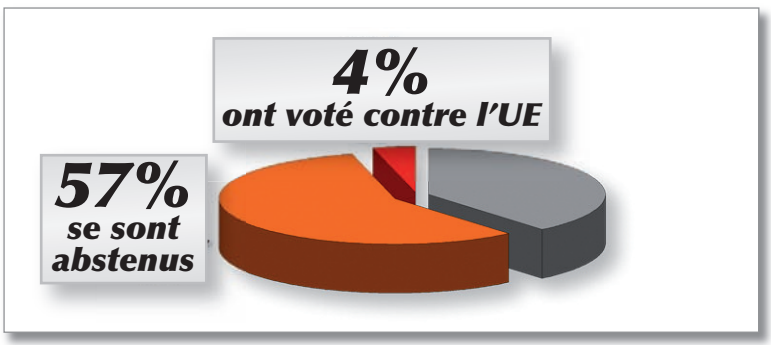
Pour aggraver les choses, l'article 48 des amendements au traité sur l'Union Européenne et au traité établissant la Communauté Européenne, contenu dans le traité de Lisbonne, montre clairement que ce traité est un traité qui s'auto-modifie, en ce sens que, dans l'avenir, il pourrait être amendé sans qu'il y ait à tenir une conférence intergouvernementale, ni à consulter les citoyens par référendum.

En gardant ces faits à l'esprit, on peut voir que, loin d'être "démocratique", l'appareil exécutif de prise de décision de l'Union Européenne de Bruxelles est essentiellement celui d'une dictature non élue.

Fiction :
Le traité de Lisbonne répond aux inquiétudes soulevées par les citoyens européens, et augmentera la légitimité du fonctionnement de l'Union Européenne de Bruxelles.

Les faits sont les suivants : étant donné que les citoyens concernés en France et aux Pays-Bas ont massivement rejeté la soi-disant "Constitution Européenne" durant les référendums nationaux de 2005, que 96% du texte du traité de Lisbonne est identique à celui de la Constitution, et qu'on n'a donné aucune chance à plus de 99% des électeurs européens de voter sur le traité, il est absurde que l'Union Européenne tienne ces revendications.

ELECTIONS EUROPEENNES DE 2009



57 % des populations d'Europe qui pouvaient voter durant les élections Européennes de 2009 se sont délibérément abstenus, tandis que 4% ont délibérément voté contre la dictature de l'Union Européenne.

En outre, il ne faudrait pas oublier que 57% des populations d'Europe qui pouvaient voter durant les élections Européennes de juin 2009 ont protesté contre l'UE de Bruxelles en s'abstenant de voter de façon délibérée, tandis que 4% supplémentaires de l'électorat ont voté délibérément contre la dictature Européenne en votant pour des partis qui sont anti-européens et/ou qui se sont opposés au traité de Lisbonne. En tant que telle, toute notion selon laquelle le traité de Lisbonne répond aux préoccupations de ces populations est, à tout le moins, délirante.

Fiction : le traité de Lisbonne ne crée par d'armée Européenne.

Les faits sont les suivants : l'article 28A (c) 3, paragraphe 1, des amendements au traité sur l'UE et au traité établissant la Communauté Européenne, article contenu dans le traité de Lisbonne, stipule que "les états-membres rendront disponibles pour l'Union les moyens civils et militaires en vue de la mise en application de la politique de sécurité commune et de défense." Le paragraphe 2 militarise encore plus l'Union Européenne de Bruxelles en stipulant que "les états-membres s'engageront progressivement à améliorer leurs capacités militaires", et précise que l'Agence de Défense Européenne sera incorporée dans ces traités amendés.

Ce que les acteurs politiques de 'l'Union Européenne de Bruxelles' ont dit concernant le traité de Lisbonne

En le comparant à la Constitution Européenne qui avait été rejetée :

"L'opinion publique sera amenée à adopter, sans le savoir, les propositions que nous n'osons pas leur présenter directement ... Toutes les propositions antérieures seront dans le nouveau texte, mais seront cachées et déguisées, en quelque sorte."
Valéry Giscard D'Estaing, ancien président français et président de la convention qui a élaboré la Constitution Européenne, Le Monde, 14 juin 2007, et Sunday Telegraph, 1er juillet 2007

"La substance de la constitution est préservée. C'est un fait."
La chancelière allemande Angela Merkel, discours au Parlement européen, le 27 juin 2007

"La bonne chose concernant le fait de ne pas l'appeler une Constitution, est que personne ne peut demander un référendum à son sujet."
Giuliano Amato, ancien Premier ministre italien et vice-président de la Convention qui a élaboré la Constitution Européenne, discours à la London School of Economics, le 21 février 2007

"La substance de ce qui a été convenu en 2004 a été retenue. Ce qui a été supprimé est le terme 'constitution'."
Dermot Ahern, ministre irlandais des Affaires étrangères, Daily Mail Ireland, le 25 juin 2007

"Une incompréhensibilité virtuelle a donc remplacé la simplicité en tant qu'approche principale de la réforme de l'Union Européenne. Quant aux changements que l'on a à présent proposé d'apporter au traité constitutionnel, la plupart sont des changements de présentation qui n'ont pas d'effet pratique. Ils ont tout simplement été conçus afin de permettre à certains chefs de gouvernement de vendre à leur peuple l'idée d'une ratification par l'action parlementaire, plutôt que par référendum."
Dr Garret FitzGerald, ancien Taoiseach (chef du gouvernement) de l'Irlande, Irish Times, le 30 juin 2007

Concernant le fait de savoir s'ils avaient eu l'intention que les citoyens soient capables de comprendre le traité :

"Ils ont décidé que ce document devait être illisible. S'il est illisible, il n'est pas constitutionnel ; c'était le genre de chose qui était perçue... imaginez le Premier ministre du Royaume-Uni – qui peut se rendre à la Chambre des Communes et dire : 'Regardez… vous voyez, c'est absolument illisible, c'est le traité typique de Bruxelles, rien de neuf, pas besoin d'un référendum.' Si vous réussissiez à le comprendre à première vue, il pourrait y avoir une raison pour qu'il y ait un référendum, parce que cela signifierait qu'il y a quelque chose de nouveau."
Giuliano Amato, ancien Premier ministre italien et vice-président de la Convention qui a élaboré la Constitution Européenne, enregistré par Open Europe, le Centre pour la Réforme Européenne, Londres, le 12 juillet 2007

"L'objectif du traité constitutionnel était d'être plus lisible; l'objectif de ce traité-ci est d'être illisible… La Constitution voulait être claire, alors que ce traité devait être clair. C'est un succès."
Karel de Gucht, ministre belge des Affaires étrangères, Flandreinfo, le 23 juin 2007

Concernant le 'Non' irlandais au traité en 2008 :

"Tous les [dirigeants politiques] savent bien que si une question semblable avait été soumise à leur électorat via un référendum, la réponse dans 95% des pays aurait probablement été non aussi."
Charlie McCreevy, commissaire européen irlandais, Irish Times, le 27 juin 2009

Concernant le 'Non' des Français à la Constitution Européenne (avec laquelle le traité partage 96% de son contenu), en 2005 :

"La France était simplement en avance sur tous les autres pays lorsqu'elle a voté « Non ». Cela se produirait dans tous les états-membres s'ils tenaient un référendum. Il y a un clivage entre les peuples et les gouvernements… Un référendum aujourd'hui mettrait l'Europe en danger. Il n'y aurait pas de traité si nous tenions un référendum en France qui serait à nouveau suivi par un référendum au Royaume-Uni."
Le président français Nicolas Sarkozy, parlant lors d'une réunion de députés de haut rang, The Economist, le 14 novembre 2007

Concernant le fait de dépouiller le peuple de son pouvoir et de sa souveraineté :

"… Je ne pense pas que ce soit une bonne idée de remplacer cette méthode lente et efficace – qui garde les états nationaux calmes pendant qu'ils sont dépouillés de leur pouvoir – par de grands bonds institutionnels...Par conséquent, je préfère aller lentement, effriter des morceaux de souveraineté petit à petit, en évitant les transitions brusques du pouvoir national au pouvoir fédéral. C'est la façon dont je pense que nous aurons à construire les politiques communes de l'Europe..."
Le Premier ministre italien Giuliano Amato, avant qu'il ne devienne vice-président de la Convention pour la Constitution Européenne, interview avec Barbara Spinelli, La Stampa, le 13 juillet 2000

Le Cartel du pétrole et des médicaments amène Nicolas Sarkozy au pouvoir en France

Nicolas Sarkozy fut amené au pouvoir en France par le Cartel du pétrole et des médicaments en 2007. Fils d'un aristocrate hongrois, sa montée au pouvoir et son élection avaient formé une partie du "Plan B" du Cartel. Dans le cas où la Maison Blanche, aux Etats-Unis, était perdue face à des forces moins favorables aux intérêts du Cartel que le Président George W. Bush – ce qui fut le cas par la suite lorsque le président Barack Obama fut élu, en novembre 2008 – le Cartel avait besoin de s'assurer que d'autres gouvernements influents pourraient immédiatement remplacer cette perte. Dans ce cas de figure, la France, qui possède l'arme nucléaire, constituait un candidat de choix.

La montée au pouvoir de Sarkozy fut construite de façon stratégique par le Cartel. En 2004, alors qu'il était encore ministre de l'Intérieur, il força le mariage entre le nain pharmaceutique français Sanofi et le géant des médicaments germano-suisse, Aventis/Hoechst. La multinationale Hoechst, qui était la "mariée" la plus précieuse dans cette noce forcée, était bien sûr une constituante de l'infâme trio industriel (avec Bayer et BASF) qui avait amené Hitler au pouvoir et avait financé les préparations à la seconde guerre mondiale, y compris la construction du camp de concentration d'Auschwitz.

Avec le déplacement de la multinationale Hoechst depuis l'Allemagne vers la France, tout le savoir-faire glissa vers ce pays également – comment construire des acteurs politiques, prendre le contrôle du pouvoir exécutif, construire des régimes quasi-dictatoriaux et, finalement, rechercher une domination mondiale. La diversification du pouvoir économique et du savoir-faire politique loin de l'Allemagne post-nazie était l'un de ces camouflages parfaits qui font la renommée du Cartel.

La campagne électorale de Sarkozy fut presque une copie directe des dernières élections allemandes avant la seconde guerre mondiale. La campagne électorale du candidat du Cartel fut financée par les grosses entreprises françaises du pétrole, des médicaments et de l'énergie nucléaire – et accompagnée de la propagande médiatique du Cartel. De façon fort semblable aux années 1930, Sarkozy mena sa campagne électorale de division sur base de la haine des étrangers et des immigrants, dans un effort visant à effrayer la France traditionnelle et à la conduire dans les bras du candidat du Cartel. Sarkozy alla même jusqu'à traiter les mineurs privés de droits des banlieues de Paris de "racaille", envenimant donc délibérément le climat politique, et se présentant comme le candidat "de la loi et de l'ordre". Après s'être emparé du pouvoir durant les élections de mai 2006, il s'intronisa, avec la chancelière allemande Merkel, en tant que nouveau dirigeant de la construction Européenne de Bruxelles, d'une manière souvent semblable à celle des empereurs du Moyen-Age.

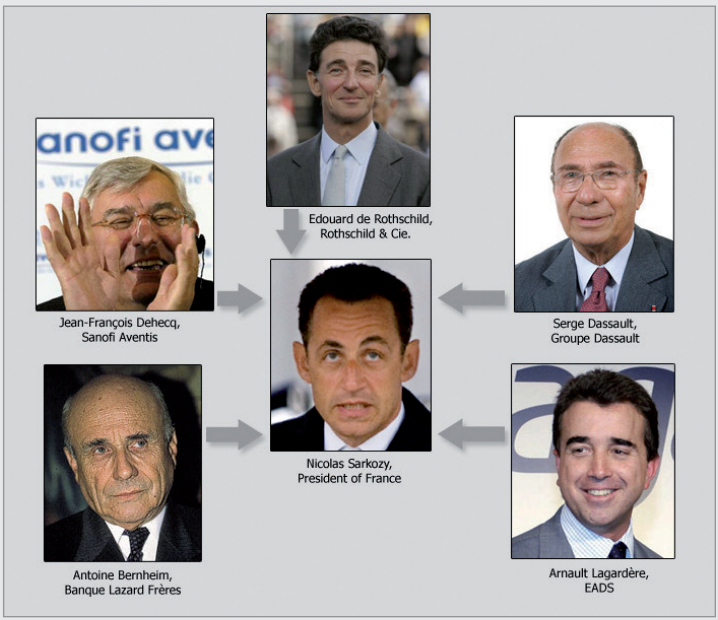
Mais l'Europe n'était pas assez pour Sarkozy et ses sponsors de l'industrie. Après avoir occupé son poste de président pendant deux ans, il s'autoproclama dirigeant d'un empire Méditerranéen, faisant entrer plus d'une douzaine de pays bordant la mer Méditerranée dans le règne du Cartel. L'empire commun entre l'Union Européenne et méditerranéenne ressemble étonnamment à l'étendue de l'empire romain du temps de Jules César, un des personnages historiques (avec Napoléon) que Sarkozy cherche apparemment à imiter.

Sarkozy – Connexions industrielles
La montée au pouvoir de Sarkozy en France, en 2006, fut financée par la "France industrielle." Ses principaux bailleurs de fonds sont énumérés ci-dessous.
Mais ce soutien industriel seul n'aurait pas été suffisant pour le faire élire. Et donc, sa campagne électorale fut propulsée par la propagation systématique de la peur – de façon similaire à l'élection de Bush en 2004. Mais Sarkozy alla plus loin : il ajouta la haine envers les immigrants comme marque de fabrique de sa campagne. Sarkozy devint notoirement connu dans le monde pour avoir traité publiquement les jeunes immigrants vivant dans les banlieues parisiennes de "racaille" – alimentant ainsi la haine raciale. Cette méthode de guerre psychologique menée contre son propre peuple visait à conduire les électeurs craintifs et intimidés dans ses bras.

Les deux jambes de la campagne électorale de Sarkozy – servir de façon flagrante les intérêts du Cartel, tout en forçant le soutien des électeurs en alimentant leurs peurs – est une copie exacte d'une autre campagne électorale financée par le Cartel du pétrole et des médicaments, en 1933. Cette année-là, le Cartel I.G. Farben (Bayer, BASF et Hoechst, qui fait aujourd'hui partie de la compagnie française Sanofi Aventis), basé en Allemagne, amena un autre politicien sans scrupule au pouvoir, avec des conséquences dévastatrices pour notre planète. Les détails de ce soutien de 1933 du Cartel du pétrole et des médicaments, cartel qui se trouvait derrière la montée du parti nazi, sont documentés dans les archives du tribunal des crimes de guerre de Nuremberg contre I.G. Farben, en 1948.

L'histoire nous dit: "Ceux qui ne peuvent pas se souvenir du passé, sont condamnés à le revivre." (George Santayana)

Les intérêts industriels qui ont amené Nicolas Sarkozy au pouvoir :



Lorsque l'on regarde ce qu'il a à offrir à ces pays, le caractère désespéré des projets de Sarkozy pour le 21e siècle en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ,devient évident. À une époque où le monde entier est prêt à embrasser l'hydrogène et d'autres formes d'énergie renouvelables, non seulement pour conduire des voitures, mais pour couvrir de grandes parties de l'approvisionnement total en énergie, Sarkozy – tel un vendeur désespéré – tente d'utiliser la technologie nucléaire désuète afin de contraindre des douzaines de pays en voie de développement et émergents à une dépendance fatale au pétrole, aux médicaments et à l'énergie nucléaire du Cartel.

Aux yeux du Cartel, Sarkozy est apparemment le remplaçant idéal de George W. Bush en tant qu'acteur principal des intérêts mondiaux du Cartel.

Infiltration de la franc-maçonnerie et de la mafia, fraude, corruption, propagande et érosion des libertés civiles au sein de l'Union Européenne de Bruxelles

Valeurs morales, ou connexions douteuses ?
La corruption parmi ses responsables a été un problème constant au sein de la Commission Européenne, et ce depuis sa création. La position de ses commissaires sur les questions morales peut peut-être mieux se résumer dans le contexte d'un événement qui a eu lieu en novembre 2004. Rocco Buttiglione, un fervent catholique et ami personnel du pape d'alors, Jean-Paul II, avait été nommé en tant que l'un des nouveaux membres de la Commission Européenne. Peu après, il en fut rejeté, en raison de ses indéfectibles croyances catholiques, qu'il avait défendues publiquement.

Buttiglione fut remplacé par Franco Frattini, un allié intime du Premier ministre italien Silvio Berlusconi. Comme cela fut rapporté dans le journal The Times, à Londres, le 10 novembre 2004, au moment de son départ, "Buttiglione tira un coup de semonce, en disant pendant les audiences de confirmation de Frattini: 'J'espère ... que personne ne lui demandera s'il est franc-maçon.' "

Franco Frattini, vice-président de la Commission Européenne pour la Justice, la Liberté et la Sécurité, de 2004 à 2008.

Malgré cet avertissement ouvert, Frattini devint le vice-président de la Commission Européenne avec, ironiquement, la responsabilité de la Justice, de la Liberté et de la Sécurité. A ce titre, entre 2004 et 2008, Frattini supervisa personnellement le greffage d'une législation qui restreindrait les droits civils dans toute l'Europe et affecterait fondamentalement chaque secteur de la vie des citoyens de l'Union Européenne.

Cet épisode, aussi innocent qu'il puisse paraître, jette une lumière révélatrice sur les valeurs morales de "l'Union Européenne de Bruxelles".

Infiltration franc-maçonne et mafieuse au sein de "l'Union Européenne de Bruxelles"

La franc-maçonnerie a constitué un problème très sensible en Italie depuis 1981, lorsque l'on mit fin à une loge maçonnique de droite, secrète et illégale, connue sous le nom de la loge P2 – Propaganda Due – au milieu d'un scandale public. Notamment, il s'avéra que Silvio Berlusconi, l'actuel Premier ministre de l'Italie, faisait partie de la liste de presque mille noms reprenant les membres de la loge P2 – et qui incluait de hauts responsables dans le secteur bancaire, les entreprises, les services de renseignement, le journalisme, l'armée et la politique. Berlusconi, qui en 2009 fut relié à une campagne de bombardement de la mafia par un gangster qui s'était converti en témoin, est supposé avoir rejoint la loge P2 en 1978.

Licio Gelli, ancien grand maître de la loge P2 (Propaganda Due), une loge illégale et maçonne de droite ayant des liens avec le nazisme. Les membres de la loge P2 incluaient l'actuel Premier ministre italien, Silvio Berlusconi. (Remerciements pour l'image: Wikipedia)

Historiquement, la loge P2 est bien connue pour avoir eu des liens avec le nazisme et des groupes d'extrême droite. Licio Gelli, son ancien grand maître, fut emprisonné en 1998 pour corruption et fraude en relation avec le scandale de Banco Ambrosiano, et a été ouvertement décrit par le New York Times comme "un fasciste connu." L'auteur d'investigation, David A. Yallop, dans son livre 'In God's Name: An Investigation into the Murder of Pope John Paul I' ("Au nom de Dieu : une enquête sur le meurtre du pape Jean-Paul Ier"), prétend même que Gelli était impliqué dans une conspiration qui mena au meurtre du Pape Jean-Paul Ier, pape qui régna pendant 33 jours seulement, en 1978. De façon encore plus troublante, certaines sources, qui comprennent le New Zealand Herald et le journal The Observer en Grande-Bretagne, prétendent qu'il existe des liens entre la loge P2 et le terrorisme d'Etat. D'autres, comme la BBC, déclarent qu'elle avait des liens à la fois avec la mafia et avec des groupes terroristes de droite.

S'exprimant sur le plateau de la BBC en 2000, Paul van Buitenen - le dénonciateur dont les révélations de fraude et de mauvaise gestion au sein de la Commission Européenne, sous Jacques Santer, causèrent la démission (voir ci-dessous) - parla ouvertement de ses craintes concernant l'infiltration de la mafia et de la franc-maçonnerie dans "l'Union Européenne de Bruxelles".

Fraude au sein de la Commission Européenne, et répression des dénonciateurs

En 1999, la Commission Européenne tout entière, menée par Jacques Santer, fut obligée de démissionner en masse après la publication d'un article dénonciateur. L'une des principales cibles de cet article était la commissaire française Edith Cresson, qui était accusée d'avoir commis des fraudes sérieuses et répétées; d'avoir falsifié des contrats; d'avoir contrefait la signature d'autres personnes et d'avoir détourné des fonds européens pour ses gains personnels. Pendant son temps en tant que commissaire, Cresson alla même jusqu'à engager une de ses proches connaissances René Berthelot comme conseiller européen en charge des questions du HIV et du Sida. Ce chirurgien-dentiste, était grassement payé en dépit du fait qu'il n'avait aucune expertise sur ces problèmes. Berthelot fut jugé plus tard comme étant non qualifié, il produisit 24 pages de notes de peu voire d'aucune valeur en plus de deux ans de travail pour Cresson. En 2006, la Cour Européenne de justice déclara que Cresson avait agi en violation de ses obligations en tant que commissaire Européenne.

Les allégations qui firent finalement tomber la Commission, furent soulevées par le député néerlandais Paul van Buitenen qui, au moment des faits, travaillait comme vérificateur de l'unité de contrôle financier de la Commission. Comme punition pour sa dénonciation, les responsables européens le châtièrent pour avoir enfreint les règles de procédure, réduisirent son salaire de 50% pendant quatre mois, et le transférèrent à un poste de bas niveau de supervision des dépenses pour des objets tels que des ampoules électriques.

Mais comparé à certains dénonciateurs de l'Union Européenne, van Buitenen s'en tira à bon compte. En 2004, Marta Andreasen, l'ancienne chef comptable de la Commission Européenne, fut virée pour avoir affirmé

que la comptabilité de l'Union Européenne était bourrée de "caisses noires et de fraudes". Malgré le fait que sa revendication ait été clairement appuyée par des rapports publiés par les commissaires aux comptes de l'Union Européenne - qui, en 2004, avaient refusé de signer les comptes du bloc portant sur une période de 10 ans, citant des tentatives présumées de fraude - le tribunal de la fonction publique de l'UE rejeta sa demande pour que le licenciement soit annulé et confirma, dans un jugement de 55 pages, chacune des plaintes portées à son encontre par la Commission.

Fraude au sein du Parlement européen

Le rapport Galvin, nommé d'après Robert Galvin, le responsable de la vérification interne de l'Union Européenne dont le nom figure sur la couverture, fut rédigé fin 2006 en tant que vérification des dépenses et indemnités, vérification demandée par un échantillon de plus de 160 députés. Ses découvertes inclurent des anomalies graves et répétées dans les paiements d'assistance et de services de bureau; d'importants et douteux paiements en espèces versés au personnel et aux fournisseurs de services en plus et au-delà des salaires ; un enregistrement et un respect des obligations fiscales incorrects; une facturation laxiste ou inexistante, et des demandes de remboursement opaques ou non enregistrées.

L'existence de ce rapport choquant fut gardée secrète jusqu'en février 2008, où la nouvelle de son existence fut rendue publique par un député britannique, Chris Davies. Même à ce moment-là, son contenu resta secret, et seul un groupe choisi de députés fut autorisé à lire le rapport individuellement, dans une pièce fermée à clef et gardée. Après que la nouvelle de ce rapport ait éclaté et qu'ils aient été accusés d'avoir commis une fraude "massive", les députés votèrent de ne pas le publier et de garder leurs dépenses d'escrocs secrètes.

Corruption au sein de "l'agence anti-criminalité" de l'Union Européenne

Même Eurojust, la prétendue "agence anti-criminalité" de l'Union Européenne, a été impliquée dans des scandales de corruption. En décembre 2009, par exemple, le directeur d'Eurojust, Jose da Mota, démissionna après avoir été suspendu pendant 30 jours pour avoir

exercé des pressions sur les procureurs portugais afin de mettre fin à une affaire de corruption impliquant le Premier ministre du Portugal, Jose Sócrates. Selon l'agence de presse UPI, Sócrates est accusé d'avoir accepté des ristournes, pendant qu'il officiait en tant que ministre de l'environnement du Portugal, en échange de son approbation d'un projet de construction sur des terres protégées.

La propagande de guerre de l'Union Européenne de Bruxelles

Loin de manœuvrer de manière transparente vis-à-vis de ses citoyens, l'Union Européenne de Bruxelles gère une vaste machine de propagande qui est financée aux frais des contribuables.

Selon Maria Rankka, qui dirige le think-tank suédois Timbro, par exemple, la Commission Européenne non élue fournit des financements très excessifs en regard de son budget officiel des communications de €213 millions pour les stations radio et sites web sponsorisés par l'Union Européenne. Les exemples qu'elle cite incluent le réseau européen de radio 'Euranet' et la chaîne YouTube de l'Union Européenne, "EU Tube".

De façon similaire, Rankka prétend également que la chaîne de diffusion Euronews reçoit €10.8 millions de financement par an provenant de l'Union Européenne de Bruxelles, tandis que l'on dit que l'European Journalism Centre (Centre Européen de Journalisme), basé à Bruxelles et à Maastricht, et qui forme les futurs journalistes, a reçu une bourse de €1 million en 2008. Il est clair, par conséquent, que lorsque des organisations telles que celles-ci reçoivent d'importants montants de financement de la part d'une entité politique, de sérieuses questions doivent être posées concernant leur objectivité.

Mais ce n'est pas tout, car, selon Rankka, l'Union Européenne de Bruxelles fournit également des fonds pour des organismes tels que le Centre for European Policy Studies (centre d'études politiques Européennes), l'European Movement (mouvement européen), Europe for Citizens (Europe pour les Citoyens) et Friends of Europe (les Amis de l'Europe). Compte tenu de la façon dont ces organisations sont fortement pro-Européennes, il semble raisonnable de supposer qu'un tel financement peut être simplement alloué comme un moyen d'étayer les revendications de l'Union Européenne de Bruxelles selon lesquelles la société civile soutient ses politiques.

Jusqu'à présent, les efforts de propagande de l'Union Européenne de Bruxelles ont pour la plupart été dirigés vers les citoyens en âge de voter. A l'avenir, cependant, il semble probable que ses attentions seront étendues afin d'inclure les enfants. Citant les prétendus "mensonges" et la "méfiance" qui sont répandus à propos de l'Union Européenne de Bruxelles, par exemple, certains membres du Parlement européen sont à présent en train de lancer un appel pour que les écoliers, dans les 27 états-membres, soient forcés de prendre des leçons sur l'Union Européenne. Sans aucun doute, cependant, le curriculum envisagé – qui couvrirait peut-être des sujets tels que "les pères fondateurs" et "comment l'Union Européenne affecte la vie quotidienne" – n'aura pas pour résultat l'enseignement aux élèves des faits réels, tels que ceux que l'on trouve dans ce livre.

Les tromperies de l'Union Européenne de Bruxelles en matière des droits de l'homme et des libertés fondamentales

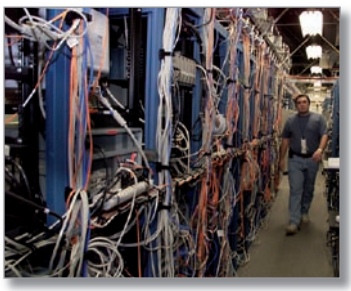
L'Union Européenne de Bruxelles a effectué beaucoup d'efforts pour maintenir l'illusion selon laquelle elle protège les droits de l'homme et les libertés fondamentales de ses citoyens. De toutes les tromperies développées dans ce domaine, son "Sakharov Prize for Freedom of Thought" (prix Sakharov pour la liberté de pensée) constitue l'un des exemples types.

Créé en 1988 "afin d'honorer des personnes ou organisations pour leurs efforts déployés au nom des droits de l'homme et des libertés fondamentales", le prix Sakharov est décerné par le Parlement européen chaque année, lors d'une séance solennelle à Strasbourg.

Bien que nous ne souhaiterions évidemment pas diminuer, en aucune façon que ce soit, la bravoure et les efforts désintéressés de certains des individus exceptionnels qui ont gagné ce prix au cours des années, le fait est qu'il est profondément hypocrite que l'Union Européenne de Bruxelles remette un tel prix pendant qu'elle est en train de construire, au même moment, un état de surveillance qui surveille la vie privée des citoyens et érode les libertés civiles; qu'elle bafoue un principe démocratique fondamental en empêchant ses citoyens d'être capables de choisir leurs représentants au niveau exécutif du gouvernement; et qu'elle prend des mesures afin d'empêcher que les citoyens puissent tirer avantage de thérapies naturelles scientifiquement prouvées, qui sauvent la vie, et des informations concernant celles-ci.

La création d'un état européen de surveillance

Sous un programme de recherche de cinq années, connu sous le nom de Project Indect, elle a l'intention de développer des programmes informatiques afin de surveiller et de traiter les informations provenant des sites web, des forums de discussion, des fichiers des serveurs, des réseaux peer-to-peer, et même des ordinateurs personnels. Ce développement vient s'ajouter au fait que les détails des e-mails, les visites sur les sites web et les appels téléphoniques sont déjà stockés par les fournisseurs de services Internet européens, selon les lois de l'Union Européenne.



'L'Union Européenne de Bruxelles' est en train de dépenser des millions de livres sterling afin de mettre au point des technologies informatiques "orwelliennes" conçues pour examiner les images CCTV et pour rechercher les « comportements anormaux » sur Internet.

De même, l'Union Européenne est également en train d'intensifier les efforts visant à construire un système de surveillance pan-européen et à mettre en place un registre de carte d'identité de l'Union Européenne. Si ces plans se concrétisent, la surveil-

lance autoritaire par satellite, les systèmes automatisés d'entrée et de sortie placés aux frontières et exploités par des machines de lecture biométrique et par des systèmes de profilage des risques, deviendront bientôt la norme pour l'ensemble des 500 millions de citoyens européens.

Pire encore, les décisions concernant l'expansion de la soi-disant "homeland security" (sécurité de la patrie) au sein de l'Union Européenne sont apparemment en train d'être prises par les mêmes entreprises que celles qui vont, finalement, en tirer profit. Selon le groupe de surveillance des libertés civiles basé au Royaume-Uni, Statewatch, le concept du Programme Européen d'1,4 milliards d'euros de Recherche dans le domaine de la Sécurité (European Security Research Programme ou ERSP) a été "externalisé et confié aux multinationales qui ont le plus à gagner de sa mise en application," comme les sociétés de défense Thales, Finmeccanica, EADS, Saab et Sagem Défense Sécurité.

Chapitre 5

800 ANS APRES LA MAGNA CARTA:

Le règne de l'UE de Bruxelles mettrait fin à des siècles de liberté et d'indépendance en Grande-Bretagne

Huit cents ans après la Magna Carta:
Le règne de l'UE de Bruxelles mettrait fin à des siècles de liberté et d'indépendance en Grande-Bretagne

Voici une loi qui est au-dessus du Roi, et que même lui ne doit pas enfreindre. Cette réaffirmation d'une loi suprême, ainsi que son expression dans une charte générale, est la grande œuvre de la Magna Carta; et cela justifie à lui seul le respect que les hommes lui portent.

Winston Churchill, 1956

De toutes les fières histoires de liberté et d'indépendance en Europe auxquelles l'UE de Bruxelles mettrait fin, la fin de l'histoire séculaire de liberté et d'autonomie gouvernementale en Grande-Bretagne doit sûrement faire partie de l'une des plus tragiques. Pour les gens d'un pays qui a par deux fois joué un rôle vital en empêchant le Cartel des produits chimiques, pétroliers et médicamenteux de conquérir le monde, la livraison de l'Europe entre les mains de ceux qui provoquèrent les deux guerres mondiales représente un événement que plus d'un million de leurs valeureux ancêtres ont essayé d'empêcher, en donnant leur vie.

La Magna Carta (grande charte) de l'Angleterre, signée en juin 1215, mena le monde à la mise au point de la loi constitutionnelle, et est largement perçue comme l'un des documents juridiques les plus importants de l'histoire de la démocratie.
(Remerciements pour l'image: Wikipedia)

En remontant davantage dans l'histoire, il est tout aussi remarquable que la Grande-Bretagne, via l'Angleterre, son plus grand pays membre, ait également donné au monde la Magna Carta (grande charte) – une charte largement perçue comme l'un des documents juridiques les plus importants de l'histoire de la démocratie. Signée à Runnymede, dans le conté anglais de Surrey, en juin 1215, cette charte s'est dressée pendant des siècles comme un rempart contre la tyrannie en Angleterre. En reconnaissant des droits tels que l'habeas corpus – le droit d'une personne détenue à obtenir une audience devant une cour indépendante, afin de déterminer si cette détention est légale – et en plaçant même les souverains et les magistrats dans un Etat de droit, la Magna Carta anglaise mena le monde vers le développement des lois constitutionnelles.

A l'insu de nombreux Britanniques, cependant, le « mandat d'arrêt européen » de l'UE de Bruxelles, adopté en 2002, a abrogé l'habeas corpus. De façon similaire, le traité de Lisbonne abroge non seulement la protection qu'offre la Magna Carta contre une domination arbitraire et capricieuse, mais aussi la souveraineté même du Parlement britannique – un corps qui a constitué le modèle pour les systèmes parlementaires dans le monde entier.

Le Parlement britannique est largement reconnu pour avoir été le modèle des systèmes parlementaires de par le monde. Néanmoins, sa souveraineté, ainsi que la souveraineté de tous les autres parlements nationaux qui font partie de l'UE de Bruxelles, ont été abrogées par le traité de Lisbonne.
(Remerciements pour l'image: Wikipedia)

Une fierté historique: la Grande-Bretagne défend le monde à deux reprises contre le Cartel du pétrole et des médicaments

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la première guerre mondiale eut lieu le 4 août 1914, lorsque son Premier ministre d'alors, Herbert Asquith, déclara la guerre à l'Empire allemand en réponse à l'invasion de la Belgique par l'Allemagne. Parmi les nombreux facteurs qui furent cruciaux pour assurer la défaite de l'Allemagne lors de cette première guerre mondiale, le rôle essentiel de la Royal Navy britannique – la plus grande force navale du monde à l'époque – est fréquemment négligé. En fait, le rôle de la marine britannique fut si important durant la première guerre mondiale, que sans celle-ci, il n'y a pas de doute que le pays aurait été incapable de rester en guerre.

Bien que la flotte n'ait livré qu'un seul combat pendant la Première Guerre mondiale, dans le Jutland, le 31 mai 1916, la marine britannique réussit à empêcher que la marine allemande ne dépasse les confins de la mer du Nord. En faisant cela, elle joua un rôle décisif, permettant que le commerce maritime entre la Grande-Bretagne et ses alliés se poursuive tout au long de la guerre. En plus de l'armée massive qu'elle fournit, la Grande-Bretagne fut également l'arsenal et le financier de l'alliance, et elle résista même, de manière catégorique, à la déclaration par l'Allemagne de la guerre sous-marine sans restriction, en février 1917 [1]. En tant que tel, sans les efforts de la Grande-Bretagne, il est clair que l'issue de la première guerre mondiale aurait été très différente.

Sir Winston Churchill, Premier ministre du Royaume-Uni de1940 à 1945, et de 1951 à 1955.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la seconde guerre mondiale eut lieu le 3 septembre 1939, lorsqu'elle déclara la guerre à l'Allemagne suite à l'invasion allemande de la Pologne. Refusant avec bravoure un armistice avec l'Allemagne, le rôle de la Grande-Bretagne dans la défense du monde contre le Cartel, et ce pour la seconde fois, ne fut pas moins crucial qu'il ne l'avait été vingt-cinq ans auparavant. Sous Winston Churchill, le Premier ministre britannique et sans doute le chef de guerre le plus remarquable de

[1] Britain and World War One, 1901 – 1918; BBC History.

l'histoire moderne, la Grande-Bretagne tint bon contre l'effort de guerre financé par le Cartel, et réussit, contre toute attente et de façon presque inimaginable, à forcer Hitler à entamer une guerre sur deux fronts, ce qui devait finalement entraîner la défaite de l'Allemagne.

Néanmoins, les forces du Cartel commencèrent à se regrouper et à conspirer en secret contre la Grande-Bretagne quelques années seulement après que la seconde guerre mondiale ait pris fin.

Le complot du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, une conspiration visant à attirer la Grande-Bretagne dans l'UE de Bruxelles

L'histoire de l'Action Committee for the United States of Europe (Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe), a été largement cachée au peuple britannique.

Comité peu connu dont l'histoire à été largement cachée au peuple britannique, l'Action Committee for the United States of Europe (Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe) fut fondé par Jean Monnet le 13 octobre 1955 [2]. Monnet, un magouilleur qui ne fut jamais élu à la fonction publique lors d'une élection démocratique, avait été auparavant la haute autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), un poste duquel il avait démissionné un mois auparavant. Les réunions du Comité d'Action commencèrent en janvier 1956, et elles eurent lieu en privé.

Dès le départ, Monnet signala très clairement ce qui était prévu. Dans une lettre envoyée aux politiciens et aux syndicalistes qui l'avaient rejoint pour former le Comité, il déclara ce qui suit:

"La simple coopération entre les gouvernements ne suffira pas. Il est indispensable que les Etats délèguent certains de leurs pouvoirs aux institutions fédérales européennes mandatées par tous les pays participants pris dans leur ensemble. Dans le même temps, l'association étroite entre la Grande-Bretagne et ces nouvelles réalisations, doit être assurée."

[2] Action Committee for the United States of Europe: Statements and Declarations 1955-67. Pub. Chatham House, London, 1969.

En bref, le but ultime du Comité, comme indiqué lors de sa création, consistait à "arriver, par des réalisations concrètes, aux Etats-Unis d'Europe."

Jean Monnet, un magouilleur qui ne fut jamais élu à la fonction publique lors d'une élection démocratique, fonda l'Action Committee for the United States of Europe (le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe) en 1955. Les trois principaux partis politiques britanniques devinrent membres de ce comité, qui joua un rôle essentiel dans le leurre consistant à amener la Grande-Bretagne dans l'UE de Bruxelles.

Par la suite, dans une lettre datée du 28 septembre 1968, Jean Monnet annonça que le Comité avait décidé d'inviter les trois principaux partis politiques britanniques à se joindre en tant que membres à part entière. En outre, il déclara sans ambages que les partis politiques et syndicats qui constituaient le Comité étaient « déterminés à ouvrir la voie pour l'entrée des Britanniques dans la Communauté européenne, dès que possible ».

Fait inconnu du peuple britannique, le membre le plus ancien du comité exécutif de ce Comité avait été l'Allemand Kurt Georg Kiesinger, qui y avait siégé entre janvier 1956 et mai 1965. Kiesinger avait été membre du parti nazi (son numéro de membre au parti nazi NSDAP était le 2633930), et il avait travaillé au sein de la division de radio propagande du ministère nazi des Affaires étrangères pendant la seconde guerre mondiale[3]. Plus tard, il devint chancelier d'Allemagne de l'Ouest, un poste qu'il conserva de 1966 à 1969.

D'autres membres notables du Comité avaient inclus l'Italien Aldo Moro, qui en avait été le secrétaire politique entre mai 1959 et décembre 1962. En prélude à la Seconde Guerre mondiale, Moro avait été membre de l'Organisation Universitaire Fasciste (Gioventù Universitaria Fascista), un groupe sponsorisé par le parti fasciste de Mussolini. Moro devint ensuite Premier Ministre de l'Italie, un poste qu'il détint à deux reprises, de 1963 à 1968, et de 1974 à 1976.

[3] New York Times, édition du 10 mars 1988.

Le membre du comité exécutif du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe à avoir servi le plus longtemps, fut l'Allemand Kurt Georg Kiesinger. Ancien membre du parti nazi, Kiesinger avait travaillé au sein de la division de radio propagande du ministère nazi des Affaires étrangères durant la seconde guerre mondiale. *(Remerciements pour l'image: Wikipedia)*

De façon étonnante, et en dépit des faits décrits ci-dessus, les dirigeants de chacun des trois partis politiques britanniques répondirent de façon extrêmement positive à l'invitation de Monnet. Le Premier ministre Harold Wilson, par exemple, au nom du Labour Party (parti travailliste) au pouvoir, écrivit: "Les objectifs du Comité d'Action sont en étroite conformité avec ceux auxquels le Labour Party souscrit." Il ajouta qu'il était heureux d'accepter l'invitation afin que le parti travailliste rejoigne le Comité "en tant que membre à part entière." Wilson nomma trois membres du parti – George Brown, Walter Padley et Michael Stewart – pour lui servir de représentants.

Anthony Barber, président du Conservative Party (parti conservateur), répondit de façon tout aussi positive, disant qu'après consultation avec ses collègues, il avait eu le grand plaisir d'accepter l'invitation, et que son parti apprécierait la valeur de cette adhésion. Barber nomma lui aussi trois membres de son parti – Mr Reginald Maudling, leader adjoint du parti; Sir Alec Douglas-Home, porte-parole des Affaires étrangères; et Mr Selwyn Lloyd, ancien ministre des Affaires étrangères et chancelier de l'Echiquier – pour qu'ils le servent en tant que représentants.

Jeremy Thorpe, le dirigeant du Liberal Party (parti libéral), fut tout aussi enthousiaste, disant qu'il se joindrait au Comité d'Action "avec de grands espoirs". Il ajouta que la sphère de coopération devait être "élargie afin d'inclure la diplomatie et la défense, ainsi que de grandes parties de la politique sociale et culturelle".

En conséquence, les personnes présentes à la 14e session du Comité, qui se déroula le 11 mars 1969, inclurent des membres de chacun des trois grands partis politiques britanniques, qui ne siégeaient pas tous en tant qu'individus, mais en tant que représentants nommés par leur parti. Cette réunion eut lieu à Londres, et constitua un moment important dans le leurre de la Grande-Bretagne visant à ce que celle-ci intègre l'UE de Bruxelles.

Les réunions du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe se déroulèrent durant les années 1960 et ne prirent fin qu'après 1973, lorsque la Grande-Bretagne rejoignit la Communauté économique européenne.

Décimalisation de la monnaie britannique – La première étape vers la mise au rebut de la livre sterling

Pour les concepteurs de l'UE de Bruxelles, une étape capitale dans le fait d'aider à s'assurer que les pays membres soient incapables de quitter le bloc, fut la création d'une seule devise européenne, l'euro. La raison en était simple: la démolition de la monnaie d'une nation, ainsi que la soumission de cette nation au contrôle d'une banque centrale contrôlée par le Cartel, réduit un pays autonome en vulgaire état fédéré dans un super Etat contrôlé par l'industrie.

Avant la création de l'euro, les systèmes monétaires des six pays membres fondateurs de l'UE de Bruxelles avaient tous utilisé des devises basées sur une centaine de sous-unités. En tant que tel, il fut évidemment décidé qu'une seule monnaie paneuropéenne utiliserait de façon similaire des centaines de sous-unités (centimes ou cents).

La monnaie britannique, la livre sterling – est la plus vieille monnaie du monde à être toujours utilisée.

Etant donné toutefois que la devise britannique, la livre sterling – la plus vieille monnaie du monde à être encore utilisée – était basée jusqu'en 1971 sur 240 sous-

unités, l'harmonisation avec les systèmes basés sur le principe décimal des six pays membres fondateurs fut jugée nécessaire avant que le peuple britannique ne puisse être contraint à laisser tomber la livre et à accepter une monnaie unique paneuropéenne basée sur une centaine de sous-unités.

Ainsi naquit ce qui finit par être connu sous le nom de la "décimalisation" de la monnaie britannique.

L'annonce selon laquelle la Grande-Bretagne allait "passer au système décimal" fut effectuée le 1er mars 1966, par le chancelier de l'Echiquier de l'époque, James Callaghan, qui décrivit cela comme une décision "historique et capitale". Bien que les véritables raisons qui se trouvaient derrière ce changement ne furent jamais complètement révélées au peuple britannique, Callaghan admit publiquement que "de grandes parties" de l'industrie, du commerce, et des banques avaient conclu que celui-ci serait bénéfique pour l'économie [4]. Inutile de dire que le raisonnement précis de Callaghan concernant la raison pour laquelle le système de 240 sous-unités de la Grande-Bretagne était en quelque sorte responsable d'avoir « retenu » l'économie britannique, ne fut jamais éclaircie. Malgré ceci, la nouvelle monnaie décimale poursuivit son bonhomme de chemin, et fut lancée dans le pays le 15 février 1971.[5]

Edward Heath – l'homme qui livra la Grande-Bretagne à l'UE de Bruxelles

La Grande-Bretagne rejoignit l'UE en janvier 1973, sous son Premier ministre d'alors, Edward Heath, un homme qui avait longtemps nourri le désir d'engager son pays dans une fédération européenne. Dans son discours inaugural au Parlement, donné le 26 juin 1950 lorsqu'il intégra la chambre des communes, Heath appela ouvertement le gouvernement à rejoindre le plan Schuman. Présenté par le ministre des Affaires étrangères français, Robert Schuman, un mois seulement avant que Heath ne devienne membre du Parlement britannique, le plan Schuman, en définitive, menait directement à la création de l'UE de Bruxelles.

[4] Britain to go decimal in 1971. BBC News.
[5] D-Day delivers new UK currency. BBC News.

Heath était bien connecté avec l'élite du Cartel, participant à une réunion du clandestin Groupe Bilderberg, en 1976 [6], et à une réunion de la Commission Trilatérale menée par Rockefeller, en 1980 [7]. Ayant détenu le poste de Premier ministre britannique entre 1970 et 1974, il fut également un ami du président et chef de la direction de la compagnie pharmaceutique Glaxo, Sir Austin Bide – un homme décrit par le journal britannique « The Independent » comme étant "principalement responsable de la transformation de Glaxo d'une compagnie mieux connue pour ses aliments pour bébé, en une force mondiale de l'industrie pharmaceutique." [8] De manière significative, il est à remarquer que Bide, alors détaché auprès de Glaxo pendant la seconde guerre mondiale, avait travaillé sur les vitamines et la pénicilline et avait été également responsable des brevets.[9]

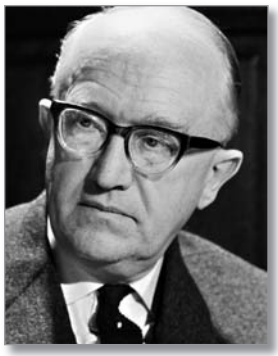
Edward Heath, Premier ministre britannique de 1970 à 1974, était bien connecté à l'élite du Cartel, et livra la Grande-Bretagne entre les mains de l'UE de Bruxelles en 1973.

Un autre ami proche de Heath était Eric Roll, qui allait devenir plus tard le Baron Roll d'Ipsden et membre de la chambre des Lords britanniques. Roll fut aussi un participant assidu au meeting Bilderberg et même membre du puissant steering committee (comité directeur) de ce groupe.[10]

Mais Bide et Roll n'étaient pas les seuls associés controversés de Heath. Après que le président français Charles de Gaulle ait utilisé son droit de veto concernant l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union Européenne de Bruxelles dans les années 1960, Heath invita l'ex-juriste nazi Walter Hallstein, qui était alors président de la Commission européenne, à Chequers, sa résidence de campagne, afin d'examiner la raison pour laquelle cette entrée avait échoué.[11]

[6] The Daily Collegian. 9 septembre 1976. [7] 1980 réunion plénière de la Commission trilatérale. [8] Sir Austin Bide: Industrialist who transformed Glaxo into a world force and then clashed with Thatcher at British Leyland. The Independent, samedi 24 mai 2008. [9] Sir Austin Bide: After success at Glaxo, he failed to deliver at British Leyland. The Guardian, jeudi 5 juin 2008.

Cette visite fut l'une parmi plusieurs qu'Hallstein rendit à Heath, à Chequers, pendant le mandat de Heath en tant que Premier ministre. En coulisse, au cours de la décennie qui précéda l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE en 1973, Hallstein et Heath se rencontrèrent à de nombreuses reprises, et travaillèrent en étroite collaboration.



L'ex-juriste nazi Walter Hallstein rencontra le Premier ministre britannique Edward Heath à de nombreuses occasions, et travailla étroitement avec lui. Hallstein promit à Heath d'être à ses côtés, afin de réussir à faire voter l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE de Bruxelles.

En reconnaissance de leur étroite relation de travail, Hallstein contribua même à la préface de l'édition allemande du livre d'Andrew Roth, en 1973, 'Edward Heath - Ein Mann für Europa'.[12] A partir de là, et selon ses propres dires, il est clair qu'Hallstein utilisa Heath en tant que son baromètre pour déterminer la température politique avant les réunions officielles et les négociations concernant la demande du Royaume-Uni de rejoindre le bloc de l'UE. Ayant promis d'être aux côtés de Heath afin de pousser l'adhésion de la Grande-Bretagne, il est également clair qu'Hallstein était déterminé à ce que le pays rejoigne l'UE de Bruxelles, sans prendre en compte l'opposition du peuple britannique. Par conséquent, Hallstein résuma le rôle de Health dans la livraison de la Grande-Bretagne entre les mains de l'UE de Bruxelles ; en déclarant sans ambages que: "Le succès de cette bataille fut, dans une mesure déterminante, sa victoire."

Heath perdit le pouvoir en 1974 face au parti travailliste d'Harold Wilson, dont le manifeste électoral l'avait engagé à permettre un référendum au peuple britannique afin de savoir si la Grande-Bretagne devrait rester dans le marché commun sous des conditions renégociées, ou le quitter tout à fait.

[10] British House of Lords, Register of Lords' Interests. [11] Heath and the Heathmen. Andrew Roth. Pub. Routledge & Kegan Paul, 1972. p169.

[12] Edward Heath - Ein Mann für Europa. Andrew Roth. Traduit par Heinrich-Gottwald. Ed. Böhlau-Verlag, Köln, 1973.

Durant la campagne qui précéda le référendum, référendum qui eut lieu le 6 juin 1975, l'homme d'affaires millionnaire, Alastair McAlpine, qui devint plus tard le trésorier du parti conservateur de Heath, agit comme trésorier de la campagne pour le 'Oui'. Parlant au journal The Independent au mois de juin 2005, McAlpine admit que "les banques et les grosses entreprises industrielles avaient placé de très grandes sommes d'argent" sur le côté du 'Oui'.

L'Independent décrit également la façon dont, selon une organisatrice de la campagne du 'Oui', Caroline de Courcey Ireland, le côté du 'Oui' avait en plus l'avantage de l'argent provenant de la Commission européenne, dont le financement fut utilisé afin d'affréter une série d'avions d'une centaine de places de la compagnie aérienne British Caledonian afin d'amener presque 1.000 orateurs proeuropéens aux briefings donnés par les eurocrates de haut niveau. De manière révélatrice, de Courcey Ireland décrivit l'argent comme "une espèce de distribution spéciale" provenant de la Commission.[13]

Face à la question référendaire "Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester dans la Communauté européenne (marché commun)?", le financement massif de l'industrie et de la Commission européenne pour le « Oui », s'assura que juste un peu plus de 67% des électeurs votent favorablement. Après le vote, Heath admit qu'il avait "travaillé pour ceci pendant 25 ans."[14]

A ce jour, l'élection de 1975 reste le seul référendum auquel le peuple britannique a eu droit concernant l'Europe.

[13] How we were talked into joining Europe. The Independent. Saturday, 4 June 2005.
[14] UK embraces Europe in referendum. BBC News.

Le peuple britannique se battra-t-il afin de conserver ses libertés et son indépendance ?

A travers l'adoption du traité de Lisbonne, presque tout ce que Goering – en tant que chef de la Luftwaffe allemande durant la seconde guerre mondiale – avait tenté d'obtenir pour le Cartel, est sur le point d'être acquis. En tant que tels, la grande perte de vies et le sacrifice désintéressé qui avaient eu lieu afin de vaincre la cupidité des entreprises qui mena aux deux guerres mondiales, auront été effectués en vain, à moins que le peuple britannique soit prêt à se battre afin de conserver sa liberté et son indépendance.

Il est donc clair que même si la Grande-Bretagne a toujours été du bon côté dans les batailles mondiales contre le Cartel du pétrole et des médicaments, à moins que son peuple combatte l'UE de Bruxelles et la prise de contrôle de leur pays par celle-ci, tout ce pour quoi leurs pères et grands-pères se sont battus dans le passé, sera perdu.

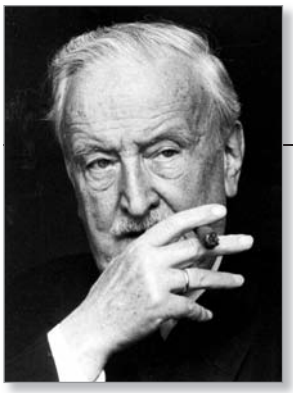
Chapitre 6

Un "Qui est qui" de l'Union Européenne

« Qui est qui » dans l'Union de Bruxelles

Dans ce chapitre nous donnerons quelques courtes indications biographiques sur les personnes mentionnées dans ce livre. Le choix de cette liste est arbitraire et les personnes en question seront présentées par ordre alphabétique.

La sélection de ces personnes ne fut pas faite sur une implication ou une appartenance à un parti ou une organisation quelconque. Elles ont toutes comme dénominateur commun d'avoir servi, dans le passé ou le présent, la cause du Cartel pétrochimique en se présentant comme des tenants politiques et économiques dévoués.



Abs, Hermann Josef

(*1901 †1994)

Hermann Josef Abs fut l'une des figures-clés de l'économie allemande,de la fin des années 30 jusqu'au milieu des années'70.

- Dès 1940, Abs fut membre du Conseil d'Administration de l'IG Farben, en charge principalement des transactions financières.

- Dans son emploi principal en tant que membre du Conseil d'administration de la plus grande banque allemande, la ''Deutsche Bank'', son rôle était de s'assurer de la mainmise de celle-ci sur les pays assiégés de l'Europe.

- Abs a également été membre du conseil de surveillance de nombreuses autres entreprises responsables de l'occupation allemande en Europe de l'Est.

- 80% de toutes les transactions financières effectuées pour la construction du complexe industriel d'Auschwitz par l'IG Farben ont été traitées par la Deutsche Bank et passèrent entre les mains de Abs.

- Abs a été chef de la délégation allemande à la « convention d'Accord sur les dettes extérieures allemandes » qui s'est terminée par des dettes relativement faibles de l'Allemagne d'après-guerre, y compris concernant les futures demandes d'indemnisation d'associations de victimes.

- Abs fut directement impliqué dans l'expropriation des entreprises juives en Allemagne et dans les pays occupés.

- Après la guerre, Abs fut brièvement emprisonné, mais retourna rapidement à ses entreprises grâce aux contacts qu'il établit avec les forces d'occupation britanniques et américaines.

- Avant de reprendre son ancien poste à la Deutsche Bank, Abs fut à la tête de la "Kreditanstalt für Wiederaufbau" (société allemande du prêt de reconstruction) et conseiller financier de *Konrad Adenauer*. Il participa donc activement au renforcement de l'économie allemande.

- Dans les années 1960, Abs fut membre du conseil de surveillance de 30 entreprises, et président du conseil d'administration de 20 d'entre elles, un niveau inégalé de puissance.

Adenauer, Konrad

(*1876 †1967)

Konrad Adenauer, fut en Allemagne le premier chancelier d'après-guerre. Il utilisa ses pouvoirs pour permettre à de nombreux collègues et sbires nazis de revenir au pouvoir.

- Après avoir perdu son poste de maire de Cologne en 1933, Adenauer contacta de hauts responsables politiques nazis en août 1934 et mit ses capacités au service du mouvement nazi. Il reçut en conséquence des paiements du gouvernement nazi.
- Dans les négociations de 1949 avec les forces de l'occupation, Adenauer fit beaucoup d'efforts pour empêcher le démantèlement des laboratoires de la compagnie pharmaceutique Bayer.
- Au cours de son long mandat de 14 ans, Adenauer remit stratégiquement en place au pouvoir des criminels nazis à leurs anciennes postes au gouvernements. D'autres furent aidés à sortir de prison et retrouver leur postes dans les entreprises allemandes.
- L'un de ces criminels nazis fut *Hans Globke*, auquel Adenauer trouva un poste au sein du Conseil de la Sécurité Nationale.
- Un autre exemple est *Walter Hallstein* que Adenauer aida à être désigné pour dessiner l'architecture de l'Union Européenne de Bruxelles et être le premier président de la soi-disant ''Commission Européenne''.
- En 1956, Adenauer fonda les services secrets allemands, la "Bundesnachrichtendienst (BND). Le chef du BND et un grand nombre de ses employés furent recrutés parmi les anciens employés nazis des SS et de la Gestapo.

Plus d'Informations: GB5KA364

Ambros, Otto

(*1901 †1990)

Otto Ambros fut un membre du bureau de l'éxécutif de l'IG Farben entre 1938 et 1945.

- Ambros supervisa le choix de l'emplacement, la planification, la construction et le fonctionnement du complexe industriel et camp de concentration de l'IG Farben à Auschwitz, en tant que directeur des opérations.

- De 1940 et 1945, Ambros fut conseiller du chef du "Vier-jahresplan" (plan quadriennal), *Carl Krauch*, et à la tête de son ministère "Recherche et Développement".

- Ambros fut nommé "Wehrwirtschafsführer" (leader de l'industrie militaire) avec sous sa responsabilité des agents de guerre chimiques. Ce fut lui qui préconisa personnellement à Adolf Hitler l'utilisation d'agents neurotoxiques comme le sarin et le tabun.

- Ambros développa les armes chimiques Sarin en 1939, et Soman, en 1944 pour le compte de l'IG Farben.

- Au Tribunal de Nuremberg contre l'IG Farben, Ambros fut jugé responsable des crimes qu'il commis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a été jugé coupable d '«esclavage» et condamné à huit ans de prison.

- En 1952, il fut libéré de prison sans avoir purgé sa peine et devint ensuite conseiller auprès de Konrad Adenauer et de diverses compagnies pharmaceutiques.

Plus d'Informations: GB5OA882

Augstein, Rudolf

(*1923 †2002)

Rudolf Augstein, rédacteur en chef du ''Spiegel'', un magazine d'informations, fût l'un des journalistes les plus influents de l'après-guerre.

- Augstein usa de son influence pour détourner le public de la responsabilité du parti nazi lors de l'incendie du parlement allemand, le Reichstag, en 1933. A travers une série d'articles parus dans le Der Spiegel on construisit le mythe que le seul coupable de cet incendie était Marinus van der Lubbe.

- Augstein utilisa d'anciens agents officiels de la Gestapo et des SS afin de mettre en place un ''Journalisme d'Investigation'' qui participa à influencer les hommes et les politiques de l'Allemagne de l'après-guerre.

- À la suite de « l'Affaire Spiegel », Augstein fut emprisonné en 1962. Ceci fut utilisé dans une campagne de propagande qui le fit passer aux yeux du public comme un ''Homme de Gauche''. En conséquence, le Der Spiegel devint un symbole de la liberté d'expression.

- Augstein composa son équipe éditoriale en installant des officiers nazis de haut-rang à des postes majeurs:

  Wilfried van Oven, l'attaché de presse personnel du ministre de la propagande du régime nazi, Josef Goebbels, devint correspondant officiel du Spiegel en Afrique du Sud. Il fût choisi par Augstein lui-même, lequel signa personnellement sa carte de presse.

Paul Carell, ancien attaché de presse de *Joachim von Ribbentrop*, Ministre des Affaires Étrangères pendant la 2nde GM écrivit régulièrement pour le journal d'Augstein.

Georg Wolff, un officier de haut-rang à la Sécurité du Reich, fut embauché par Der Speigel dès le début des années '50 et en devint adjoint du rédacteur en chef dans les années '60.

Un autre officier de haut-rang à la Sécurité du Reich, Horst Mahnke, dirigeait le département International du Spiegel. Plus tard, il écrivit même pour Axel Springer.

Karl-Friedrich Grosse, haut-placé au ministère de von Ribbentrop, devint Chef du bureau de Berlin du Spiegel.

Erich Fischer, chef de service du ministère de Goebbels devint chef de la publication du bureau de Düsseldorf du Spiegel.

Rudolf Diels, chef de la Gestapo, fut chargé d'écrire pour le Spiegel une série d'articles sur son propre service, lequel en profita pour blanchir d'anciens collègues, actifs dans l'Allemagne d'après-guerre. En 1933, Diels, alors chef de la Gestapo s'occupa de interrogatoire de Marinus van der Lubbe dans l'affaire de l'incendie du Reichstag.

Plus d'Informations: GB5RA733

Bangemann, Martin

(*1934)

Martin Bangemann, homme politique allemand fut membre de la Commission Européenne de 1989 à 1999.

• Durant son premier mandat à la Commission, de 1989 à 1995, Bangemann fut Commissaire au Marché Interne et aux Affaires Industrielles.

- En tant que Commissaire, il eut des problèmes en 1990, pour avoir perçu des paiements colossaux au titre d'interventions publiques, malgré le fait que cela soit interdit par les lois de la Commission.

- Bangemann fut encore accusé d'outrepasser ses droits lorsqu'il fit conduire son chauffeur officiel, avec la Limousine de la Commission, jusqu'à son Yacht privé, dans le Sud de la France.

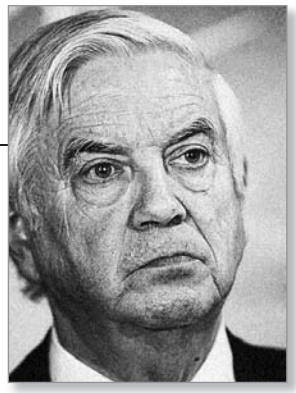
- Bangemann était Commissaire aux Affaires Industrielles, à l'Information et aux Télécommunications dans la Commission de Jacques Santer. En 1999, il fut impliqué dans un scandale de fraude qui le contraint à démissionner avec toute la Commission Santer.

- Quelques semaines après la démission de la Commission Santer, Bangemann fut nommé membre du Conseil d'Administration de Telefonica, société espagnole de télécommunications. L'UE intenta un procès en raison de possibles conflits d'intérêts, lequel fut abandonné après que Bangemann accepta de reporter son embauche à 2001.

Plus d'Informations: GB5MB824

Bolkestein, Frits

(*1933)



Frits Bolkestein fut Commissaire Européen au Marché Interne & aux Services entre 1999 et 2004.

- En 1996, Bolkestein, à l'époque chef du parti politique hollandais WD, tenta de persuader le Ministre allemand de la Santé, Els Borst, d'intégrer un médicament contre le cholestérol dans la liste de médicaments remboursés par la Sécurité sociale allemande. Ce médicament, le Cozaar, était vendu par Merck, Sharp & Dome, compagnie dont Bolkestein était directeur. L'émission d'information Netwerk rapporta également que Bolkestein fit pression sur Borst pour réduire la limite de remboursement du Zocor, un autre médicament de Merck, Sharp & Dome.

- Durant son mandat de Commissaire Européen au Marché Interne & aux Services, Bolkestein esquissa la “Directive sur les Services dans le Marché Interne”. Cette ''Directive Bolkestein'' visait à créer un Marché Unique pour les Services, reprenant ainsi les travaux de l'avocat nazi Walter Hallstein.

- En 2001, il refusa d'agir à la demande d'un Membre du Parlement Européen qui visait à enquêter sur des accusations de comptes secrets établis chez Clearstream, une branche du fournisseur allemand de prestations de services financiers, Deutsche Börse. Cinq ans plus tard, Paul Van Buitenen, dénonciateur des fraudes dans l'UE, qui avait déjà révélé les scandales de la Commission Santer en 1996, montra que Bolkestein était membre du Conseil de Consultants de la Banque Russe ''Bank Menatep''.

"Bank Menatep" avait déjà été accusé par Harlem Désir, un Membre français du Parlement Européen, de maintenir un compte secret chez Clearstream, ce qui peut lever des doutes quant au refus de Bolkestein de s'engager contre Clearstream.

- Bolkestein travailla pour Royal Dutch Shell, compagnie pétrochimique de 1960 à 1975.

Plus d'Informations: **GB5FB421**

Bosch, Carl

(*1874 †1940)

Carl Bosch dirigea le Conseil d'Administration de l'IG Farben de 1931 à sa mort.

- En 1910, avec Fritz Haber, Bosch développa un procédé de production d'ammoniac en grandes quantités pour une utilisation dans la fabrication d'explosifs. Cela créa un monopole sur l'ammoniac, très rentable, pour la société de Bosch, BASF, et plus tard pour l'IG Farben.

- En 1918, Bosch fut conseiller économique pour le gouvernement allemand lors des négociations de paix qui suivirent la Première Guerre Mondiale. Contrairement aux intentions initiales des puissances victorieuses de démanteler les installations de production chimique, Bosch conclut une entente pour les sauvegarder, en échange de quoi, les forces alliées obtinrent les savoirs et secrets de l'industrie des Colorants et du Procédé Haber-Bosch de production de l'Ammoniac.

- Après la formation de l'IG Farben en 1925, Bosch en devint président du conseil d'administration.

- En 1931, après la mort de *Carl Duisberg*, Bosch devint président du conseil de surveillance de la Farben, place de leader qu'il occupa jusqu'à sa mort en 1940.

- En 1937, Bosch fut nommé président de la Société Kaiser Wilhelm l'organisation faîtière des Instituts Kaiser Wilhelm et l'un des fers de lance de l'éthique scientifique des recherches menées au cours de la période nazie. La société fut financée par des fonds publics et privés. Les financiers du secteur privé incluaient l'IG Farben et la Fondation Rockefeller.

Plus d'Informations: GB5CB992

Daitz, Werner

(*1884 †1945)

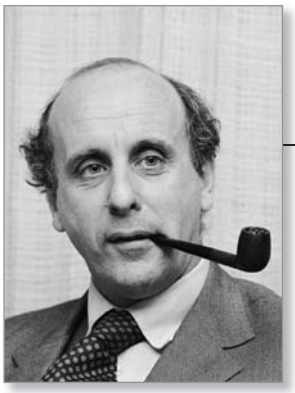
Werner Daitz fut l'un des principaux défenseurs de la théorie nazie "Greater Sphère" d'une Europe sous contrôle allemand.

• Werner Daitz étudia les techniques de la chimie et travailla pendant 10 ans comme directeur général de «Schön & Co.", entreprise qui entra plus tard dans l'IG Farben.

- En 1916, Daitz fut le premier à inventer le terme ''Communauté Economique Européenne'' Quarante ans plus tard, ce terme fut repris par ses successeurs pour décrire l'ancêtre de l'Union Européenne.
- À cette époque, Daitz commença à publier des articles et des livres sur les questions économiques et sociales, avec pour objectif principal d'établir un grand marché économique européen, sous la direction des nazis Allemands.
- En 1931, Daitz devint membre à la direction du Reich du parti nazi d'Hitler, comme responsable des questions économiques.
- Après 1933, Daitz fut membre du Reichstag, parlement allemand, au nom du parti nazi.
- En 1933, Daitz devint chef du bureau des questions spéciales et, plus tard, du commerce extérieur du parti nazi. Le bureau du commerce extérieur fut l'un des principaux think-tanks idéologique du parti nazi et fut dirigé par Arnold Rosenberg, l'un des responsables chargés de la communication d'Hitler à l'étranger.

- En 1939, Daitz fonda la Société européenne de la Planification Economique et de Macroéconomie, financée par le bureau du commerce extérieur nazi.
- Une branche directe de la Société européenne de la Planification Économique et de Macroéconomie fut l'Institut central de recherche pour l'Ordre économique national et l'économie de la Grande Sphère, qui fut dirigé par *Arno Soelter*.

Plus d'Informations: GB5WD198



Davignon, Étienne

(*1932)

Étienne Davignon est un ancien Commissaire Européen. Actuellement, il est Président du Groupe de Bilderberg et membre du conseil d'administration de la compagnie de l'industrie pharmaceutique Gilead.

- De 1977 à 1981, Davignon fut commissaire de l'UE pour les marchés industriels, les douanes et l'Industrie au cours de la Commission de Jenkins et, de 1981 à 1985, il fut Commissaire de l'UE aux Affaires Industrielles et à l'Énergie au cours de la Commission Thorn.

- Davignon est un membre de la Commission trilatérale.

- De 1989 à 2001 Davignon fut président de la Société Générale de Belgique.

- Depuis 1990, Davignon est membre du conseil d'administration de la société pharmaceutique Gilead Sciences, la même société dont Donald Rumsfeld, l'ancien secrétaire américain à la Défense, fut membre du conseil d'administration et président du conseil.

- En 2005, Davignon devint président du groupe ultra-secret Bilderberg, qui, clandestinement et à huis clos, réunit sur invitation loin des yeux du public l'élite riche et ultra-puissante des mondes de l'aristocratie, de la politique, des affaires, des banques et du journalisme.

Plus d'Informations: GB5ED424

Frattini, Franco

(*1957)

Franco Frattini est le Ministre actuel des Affaires Étrangères de l'Italie et et un ancien Commissaire européen.

- Nommé à la Commission en 2004, Frattini fut immédiatement pris dans des controverses liées à son appartenance à la Franc-Maçonnerie.

- En 2008, M. Frattini annonça son intention de recueillir les empreintes digitales et les photographies de tous ceux qui franchiraient les frontières de l'UE. L'année suivante, il devient obligatoire pour tous les nouveaux passeports de l'UE d'inclure empreintes et photographies digitales. À partir de 2011, tous les citoyens non originaires de l'UE qui feront une demande de visa dans l'UE devront fournir l'intégralité de leurs détails biométriques.

- Les partenaires de Frattini, comme le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, furent accusés d'être en lien avec la franc-maçonnerie et la mafia.

Plus d'Informations: GB5FF666

Globke, Hans

(*1898 †1973)

Hans Globke travailla sur les lois nazies de l'Holocauste et fut « l'éminence grise" » dans l'ombre de Konrad Adenauer, le premier chancelier de l'Allemagne d'après-guerre.

- Globke étudia les sciences juridiques et politiques avant de rejoindre la Prusse puis, l'administration allemande.
- En 1929, Globke devint conseiller administratif au Ministère de l'Intérieur de la Prusse.
- Après l'incendie du Reichstag, Globke fut impliqué dans la rédaction de la loi sur l'Activation et la dissolution de la Prusse. Il fut ensuite transféré au Ministère allemand de l'Intérieur.
- Globke acquis une réputation d'expert sur les questions raciales. Il travailla sur le «Zweite Verordnung zur Durchführung des Gesetzes über die Änderung von und Familiennamen Vornamen " (Deuxième règlement d'application de la loi sur la modification des prénoms et noms de famille).
- Les lois et règlements sur lesquels Globke travailla au Ministère de l'Intérieur jouèrent un rôle important en ouvrant la voie aux lois raciales de Nuremberg.
- En 1936, Globke co-écrit le commentaire aux lois raciales de Nuremberg.
- Durant la seconde GM Globke joua un grand rôle dans le transfert des lois holocaustes Nazies aux territoires annexés en Europe.
- Dans l'Allemagne d'après-guerre, Globke devint « l'éminence grise » du premier chancelier ouest-allemand, Konrad Adenauer. Dans ce rôle, il eut un immense pouvoir dans l'élaboration de la nouvelle Allemagne et le plan de construction de l'UE de Bruxelles.

Plus d'Informations: GB5HG188

Göring, Hermann
(*1893 †1946)

Hermann Göring fut l'un des principaux politiciens nazis et le chef du Plan Quadriennal de l'IG Farben.

- Göring fut le fils du premier commissaire du Reich allemand en Afrique du Sud-Ouest. (aujourd'hui: la Namibie).

- Dans la Première Guerre mondiale, après s'être battu pour les forces terrestres allemandes, il rejoignit l'armée de l'air et devint en 1917, chef d'un escadron de la force aérienne. En 1918, il fut nommé commandant d'un escadron de chasse et à la fin de la Première Guerre mondiale, Göring avait le grade de Capitaine.

- En 1922, étudiant d'histoire et d'économie à Munich, Göring rencontra Adolf Hitler. Il fut nommé premier chef de la Sturmabteilung (Section d'Assault). En 1928, il devint membre du parlement allemand au nom du parti nazi. Dans son deuxième mandat au parlement, il en devint le président. De cette position, il joua un rôle crucial dans la destruction de la démocratie allemande et l'établissement du régime dictatorial nazi.

- En 1933, Göring devint Ministre du Reich à l'aviation avec pour mission la reconstruction de l'Armée de l'Air allemande. Pour ses efforts à cet égard, Hitler le promut au plus haut grade militaire existant – "Generalfeldmarschall" (Général Maréchal) - avant de finalement créer en 1940, un nouveau grade, encore plus haut, “Reichsmarschall” (Maréchal de l'Empire) et de le décerner à Göring par décret.

- En 1936, Göring fut nommé Commissaire plénipotentiaire du Plan Quadriennal du régime, avec pour mission de préparer l'armée allemande à la guerre dans les quatre ans. On donna à *Carl Krauch* qui se battit pour l'obtenir un rôle clé dans ce plan. Par la suite, à l'occasion d'une fête d'anniversaire, Göring remercia Hermann Schmitz - président du conseil d'administration de l'IG Farben – de lui avoir donné Krauch.

- Dans son rôle de chef du Plan Quadriennal, Göring fut responsable de l'exploitation économique des zones occupées. Le fait que des millions de personnes soient mortes de faim fut jugé«Nécessaire» par Göring.

- En 1940, le Plan Quadriennal prit du retard, ce qui fit décliner l'influence de Göring dans le régime nazi. Hitler, mécontent de ce dernier devenu accro à la morphine, confia en 1942 les fonctions du Plan Quadriennal au Ministère de l'armement d'Albert Speer.

- Après que la guerre eut pris fin, Göring fut accusé au Procès de Nuremberg chargé de juger les criminels de guerre. En 1946, il fut reconnu coupable de participation à un complot de crime contre la paix, de planification et d'accomplissement de guerres,d'agression,de crimes de guerre,et de crimes contre l'humanité. Il fut condamné à mort par pendaison, mais se suicida peu de temps avant l'exécution.

Heath, Edward

(*1916 †2005)

Edward Heath fut le premier ministre britannique entre 1970 et 1974. Sous sa primature, la Grande-Bretagne entra dans l'UE de Bruxelles en Janvier 1973.

- Heath avait longtemps nourri le désir de lier son pays à une fédération européenne. Dans son discours parlementaire inaugural, prononcé le 26 Juin 1950 à son entrée dans la Chambre des Communes Britannique, il appela ouvertement le gouvernement à se joindre au Plan Schuman présenté par le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, à peine un mois avant l'entrée de Heath au parlement, le plan Schuman aboutit directement à la création de l'Union Européenne de Bruxelles.
- Heath fut connecté avec l'élite du Cartel, assista à une réunion du clandestin Groupe Bilderberg en 1976 et dirigea une réunion de la Commission Trilatérale de Rockfeller en 1980. Il était aussi un ami proche de Sir Austin Bide, président et chef de la direction de la compagnie pharmaceutique Glaxo.
- Un autre ami très proche de Heath était Eric Roll de Ipsden et membre de la chambre des Lords Britannique. Roll était un membre assidu des réunions au sein du Groupe Bilderberg ainsi membre du tout puissant comité de direction.
- Après que le président français Charles de Gaulle opposa dans les années '60 son veto à l'entrée de la Grande Bretagne dans l'UE, Heath invita Walter Hallstein, l'ancien avocat du régime Nazi alors Président de la Commission Européenne à Chequers, sa résidence de vacances de Premier Ministre. Cette visite fut la premiere d'une longue série au cours du mandat de heath comme premier ministre. Au cours de la décennie qui précéda l'entrée de la Grande Bretagne dans l'UE, Hallstein et Heath se rencontrèrent à de niombreuses reprises pour travailler en étroite collaboration, à l'abri des regards.
- Dans sa préface à l'édition allemande du livre de Andrew Roth en 1973, « Edward Heath – Ein Mann für Europa » (« un homme pour l'Europe »), Hallstein résuma le role de Heath quant au fait que la Grande-Bretagne fut livrée aux mains de l'UE, en déclarant d'emblée, que le « succès de cette bataille fut, dans une mesure déterminante, sa victoire. »

Plus d'Informations: GB5EH388

Ilgner, Max
(*1899 †1966)

Max Ilgner fut membre du conseil d'administration de l'IG Farben et à tous égards la connexion principale entre celle-ci et le régime nazi.

• Ilgner naquit dans la chimie, son père travaillant pour BASF. Après l'École d'aspirants-officiers prussiens de Berlin, Ilgner étudia la chimie, le droit, la métallurgie et l'économie politique.

- En 1924, Ilgner fut à la tête de l'approvisionnement et un signataire autorisé de Cassella, la première société à produire des médicaments chimiothérapiques.
- Après que Cassella eut fusionné avec l'IG Farben, Ilgner devint chef du service financier central, à Berlin.
- Dans les années suivantes, Ilgner établit un système pour modeler le gouvernement nazi, connu sous le nom de "Système Ilgner". Dans les bureaux de l'IG Farben à Berlin , le "Berlin NW7" (ministère de l'économie politique), dirigé par Ilgner, fut mis en place pour faire face aux représentants gouvernementaux.
- Le Département des affaires économiques de l'IG Farben dirigé à Berlin par Ilgner, fut utilisé par le gouvernement nazi pour espionner les pays étrangers. Ses rapports ont été largement utilisés dans les bureaux du gouvernement.
- Ilgner faisait partie intégrante du «cercle F», composé des dirigeants industriels, qui se réunissait dans son bureau et conseillait Joseph Goebbels, Ministre d'Hitler de la Propagande, sur les questions de la propagande de l'industrie allemande dans les pays étrangers.

- Max Ilgner fut nommé leader de l'industrie militaire en 1938.
- Une partie de la responsabilité d'Ilgner dans les bureaux de Berlin de l'IG Farben fut de développer des stratégies pour la création de l'économie de la Grande Sphère au sein de l'Union Européenne. À cet égard, il représenta activement l'IG Farben en tant que vice-président du Forum Central des Entreprise Européennes– un groupe d'intérêt regroupant l'industrie allemande, les banques et les associations professionnelles, mis en place pour conquérir le marché central européen.
- Avant l'invasion de la Pologne par l'Armée allemande, Ilgner présenta au gouvernement nazi une liste des usines que l'IG Farben souhaitait s'approprier. Cette procédure fut réitérée avant l'occupation nazie dans chaque nouveau pays.
- Ilgner fut arrêté en 1945 par l'armée américaine et condamné à trois ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le pillage, la spoliation de territoires occupés et la saisie de usines.

Plus d'Informations: **GB5MI444**

Kohl, Helmut

(*1930)

Helmut Kohl est un ancien chancelier allemand et un lobbyiste à temps plein de l'industrie pharmaceutique.

• Après la 2e GM, les industries pharmaco-chimiques ont mis en place des hommes aux plus hautes fonctions du, gouvernement. Helmut Kohl est l'un d'eux.

- De 1959 à 1969, Kohl fut lobbyiste à temps plein de l'industrie pharmaceutique au sein de la «Verband der Chemischen Industrie" (association de l'industrie chimique).
- En 1969, Kohl devint Ministre-Président de l'État allemand Rhénanie-Palatinat, Etat fortement influencé par l'industrie pharmaceutique.
- En 1982, Kohl atteignit la plus haute fonction au sein du gouvernement fédéral allemand-Chancelier- par un vote dit constructif qui suscita la méfiance des allemands Ce fut un coup de pouce du Cartel pharmaceutique à un homme du fait de son ancienne appartenance et membre influent de BASF et se trouvant maintenant dans les allées du pouvoir.
- Kohl a montré un intérêt particulier pour l unification européenne. Il était l'un des architectes principaux du Traité de Maastricht et de l'euro. La décision pour faire de Francfort le siège social de la Banque Centrale Européenne était principalement due à son influence.

Plus d'Informations: GB5HK841

- Pendant 16 ans, Helmut Kohl assura la promotion des intérêts politiques globaux du cartel pharmaceutique depuis le bureau du Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

- En 1995, alors que Kohl était chancelier, il est apparu qu'un marchand d'armes versa une série de contributions non déclarées au Parti Démocrate-chrétien de Kohl, le CDU. Le scandale éclata au grand jour en Novembre 1999, lorsque dans la ville allemande d'Augsbourg le ministère public émis un mandat d'arrêt contre l'ancien trésorier de la CDU, accusé de fraude fiscale pour avoir omis de déclarer un don d'un lobbyiste de l'industrie des armes. Les enquêteurs ont également constaté que l'argent n'était pas un paiement ponctuel et que la CDU recevait depuis longtemps des dons grâce à un système de comptes secrets. Néan moins, Kohl refusa à plusieurs reprises de révéler les noms des donateurs et il reste difficile de savoir combien de millions le CDU perçut de cette manière.

Krauch, Carl

(*1887 †1968)

Carl Krauch fut président du conseil de surveillance de l'IG Farben.

- Carl Krauch étudia la chimie et commença à travailler pour BASF en 1912. Il devint directeur de l'usine d'ammoniac de BASF à Merseburg en 1922.
- Carl Krauch devint en 1929 chef de la nouvelle branche de l'IG farben, la « hochdruck –Chemie « (chimie de haute pression) et en 1934 membre du conseil d'administration de IG Farben.
- En plus de son travail en tant que chef de la branche Chimie Haute Pression de l'IG Farben Krauch devint chef de la « Verminttlungsstelle Whermacht » , le lien entre l'IG Farben et l'armée allemande.
- En 1936, Krauch devint le chef du département de la recherche et du développement au siège du plan Quadriennal .Le Plan Quadriennal fut un ministère du gouvernement allemand chargé de préparer le pays a la guerre . Avant la création de ce département, Krauch militait activement pour un ministère de mobilisation à la guerre.
- En 1938 , Krauch devint Agent Général aux questions spéciales sur les produits chimiques au bureau du plan Quadriennal . Son travail fut particulièrement de préparer l'utilisation massive des gaz toxiques de l'IG Farben pour la guerre à venir.
- En 1939, Krauch fut promu président du Département de l'Expansion économique, au sein du Plan Quadriennal.
- In 1939, Krauch was promoted to president of the Department for Economic Expansion that was part of the Four Year Plan.

- En1940 Krauch succéda à Carl Bosch en tant que président du Conseil de surveillance de l'IG farben. En plus de ce nouveau travail Krauch demeura actif au sein du Plan Quadriennal.
- En 1948, Krauch fut condamné au Tribunal de Nuremberg à six ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, pour sa participation à l'esclavage et la déportation de la main-d'œuvre esclave.
- Il fut libéré en 1950 et devint membre du conseil de surveillance de Chemische Werke Huels AG, l'une des sociétés issues du démantèlement de l'IG Farben.

Plus d'Informations: **GB5CK498**

Merkel, Angela
(*1954)

Angela Merkel Chancelière allemande depuis 2005, a des liens étroits avec le lobby chimique.

- Merkel étudia la physique à l'université de Leipzig en Allemagne de l'Est de 1973 à 1978. Plus tard, elle obtint un doctorat pour une thèse sur la chimie quantique. Entre 1978 et 1990, Mme Merkel travailla et étudia à l'Institut Central de Chimie Physique à l'Académie des Sciences de Berlin-Est.
- Après la réunification de l'Allemagne, Mme Merkel fut élue membre du Bundestag, le Parlement Allemand, en 1990.
- En 1991, Merkel devint Ministre de la Femme et de l'Enfance dans le Ministère *d'Helmut Kohl*. De 1994 à 1998 elle devint Ministre de l'Environnement et de la Sécurité Nucléaire. Elle avait des liens si proches avec Kohl qu'elle devint connue sous le surnom ''Kohls Mädchen" (la fille de Kohl). En 2000 Merkel lui succéda à la tête du Parti Démocrate Chrétien, le CDU.
- En 2005, Angela Merkel devint Chancelière en Allemagne. Dans un discours, peu de temps avant son élection, elle déclara: «Pour l'Avenir, le peuple allemand n'a le droit ni à la démocratie ni à une économie libérée du marché!" Il est évident que Mme Merkel est à la solde des représentants du Cartel.
- Un de ses proches conseillers est le directeur général de BASF, Jürgen Hambrecht. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, BASF fut l'un des membres du cartel IG Farben.

Plus d'Informations: GB5AM988

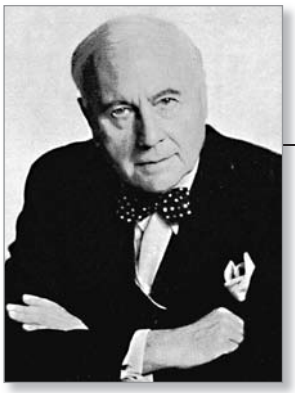
Oettinger, Günther

(*1953)

Günther Oettinger est devenu commissaire européen chargé de l'énergie en 2010

- En 1972,Oettinger commença à étudier le droit et l'économie à l'Université de Tübingen. Dès 1984, il travailla comme avocat à Ditzingen.
- Sa carrière politique démarra en 1983 quand il pris les fonctions de président de la ''Junge Union", l'organisation des jeunes du parti conservateur, dans sa région du Bade-Wurtemberg.
- Pendant son temps en tant que président de la Junge Union, Oettinger fut le co-fondateur de "Andenpakt", un groupe informel de politiciens qui comprenait: les ministres-présidents Roland Koch (de la région de la Hesse) et Christian Wulff (Basse-Saxe), les anciens ministres Matthias Wissmann et Franzjosef Jung, le député européen Elmar Brok et l'ancien président du Parlement européen, Hans-Gerd Pöttering.
- En 2005, Oettinger est devenu ministre-président du Bade-Wurtemberg. Pendant son mandat, Oettinger donna un éloge dans lequel il louait un de ses prédécesseurs, l'avocat nazi Hans Filbinger. Au lieu de décrire Filbinger comme le criminel nazi qu'il fut, Oettinger tenta de le dépeindre comme un opposant au régime nazi.
- Malgré la tentative d'Oettinger de revisiter le passé du nazi Filbinger, Angela Merkel le soutint pour être Commissaire Allemand Européen, ce qui le conduisit au poste de Commissaire Européen chargé de l'énergie en 2010. Pas surprenant, cependant, le manque d'expérience d'Oettinger dans la politique européenne et les questions énergétiques mondiales ont conduit sa nomination à être vivement critiquée.

Plus d'Informations: GB5GT422



Ophüls, Carl Friedrich

(*1895 †1970)

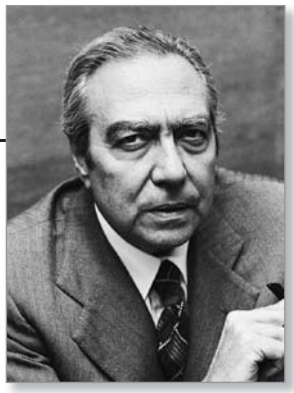
Carl Friedrich Ophüls
fut un avocat allemand.

- Ophüls étudia l'économie et le droit, avant de commencer à travailler pour le Ministère allemand, aux Affaires étrangères, en 1923.
- Entre 1925 et 1931, Ophüls travailla pour l'Ambassade allemande à Londres.
- Après la prise du pouvoir par les nazis, Ophüls travailla comme juge sur le droit des brevets et en tant que directeur du tribunal du district de Francfort, en Allemagne.
- En 1942, il fut nommé Enseignant à l'Université de Francfort.
- Après la guerre, Ophüls devint conseiller juridique à l'intégration européenne du gouvernement allemand. Entre 1955 et 1958, il fut Ambassadeur d'Allemagne en Belgique.

Plus d'Informations: GB5CO266

Ortoli, François-Xavier

(*1925 †2007)



François-Xavier Ortoli fut président de la Commission européenne de 1973 à 1977 et Commissaire de l'UE de 1977 à 1984.

- Ortoli devint Ministre français de l'Économie et des Finances en 1968. De 1969 à 1972, il fut ministre du Développement industriel et scientifique.

- Ortoli devint président de la Commission européenne en 1973 et y servit jusqu'en 1977. Dans la commission suivante, sous Roy Jenkins, il fut commissaire européen aux affaires économiques et financières.

- En 1983, Ortoli assista à la première réunion de la «Table ronde européenne des industriels", un groupe d'intérêt influent comprenant, entre autres, des représentants de haut rang de la chimie, la pétrochimie et des industries pharmaceutiques. Les participants à la réunionincluaient des représentants de haut rang de la société pétrochimique Shell, de Ciba-Geigy, compagnie pharmaco-chimique et ICI société chimique.

- En 1984, juste après son dernier mandat à la Commission de l'UE, Ortoli fut nommé président de Total, la société pétrochimique française.

Plus d'Informations: GB5FO552

Reithinger, Anton

(*1898 - ?)

Anton Reithinger fut chef du département politico-économique de l'IG Farben à Berlin. Son ministère fut utilisé pour espionner au nom du gouvernement nazi les pays étrangers et ses rapports furent largement utilisés dans les bureaux du gouvernement nazi.

- Anton Reithinger fut à la tête de «Abteilung Volkswirtschaftliche", dit le VoWi, le service économique de l'IG Farben dans les bureaux NW7 à Berlin.

- Le VoWi de Reithinger fut utilisé par le gouvernement nazi pour espionner dans les pays étrangers. Les rapports établis par le VoWi servirent largement dans les bureaux du gouvernement et présentaient beaucoup de pages vierges pour être manipulés.

Plus d'Informations: GB5AR877

von Ribbentrop, Joachim

(*1893 †1946)

Joachim von Ribbentrop a été ministre des Affaires étrangères allemand entre 1938 et 1945. Criminel de Guerre reconnu coupable, il fut pendu en 1946 après Nuremberg.

- Après avoir combattu pour l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, durant laquelle il atteignit le grade de lieutenant, Von Ribbentrop est devenu représentant des ventes d'une entreprise française de vins et liqueurs. En 1920, il épousa Anna Elisabeth Henkell, fille d'Otto Henkell, à la tête de la fortune de la société de champagne Henkell & Co. Pendant les années 1920, la société d'import/export de Von Ribbentrop fut l'une des plus grandes d'Allemagne.

- Von Ribbentrop rencontra Adolf Hitler dans les années 1920 et rejoignit le parti nazi en 1932, aidant logiquement à organiser des contacts entre les nazis et des personnes influentes des affaires.

- Après qu'Hitler eut prit le pouvoir, Von Ribbentrop devint conseiller du parti nazi sur la politique étrangère. Plus tard, il devint ministre du Reich, ambassadeur plénipotentiaire, un poste qu'il occupa de 1935 à 1936. Après deux ans comme ambassadeur d'Allemagne à Londres, il devint ministre allemand des Affaires étrangères en 1938.

- Von Ribbentrop fut une force motrice dans l'ambiance de plus en plus anti-britannique de Hitler et du gouvernement allemand. En 1939, il joua un rôle clé dans la négociation du pacte russo-allemand de non-agression.

- Après le succès de l'occupation de la France et d'autres pays d'Europe occidentale, Von Ribbentrop ministère des Affaires étrangères devint Responsable des Juifs y habitants. Von Ribbentrop fut activement impliqué dans le meurtre organisé des Juifs dans ces régions et en 1943, il reçu pour cela un cadeau de 1 millions de Reichsmark de la part d'Adolf Hitler.

- Von Ribbentrop fut arrêté en 1945 et, au procès de Nuremberg, reconnu coupable de crimes contre la paix, de planification délibérée d'une guerre d'agression, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Il fut condamné à mort et pendu en Octobre 1946.

Plus d'Informations: **GB5JR411**

Sarkozy, Nicolas

(*1955)

Nicolas Sarkozy est l'actuel président de la France depuis 2007.

- Sarkozy étudia le droit privé et d'affaires à l'Université de Nanterre, Paris X, en France. Il travailla ensuite comme avocat spécialisé en droit des affaires et de la famille. Un de ses clients fut Silvio Berlusconi, Premier ministre italien et magnat des médias.

- La carrière politique de Nicolas Sarkozy commença en 1982, quand il devint maire de Neuilly-sur-Seine, l'une des plus riches communes de France ou il resta en fonction jusqu'en 2002.

- En 2002, Sarkozy devint Ministre français de l'Intérieur. Pendant son mandat, il contraint le mariage entre le nain pharmaceutique français Sanofi et le géant suisse-allemand du secteur Aventis Hoechst. Entre 2004 et 2005, Sarkozy fut le ministre français des Finances, après quoi, de 2005 à 2007, il servit de nouveau en tant que ministre de l'Intérieur.

- En 2006, Sarkozy annonça son intention de briguer la présidence de la France. Pendant sa campagne électorale, dans un effort pour diviser et effrayer la France, Sarkozy critiqua largement les étrangers et les immigrés, allant même jusqu'à dire de cette jeunesse des banlieues privée de ses droits juvéniles, qu'elle était de la ''Racaille'', alimentant ainsi l'échauffement du climat politique et se présentant comme le candidat de la «loi et de l'ordre».

Plus d'Informations: GB5NS721

Sölter, Arno

(*1911 †1987)

Arno Sölter fut un ardent défenseur de la théorie nazie de la Grand Sphère.

- Sölter fut chef de '' l'Institut Central de Recherche pour l'Ordre Economique National et l'Économie de Grande Sphère'' du parti nazi.

- En 1941, Sölter signa le livre influent "Le Cartel de la Grande Sphère" ("Das Großraum-Kartell"), qui décrivit un plan économique pour une Europe sous contrôle allemand.

- Après la Seconde Guerre mondiale, Sölter travailla pour "der Bundes Industrie bande» (BDI), un groupe de pression d'industriels allemands.

Plus d'Informations: GB5AS335

Sutherland, Peter
(*1946)

Peter Sutherland fut un commissaire européen de 1985 à 1989 et siégea aux conseils d'un certain nombre de sociétés multinationales milliardaires, comme BP, la société de pétrochimie.

- Sutherland étudia le droit à l'University College Dublin. En 1982, il devint procureur général d'Irlande.

- Il rejoignit la Commission européenne en 1985 en tant que commissaire aux politiques de concurrence. En 1990, après la fin de son mandat, il rejoignit le conseil d'administration de la société pétrochimique BP. En 1997, il fut nommé président du conseil d'administration de BP.

- En 1992, alors qu'il était au conseil d'administration de BP, Sutherland s'est vu confier au nom de la Commission européenne, un comité sur le fonctionnement du Marché Interne dans l'Union européenne.

- En 1995, il devint directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

- En 2007, parallèlement à sa présidence chez BP, Sutherland est devenu Conseiller aux questions énergétiques et climatiques à la Commission européenne du Président José Manuel Barroso.

- En plus de servir comme président du conseil d'administration de BP, Sutherland est aussi président de Goldman Sachs Inter-

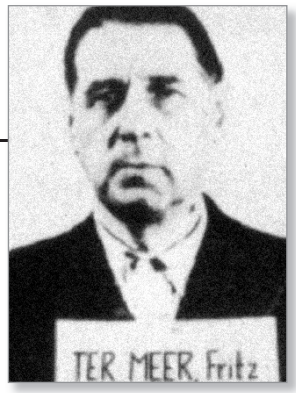
national. Il fut auparavant directeur non-exécutif de la Royal Bank of Scotland et un membre du conseil d'administration de la société d'ingénierie multinationale, ABB.

- Sutherland est membre du puissant Comité de pilotage du groupe Bilderberg. Il est également le président pour l'Europe à la Commission Trilatérale de Rockfeller, dont les membres sont des chefs de l'élite du monde des affaires, des médias, des milieux universitaires, de la politique et d'organisations non gouvernementales, du Japon, de l'Europe et d'Amérique du Nord.

Plus d'Informations: GB5PS961

ter Meer, Fritz

(*1884 †1967)



Fritz ter Meer fut membre du conseil d'administration de l'IG Farben et criminel de guerre condamné.

- Ter Meer étudia la chimie et le droit en France et en Allemagne, après quoi il travailla pour la société de chimie de son père, la Dr E. ter Meer & Cie. En 1925, la société fusionna dans l'IG Farben.

- Ter Meer devint membre du conseil d'administration de IG Farben en 1925 et y resta jusqu'en 1945. Il fut également membre du comité de travail et du comité technique de l'IG Farben.
- Ter Meer fut directeur de la section II du ministère allemand de la guerre.

- En 1939, il convaincut le chef de l'Agence allemande de l'Armée de terre d'utiliser comme arme, un gaz toxique de l'IG Farben, le Tabun.

- À partir de 1941, Ter Meer fut responsable de la construction et de l'exploitation de l'usine IG Farben au camp de concentration d'Auschwitz.

- En 1943, Ter Meer devint agent général détaché à l'Italie et Ministre du Reich pour l'armement et la production de guerre.

- Ter Meer fut arrêté en 1945 et jugé au procès de Nuremberg avec les IG Farben, où il fut reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le pillage et la spoliation des territoires occupés, la saisie des usines et la participation à l'esclavage et la déportation d'esclaves du travail. Il fut condamné à sept ans de prison mais fut libéré avant, en 1950.

- En 1952,Ter Meer devint président du conseil de surveillance de Bayer.

- Au cours du procès de Nuremberg, l'avocat de Fritz ter Meer indiqua spécifiquement que c'est le concept d'une mise en commun totale de l'économie européenne qui façonna les objectifs de son client.

Wurster, Carl

(*1900 †1974)

Carl Wurster travailla pour IG Farben et Degesch et fut parmi les responsables du gaz toxique, le Zyklon B.

- Wurster étudia la chimie et commença à travailler en 1924 pour BASF et en 1925 pour le département de chimie inorganique de l'IG Farben.

- En 1934, Wurster devint chef du département de chimie inorganique de l'IG Farben.

- Wurster siégea également au conseil d'administration de la Degesch, possédée par l'IG Farben, le fabricant du Zyklon B - le gaz toxique utilisé dans les chambres à gaz d'Auschwitz.

- Wurster devint un membre du conseil d'administration de IG Farben en 1938.

- En 1952, Wurster devint directeur exécutif de la re-formée BASF.

Plus d'Informations: GB5CW892

Chapitre 7

Le Relais de la Vie

Le Relais de la Vie

Dans les chapitres précédents de ce livre, nous avons partagé avec vous notre analyse qui donne à réfléchir sur la façon dont les héritiers des architectes d'Auschwitz effectuent une autre tentative de conquête mondiale.

La fait de reconnaître la dimension de tromperie et de fraude qui permettrait à ces intérêts d'obtenir une chance pour cette dernière tentative, devrait donner une leçon à chaque lecteur: la seule façon dont leur prise de contrôle mondiale peut être empêchée – maintenant et pour les générations futures – constitue à nous immuniser contre les mensonges et tromperies qui forment la base même du modus operandi de ces intérêts.

Plus important encore. à présent que nous avons exposé la vérité concernant les architectes d'Auschwitz, nous estimons qu'il nous incombe de proposer la voie à suivre.

Ce livre ne fait rien moins que de réecrire l'histoire du vingtième siècle.

Il s'ensuit donc que les projets pour le XXIe siècle doivent être révisés afin de tenir compte de notre nouvelle compréhension du passé.

L'analyse dégrisante documentée dans ce livre, offre désormais une occasion unique de façonner l'avenir sans répéter les erreurs du passé. Considérant l'ampleur de ces erreurs, les mesures à prendre dès maintenant devront être courageuses, ambitieuses et de nature globale.

De plus, le moment pour élaborer la voie menant à un monde meilleur est arrivé. Car si nous ne tirons pas des conclusions précises

et immédiates des leçons de l'histoire, l'humanité perdra une occasion importante de redresser son cours.

Dans ce chapitre, nous allons exposer les actions nécessaires pour créer un monde de santé, de paix et de justice sociale. Ce monde n'est plus une illusion. Il peut et doit être construit dès à présent.

Combien de temps ce monde mettra-t-il pour devenir une réalité ? Cela ne dépend que d'un seul facteur: de combien d'entre nous sont prêts à s'engager pour atteindre cet objectif. Cet appel à l'action est particulièrement dirigé vers la jeune génération, car c'est leur monde et leur avenir qui est en train d'être décidé aujourd'hui.

L'humanité se trouve à un carrefour. Les alternatives ne pourraient pas être plus distinctes. D'un côté se trouvent les intérêts économiques qui tirent profit de la maladie, de la misère et de la mort de millions de personnes. De l'autre, se trouvent les populations du monde, pour lesquelles il n'y a pas d'intérêt plus élevé que la protection de leur santé et de leur vie.

Les survivants du camp de concentration d'Auschwitz ont pris conscience de ce moment déterminant dans l'histoire de l'humanité. Avec leur appel pour un 'Relais de la Vie', ces survivants peu nombreux qui ont quitté l'enfer sur Terre il y a des décennies, passent cette obligation morale à toute l'humanité aujourd'hui.

Le 'Relais de la Vie' n'est pas simplement une obligation morale, mais aussi un appel à l'action afin de protéger la vie sur Terre dans son sens le plus large – et donc, un appel à créer les fondations pour un monde meilleur.

Les buts

L'humanité possède à présent l'opportunité de créer un monde de santé, de paix et de justice sociale. Mais ce nouveau monde ne se créera pas de lui-même; nous, les peuples, seront obligés de le construire nous-mêmes.

Ce livre jette les bases d'un des plus grands mouvements de l'histoire de l'humanité: le « Mouvement de la Vie ». Le but de ce mouvement est de libérer l'humanité des chaînes d'une dépendance d'un siècle face au Cartel du pétrole et des médicaments, et de protéger la vie humaine pour toutes les prochaines générations.

Pour chaque mouvement, il est important d'avoir des objectifs clairement définis. Les objectifs du "Mouvement de la Vie" sont les suivants:

- Diffuser la vérité
  Il est à présent évident que nous, les populations du monde, avons été trompées en ce qui concerne des questions importantes telles que: qui, en définitive, fut responsable des plus grands crimes du vingtième siècle – et des soixante millions de morts de la seconde guerre mondiale ? Si les intérêts qui ont retenu ces informations loin de nous pendant plus de sept décennies, contrôlent toujours l'opinion publique, nous devons nous poser d'autres questions importantes :

  1. Pourquoi nous ont-ils menti?
  2. S'ils nous ont menti concernant des sujets aussi importants que ceux-là, pourquoi devrions-nous croire à ce qu'ils nous racontent aujourd'hui ?

  Il est évident que la compréhension et la diffusion de la vérité concernant l'histoire, sont les conditions préalables pour pouvoir construire un monde meilleur.

- Protéger la santé et la vie
  Le but le plus important du "Mouvement de la Vie" consiste à protéger la santé et la vie des citoyens de cette planète –maintenant, et pour toutes les générations futures – afin qu'elles ne puissent plus être maltraitées ou sacrifiées aux intérêts industriels.

- Rendre hors-la-loi les brevets sur la santé et sur la vie
  L'humanité a dû passer par deux guerres mondiales, avec plus de cent

millions de morts, afin de se rendre compte que la cause première qui se trouvait derrière chacune d'entre elles était le principe des brevets. Donc, l'objectif principal doit être de rendre hors-la-loi les brevets sur la santé et sur le vivant.

- La création d'un nouveau système de soins de santé
  Durant le siècle passé, les intérêts pharmaceutiques ont essayé de construire un monopole sur la santé mondiale, sur base de deux éléments principaux: l'exclusivité des médicaments brevetés en tant que thérapies, et la privatisation du secteur des soins de santé, placées sous leur contrôle. Il va sans dire que la condition préalable à un nouveau système de soins de santé, est l'élimination de ces deux moyens de contrôle.

  Par opposition au système de santé actuel, qui est basé sur la promotion et l'expansion des maladies en faveur des médicaments brevetés, le nouveau système de soins de santé se concentre sur la prévention et l'élimination des maladies. La première étape dans le recentrage du nouveau système de soins de santé, orienté vers ces objectifs, est l'abolition de tous les brevets pour les médicaments thérapeutiques et autres médicaments.

  La seconde étape consiste à amener le secteur des soins de santé sous le contrôle des populations. Il s'agit de la seule façon de garantir que la recherche médicale, l'éducation et la pratique, servent exclusivement les intérêts sanitaires des populations, et non les intérêts financiers qui se trouvent derrière l'industrie pharmaceutique.

- La protection de la vie
  Le génome humain, en tant que plan et base biologiques de la vie, appartient à nous tous. Les efforts visant à posséder ce code génétique, dans le but de reconstruire, vendre et manipuler le corps humain ou des parties de celui-ci en faveur des profits des entreprises, devraient être inter.

- La protection de l'approvisionnement alimentaire
  Les informations génétiques contenues dans les animaux, les plantes et la nourriture qui a poussé dans nos champs et nos jardins pendant des millénaires, appartiennent à nous tous. Manipuler et altérer le code génétique de la vie, dans le but de breveter et de créer des monopoles de marché mondiaux, comporte le danger que nos approvisionnements alimentaires soient contrôlés et utilisés à des fins politiques par les intérêts industriels.

- La protection de l'environnement
  Une bonne santé, ainsi que le maintien de la vie, dépendent d'un air pur, d'une eau pure et d'une absence de produits chimiques toxiques répandus dans l'environnement. Durant le siècle passé, la pollution de l'atmosphère dérivée du carbone, qui provient des industries de forage pétrolier et d'extraction minière du charbon, est devenue l'une des grandes menaces pour notre environnement. Le réchauffement mondial, ainsi que d'autres conséquences de cette pollution, menacent également la survie de notre planète. En plus, les techniques agricoles conventionnelles et intensives exigent l'utilisation de grandes quantités de pesticides toxiques et brevetés, menaçant ainsi l'équilibre écologique, et même la vie.

  Au 21e siècle, les énergies dérivées du carbone doivent être remplacées par l'énergie basée sur l'hydrogène, le soleil, le vent, les marées et d'autres formes d'énergie renouvelable, protégeant ainsi simultanément la vie humaine et l'environnement. De façon similaire, les techniques agricoles intensives doivent être remplacées par l'agriculture biologique et par d'autres méthodes agricoles naturelles et décentralisées.

- Protéger la paix mondiale
  La préservation de la paix a été un rêve pour chaque génération à travers l'histoire. Alors que la plupart des guerres étaient des conflits régionaux, le vingtième siècle a connu deux guerres qui ont impliqué pratiquement le monde entier.

  L'analyse correcte des causes de ces deux guerres mondiales est une condition préalable pour éviter un autre conflit mondial. Puisqu'un tel conflit impliquera – sans aucun doute – des armes de destruction massive, cette même analyse détermine également la survie de l'humanité.

  Les faits documentés dans ce livre ne mènent qu'à une seule conclusion:la résiliation du principe de la brevetabilité dans les

secteurs de la santé et du vivant est la condition sine qua non pour préserver la paix dans le monde.

De façon similaire, la suppression de la dépendance de la demande d'énergie mondiale face au pétrole, ôtera l'incitation au profit qui se trouve derrière l'invasion militaire de régions riches en pétrole. Par conséquent, au plus tôt l'approvisionnement énergétique mondial pourra être satisfait par des formes d'énergie décentralisées et renouvelables, au moins de nouvelles guerres seront susceptibles de se produire.

- Etablir la justice sociale

  Les empires coloniaux des siècles précédents, qui divisèrent le monde entre riches et pauvres, ont été remplacés par les nations meneuses dans l'exportation des produits chimiques, pharmaceutiques et pétrochimiques. Les intérêts mondiaux du "Cartel du pétrole et des médicaments" ne consolident pas seulement les injustices sur notre planète, mais ils les développent davantage à chaque jour qui passe.

  Parmi toutes ces nouvelles formes modernes de dépendance économique, celle qui est de loin la forme la plus odieuse est le "colonialisme pharmaceutique." Derrière des apparences trompeuses de charité et de lutte contre les épidémies, des médicaments toxiques et mortels qui déciment la population et aggravent la dépendance économique, sont promus dans les pays en voie de développement.

  De façon semblable, la division entre pays riches et pays pauvres est encore aggravée par la promotion des semences et des aliments brevetés, génétiquement modifiés, sous le faux prétexte de combattre la faim dans le monde.

  Les leçons à tirer de l'histoire sont claires: aussi longtemps que l'humanité permettra aux héritiers des architectes d'Auschwitz de continuer à être les éminences grises qui se trouvent derrière l'ordre économique mondial d'aujourd'hui, il n'y aura aucune justice sociale.

La cessation des activités d'investissement concernant les médicaments et les aliments brevetés est une condition préalable pour réduire le fossé entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, et pour établir la justice sociale à l'échelle mondiale.

Les technologies modernes décentralisées dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'énergie et autres, constituent la base de la croissance économique dans les pays en voie de développement, et de la diminution des dépendances.

De plus, la cessation des "paiements de tributs" effectués par les pays en voie de développement au profit du Cartel du pétrole et des médicaments, libèrera de grandes quantités de ressources économiques dans ces pays, ressources qui pourront être orientées afin de répondre aux besoins fondamentaux des populations, qui incluent la nourriture, la santé, l'éducation et l'emploi.

Nous, les gens du Peuple, sommes les architectes de ce nouveau monde

A ce moment précis de l'histoire, nous, les gens du peuple, avons deux alternatives: premièrement, nous pouvons permettre aux intérêts industriels de continuer à se consolider et à étendre leur monopole sur cette planète dans les domaines principaux de notre vie. Ou bien, nous pouvons prendre nos responsabilités afin de construire ce nouveau monde pour nous-mêmes, et pour toutes les générations à venir.

Si nous laissons ce monde aux intérêts des industries; elles poursuivront leurs affaires afin de développer la pauvreté, la faim, la pollution environnementale, la maladie et la mort. Bien sûr, le maintien des intérêts industriels sur ce monde, et les avantages économiques qui en découlent, ne peuvent s'effectuer que sous une dictature mondiale qui permet à ces in-

térêts corporatistes de limiter les droits civils, et de ne pas tenir compte de la volonté des populations.

Si nous, en tant que gens du peuple, décidons de prendre nos responsabilités, nous pouvons tirer parti des technologies les plus modernes, telles que les énergies renouvelables et la santé naturelle basée sur la science, et créer un monde de santé, de paix et de justice sociale. Le libre échange des informations parmi la population et la grande quantité de ressources économiques qui deviendront soudainement disponibles, permettront à l'humanité d'effectuer un saut quantique vers un monde juste.

Le choix semble évident. Cependant, deux aspects doivent être clairs pour tout le monde: premièrement, nous, les gens du peuple, devons construire ce monde nous-mêmes parce que c'est nous et nos enfants qui en tirerons les plus grands bénéfices. Deuxièmement, nous devons le faire maintenant; car pour chaque jour où nous attendons de saisir cette opportunité, l'industrie du statu quo tentera de consolider son contrôle sur cette planète.

Les étapes suivantes

Chaque lecteur de ce livre, chaque personne qui reçoit cette documentation et qui comprend l'urgence de l'instant, devrait entreprendre immédiatement des actions afin de commencer à construire ce monde meilleur. Voici quelques-unes des tâches les plus urgentes qui doivent être entreprises :

- Pensez par vous-même !
  Lorsque vous réfléchissez au contenu de ce livre, et menez vos propres recherches, vous vous rendez compte à quel point vous avez été trompé et floué quant au fait d'avoir une bonne compréhension de l'histoire, y compris de votre propre passé. En particulier, vous devez développer une attitude critique par rapport aux médias, car ceux-ci servent le statu quo et, partant, contribuent à la tromperie mondiale.

- Disséminez les informations contenues dans ce livre.
  Ce livre contient des informations uniques, de la documentation et une analyse que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Nous avons tenté de fournir des preuves autant que nous le pouvions à partir des documents officiels, y compris des dossiers cachés depuis longtemps dans les archives gouvernementales et internationales. Nous vous encourageons à étudier tous les liens contenus dans la version en ligne de ce livre, et à mener vos propres recherches. Nous vous encourageons à transmettre la version en ligne de ce livre à chaque personne que vous connaissez, et à inclure un commentaire personnel par rapport à ce que vous avez appris.

- Contactez vos représentants politiques.
  Ne présumez pas que vos représentants politiques sont au courant des faits contenus dans ce livre. Alors que certains d'entre eux ont été amenés au pouvoir par ces intérêts, d'autres en ont simplement été les victimes - comme, en fait, nous l'avons tous été. Ceux qui font partie de ce dernier groupe méritent une chance de prouver qu'ils représentent vraiment vos intérêts.

  - Envoyez une copie de ce livre à vos représentants politiques.

  - Demandez à vos politiciens s'ils sont conscients des faits historiques contenus dans ce livre. Leurs réponses pourraient vous surprendre.

- Organisez-vous afin de répandre le message de ce livre.
  La meilleure façon dont nous pouvons nous assurer que ce livre atteigne les coins les plus reculés de votre village, bourgade, ville ou pays, consiste à former un groupe avec d'autres lecteurs qui partagent votre détermination à agir. La première tâche d'un tel groupe, bien, sûr, est de développer des moyens de distribuer ce livre dans votre communauté et de s'assurer que tout le monde, littéralement, le lise. Suite à l'exécution de cette tâche, de nombreuses autres activités peuvent être développées.

- **Recherchez et travaillez avec des personnes qui possèdent des idées similaires.**
  Il existe de nombreuses possibilités et de nombreux domaines dans lesquels vous pouvez devenir actif et vous impliquer pour mener une campagne. Ils incluent:

  La protection de l'environnement
  Les énergies alternatives
  La santé naturelle basée sur la science
  Le jardinage organique
  Le micro-financement et les économies alternatives
  Tout autre domaine dans lequel l'emprise que les intérêts industriels possèdent sur notre planète, peut être réduite

- **Votez avec votre portefeuille.**
  Soyez aussi prudent lorsque vous choisissez, où, et ce pour quoi vous dépensez votre argent, que lorsque vous choisissez les politiciens pour lesquels vous votez. L'endroit, ainsi que ce pour quoi vous dépensez votre argent, changent réellement le monde. Par exemple:

  En achetant des produits organiques, vous votez contre les affaires de l'industrie chimique des pesticides.
  En achetant une voiture à haute efficacité énergétique, vous votez contre l'industrie des produits pétrochimiques et contre la pollution.
  En choisissant, pour vous-même et pour votre famille, la santé naturelle basée sur la science, vous votez contre l'industrie pharmaceutique qui promeut les maladies, et contre son monopole sur la santé.

Une plate-forme pour un monde meilleur

La documentation et l'analyse contenues dans ce livre constituent la rampe de lancement à partir de laquelle l'humanité peut construire un monde meilleur.

Déjà, il y a deux ans, plus de deux douzaines de survivants des camps de concentration se sont réunis dans la ville d'Auschwitz afin de présenter une nouvelle constitution aux gouvernements de l'Europe. Cette constitution "Pour le peuple, par le peuple", soulignait la nécessité de sauvegarder les intérêts du peuple contre l'avidité des entreprises.

Malheureusement, cet appel historique – présenté comme un "Relais de la Vie" par un groupe de personnes ayant la plus haute autorité morale sur cette planète –fut ignoré par les dirigeants politiques de l'Europe. Au contraire, en signant la « loi d'habilitation » de Lisbonne, ces politiciens myopes ont donné le feu vert à un processus qui livre le continent européen tout entier aux mêmes intérêts industriels que ceux qui se sont déjà rendus responsables des deux guerres mondiales.

Confrontés à cette situation, nous, les auteurs de ce livre, avons décidé d'inclure cet appel dans ce livre, et de le répandre comme plate-forme politique et comme condition préalable afin de préserver la démocratie, pour cette génération ainsi que pour les générations futures.
Dans les pages suivantes, nous documentons l'appel historique pour un "Relais de la Vie" vers la construction d'une Europe – et, in fine, d'un monde – pour le Peuple et par le Peuple. Contrairement à de nombreuses plates-formes politiques nationales et régionales, cet appel international peut être soutenu par un appui massif des populations du monde, parce qu'il comporte une crédibilité et une autorité sans précédent: le poids moral des survivants aux pires crimes commis contre l'humanité, combiné à l'analyse correcte des causes des deux guerres mondiales.

RELAIS DU SOUVENIR – RELAIS DE LA VIE

APPEL A UNE EUROPE POUR LE PEUPLE, PAR LE PEUPLE

Préambule

Nous, les survivants de l'Holocauste – étiquetés comme des esclaves via les numéros par lesquels on nous a marqués dans les camps de concentration allemands nazis – sentons que le temps passe rapidement. Le monde est devenu de plus en plus résistant à notre témoignage concernant la faim et la misère, concernant l'anéantissement du travail d'esclave, concernant la guerre et la haine, et concernant d'autres crimes nazis.

Nous avons vécu pour voir la réalisation de l'idée merveilleuse d'une nouvelle Europe. Cette Europe devait être construite sur la mémoire du passé, en tant que principe fondamental d'une Europe pour le peuple, par le peuple.

Cependant, ce que nous sommes en train de remarquer, c'est qu'il y a de plus en plus de violations de ce principe. Au cours de l'histoire européenne, les droits de l'homme les plus élémentaires, qui sont les droits à la santé et à la vie, ont été les droits qui furent le plus souvent bafoués.

Rien qu'au cours du siècle dernier, les deux guerres mondiales ont coûté la vie à plus de 100 millions de personnes. Dans le cycle des événements qui ont façonné l'image de l'Europe, un endroit s'est distingué comme le symbole de l'agonie et de la mort: le camp de concentration et d'extermination allemand et nazi, à Auschwitz-Birkenau.

Des centaines de milliers d'hommes et de femmes provenant de toute l'Europe, emprisonnés dans les camps de concentration, perdirent la vie en tant que travailleurs esclaves au nom de la cupidité industrielle. Bien plus, des dizaines de milliers d'entre eux perdirent la vie dans des expériences pseudo-médicales menées

sur les prisonniers afin d'obtenir des brevets pour divers médicaments, expériences menées pour le compte de différentes sociétés pharmaceutiques appartenant à IG Farben.

Aujourd'hui, la construction d'une Europe nouvelle se produit au moment où nous, les "témoins de l'époque", sommes toujours en train de donner notre témoignage concernant les conséquences du mépris pour les vies humaines et les besoins des personnes.

Nos vies furent façonnées à l'époque où la vie humaine n'avait aucune valeur, et où on n'avait besoin de l'esclave que pour son travail. Les propriétaires absolus d'un être humain n'étaient pas tellement les SS, mais les robots avides d'argent et de pouvoir de chez IG Farben Auschwitz.

C'est la raison pour laquelle nous nous sentons responsables du processus consistant à construire une nouvelle Europe pour le peuple et par le peuple.

Ceci n'est pas une question d'opinion politique.
Il s'agit de notre appel au souvenir.
Il s'agit de notre appel à la vie, à la pensée rationnelle, à une Europe pour le peuple et par le peuple, pour un relais du souvenir, pour un relais de la vie.

Nous ne devons jamais permettre à ce relais d'être interrompu, même si, depuis les coulisses d'une nouvelle Europe, des masques étranges apparaissent, et qui ressemblent aux visages d'IG Farben Auschwitz.

APPEL POUR « UN MOUVEMENT DE LA VIE »

Les droits à la santé et à la vie constituent les principaux droits les plus fondamentaux de l´homme. Ces droits sont menacés par les intérêts corporatistes globaux qui considèrent que le corps humain est son principal marché ,source de profits illimités. Aujourd´hui , en ce début du 21ème siècle , les peuples du monde entier doivent s´unir pour protéger leurs droits humains les plus inaliénables.

LE DROIT A LA SANTE

La protection de notre santé est le plus important droit de l´homme. Au cours du siècle dernier notre santé s´est retrouvée sous l'influence croissante d'une industrie d'investissement qui prospère grâce à l'expansion des maladies en tant que marchés pour des médicaments brevetés. Les efforts déployés par des sociétés pharmaceutiques pour monopoliser la santé humaine à un niveau mondial sont devenus l'obstacle le plus important face à la prévention et en fin de compte l´éradication des maladies actuelles de civilisation.

N'importe quel modèle économique basé sur l'expansion délibérée des maladies viole le droit humain fondamental de la santé et doit être interdit dans le monde entier. Ceci tracera la voie à l´humanité vers l´éradication des maladies cardiovasculaires , du cancer et de beaucoup d´autres maladies avant la fin de ce siècle.

LE DROIT À LA VIE

De la même manière , le droit à la vie, droit de l´homme constitué par la base biologique même de la vie est menacé par les mêmes intérêts corporatistes. Le génome humain - le principe même de vie et la base biologique de notre existence - est devenu la cible d'exploitation commerciale à grande échelle par le système de brevets sur les gènes.

Le code génétique est la propriété inaliénable de toute l'humanité. Tous les efforts visant à commercialiser ce code génétique, avec

comme but de reconstituer ,vendre et manipuler le corps humain ou les parties de cela pour le gain d'entreprise, doivent être interdits dans le monde entier. La connaissance de notre plan de vie devrait être exclusivement utilisée pour profiter à toute l'humanité.

LE DROIT A UNE NOURRITURE NATURELLE

De même, les informations génétiques de toutes les plantes et la nourriture qui poussent dans nos champs et jardins pendant des millénaires appartiennent à toute l'humanité. La manipulation et la dénaturation du code génétique des plantes, avec le but de les breveter ainsi que la mise en place des monopoles mondiaux en matière de nutrition humaine, portent le danger que nos vivres soient abusés pour profiter aux intérêts d'entreprise. La monopolisation de notre nourriture permet le contrôle par les entreprises du destin de sociétés entières. Ceci sape les principes de base de démocratie et viole des droits de l'homme. L'accès à la nourriture saine, non manipulée est une condition préalable pour une société saine.

UNE PERSPECTIVE À COUPER LE SOUFFLE

En conséquence, les ressources économiques et humaines géantes qui seront libérées après la libération de la santé humaine peuvent être utilisées pour lutter contre la plupart des problèmes mondiaux brûlants de notre temps, y compris la faim, la malnutrition, la pauvreté, l'analphabétisme, le chômage et des menaces environnementales.

SOUTENEZ LE MOUVEMENT DE LA VIE

Ces droits fondamentaux de l´homme ne vous seront pas offerts gratuitement par les forces du statu quo. Nous , les peuples du monde , avons besoin , maintenant , de défendre nos droits les plus élémentaires de l´homme. C´est cela l´objectif du « Mouvement pour la vie ».

Mouvement de la vie

En savoir davantage sur le « mouvement pour la vie » et apporter votre contribution à cet appel , veuillez visiter notre site internet

www.movement-of-life-.org

Ce document, bien entendu, n'est pas un simple appel passionné comme tant d'autres pour un monde meilleur. L'analyse claire et les principes concis énoncés dans ce document, le prédestinent à être la pierre angulaire d'un monde qui, pour la plupart, est réalisable de notre vivant.

- **Faire partie du Relais de la Vie**

  Si vous, en tant que personne ou organisme, vous voulez jouer un rôle plus actif au sein du mouvement du 'Relais de la Vie', veuillez nous contacter.

  Nous sommes intéressés par le fait de construire un réseau de personnes et d'organisations qui est engagé dans la dissémination de la vérité historique, et par le fait de mettre fin à des décennies de tromperie mondiale. Les informations contenues dans ce livre, ainsi que les références qui y sont apparentées, constituent notre feuille de route.

Vous pouvez nous contacter par e-mail sur :
info@dr-rath-foundation.org

Appendice

Sites web importants pour des informations supplémentaires

www4.dr-rath-foundation.org

La Dr. Rath Health Foundation (Fondation pour la Santé du Dr. Rath)

La Dr. Rath Health Foundation (Fondation du Dr Rath pour la Santé) est une association sans but lucratif dédiée à l'amélioration de la santé humaine à l'échelle mondiale par la recherche, l'éducation et la défense des droits des patients à choisir les thérapies naturelles. Les découvertes scientifiques de son fondateur, le Dr.Matthias Rath, un pionnier dans les recherches en santé naturelle, offrent des percées majeures dans l'approche naturelle des maladies cardiaques, du cancer et d'autres problèmes de santé.

Sa vision, appuyée par ses recherches approfondies, a déclenché le potentiel de contrôler ces maladies via des moyens naturels. En conséquence, la Fondation a joué un rôle majeur dans la promotion de l'éducation à la santé naturelle et aux droits des gens à la santé, partout dans le monde.

www.eu-facts.org

Le site web sur les faits concernant l'UE

Les documents historiques publiés sur le site web de EU Facts prouvent que la feuille de route pour "l'UE de Bruxelles" antidémocratique, a pour origine les "planches à dessin" des dirigeants nazis durant la seconde guerre mondiale. La publication de ces informations marque le début de la fin de l'expérience antidémocratique de "l'UE de Bruxelles."

www.eu-referendum.org

L'Initiative pour un Référendum Européen

L'Initiative pour un Référendum Européen est une campagne dont le but consiste à ce que les citoyens obtiennent le droit de voter lors d'un référendum, à chaque fois que des changements importants à

des lois qui les touchent directement sont effectués, que ce soit au niveau national ou européen. Actuellement, les campagnes incluent une pétition en faveur d'une Europe pour le Peuple, par le Peuple; une pétition afin de rejeter le prétendu traité de Lisbonne de l'UE; et une pétition pour un référendum concernant les remèdes naturels. Jusqu'à présent, plus de 250.000 personnes de par l'Europe ont signé ces pétitions.

www.health-peace-justice.org

L'Alliance Internationale pour la Santé, la Paix et la Justice Sociale

L'Alliance Internationale pour la Santé, la Paix et la Justice Sociale est un mouvement mondial qui veut créer un monde sain, paisible et juste, en unissant les populations de tous les pays, de toutes les cultures, de toutes les races et de toutes les croyances, dans un effort commun visant à atteindre ces objectifs. Elle invite tous les individus et tous les organismes (au niveau national et international) à se joindre à elle, et à travailler afin d'obtenir un monde meilleur.

www.nuremberg-tribunal.org

Le projet NT2 : Appel pour un second tribunal de 'Nuremberg'

Le premier tribunal de Nuremberg faisait partie des efforts effectués par les Etats-Unis et les autres gouvernements alliés afin de déterminer les responsabilités dans la seconde guerre mondiale, et de faire payer ceux qui avaient commis des crimes contre l'humanité. Entre 1945 et 1948, plusieurs de ces procès se déroulèrent au Palais de Justice de la ville allemande de Nuremberg, et le plus important de ces procès fut l'affaire contre le cartel du pétrole et des médicaments, IG Farben. Les dirigeants de ce cartel, selon le procureur en chef américain, Telford Taylor, étaient les principaux criminels de guerre, sans qui la seconde guerre mondiale n'aurait pas été possible. Cependant, tandis que le tribunal d'origine avait amené le cartel IG Farben devant la justice pour que celui-ci rende des comptes, il ne réussit que partiellement à mettre fin à ses crimes. Quelques années seulement après que les procès aient pris fin, les racines du cartel des médicaments furent rapidement rétablies.

ENDING THE GENOCIDE OF THE PHARMACEUTICAL DRUG CARTEL

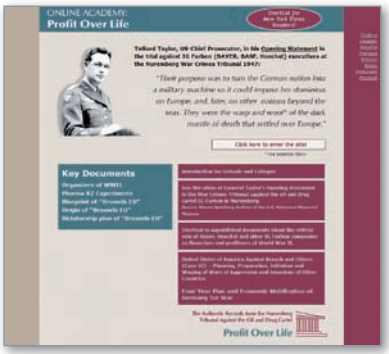
Call for a Second Nuremberg Tribunal

INTRODUCTION

Depuis lors, le marketing trompeur de produits pharmaceutiques coûteux et souvent mortels, a mené à la création de marchés valant de nombreux milliards de dollars et basés sur l'expansion, plutôt que sur l'élimination, des maladies. En tant que telle, alors qu'elle se présente comme offrant des solutions aux principales maladies endémiques dans le monde, l'industrie pharmaceutique prospère sur l'exploitation des maladies, dont elle tire profit. Pire encore, cette industrie ignore, cache et entrave également des thérapies naturelles efficaces, sûres et prouvées scientifiquement, qui sont capables d'éradiquer en grande partie les principales maladies endémiques dans le monde. Le projet NT-2 vise donc à établir un second tribunal de 'Nuremberg', afin de s'assurer que les crimes du cartel des médicaments prendront fin une fois pour toutes.

www.profit-over-life.org

Profit Over Life (Le Profit sur la Vie)



Après 60 années de silence, les archives en ligne de Profit Over Life ouvrent, pour toutes les personnes et partout sur la planète, les documents des tribunaux de guerre de Nuremberg contre IG Farben, la plus grande multinationale de produits chimiques et pharmaceutiques de la première moitié du 20e siècle. Les dizaines de milliers de documents contenus dans ces archives prouvent sans équivoque que la seconde guerre mondiale – une guerre qui a coûté la vie à plus de 60 millions de personnes – fut planifiée et financée par le cartel IG Farben, qui se composait à l'époque des entreprises Bayer, BASF, Hoechst, et autres.

Les étudiants, les enseignants, les chercheurs universitaires, les politiciens et des millions de personnes de par le monde, sont donc invités à utiliser ces archives comme une base servant à mieux comprendre l'histoire. Ceci est particulièrement important, parce que les intérêts industriels multinationaux continuent à ce jour à utiliser la force militaire pour atteindre leurs buts mondiaux.

www.reject-the-eu.co.uk

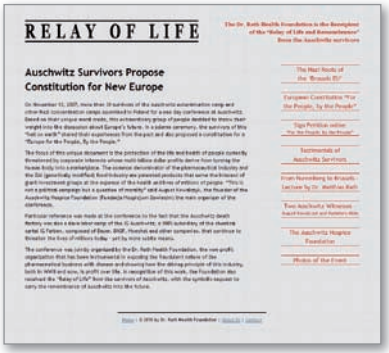
Rejetez l'UE!

Pour les citoyens du Royaume-Uni, la révélation des racines nazies de l'UE de Bruxelles constitue une provocation toute particulière. Ayant joué un rôle vital à deux reprises par le passé, dans le sauvetage de l'Europe face à la prise de pouvoir du Cartel du pétrole et des médicaments ainsi que ses acteurs politiques – pendant la première et la seconde guerre mondiale -, ils sont à présent confrontés à la possibilité selon laquelle les grands sacrifices humains de leurs compatriotes furent effectués en vain. Avec la soumission au traité de Lisbonne et à l'UE de Bruxelles, la vie des soixante millions de Britanniques vivant aujourd'hui, ainsi que d'innombrables autres qui ne sont pas encore nés, tomberait sous le joug des mêmes intérêts que ceux qui ont essayé, par deux fois dans le passé, de conquérir et de prendre le contrôle du Royaume-Uni.

Les citoyens du Royaume-Uni sont donc priés instamment d'aider à disséminer les informations contenues sur le site web de Reject the EU! auprès de leur famille,leurs amis, leurs collègues de travail, dans leurs communautés, et, de plus,de confronter leur représentants politiques par rapport à ces faits – aux niveaux local, régional, national et européen.

www.relay-of-life.org

Relay of Life (Le Relais de la Vie)


RELAY OF LIFE

Auschwitz Survivors Propose Constitution for New Europe

Le site web du Relais de la Vie décrit la façon dont, le 13 novembre 2007, plus de 30 survivants du camp d'extermination d'Auschwitz et d'autres camps de concentration nazis se sont rassemblés en Pologne pour une journée de conférence, à Auschwitz. Sur base de leur credo moral unique, ce groupe extraordinaire de personnes a décidé de peser de tout son poids dans le débat concernant le futur de l'Europe. Durant une cérémonie solennelle, les survivants de cet "enfer sur Terre" ont partagé leur expérience du passé et ont également proposé une constitution pour une "Europe pour le Peuple, par le Peuple."

RELAY OF LIFE

Testimonials of Auschwitz Survivors

English translation:

Cette conférence fut organisée conjointement par la Dr. Rath Health Foundation, une association sans but lucratif qui a contribué à exposer la nature frauduleuse de l'industrie pharmaceutique par rapport à la maladie,et à démontrer comment le principe moteur de cette industrie, à la fois durant la seconde guerre mondiale et de nos jours, est le profit effectué au détriment de la vie. En reconnaissance pour ce travail,la Fondation a également reçu le "Relais de la Vie" des survivants d'Auschwitz, avec la demande symbolique de transmettre le souvenir d'Auschwitz dans le futur.